



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

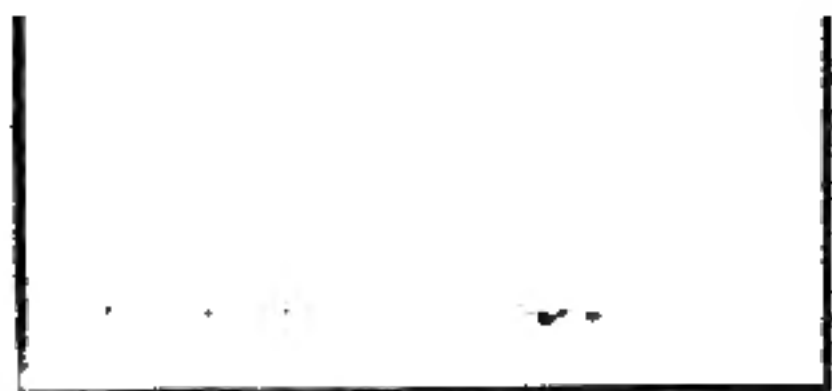
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>









~~SECRET~~  
HJ  
1A81  
M35



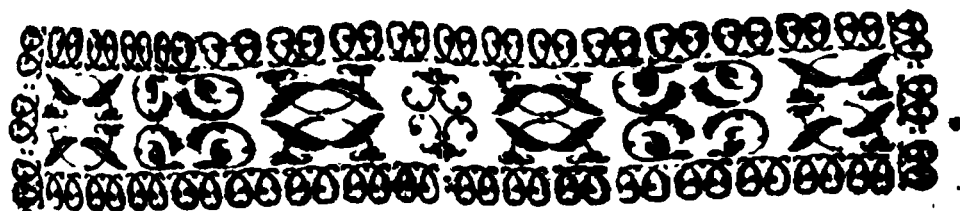












# T A B L E

PAR ORDRE

## CHRONOLOGIQUE

D E S

MEMOIRES, LETTRES PATENTES,  
EDITS, DECLARATIONS, AR-  
RETS, & autres Pièces des Opé-  
rations sur lesquelles le fond de  
L'HISTOIRE DU SYSTEME DES  
FINANCES a été composé.

\*\*\*\*\*

TOME CINQUIEME.

I.

**M**emoire remis à S. A. R. Monseigneur  
le Duc d'Orleans, Régent du Royau-  
ne, par Mr. Desmarets, sur l'Administra-  
tion des Finances, depuis le vingt Février de  
l'année 1708, jusqu'au premier Septembre  
1715.

Tome V.

\*

II. De-

# T A B L E

Dates.

I I.

1715.

7. Dec.

*Déclaration du Roi, portant que tous les Billets faits pour le service de l'Etat, seront rapportez pour en faire la Vérification & Liquidation.*

I I I.

1716.

• Premier  
Avril.

*Déclaration du Roi, qui ordonne qu'il sera fait pour Deux-cens-Cinquante-Millions de Billets de l'Etat, pour être distribuez à l'Hôtel de Ville, à la place de tous les anciens Papiers faits pour le service de l'Etat avant le premier Septembre 1715. & liquidez en exécution de la Déclaration du 7. Decembre de ladite année 1715.*

I V.

2. Mai.

*Lettres Patentes du Roi, portant Privilege en faveur du Sr. Law & sa Compagnie, d'établir une Banque générale.*

V.

1717.

10. Avril.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Billets de la Banque Générale, établie par les Lettres Patentes des 2. & 20. Mai dernier, seront reçus comme argent pour le Payement de toutes les Especes de Droits & d'Impositions dans tous les Bureaux des Recettes, Fermes, & autres Revenus de Sa Majesté;*

*Et que tous ses Officiers comptables, Fermiers*

## DES PIÈCES.

miers & Sousfermiers, tous leurs Receveurs & Commis comptables, & autres chargés du maniement de ses Deniers, seront tenus d'acquiescer à vûe & sans aucun Escompte, les Billets de ladite Banque qui leur seront présentés.

Dates.

1717.

### V I.

Lettres Patentes en forme d'Edit, par. Au mois tant Etablissement d'une Compagnie de Commerce, sous le nom de Compagnie d'Occident.

### V I I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de la Banque Générale.

1718.  
26. Fév.

### V I I I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Billets de la Banque Générale seront pris en Payement de toutes Impositions, & seront payez & acquittez par les Directeurs des Monnoyes, Receveurs & Fermiers des Deniers de Sa Majesté sur le pied de Six livres l'Ecu.

### I X.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

20. Juin.

### X.

Arrêt de la Cour de Parlement.

12. Août.



# T A B L E

Dates.

X I.

1718.

21. Août.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, & Lettres Patentes en consequence, registrez en Parlement le 26. Août 1718.*

X I I.

26. Août. *Lettres Patentes.*

X I I I.

16. Sept. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, servant de Règlement général pour la Regie, Administration & Recouvrement des Droits des Fermes Royales unies, du Bail de Me. Aymard Lambert, Adjudicataire desdites Fermes.*

X I V.

4.<sup>e</sup> Dec. *Déclaration du Roi, pour convertir la Banque Générale en Banque Royale.*

X V.

1719.

5. Janv.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui nomme le Directeur, l'Inspecteur, le Trésorier & le Contrôleur de la Banque Royale.*

X V I.

5. Janv. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de la Banque Royale.*

XVII. Ar-

# D E S P I E C E S . .

## X V I I .

Dates.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui or- 1719.  
donne que les Traitans Généraux d'Affaires 10. Janv.  
Extraordinaires, seront tenus de présenter &  
affirmer leurs Comptes devant Mrs. les Com-  
missaires nommez par l'Arrêt du 2. Novem-  
bre 1717. au plus tard dans un mois; sinon  
& à faute de ce faire, payer au Trésor Royal  
la somme de Vingt mille livres.

## X V I I I .

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concer- 22. Avr.  
nant la Banque Royale, & les Billets en li-  
vres Tournois.

## X I X .

Edit du Roi, portant Réunion de la Com- Au mois  
pagnie des Indes Orientales & de la Chine, de Mai  
à la Compagnie d'Occident.

## X X .

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concer- 10. Juin.  
nant les Billets de la Banque Royale.

## X X I .

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant 17. Juin.  
la Réunion des Compagnies des Indes Orien-  
tales & de la Chine, à la Compagnie d'Oc-  
cident.

\* 3

X X I I . Ar-

# T A B L E

Dates.

## X X I I.

1719.

20. Juin. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les nouvelles Actions de la Compagnie des Indes.*

## X X I I I.

8. Juill. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de Banque, en Ecus de huit & de dix au Marc.*

## X X I V.

16. Juill. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, en faveur de la Compagnie des Indes.*

## X X V.

25. Juill. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui cede à la Compagnie des Indes le Bénéfice sur les Monnoyes, pendant neuf années.*

## X X V I.

25. Juill. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne une Diminution sur les Espèces d'Or.*

## X X V I I.

27. Juill. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui permet à la Compagnie des Indes de faire Vingt-cinq Millions de nouvelles Actions.*

## X X V I I I.

27. Août. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, par lequel Sa Majesté casse & annule, à commencer*

## DES PIÈCES.

<p>cer au premier Octobre prochain , le Bail des Fermes Générales fait à Aymard Lambert , pour les Cinq Années qui en restent à expirer. Accorde le Bail desdites Fermes Générales à la Compagnie des Indes pour Neuf Années. Continue les Privilèges de ladite Compagnie jusques en l'Année 1770. Et accepte le Prêt que ladite Compagnie des Indes fait à Sa Majesté de Douze-cens Millions , pour servir à l'acquittement de toutes les Dettes de l'Etat.</p>	<p>Dates. <hr/>1719.</p>
--	------------------------------

### X X I X.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi , qui or- 31. Août.  
donne le Remboursement de toutes les Rentes  
perpetuelles sur l'Hôtel de Ville de Paris , au  
moyen du quel elles demeureront éteintes & sup-  
primées , ainsi que les Payeurs & Controlleurs  
desdites Rentes , en consequence de l'Arrêt du  
Conseil du 27. du présent mois d'Août.

### X X X.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi , concernant 31. Août.  
la Signature des Billets de la Banque de Mil-  
le livres.

### X X X I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi , concernant 5. Sept.  
le Payement des Arrérages des Rentes de l'Hô-  
tel de Ville de Paris jusqu'à la fin de 1719.  
& le Remboursement des Payeurs desdites Ren-  
tes.

\* 4

XXXII. Jour-

# T A B L E

Dates.

## X X X I I .

1719.

*Journal du Travail de Messieurs les Directeurs de la Compagnie des Indes , pour l' Année qui commencera le premier d'Octobre 1719.*

## X X X I I I .

12. Sept. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi , qui ordonne qu'il sera fabriqué pour Cent vingt Millions de livres de Billets de la Banque , de Dix - mille livres chacun.*

## X X X I V .

13. Sept. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi , qui permet à la Compagnie des Indes de faire pour Cinquante Millions de Nouvelles Actions.*

## X X X V .

19. Sept. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi , qui reçoit les Offres de la Compagnie des Indes pour le Remboursement des Quatre Millions de Rentes constituées au profit de ladite Compagnie sur la Ferme du Tabac ; Supprime les Droits établis sur les Suifs , Huiles & Cartes ; Et les Vingt-quatre deniers pour livre sur le Poisson.*

## X X X V I .

26. Sept. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi , concernant les Souscriptions pour les Cinquante Millions de Nouvelles Actions de la Compagnie des Indes.*

## X X X V I I . Ar-



# DES PIÈCES.

## XXXVII.

Dates.

1719.

28. Sept.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui permet à la Compagnie des Indes de faire pour Cinquante Millions de Nouvelles Actions, qui seront acquises aux mêmes charges & conditions portées par l'Arrêt du 26. du présent mois.*

## XXXVIII.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui permet à la Compagnie des Indes de faire pour Cinquante Millions de Nouvelles Actions, aux mêmes charges & conditions portées par l'Arrêt du 26. Septembre dernier.*

2. Oct.

## XXXIX.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Certificats délivrez en exécution des Arrêts du Conseil des 13. & 28. Septembre dernier, & 2. du présent mois d'Octobre, seront coupez en autant d'autres Certificats que les Porteurs voudront.*

12. Oct.

## XL.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, pour faire cesser les Fonctions des Receveurs Généraux des Finances; & ordonner qu'il sera pourvu au Remboursement de leurs Offices.*

12. Oct.

## XLI.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui accepte les Offres de la Compagnie des Indes, de*  
pré-

12. Oct.

# T A B L E

Dates. *prêter à Sa Majesté, au lieu de la somme de Douze-cens Millions, mentionnée en l'Arrêt du 27. Août dernier, celle de Quinze-cens Millions. Et déclare qu'il ne sera fait aucunes autres Actions, ni en vieilles Especes, ni de quelqu'autre sorte & manière que ce puisse être.*

1719.

## X L I I.

14. O&. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui autorise les Sieurs de la Nauze, Blondel, du Vivier, Rolland, Granet & Manis, à signer indistinctement les Billets de Banque de Mille livres, de Cent livres, & de Dix livres.*

## X L I I I.

20. O&. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui règle le Payement des Soustractions de la Compagnie des Indes pendant les mois de Décembre, Mars & Juin prochains.*

## X L I V.

21. O&. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Recepissés du Sr. Hallée, expédiez & à expédier pour les Arrérages des pensions dûes par Sa Majesté, seront reçus dans les Payemens des Cent cinquante Millions de Nouvelles Actions, en la même manière que les autres mentionnez en l'Arrêt du 26. Septembre dernier.*

X L V. Ar-

# DES PIÈCES.

X L V.

Dates.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant qu'il sera fait pour vingt Millions de Nouveaux Billets de Banque, à raison de Dix-mille livres chaque Billet.* 1719. 24. Oct.

X L V I.

*Ordonnance du Roi, concernant le Commerce des Actions de la Compagnie des Indes.* 26. Oct.

X L V I I.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui nomme des Commissaires pour juger les différens mis & à mouvoir, au sujet des Négociations des Actions de la Compagnie des Indes.* 21. Nov.

X L V I I I.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de Banque.* Premier Decemb.

X L X.

*Edit du Roi, qui ordonne la Fabrication de Nouvelles Especes d'Or & d'Argent fin.* Au mois de Dec.

L.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne, conformément à l'Arrêt du 25. Juillet dernier, que la Compagnie des Indes continuera de* 9. Dec.

# TABLE DES PIÈCES.

**Dates.** de jouir de tout le Benefice de la Fabrica-  
 tion qui se fera dans les Monnoyes, jusqu'au  
 1719. premier Août 1728. Ensemble des Droits &  
 Emolumens attribuez pour les Affinages &  
 Departs d'Or & d'Argent aux Affineurs, dont  
 les Offices demeureront éteints & supprimés.

## L I.

21. Dec. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui or-  
 donne la manière dont les Payemens doivent  
 être faits, tant à Paris que dans les Provin-  
 ces; Et qui regle la différence entre la Mon-  
 noye de Banque & la Monnoye courante.

## L I I.

29 Dec. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui or-  
 donne que les Billets de Banque de Dix li-  
 vres, quoique non signez à la main, mais seu-  
 lement en Caractères d'Impression, auront  
 cours & seront reçus sans aucune difficulté.



# HISTOIRE DU SYSTEME DES FINANCES.

\*\*\*\*\*

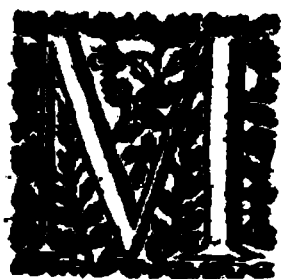
## CINQUIEME PARTIE.

Contenant les Arrêts, Déclarations  
Lettres Patentes &c. qui servent  
de Preuves à cet Ouvrage.

---

L.

MEMOIRE remis à S. A. R. Monseigneur le Duc d'Orléans, Régent du Royaume, par Mr. Desmarests sur l'Administration des Finances, depuis le vingt Février de l'année 1708, jusqu'au premier Septembre 1715.



ONSEIGNEUR;

Je supplie très-humblement VOTRE  
ALTESSE ROYALE de donner quelques  
Tome V. A mo-



momens de son attention au Mémoire que j'ai l'honneur de lui présenter.

Le feu Roi m'ayant fait celui de me choisir le 20 Février 1708. pour remplir la place de Contrôleur General des Finances, j'ai soutenu avec un travail continuél & bien pénible le poids de cet emploi jusqu'au premier Septembre 1715.

VOTRE ALTESSE ROYALE sçait parfaitement, que le Contrôleur General des Finances n'est ni ordonnateur ni comptable depuis le reglement du 5. Septembre 1661. par lequel le feu Roi supprima la commission de Surintendant des Finances pour toujours; le feu Roi en a fait toutes les fonctions lui-même, & il ne s'est fait aucun payement qu'en vertu des ordonnances & des états qu'il a signez; & le Contrôleur General des Finances a été simplement l'exécuteur des ordres de Sa Majesté.

Ainsi n'ayant fait aucune gestion qu'en vertu des ordres du Roi, je ne suis point obligé d'en rendre compte; mais un motif d'honneur, & le respect que je dois à V. A. R. me pressent également de donner des éclaircissemens sur l'état où étoient les Finances au 20 Février 1708, sur ce qui a été fait pendant sept ans & demi jusqu'à la mort du Roi, pour soutenir les dépenses de la guerre & tout l'Etat, & sur la situation où étoient les finances au 1. Septembre 1715.

Le premier objet auquel je donnai toute mon attention, fut de reconnoître les det-

dettes de l'Etat, & les papiers qui étoient décreditez, & qui avoient fait ressembler l'argent à un tel excès, que le payement des troupes avoit manqué dans presque tous les départemens. On ne pouvoit sans imprudence faire publiquement cette reconnoissance, il falloit au contraire cacher le mal, pour ne pas manquer totalement; mais les papiers qui étoient dûs au public ont été si connus, que la simple explication en fait voir la vérité.

Il étoit dû au public au 20. Février 1708,

Pour les nouveaux billets de monnoie reformez en 1707. . . . . 72000000 liv.

Billets de monnoie convertis en billets des Fermiers generaux des fermes unies & des Receveurs generaux des finances, payables en cinq ans. . . . . 34435825.

Anciens billets de monnoie non reformez, gardez par ordre dans les caisses des Tresoriers, dont il falloit faire le fonds. . .

9570248.

Billets des Soufermiers des Aides par forme de prêt. . . . . 72000000.

Promesses de la caisse des Gabelles. . .

60453760.

Billets d'emprunts des Tresoriers de l'Extraordinaire des guerres, & des Adjoints qui leur avoient été donnez pour soutenir les dépenses de leurs exercices des années 1706. & 1707. . . . . 61705827

Interêts de ces différentes parties. . .

27991665

---

303357325. liv.

Il étoit dû aux Tresoriers de toute nature pour ordonnances & états non acquitez. . . . . 102366833. liv

Il avoit été consommé par avance sur les revenus de 1708 pour les dépenses de 1706 & 1707 . . . . . 54833833

Plus sur les années 1709, 1710, 1711 & 1712, . . . . . 14286670

Emprunt fait à Gennes. . . . . 2000000

Il étoit dû au sieur Bernard pour avances faites pour les troupes, pour lesquelles il lui avoit été donné des billets de Tresoriers de l'Extraordinaire des guerres qu'il a falu remplacer. . . . . 11000000

Aux freres Hogguers, pour les avances faites pour l'armée d'Italie en 1706, plus de. . . . . 5000000

Les dépenses de l'année 1708 suivant les ordonnances . . . . . { 48284466  
20278835

6856330

Les fonds de l'année 1708. ayant été presque entièrement consommés par avance ; il ne restoit de fonds libres de l'année 1708, deduction faite des charges assignations anticipées, que 20388338. l

Il n'avoit été fait aucune disposition pour les vivres de la campagne, nul pour les remontes & les recrues.

Tel étoit alors l'état des finances du Roi, des dettes de l'Etat, & du fonds qui restoit pour satisfaire à toutes ses dépenses, lorsque M. de Chamillart, chargé de leur du detail de la guerre, supplia

Roi de le décharger d'un fardeau qui devenoit tous les jours plus pesant ; à quoi on peut ajouter que la rareté de l'espece, les sommes considerables dûes aux Treasoriers & aux Entrepreneurs, le défaut de payement des assignations, le discredit des effets du Roi, & l'usure qui se faisoit sur les billets de monnoie & sur toutes sortes de papiers, avoient mis les finances dans un état qui paroissoit sans remede.

Le Roi me nomma Contrôleur General dans cette affreuse situation : elle m'étoit assez connue ; le peu de possibilité de satisfaire à tant de dépenses avec si peu de fonds me parût dans toute son étendue ; je sentis tout le poids d'une pareille commission. Mais le Roi ne me laissa pas la liberté de lui représenter ce que je sçavois, & ce que je connoissois de l'état de ses finances ; il me prévint & s'expliqua nettement, me disant qu'il connoissoit parfaitement l'état de ses finances, qu'il ne demandoit pas l'impossible ; que si je réussissois, je lui rendrois un grand service, dont il me sçauroit beaucoup de gré ; si le succès n'étoit pas heureux, il ne m'en imputerait pas les événemens.

Je crus devoir commencer cette difficile administration par un coup décisif, & qui marquant au public que je connoissois l'ordre & l'économie d'une bonne regie, étoit seul capable de donner à l'espece sa premiere circulation & de ranimer la confiance.

Je compris que le Trésor Royal, comme le centre de la finance, devoit recevoir tout le produit des revenus de Sa Majesté ; & je m'attachai à l'y faire remettre l'échéance de chaque paiement.

Quatre raisons principales m'y déterminèrent :

Premièrement, pour engager les comptables à payer plus régulièrement qu'ils n'avoient fait.

Secondement, pour empêcher que ceux qui avoient pris des engagements pour le service, ne fussent plus long-temps exposés à essuyer de longs retardemens, ni privés par les mauvaises difficultés des comptables, d'une partie de leur intérêt, dont le retardement jusqu'alors avoit fait un tort considérable au crédit du Roi.

Troisièmement, parce qu'en faisant porter directement à la caisse du Trésor Royal le produit des revenus de Sa M. je rendois à cette caisse un crédit étroit depuis long-temps ; persuadé que le seul moyen de dissiper la supériorité usuraire que l'espèce avoit prise sur le papier, & de faire sortir l'espèce, étoit de faire valoir au public beaucoup d'argent circuler de la caisse du Roi.

Quatrièmement, je pensai à établir une régie certaine & qui me mît en état pourvoir aux dépenses les plus pressées par la connoissance du fonds que j'aurois dans cette caisse, suivant les bordereaux qui m'en seroient remis toutes les semaines & tous les mois.

Cet arrangement fut applaudi, & eut tout l'effet qu'on en pouvoit attendre.

Pour parvenir à l'exécution de ce projet, il falloit rendre libres les fonds de l'année 1708, qui avoient été consommez entierement par des assignations anticipées, lesquelles avoient été tirées pour les dépenses des années précédentes.

Le Roi ordonna qu'elles feroient rapportées, & réassignées sur l'année 1709, ce qui fut exécuté; la diminution des especes qui avoit été annoncée pour le premier Mars 1708, & successivement dans les autres mois de la même année, détermina tous les porteurs d'assignations à les rapporter sans peine, pour éviter les diminutions qu'ils auroient souffertes; si on avoit pu les acquitter exactement.

Il faut observer que ces fonds n'étant pas à beaucoup près suffisans pour fournir aux dépenses les plus pressées, & les plus nécessaires, il fallut penser à augmenter le crédit & faciliter de nouveaux emprunts; & comme il avoit été ordonné par un arrêt du 29 Octobre 1707, que tous les payemens ne pourroient être faits ni stipulez que les trois quarts en especes, & l'autre quart en billets de monnoie, le deffaut de liberté dans les conventions qui se pouvoient faire entre le prêteur & l'emprunteur faisoit toujours ressembler de plus en plus l'espece. Le Roi permit par arrêt du 27 Fevrier 1708 la liberté des stipulations: cet arrêt & les diminutions annoncées causerent un assez grand

mouvement d'argent , & donnerent les moyens de soutenir les dépenses de cette année. Il falut encore avoir recours à d'autres expédiens ; on créa par quatre Edits 2100000 livres de rente sur l'Hôtel de Ville au principal de 33600000 livres ; on créa aussi des augmentations de gages que les Officiers des Compagnies supérieures , les Officiers de Police & de Finance furent obligez de lever , ce qui produisit la somme de. . . . . 11400000. liv.

On fit aussi divers traitezs d'affaires extraordinaires , dont le total étoit de 36 millions.

Tous ces expédiens produisirent avec peine les fonds pour les dépenses de la campagne , ce qui étonna les ennemis de la France , qui étoient persuadez que les Finances étoient abandonnées comme insoutenables.

Le mauvais événement de la bataille d'Oudenarde , & la prise de l'Isle firent retomber les affaires dans une nouvelle confusion , & dans un embarras dont avec raison on pouvoit desespérer de se tirer.

Les ordonnances pour les dépenses de l'année 1708 ont monté à la somme de . . . . . 202788354 liv.

Il a été assigné sur divers fonds. . . . . 184423036.

Partant reste à assigner . . . . . 18365318.

Les fonds ordinaires & extraordinaires de l'année 1708 , & des précédentes ont produit depuis le 20 Fevrier 1708 . . . . . 229059467.

Dont

Dont il a été consommé pour les dépenses de l'année 1708 . . 184423036.

Reste . . . 44636431

Lesquelles ont été assignées pour les dépenses des années précédentes.

Le détail de tous ces arrangemens compose un gros volume.

*A N N E E 1709.*

**L**A nécessité de continuer la guerre fit penser aux moyens de rétablir la confiance, & de faciliter la negociation des assignations, qu'il falloit donner en payement aux Banquiers, Tresoriers, Entrepreneurs & autres chargez de fournir les dépenses: on se proposa d'ordonner que les assignations qui avoient été tirées par avance sur les revenus de l'année, seroient acquittées à leur échéance. Ce reglement fait par un arrêt du 19 Février 1709, eut d'abord tous le succès auquel on s'étoit attendu; les porteurs des assignations tirées par avance voyant leur payement assuré, se déterminerent à prêter aux Trésoriers, aux Munitionnaires & autres, l'argent qu'ils recevoient du payement de leurs assignations; mais cette disposition changea bientôt après. La rigueur de l'hiver, la disette des grains, firent resserrer l'argent plus que jamais: cependant il falloit pourvoir aux dépenses de la guerre, assurer le prêt des troupes, & leur subsistance, & remedier promptement à la cherté des grains dans tout le Royaume.



Dans une si triste situation on n'avoit pas la liberté de choisir des moyens qui pussent seurement & promptement produire de l'argent nécessaire pour les dépenses ; il fallut prendre ceux dont on s'étoit servi dans les années précédentes, quoique le succès en fût fort douteux. On crea de nouvelles rentes sur l'Hôtel de ville, & on crea pareillement des augmentations de gages, qui furent attribuez à differens Officiers ; & on en fit des traitez particuliers, afin de s'affurer des fonds comptans pour le payement des dépenses.

Les expediens ordinaires de finance auxquels d'abord on s'attacha, auroient été une foible ressource, si par un bonheur auquel on ne s'attendoit pas, les vaisseaux qui avoient été dans la mer du Sud, n'étoient heureusement arrivez dans les ports de France. Leur chargement étoit très riche, & ils avoient dans leurs bords pour plus de trente millions de matieres d'or & d'argent. On proposa aux interessez dans leur chargement de porter aux Hôtels des monnoies toutes les matieres, & d'en prêter au Roi la moitié, pour laquelle on leur donna des assignations sur les recettes generales, & l'intérêt à dix pour cent. L'autre moitié leur fut payée comptant pour le payement des équipages des vaisseaux, & de ce qu'ils devoient aux Marchands, & autres qui leur avoient vendu les marchandises dont ils avoient composé le chargement de leurs vaisseaux pour être débitées au Perou. Les

Les billets de monnoie subsistoient toujours & causoient un grand desordre dans le commerce, il falloit travailler à les éteindre, ou se résoudre à voir manquer entierement le payement des troupes, & toutes les depenses necessaires de l'État.

On a crû devoir profiter des matieres qui se trouvoient en abondance dans les Hôtels des monnoies pour faire une refonte generale, & fabriquer de nouvelles especes differentes en poids des precedentes; & il fut ordonné par Edit du mois de May de la même année 1709, que les louis d'Or fabriquez en vertu de l'Edit du mois d'Avril precedent, auroient cours pour 20 livres, au lieu de 16 livres 10 sols, & les écus pour 5 livres au lieu de 4 livres 8 sols.

A la faveur de cette augmentation, on se proposa de remedier au mal que causoient les billets de monnoie.

Pour cet effet, il fut ordonné qu'il seroit reçu dans les Hôtels des monnoies cinq sixiemes en especes ou matieres, & un sixieme en billets de monnoie, pour être le tout payé comptant en nouvelles especes.

Quatre raisons principales determinerent à faire la refonte generale.

La premiere étoit la facilité de pourvoir en especes nouvelles au payement comptant de celles qui y seroient portées, les matieres venues de la mer du Sud ayant fourni aux Hôtels des monnoies les fonds necessaires.

La seconde, le retour qui se feroit des especes de France qui avoient été portées dans les pays étrangers.

La troisième, le benefice qui s'y trouveroit pour le Roi.

Et la quatrième, l'application de ce benefice à l'extinction des billets de monnoie.

Ces différentes dispositions eurent un succès heureux : elles procurerent des fonds pour le payement des armées, elles engagèrent les porteurs des billets de monnoie à mettre tout en usage pour se procurer cinq fois autant d'especes & de matieres qu'ils avoient de billets de monnoie, enfin la refonte produisit l'extinction de 43. millions de billets de monnoie & d'autres papiers, & rétablit la circulation des especes.

On pourvut en même temps à faire convertir en nouvelles especes dans la monnoie de Strasbourg les anciennes especes, qui avoient été fabriquées en execution de l'Edit du mois d'Octobre 1704, pour avoir cours seulement dans les provinces d'Alsace & de la Saare : on fit aussi quelques traitezs pour le rachapt de la capitation, & quelques autres affaires extraordinaires jusqu'à la concurrence de 30 millions.

La plus importante affaire, & celle qui donna plus de peine, fut celle de pourvoir à l'excessive cherté des grains, pour en fournir la quantité necessaire pour la subsistance des armées.

On fit sur toutes les provinces une imposition

sition de 557900 sacs de grains, qui furent voiturés avec grande peine & beaucoup de risques dans les dépôts nécessaires pour les armées: le prix en fut depuis 30. jusqu'à 40 livres le sac, qui ont été remboursés en plusieurs années sur les impositions des provinces qui les avoient fournis, & la dépense des vivres de cette année a passé 45 millions.

Il falloit donner aussi attention à la Ville de Paris & aux Provinces qui se ressentoient de la disette des grains: on fit pour cet effet des marchés avec plusieurs particuliers pour en faire venir des pays étrangers: il y en eut un pour faire venir de Barbarie & des Îles de l'Archipel, dans les ports de Toulon, Marseille & Cette, cent vingt mil quintaux de blé froment, pour être ensuite conduits à Paris: on en fit un autre pour tirer des bleds du Nord par Dantzik.

Il y eut aussi divers traités pour faire venir des bleds des pays étrangers; on peut dire avec confiance que ces attentions non seulement empêchèrent l'excessive augmentation du prix des grains; mais même qu'elles produisirent une diminution du prix auquel les grains avoient été portés aussi-tôt qu'on sçut que ces traités avoient été faits.

Le malheureux état où étoit le Royaume pendant l'année 1709. ne doit pas facilement s'effacer de la mémoire des hommes; il falloit bien d'autres attentions pour encourager les sujets & pour pourvoir à la subsistance de Paris. Le Roi suspendit

les exemptions des tailles accordées aux Officiers créés depuis le premier, Janvier 1689. dont la finance étoit au dessous de 10000. livres.

Sa Majesté par arrêt du mois d'Octobre 1709. accorda à ses peuples sur le brevet de la taille de 1710, une diminution de 6000000. & peu de temps après, en fixant les impositions de chaque généralité; elle accorda encore une autre diminution de près de 2000000.

Le Roi diminua pareillement les droits d'entrée sur les bœufs & moutons, & sur le vin.

Les ordonnances expédiées pour les dépenses de l'année 1709. montant à la somme de . . . . . 22111054

Les sommes assignées montant à 19914892

Partant reste à assigner. . . . . 2196162

Pour payer ces dépenses, les revenus ordinaires de 1709. n'ont produit que.

381628

On a consommé par avance sur les revenus des années à venir jusques & compris 1717. par des assignations anticipées

5276140

---

9092423

Pour fournir le surplus des sommes assignées, on demanda plusieurs avances tant aux fermiers des postes & du tabac, qu'à d'autres particuliers, qui monterent à . . .

733715

Et on tira le reste des assignations sur les domaines & de la ferme du contrôle & des autres

actes

actes, du rachapt de la capitation des particuliers, & celle du Clergé, du prêt & droit annuel, & de divers traitez jusqu'à la concurrence de . . . 100887500. liv.

*T O T A L* 199148926.

Une observation très-importante à faire, est que ces derniers fonds de l'alienation du contrôle des actes des Notaires, du rachapt de la capitation du Clergé, & du prêt & droit annuel, ne sont entrez que dans le cours des années 1710 & 1711, & que pour parler juste, on fit subsister par une espèce de miracle les années & l'Etat en l'année 1709, au moyen des avances qui furent faites par les Fermiers, Receveurs & autres qui prêterent leur argent, ou leur credit, & qui ont été remboursés à mesure que ces differens fonds sont rentrez.

On tira un grand secours du travail des monnoies qui produisirent un fonds actuel de 11370773. liv. qui furent employées utilement pour le payement des troupes.

*A N N E E* 1710.

**L**e détail des moyens dont on s'est servi pour les dépenses des années 1708. & 1709. fait sentir quelle devoit être la difficulté, pour ne pas dire l'impossibilité, de trouver de nouvelles ressources pour les dépenses de la guerre, qui continuoit avec plus de vivacité que jamais après

la prise de Tournay, & le mauvais événement de la bataille de Malplaqué, qui fut suivie de la prise de Mons.

Dans cette situation je proposai au Roi au mois de Novembre 1709. de faire faire une regie par douze Receveurs Generaux de plusieurs affaires extraordinaires, & d'établir une caisse dans laquelle seroient portez les fonds, tant des affaires extraordinaires, dont ils poursuivroient le recouvrement, que des fonds qu'on y pourroit faire entrer.

Les Receveurs Generaux donnerent à cette occasion des preuves de bonne volonté pour le service; ils déclarerent qu'en se chargeant de la regie des affaires extraordinaires, ils ne prétendoient aucune remise ni benefice, & se contenteroient des intérêts des avances qu'ils pourroient faire, & qu'ils demandoient seulement que les frais du bureau de Paris, & ceux des provinces fussent payez par le Roi.

Ils établirent un bureau à Paris avec Directeur & un Caissier; & pour donner du credit à cette nouvelle forme de regie laquelle prit d'autant plus de faveur le public qui étoit fort rebuté des Trésoriers, vit que les recouvrements seroient faits sans frais & sans profit pour ceux qui en auroient la direction; on fit entrer des fonds dans ces caisses qui en font tous pour fournir aux dépenses, ce qui augmenta tellement le credit de cette caisse qu'on peut dire qu'elle a soutenu l'Etat jusqu'au mois d'Avril 1715.

Les affaires extraordinaires dont les Receveurs Generaux furent chargez de faire la regie , & dont les fonds furent portez au bureau qui devoit être établi, furent:

1° Le rachapt du prêt & droit annuel.  
2° Un denier d'augmentation de reünie aux Receveurs Generaux & aux Receveurs des tailles.

3° Des taxations ou augmentations de gages attribuez aux Officiers comptables.

4° L'alienation ou engagement du controle des actes des Notaires.

5° L'affranchissement de la capitation du Clergé.

Tous ces fonds extraordinaires ont produit près de 68 millions sans aucune remise, ni deux sols pour livre, & ces recouvremens ont été faits & remplis sans aucuns frais contre les redevables.

On peut observer ici, que les affaires extraordinaires régies par les Receveurs Generaux, ont produit 43817246 livres; dont la remise sur le pied du sixième, & des deux sols pour livre, auroient monté à 11000698 livres qu'on a menagé pour le Roi, & pour les redevables.

Telle est l'origine de cette caisse de regie, dont la recette a été faite sur les quittances des Gardes du Trésor Royal, & du Trésorier des revenus casuels; pour en compter au Conseil seulement & à l'ordinaire, comme ont fait les Traitans.

Cet arrangement pris, il fallut penser à acheter des grains pour les vivres de l'armée; les Intendans eurent ordre de faire



faire des marches. On dressa un état de ce qu'il en falloit, tant pour les troupes qui tiendroient garnison pendant le quartier d'hiver, que pour les armées assemblées : il montoit à 733 mil sacs, qui coûterent plus de trente cinq livres le sac, & cette dépense avec les frais de voiture jusqu'aux magasins, passoit 25 millions.

Les Munitionnaires ne furent chargez que des équipages pour la voiture des vivres aux armées, de la monture des grains, façon, cuisson & distribution du pain, dont la dépense fut considerable par rapport à la cherté des grains.

On peut remarquer combien l'excès du prix des grains pendant les années 1709 & 1710 a augmenté les dépenses par comparaison aux années précédentes.

Pendant cette année 1710, le Roi fit des avances pour parvenir à la paix, M. le Maréchal d'Uxelles, & M. l'Abbé de Polignac furent envoyez à Gertruydenberg, pour conférer avec des Députés des Etats de Hollande.

On sçait que ces conférences n'eurent aucun succès. La guerre continua, & les ennemis ayant assiégé & pris Douay, Saint Venant, Bethune & Aire, il fallut travailler à rechercher de nouveaux moyens pour continuer la guerre.

La situation de l'Etat ne pouvoit être plus pressante, l'épuisement total des ressources pratiquées dans les finances depuis 22 ans, faisoient plus que jamais desespérer de le soutenir. Dans

Dans cette extrémité on demanda des mémoires à diverses personnes : plusieurs des Intendans des Finances furent consultez , plusieurs des Receveurs Généraux , & autres Financiers furent appelez , & donnerent differens mémoires ; il falloit s'assurer d'un fonds annuel pendant la guerre , qui ne chargeât point les revenus du Roi , comme tous les autres moyens dont on s'étoit servi auparavant ; après un examen long & exact , on ne pût trouver d'expédient plus convenable que d'établir le dixième du revenu de tous les fonds , & généralement de tous les biens.

L'imposition en fut ordonnée par la Déclaration du 7 Octobre 1710. Cette levée étoit un remède extrême & violent ; les ennemis de la France se persuaderent que l'établissement en seroit impossible ; mais ayant vu que tous les sujets se prêtoient aux besoins de l'Etat , & qu'il se faisoit paisiblement & sans résistance , ils regarderent le dixième comme une ressource inépuisable pour la guerre.

On peut dire que c'est un des principaux motifs qui ont déterminé les ennemis à faire la paix : ils s'en sont même assez expliqués pour ne laisser aucun lieu d'en douter.

On prit ensuite la résolution d'annuler toutes les assignations qui avoient été faites , tirées par avance , & de les convertir en rentes sur l'Hôtel de ville.

Les ordonnances expédiées pour les dépenses

penſes de l'année 1710, ont monté à deux cent vingt cinq millions huit cent quarante ſept mil deux cens quatre vingt un livres cy . . . . . 225847281 liv

Les ſommes assignées juſqu'au 31 Décembre 1713, montant à la ſomme de . . . . . 185491039

Il a été assigné pendant l'année 1714, pour leſdites depenſes . . . . . 2448781 } 187939820.

Partant reſtoit à assigner à la fin de 1714, des depenſes de l'année 1710. 37907461.

La ſterilité de l'année 1709, & les mauvaiſes récoltes des années qui l'ont ſuivie, ayant cauſé une grande diminution ſur les revenus du Roi, on ne pût continuer de payer comme auparavant les arrerages des rentes conſtituées à l'Hôtel de ville de Paris; on ne pût même payer que ſix mois dans une année.

Ce retardement donnoit lieu d'appréhender quelque mouvement fâcheux des rentiers; néanmoins le public inſtruit qu'on employoit exactement tout le produit des fermes pour payer les rentes, & qu'on ſe donnoit des ſoins particuliers pour raſſembler des fonds qui avoient été retenus dans les caſſes des provinces par des Commis auxquels on fit le procès, ſe prêtant aux beſoins de l'Etat, & ſouffroit ce retardement avec aſſez de ſoumiſſion; on fut même obligé de retarder le payement des gages des Compagnies ſupérieures.

La cauſe de ce retardement a été connue, il n'eſt pas néanmoins inutile d'obſer-

server, que le produit des fermes générales unies qu'on estimoit année commune 460000000 au moins, n'a monté en 1709, qu'à 31000000, & en 1710 à 40000000.

A N N E E S 1711 & 1712.

**L'**Explication des fonds qui ont servi aux dépenses des années 1708, 1709 & 1710, fait connoître sensiblement quelle étoit la difficulté de trouver des ressources suffisantes pour continuer d'aussi grandes dépenses que celles qui ont été faites pendant ces trois années. L'établissement du dixième donnoit de grandes esperances ; mais l'événement a justifié que le recouvrement des plus fortes années n'a pas monté à 240000000.

Le dixième des pensions & des autres dépenses qui se payoient au Trésor Royal, sujettes à la retenue du dixième, opcroit une diminution des dépenses, mais ne produisoit pas un fonds présent pour celles qu'il faut payer actuellement.

Il falloit donc penser à assurer des fonds qui pussent entrer successivement dans les caisses.

C'est le motif qui fit ordonner par la Déclaration du mois d'Octobre 1710, la conversion de toutes les assignations tirées par avance sur les revenus de 1711, 1712 & 1713, & pour ôter tous les papiers qui empêchoient la circulation de l'argent.

On ordonna aussi par la même Déclaration la conversion des rentes, tant des billets

billets de monnoie qui subsistoient encore, & des promesses à cinq ans; faites au lieu des billets de monnoie annullez, qu des billets d'emprunts faits par les Trésoriers de l'Extraordinaire des Guerres, & les Ajoints qui leur avoient été donnez pour soutenir leur crédit, & des billets de subsistance donnez aux Officiers des Troupes, & generalement des autres papiers qui existoient alors.

La refonte des espèces ordonnée en 1709, avoit déjà procuré l'extinction de plus de 40000000 de billets de monnoie, & d'autres papiers.

On rendit libres par ce moyen les fonds qui avoient été consommez d'avance sur les années 1711, 1712 & 1713.

On compta avec les Receveurs Generaux des Finances, & on visa leurs assignations pour connoître ce qu'ils devoient de ces trois années.

Ces dispositions quoique bonnes & nécessaires, causerent un discredit total aux assignations, de sorte que pour avancer les dépenses de l'année 1711 & même de 1712. on fut obligé de faire remettre à la caisse des Receveurs Generaux tenue par le sieur le Gendre, laquelle s'étoit accreditée par les fonds qui y entroient journellement, des assignations sur les Receveurs Generaux pour les fonds restans libres de la taille & de la capitation, & pour l'avance de 18000000. liv. qu'on engagea les Receveurs Generaux de faire sur le produit du dixième des biens fonds

fonds tant du quartier d'Octobre 1710. que de l'année entière 1711.

Ce produit étoit alors très incertain , & n'a pû monter dans les dix neuf generalitez taillables , à 14000000. liv.

Les Gardes du Tresor Royal ont remis en execution de ce projet les assignations au sieur le Gendre sur les recepissés portant promesses de leur en payer la valeur en argent ou en quittances à leur décharge , ce qui a été regulierement executé entre les caissiers du Tresor Royal & le Sieur le Gendre.

Il est nécessaire d'observer qu'au commencement de cette année 1711. le Roi ayant résolu d'assembler l'armée avant qu'il y eût de l'herbe pour fourager , il donna ses ordres pour faire des magazins de fourages secs qui pussent faire subsister les chevaux de la Cavalerie pendant six semaines , & cette dépense extraordinaire qu'il fallut payer comptant outre le courant des autres dépenses , a monté à 3050000. suivant l'ordonnance qui en a été signée par le feu Roi.

Pour procurer avec solidité des fonds actuels à la caisse de regie , tant pour cette dépense de fourage que pour les autres , on obligea les Receveurs Generaux de payer en argent à la caisse de regie , le montant des assignations des premiers mois de leurs exercices , & de faire leurs billets pour les derniers mois , ce qui a été regulierement executé.

Les billets des Receveurs Generaux  
étant

étant faits pour des termes peu éloignés furent négociés à un intérêt médiocre & on évita par ces arrangemens les comptes qu'il auroit fallu passer aux Banquiers & aux Fournisseurs, si on leur avoit donné les assignations à négocier, comme on avoit fait en d'autres années.

On fit de plus entrer dans cette caisse suivant le premier projet, sans traitans, remises, & sans frais que ceux de la régie, les dons gratuits des villes, & doublement des Inspecteurs des boissons & des octrois, qui ont produit de n  
 3068065. li

Pour augmenter les fonds nécessaires pour fournir aux dépenses toujours pressantes on accepta suivant l'ordre du feu Roi quelques avances proposées par divers particuliers en argent avec une partie en papiers, ce qui procura un fonds actuel  
 5260000. l

Le papier accepté ne monta qu'à 82300 liv. qui a été remboursé en assignations & intérêts.

Le feu Roi ayant convoqué une assemblée du Clergé dans cette même année 1711, pour l'établissement du dixième le Clergé proposa de donner au Roi 8000000, pour en être déchargé, & cette offre fut acceptée.

Tous ces fonds ont produit près 10000000 qui ont servi aux dépenses années 1711, & 1712.

L'Ordre de Malte & le Clergé des Evêchez de Metz, Toul, Verdun & Perpignan

ont donné 142000 liv. pour être déchargés de l'établissement du dixième.

La Province d'Alsace & la ville de Strasbourg 2000973 liv. pour en être pareillement déchargées.

Voilà ce qui a été fait pour l'établissement & pour la décharge du dixième.

L'établissement du dixième ne permettoit plus de faire des traites ni autres affaires extraordinaires, il falloit néanmoins d'autres expédiens pour avoir de l'argent.

On avoit créé par un Edit du mois de Janvier 1712, des charges d'Inspecteur des finances, auxquels on avoit attribué des gages & des frais d'exercice. Pour en assurer le paiement, on avoit ordonné par arrêt du 26 Janvier une imposition de trois deniers pour livre pour augmentation sur le total de la taille qui devoit produire 480000 livres par an.

Les charges n'ayant point été levées, on proposa de faire usage du produit de ces taxations, & de créer des rentes sur les tailles au denier 12, pour le remboursement desquelles on affecta 300000 livres par an, & ce remboursement devoit être fait de six mois en six mois.

Ces rentes ne doivent point être perpétuées, elles doivent s'éteindre dans le cours des 13 années.

D'ailleurs pour leur donner plus de credit, on jugea qu'il ne falloit pas les confondre avec les autres rentes de l'Hôtel de Ville.

Ces motifs déterminèrent à proposer



un homme de bonne réputation & connu du public, pour faire la recette du principal, payer les arrerages d'année en année, & faire dans les temps prescrits les remboursements.

Le Sieur Belanger, Trésorier du sceau fut choisi pour cette fonction. L'Edit du mois de Juin 1712, portant création de 600000 livres de rentes, à prendre par préférence sur tous les deniers des tailles, commit le Sieur Belanger pour faire des principaux de la constitution, ce la des fonds destinée pour payer les arrerages & pour faire les remboursements. Par le même Edit le Sieur Belanger est chargé de remettre aux Gardes du Trésor Royal les fonds de la constitution, les quittances du paiement des arrerages des remboursements, pour en compte par eux à la Chambre des Comptes.

Il restoit encore des billets de monnaie & des billets à cinq ans. Il avoit été donné par arrêt du 30 Novembre 1711 qu'ils demeureroient éteints & de nulle valeur au premier Mars 1712.

Par arrêt du 6 Février de la même année 1712, il fut permis pendant le reste de ce mois de les porter en rentes à Fontaine, en fournissant moitié en argent.

Plusieurs negocians ayant eu avis l'arrivée d'une quantité de matieres d'argent qu'ils n'avoient pu faire porter à monnoies, avant la diminution résolu pour le premier Février, on leur accorda par cinq arrêts le même prix qui av

été fixé avant le premier Février, & leurs matieres furent reçues avec profit pour eux jusqu'au premier Janvier 1713.

Enfin au mois de Décembre 1712, le Roi, pour avancer la conversion des especes & matieres qui restoient à porter aux Hôtels des monnoies, abandonna le profit de la conversion, & ordonna par un arrêt du 6 Décembre 1712, que les anciennes especes & matieres y seroient payées sur le pied de toute leur valeur.

Les Ordonnances pour les dépenses de l'année 1711, ont monté à . . 264012881 livres.

Mais attendu qu'entre ces ordonnances il y en avoit une de . . . 46165094

Pour la remise des exercices precedens, qui n'opere ni recette, ni dépense actuelle, laquelle somme il faut deduire.

Reste . . . . . 217847787.

C'est à quoi se trouvent monter toutes les ordonnances des dépenses actuelles pour l'année 1711.

Il a été assigné à compte desdites dépenses jusqu'au premier Décembre 1713.

. . . . . 167076582.  
Partant il restoit à assigner en 1714, & 1715 pour lesdites dépenses. -- 50771163.

On ne détaille point tous les fonds qui ont été consommés pour les dépenses des deux années 1711, & 1712, afin d'éviter une explication qui seroit trop longue : si on souhaitoit de la voir, on la trouveroit dans les volumes qui ont été faits

pour chacune de ces années, qui contiennent les recettes de toute nature, & pareillement les dépenses ordonnées & faites pendant ces mêmes années.

Les ordonnances expédiées pour les dépenses de l'année 1712, ont monté à la somme de - - - - - 24037994

Les sommes assignées jusqu'au 31 Décembre montent à. - - - - - 20240309

Partant restoit à assigner pour lesdites dépenses pendant les années 1714 & 1715 la somme de. - - - - - 37976848

### A N N E' E 1713.

**O**N a vû par le détail des expédiens de finance auxquels on a été obligé d'avoir recours pendant les années précédentes, que des moyens forcez pour fournir des dépenses immenses épuisoient tous jours de plus en plus les ressources de l'Etat ; cependant la guerre continuoit, falloit de nécessité faire de nouveaux projets pour les dépenses de la campagne de 1713.

On avoit fait differens arrangements pour donner du credit aux assignations en execution de la Declaration du 17 Septembre 1711, dans l'esperance d'une paix prochaine : on se proposoit de remettre les choses dans la règle ordinaire, & de faire payer par les Gardes du Tresor Royal directement les Tresoriers de l'Extraordinaire des guerres & autres par

partie en argent, ou en assignations tant sur fonds restans libres des années 1712 & 1713, que par avance sur les années 1714 & 1715.

Ce projet ne put être exécuté entièrement; on fut obligé d'avoir recours aux Banquiers pour continuer de faire des remises pour le payement des troupes: ils prirent occasion de demander des escomptes & des intérêts sur les assignations qui leur avoient été remises par les Gardes du Tresor Royal.

On s'appliqua à rechercher les moyens d'éviter cette perte, & sur un Edit du mois de Janvier 1713 portant affranchissement de tailles, que dans la suite on ne jugea pas à propos d'exécuter, on engagea les Receveurs Generaux de faire des avances montant à 9608320 liv. dont ils ont été remboursez sur leurs recouvrements ordinaires.

On fit convertir les assignations données aux Tresoriers & aux Banquiers en billets des Receveurs Generaux pour le total ou pour les deux tiers au moins, afin d'éviter les escomptes & les gros intérêts.

On avoit fait des traitez pour les vivres, & on avoit déposé dans les places frontieres de Flandres pour 230000 liv. de grains, & à proportion en Alsace & en Dauphiné.

La paix avec l'Angleterre, les Etats de Hollande, la Prusse, & le Roi de Sicile fut signée le 11 Avril; mais la guerre con-

tinuoit avec l'Empereur & l'Empire :  
fallut porter toutes les forces sur le Rhin.  
On prit Landau & Fribourg ; mais il fallut faire une nouvelle dépense pour faire passer en Alsace les bleds déposés dans les magasins de la frontière de Flandre & en acheter du côté d'Alsace , pour faire subsister plus de 150000 hommes pendant la campagne.

Il falloit aussi trouver de nouveaux secours d'argent. On aliena au Prevôt des Marchands & Echevins de Lyon le tiers des droits de la ferme du tiers sur taxes & quarantième de Lyon, & autres en dépendans, moyennant 2160000 liv. qui furent payées en argent.

La creation de 50000 liv. de rente sur les tailles au denier douze avoit réussi, les 600000 liv. auxquels montoit le principal, avoient été payez en argent. Cette constitution étoit une espece d'emprunt ; le capital devoit être remboursé en treize années. On avoit engagé le Clergé en 1710 & 1711 à faire de pareilles constitutions pour le rachat de la subvention, ou capitation, & du dixième : le public s'étoit porté avec empressement pour en faire l'acquisition.

Ces raisons déterminèrent à faire une deuxième alienation de 500000 liv. & sur les deux sols pour livre de la taille, par un Edit du mois de Juillet 1713. elle fut bientôt remplie. On en fit une troisième au mois d'Avril, qui fut remplie avec empressement.

Il est facile de comprendre combien tous ces expédiens étoient encore éloignés de fournir les fonds nécessaires pour les dépenses. On proposa de créer 125000 liv. de taxations fixes & hereditaires, à prendre sur les tailles, pour être attribuées aux Officiers des Bureaux des Finances & des Elections, aux Subdeleguez des Intendans, & aux Maires & autres Officiers des villes, même aux Syndics & aux Greffiers des rôles des tailles. Il y eut un Edit au mois d'Octobre 1713 qui en ordonna la creation; & sur cet Edit il se fit des emprunts pour 14000000 liv. à cinq pour cent sur les billets du Sieur le Gendre, endossez des Receveurs Generaux.

La paix étoit faite avec une partie des Puissances ennemies; & quoique la guerre continuât avec l'Empereur & l'Empire, on esperoit avec raison qu'elle seroit bientôt terminée, & que la paix deviendroit generale. Il falloit penser à deux choses bien differentes, soutenir la guerre, & travailler aux arrangements & aux Projets necessaires pour rétablir les finances quand la paix seroit conclue. On a vu les principales operations faites pour soutenir la guerre; voici celles qui ont été commencées dans le cours de cette année, dans la vue de rétablir les finances après la paix.

Le Roi fit cesser l'alienation des domaines, la liberté du commerce fut rétablie avec l'Angleterre & la Hollande, & les vaisseaux de cette nation furent déchargés du droit de fret, qui se payoit à raison

son de cinquante sols par tonneau du port des vaisseaux.

Le Roi supprima le doublement des droits attribuez aux Inspecteurs des bocheries, qui montoit à trois livres par bœuf, & pour les autres bestiaux à proportion.

Il supprima aussi le doublement des droits des inspecteurs des boissons, qui se payoit raison de vingt sols par muid.

On fit des fermes des premiers droits établis avant le doublement, dont le produit devoit en un certain nombre d'années acquitter toutes les finances qui avoient été payées pour l'engagement des premiers droits, & du doublement.

On supprima le doublement des peages qui étoit fort à charge au commerce; & pour rembourser les assignations tirées sur deux traités qui avoient été faits pour la jouissance du doublement des peages, on fit une ferme des droits sur les huiles qui avoient été aliénées, & le produit en fut destiné pour acquitter les assignations restant à payer du traité du doublement des peages, & la finance de l'aliénation des droits sur les huiles.

Le Roi ordonna une diminution de trois livres sur le prix de chaque minot de seigle vendu dans les greniers des gabelles de France & Lyonnois, de quarante sols dans ceux de Provence & de Dauphiné & ce à commencer du 1. Octobre 1713.

Le contrôle des-actes des Notaires depuis son établissement avoit été incertain

il avoit reçu divers changemens en 1708; il avoit été affermé 2200000 l. par an, & il avoit été fait une avance de 2400000 liv. en faisant le bail. Cette ferme fut aliénée en 1710 pour les besoins de l'Etat.

En 1713, on proposa de la réunir & d'en faire un bail de trois millions par an pour le remboursement des adjudicataires. On crea sur la nouvelle ferme 15000 livres de rente au denier 16 & on destina 900000 livres de produit de la ferme pour faire chaque année des remboursemens des capitaux.

Tous ces arrangements paroissent d'autant plus-avantageux, qu'étant faits pendant que la guerre continuoit, ils ne causoient néanmoins aucun obstacle aux affaires qui avoient été faites pour soutenir la guerre, & qu'en supprimant ou réunissant on trouvoit dans la matiere même le fonds pour rembourser ce qui étoit dû par le Roi, & pour augmenter considerablement ses revenus après l'acquitement des dettes.

Les rentes de l'Hôtel de Ville avoient été beaucoup augmentées pour faire le fonds nécessaire pour retirer les billets faits pour le service de l'Etat, qui donnoient lieu à de grosses usures & nuisoient au commerce.

La sterilité de l'année 1709, & les mauvaises années qui l'ont suivie, ayant causé, comme il a été remarqué precedemment, une grande diminution sur les revenus du Roi, on ne put continuer comme aupa-



ravant le paiement des arrerages, on n'put même payer que six mois en une année, enforte qu'il étoit dû deux années la fin de 1713.

Le Roi jugea à propos pour assurer l'état des Rentiers, de diminuer le cours de arrerages, & d'en rétablir le paiement tous les six mois, comme avant 1709.

L'Edit du mois d'Octobre 1713, ordonna, que toutes les rentes de l'Hôtel de Ville seroient converties en nouveaux contrats de rente au denier 15, distinguant les rentes acquises à prix d'argent avant le premier janvier 1702, dont le principal est conservé en entier, & les deux années des arrerages jointes pour former le capital des nouveaux contrats.

A l'égard des rentes acquises depuis le mois d'Avril 1706, comme elles procuroient des billets de monnoie, billets cinq ans & autres effets, l'Edit les a réduites aux trois cinquièmes, auxquelles on joignit les deux années d'arrerages.

Cet arrangement causa un grand murmure, mais il a été exécuté exactement & auroit été bien plus difficile, si on avoit attendu que la paix eût été générale: il produit une diminution de près de quatorze millions du fonds qu'il auroit fallu payer tous les ans à l'Hôtel de Ville; a assuré le sort des Rentiers, & par le retranchement des deux cinquièmes il produit une décharge pour l'Etat d'environ cent trente cinq millions.

Le règlement des rentes a été fait

de diverses autres réductions, & a servi de regle & de baze à ceux qui ont suivi.

Les Ordonnances expedées pour les dépenses de l'année 1713, ont monté à . . . 211607672 liv.

Les sommes assignées jusqu'au 31 Decembre 1713, montent à la somme de . . . 178383952 liv.

Partant restoit à assigner à la fin de 1713. . . 33313720 liv.

Les sommes assignées pour les dépenses de 1713, pendant le courant de l'année, ont monté à . . . 147098060 liv.

Celles assignées pour les mêmes dépenses dans le courant de 1714, à 31285892 liv.

178383955 liv.

Le détail des fonds qui ont été assignés est rapporté dans un volume fait pour en avoir une connoissance exacte & pareille à ceux de années précédentes.

### A N N E' E S 1714 & 1715.

**I**L n'y eut point d'années en campagne en 1714, mais la dépense des troupes a continué pendant toute l'année de même que pendant les années précédentes. Le traité conclu à Rastat le 6 Mars fut suivi du congrès tenu à Bade, où le traité solennel de paix entre le Roi, l'Empereur & l'Empire, fut signé le 7 de Septembre, & les ratifications échangées le 28 du mois d'Octobre ensuivant.

Pendant toute l'année il fallut, comme  
B 6 dans

dans les précédentes, sans aucuns fonds presens & par industrie, pourvoir à la dépense des troupes & de tout l'Etat.

Le seul expedient dont on pût se servir pour commencer les dépenses de l'année, fut de faire usage de l'Edit du mois d'Octobre 1713, par lequel il avoit été attribué 1250000 livres de taxations aux Officiers des bureaux des finances & des élections, & à plusieurs autres Officiers, qui devoient produire une finance de 1500000 livres.

Pour épargner au Roi la remise du sixième & aux particuliers les deux sols pour livre & en dehors, & les frais ordinaires des Traitans, Sa Majesté agreea de remettre ce recouvrement en regie par les Receveurs generaux à la caisse du sieur le Gendre.

Pour procurer des fonds plus promptement & par avance, il lui fut ordonné de faire ses billets à différentes échéances & aux Receveurs generaux de les endosser; ils ont été negociés à cinq pour cent d'intérêt.

On engagea les Receveurs generaux de faire une avance de 12560000 livres sur 1714.

Les billets du sieur le Gendre endossés par eux furent aussi negociés à cinq pour cent d'intérêt.

Ces deux parties produisirent un crédit de . . . . . 29000000 li

Au mois de Mars, le Roi fit une nouvelle création de 500000 livres de rente sur les tailles, & spécialement sur les deux fo

sois pour livre qui avoient été imposez par trois Declarations de 1705, 1706 & 1707, avec une destination de 300000 livres pour faire des remboursemens : ç'a été la quatrième constitution de cette nature, qui produisit promptement un fonds de six millions.

Il avoit été donné plusieurs assignations depuis la Declaration du 7 Octobre 1710.

Il en restoit d'autres tirées precedemment pour le service.

Differens particuliers proposerent de prendre pour le remboursement de ces assignations partie en billets du sieur le Gendre non endossez, payables en argent à diverses échéances, partie en ses billets payables en promesses des gabelles & en rentes viageres au denier douze.

Ces propositions rapportées au Roi ayant paru avantageuses, il fut ordonné au sieur le Gendre de faire ses billets en execution payables sans interêt.

Il étoit dû à Madame Royale de Savoye, aux Electeurs de Baviere & de Cologne, aux sieurs Bernard & Hoggues, & à d'autres Banquiers ; ils proposerent de les assigner sur la caisse du sieur le Gendre : les assignations furent tirées par le Tresor Royal. Le sieur le Gendre eut ordre de faire ses billets sans interêts.

Il en fit d'autres pour partie de ces assignations payables en promesses de gabelles & en rentes viageres.

Le sieur de Meuve, Banquier, fit une a-

vance de 600000 livres pour les troupes pour la valeur desquels le sieur le Gendre lui fit ses billets avec intérêt.

Plusieurs autres Banquiers, Agents de Clergé, & divers particuliers ayant proposé de faire des avances, partie en argent & partie en assignations tirées depuis la Déclaration du 7 Octobre 1710, on en fit le rapport au Roi suivant ses ordres; on accepta différentes propositions; on en rejetta un plus grand nombre, parce qu'on n'accepta que celles qui parurent les plus avantageuses pour le Roi, & les moins utiles aux proposans; le Roi même s'expliqua assez nettement sur ces propositions, & dit que si les proposans trouvoient quelque profit sur le papier, c'étoit au moins un bien pour son service de trouver de l'argent pour les dépenses & d'acquitter en même temps des dettes.

Il faut observer qu'à l'égard de toutes les avances faites, partie en argent, & partie en papier, on n'a donné dans les intérêts que pour l'argent; & on n'en a point passé pour le papier.

On se proposoit d'acquitter les dettes du Sieur le Gendre, non endossées, des fonds qu'on feroit entrer dans la caisse; & on auroit exécuté ce projet, si le temps & les circonstances l'avoient permis.

On fit entrer dans la caisse du Sieur le Gendre tous les fonds dont on pût s'aider pour les besoins des troupes & de l'Etat entr'autres celui de 1600000 livres destiné pour le remboursement des payemens des  
ren

rentes, & qui étant resté inutile entre les mains du Sieur de la Garde, auroit diminué du tiers par les rabais indiquez du prix des especes.

Il fut employé à payer les Gardes du corps, & les autres troupes.

Des fermes unies un million qui fut employé pour le comptant du Roi, & autres dépenses pressées & privilégiées.

Si on entre dans les attentions que demandoit la situation fâcheuse des finances, on conviendra de deux choses.

La première, qu'étant réduit aux seuls emprunts pour la manutention de l'Etat, il falloit un autre canal que celui des Gardes du Trésor Royal pour faire les négociations.

La deuxième, qu'on y a apporté toute l'économie & tous les ménagemens possibles par rapport aux temps & aux conjonctions des affaires générales.

On peut ajoûter que cette caisse a été dirigée avec tant de soins & d'arrangemens, que pour le crédit qu'on lui avoit donné, on a fourni aux dépenses nécessaires de l'Etat depuis le premier Janvier 1710 jusqu'au mois d'Avril 1715, & que les efforts qu'il fallut faire pour trouver les fonds promis, & qui furent délivrez à la fin de Mars 1715, pour les dépenses qu'on va expliquer, dans un temps où l'argent commençoit à être fort resseré, ont été la cause que le crédit de cette caisse est tombé, qu'on n'a pu relever dans l'espace de quatre mois qui se sont écoulés jusqu'à la mort du Roi. Les

Les dépenses extraordinaires faites aux  
mois de Mars & d'Avril 1715, pour le  
arrerages du subside ordinaire de l'Electeur  
de Baviere . . . . . 2600000 liv

Celui de Cologne . . . . . 200000

Le subside extraordinaire de Baviere pour  
le traité de 1714 . . . . . 2000000

Le subside de Suede . . . . . 900000 l

---

. . . . . 5700000

Les ordonnances signées par le Roi pour  
les dépenses de 1714, ont monté à

. . . . . 213529630. l

Il a été conigné pendant ladite année  
. . . . . 97284948

---

Reste à assigner . . . . . 116244682

Les changements arrivez par la mort du  
Roi n'ont pas permis de rendre le travail  
parfait pour l'année 1714, & les huit pre  
miers mois de 1715, tous les registres  
ayant été remis aux personnes qui ont  
été préposées pour l'administration des  
finances.

Les dépenses faites & ordonnées par le  
feu Roi pendant sept années, commencées  
le premier Janvier 1708, & finies le 31 De  
cembre 1714, ont monté à la somme de

. . . . . 1533201176

Ce qui revient année commune :

. . . . . 219023027

Les revenus ordinaires joints au dixié  
me & à la capitation, n'ont produit an  
née commune, deduction faite des charge  
ordinaires, que . . . . . 75000000

Su

Sur ce pied il manquoit tous les ans pour remplir toutes les depenſes

. . . . . 144023027.

Pour trouver le fonds entier de ſept années, il faloit. . . . . 1008161189.

Tous les expediens d'avances d'assignations anticipées ſur les années à venir, le benefice de la refonte des monnoies, les rachats de la capitation & du dixième du Clergé, le rachat d'autres dixièmes & l'affranchiſſement des capitations de diverſes Compagnies, & de pluſieurs particuliers, les alienations, les conſtitutions de rentes, les traitezs & autres expediens de finance n'ont pû produire que  
. . . . . 691660368 l.

---

*Il eſt reſté dû à la fin de 1714 . 316540813*

En execution de la Declaration du ſept Decembre 1715, portant que tous les billets faits pour le ſervice de l'Etat ſeront rapportez pour en faire la verification & la liquidation, les proprietaires de tous ces billets les ont repreſentez à Meſſieurs les Commiſſaires du Conſeil, & par la recapitulation de tous ceux qu'ils ont viſé depuis le 20 Decembre 1715 juſqu'au 31 Janvier 1716, il s'eſt trouvé

S Ç A V O I R,

En promeſſes de la caiffe	} 179920034
des emprunts . . 147635073.	
En billets du ſieur le Gen- dre . . . 32284961.	

En



En ordonnances sur le	
Treſor Royal . 229939383.	} 311894388.
En affignations ſur <i>idem</i> .	
81955006.	
En billets de l'Extraordinaire de	
guerres . . . . .	523195.
En billets de la Marine . .	
896069.	

**T O T A L** 553094630

Il faut déduire les deux derniers articles accotez , attendu qu'ils font partie des ordonnances ou des affignations ſur le Treſor Royal ; & que ſi les Treſoriers étoient payez , ils acquitteroient leurs billets cy à déduire . . . . . 6128020

Partant il ne faut compter les billets que pour 491814422 livre

Les dettes en papiers qui exiſtoient à 20 Fevrier 1708 , montoient à . . . . . 482844061 livre

Ainſi les billets fait pour le ſervice de l'Etat ſubſiſtant au premier Septembre 1715 , n'excedent les dettes en papiers connus en 1708 , que de 8970361 livre

On peut même faire une obſervation que ſur les 32284961 livres , à quoi montoient les billets du ſieur le Gendre , y en a pour près de quatre millions payables en rentes viageres ou en promeſſes des gabelles.

Il ſ'enſuit de l'expoſition de toutes les depenſes faites pendant ſept années.

1°. Qu'il n'a pas été poſſible de les acquitter entièrement.

2°. La comparaison des papiers subsistans au premier Septembre 1715, avec ceux qui existoient au premier Janvier 1708, prouve évidemment l'économie & l'arrangement avec lesquels les finances ont été administrées pendant ces sept années.

3°. Les dépenses ont été plus fortes que pendant les années précédentes à cause de la sterilité de l'année 1709.

4°. La gelée des Oliviers, des Noyers, des Chataigniers & des autres arbres portant fruits, a été inestimable pour les provinces qui en ont souffert,

La mortalité des bestiaux, les maladies populaires & les débordemens des rivières ont causé des pertes immenses.

Ces accidens avoient mis les peuples hors d'état d'acquitter toutes les impositions ordinaires & extraordinaires.

Le feu Roi en étant bien informé, jugea qu'il falloit accorder des décharges d'une partie des impositions. On les a expliquées.

Outre ces décharges, le feu Roi fit remettre des sommes d'argent assez considérables aux Evêques & aux Intendans pour assister les pauvres.

Ces décharges & les fonds remis ont diminué d'autant les fonds dont on avoit besoin pour les dépenses de l'Etat.

5°. On n'a pas laissé d'éteindre & de supprimer, nonobstant ces malheurs, les billets de monnoie & d'autres papiers & dettes reconnus au premier Janvier 1708, & après avoir soutenu la dépense de sept  
can-

campagnes remplies de mauvais événemens , il ne s'est trouvé au premier Septembre 1715 que pour une somme presque égale au premier Janvier 1708.

6°. Toutes les dépenses ordonnées par le Roi ont été réglées sans être concertées avec le Contrôleur General : celles de la guerre , de la marine , & des pensions , entre le Roi & Messieurs les Secrétares d'Etat, chacun pour leur département.

Le Contrôleur General étoit chargé de trouver des fonds par tous moyens pour fournir aux dépenses. Etoit-il maître de refuser ou d'abandonner sa place. On se rapporte à ceux qui ont vû de près le gouvernement passé, de rendre sur ce article la justice qui est due à celui que le Roi avoit choisi pour un si pesant & si difficile ministère.

Une reflexion bien plus forte, & à laquelle il n'y a point de réplique, est que la guerre étoit engagée & soutenue par des ennemis fort unis, fort aigris contre la France, & dont les desseins n'étoient pas moindres que de partager le Royaume & d'en faire un pays de conquête pour eux.

On sçait le projet qu'ils avoient fait de se faire un chemin à travers de la France pour forcer le Roi d'Espagne d'abandonner ses Etats.

Le voyage de M. de Torcy à la Haye & les conférences de Gertruydenberc avoient fait connoître à toute l'Europe

les desseins des ennemis , & l'impossibilité où on étoit alors de faire la paix. Il faloit donc de nécessité soutenir la guerre : l'épuisement du Royaume étoit assez connu ; on n'avoit ni assez de moyens differens à choisir pour la soutenir , ni assez de temps pour délibérer : à peine avoit-on celui d'agir & de mettre en œuvre tous les moyens qui pouvoient sans violence produire de l'argent. Le salut de l'Etat consistoit uniquement à faire la paix ; elle a été heureusement & glorieusement conclüe contre toute sorte d'esperance ; & bien loin de blâmer quelques moyens que la force & la nécessité ont obligé de mettre en usage , ne doit-on pas louer des Ministres , qui dans des temps si malheureux & dans un état si chancelant ont eu assez de courage pour n'être pas effrayez , & pour continuer des efforts vifs & redoublez , qui ont enfin produit cette paix aussi nécessaire que désirée.

---

I I.

**DÉCLARATION du Roi , portant que tous les Billets faits pour le service de l'Etat , seront rapportez pour en faire la Vérification & Liquidation.**

*Donné à Vincennes le 7. Décembre 1715.*

**L** OUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront , SALUT. S'il eust esté possible , à nostre avenement  
à la

à la Couronne , d'acquitter les dettes immenses qui ont esté contractées sur l'Estat pendant les deux dernières Guerres , & de supprimer en mesme temps toutes les Impositions extraordinaires dont nos Peuples sont surchargés. Notre satisfaction auroit esté encore plus grande que celle de nos Peuples mesme. Mais il n'y avoit pas le moindre fonds ni dans nostre Tresor Royal , ni dans nos Recettes , pour satisfaire aux dépenses les plus urgentes ; & Nous avons trouvé le Domaine de nostre Couronne aliéné , les Revenus de l'Etat presque anéantis par une infinité de charges & de constitution des Impositions ordinaires consommées par avance , des arrerages de toute espèce accumulés depuis plusieurs années , le cours des Recettes interverti , une multitude de Billets , d'Ordonnances & d'Assignations anticipées de tant de nature différentes & qui montent à des sommes si considérables , qu'à peine en peut-on faire la supputation. Au milieu d'une situation si violente , Nous n'avons point laissé de rejeter la proposition qui nous a esté faite de ne point reconnoître d'Engagemens que nous n'avions pas contractés. Nous avons aussi évité de suivre le dangereux exemple d'emprunter des usures énormes ; Et nous avons refusé des offres intéressées dont l'odieuse condition estoit d'abandonner nos Peuples à de nouvelles vexations. Ces expédients pernicieux que l'obligation de soutenir

Gu

Guerre pour parvenir à une Paix glorieuse a pû rendre nécessaires, auroient bien-tost achevé de precipiter l'Estat dans une ruine totale, & Nous auroient fait perdre jusqu'à l'esperance de pouvoir jamais le rétablir. La premiere resolution que Nous avons crû devoir prendre, a esté, d'asseurer d'abord le payement de deux charges privilégiées, la Subsistance des Troupes, & les arrerages des Rentes constituées sur l'Hôtel de nostre bonne Ville de Paris. A l'égard des autres dettes, Nous avons écouté les avis & examiné les Memoires qui nous ont esté presentez de toutes parts, avant que de nous déterminer; & après avoir pesé les inconveniens de chaque proposition, Nous n'avons eu garde d'accepter aucune de celles qui tendoient à obliger de recevoir des Billets dans les Payements, ou à les convertir en Rentes, parce que nous ne voulons gesner ni le commerce ni la liberté publique; Et que bien loin de créer de nouvelles Rentes qui rendroient perpétuelles les Impositions de la Capitation & du Dixième, notre intention est d'en affranchir nos Peuples aussitost que les mesures que nous prenons pour l'arrangement de nos affaires auront eû leur effet. Dans cette veüe Nous n'avons rien trouvé de plus convenable, que de faire faire la verification & la liquidation de tous les differens Papiers dont la possession est devenuë presque inutile, par le décri où ils sont tombez, pour les convertir dans

dans une seule espece de Billets qui  
seront plus fujets à aucune variation ju  
qu'à ce qu'ils ayent esté entierement re  
rez. Nous nous sommes portez d'autant  
plus volontiers à prendre ce parti, qu'il no  
a esté inspiré par les plus habiles Marchan  
& Negocians, & unanimement approu  
par les Députez pour le Conseil du Comme  
ce des principales Villes de nostre Roya  
me; & que d'ailleurs il fera cesser les usur  
criminelles qui s'exercent & se multiplie  
à l'occasion de la diversité des Papiers.  
En substituant de nouveaux Billets aux a  
ciens, nostre objet n'est pas de nous  
faire une ressource; Nous pretendons un  
quement rendre l'Etat de chaque Partic  
lier certain, & restablir l'ordre dans n  
Finances; non seulement pour proportio  
ner la Recette à la Dépense ordinair  
mais encore pour parvenir à la suppre  
sion des charges les plus onereuses à l'Etat.  
Au surplus, dans la reduction qui sera fai  
des anciens Papiers, si Nous avons à co  
siderer ceux auxquels il est legitimeme  
dû, Nous ne sommes pas moins oblig  
de faire attention à la situation de n  
Peuples sur qui tombent les Impositio  
qu'on doit employer à l'acquittement d  
dettes. En tenant cet équilibre, No  
rendrons, autant qu'il nous sera possible  
justice que nous devons également à to  
nos Sujets: Et comme Nous voulons  
yer regulierement les Interests des no  
veaux Billets, & en esteindre successi  
ment les Capitaux, Nous employerons  
à

à cet effet les moyens les plus convenables, & Nous y destinons dès à présent des fonds certains, outre une partie de ceux qui reviendront de la réduction des Dépenses les plus onéreuses, des grands retranchemens que nous faisons, & que nous continuerons de faire sur nous-mêmes, & de la sage dispensation de nos Revenus. *A ces Causes* & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc d'Orléans Régent, de nostre très-cher & très-amié Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc du Maine, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Comte de Toulouse, & autres Pairs de France, Grands & notables Personnages de nostre Royaume, Nous avons par ces Présentes signées de nostre main, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons. & Nous plaît.

I. Que les Promesses de la Caisse des Emprunts, les Billets du nommé Le Gendre, non endossés par les Receveurs Generaux de nos Finances, tous les Billets de l'Extraordinaire des Guerres, de la Marine & de l'Artillerie, ou ceux qui ont esté faits en forme de Billets de Tontine, de Loterie, ou autrement pour parvenir à l'extinction de ceux desdits Tresoriers; Ensemble les Certificats qui seront donnez aux Ingenieurs & Entrepreneurs des Fortifications pour ce qui leur est deu, les Assignations de toute nature, les Ordonnances sur le Tresor Royal pour les



sommes dues du passé jusqu'au premier Septembre 1715. & tous les autres Blets qui ont esté faits pour le service l'Estat jusqu'audit jour premier Septembre 1715. soient rapportez dans l'espace d'un mois pour tout delay, à commencer du 20. du présent mois de Decembre pardevant les Commissaires par Nous commis à cet effet; sçavoir, les Bille de la Caisse des Emprunts & dudit Gendre, pardevant les Sieurs de Caumont, Rouille du Coudray & Fagon, Conseillers d'Estat, Fleubet & le Febvre d'Amesson, Maîtres des Requestes.

Les Billets de l'Extraordinaire des Gures & de l'Artillerie, ceux de Tentie de Loterie, & autres faits pour parve à l'extinction des Billets desdits Tre riers, & les Certificats donnez aux genieurs & Entrepreneurs des Fortifications pardevant les Sieurs Pelletier de Houllaye, Conseiller d'Estat, de Sal Contest, le Blanc, d'Herbigny, & Gib de Voisins, Maîtres des Requestes.

Les Billets de la Marine pardevant Sieurs Amelot, Conseiller d'Estat, Ferr & Amelot de Chaillou, Maîtres des questes, Dodun, President des Enque du Parlement, de Champigny, Chef d'cadre, de Vauvray, Intendant de la M ne, & Cartigny, Commissaire Ord nateur.

Les Ordonnances & Assignations pa vant les Sieurs Desforts, Conseiller c tat, Roujault, Landivisau, de Gaum

& de Baudry, Maîtres des Requêtes. Pour estre tous lefdits Effets vifez par l'un defdits Sieurs Commissaires, après que les Propriétaires auront mis au dos defdits Billets leur Certificat qu'ils leur appartiennent: A l'effet de quoy lefdits Sieurs Commissaires s'assembleront au Louvre tous les jours de la semaine, depuis huit heures du matin jusqu'à trois heures après midy. Et ledit mois passé, tous les Effets qui n'auront point esté vifez demeureront nuls, esteints & supprimez en vertu des présentes, sans qu'on en puisse pretendre ni repeter dans la suite aucune valeur.

I I. A l'égard des Billets des Tresoriers de l'Extraordinaire des Guerres, de la Marine, & de l'Artillerie, & autres Billets provenant de ceux defdits Tresoriers, qui sont entre les mains des Officiers en pied ou reformez de nos Troupes, Nous avons déjà donné les ordres nécessaires dans nos Provinces, tant de la Frontiere que du dedans du Royaume, pour les faire vifer par les Intendans & Commissaires départis, & par les Intendans de Marine, ou Commissaires Ordonnateurs dans nos Ports, après avoir esté pareillement certifiez par lefdits Officiers; pour estre ensuite envoyez aux Majors de leurs Regimens, auxquels les Officiers qui sont actuellement à Paris, seront aussi tenus d'envoyer leurs Billets par eux certifiez, pour mettre lefdits Majors en estat d'executer ce qui leur a esté ordonné sur ce sujet.

I I I. Aussi-tôt après que le tems cy, des-

lus prescrit pour faire viser tous lesdits Effets, sera expiré, Nous pourvoirons par une nouvelle Declaration à la liquidation & réduction qui en sera faite sans aucun retardement par les mêmes Commissaires cy-dessus nommez.

IV. Au lieu des anciens Billets, ou autres Papiers dont la liquidation aura été faite, il sera fait de nouveaux Billets & seront timbrez, & appellez *Billets de l'Etat*, pour le montant des sommes auxquelles lesdits Effets auront esté liquidez.

V. On fera chaque liquidation au & à mesure que les Porteurs se présenteront.

VI. Les liquidations seront portées au Registre par le Secrétaire du Bureau elles auront esté faites.

VII. Il sera fait mention sur les anciens Billets qu'on retirera, de la somme à laquelle ils auront esté liquidez, & ce l'un des Commissaires qui auront fait dite liquidation.

VIII. Les Billets de l'Etat seront signez par le Sieur Boucot, Receveur de la Vi Preposé principal que nous commettons à cet effet, & par lui enregistrez dans le Registre general, qui sera paraphé par les trois desdits Sieurs Commissaires, dans lequel Registre ledit Preposé principal marquera jour par jour, & par des Nombres distincts & separez, la quantité de Billets qu'il délivrera.

IX. Les Billets de l'Etat seront pareillement signez par le Prevost des Châsseurs

chands , & par le Sieur Charles Harlan , qui nous a esté présenté à cet effet par les six Corps des Marchands de notre bonne Ville de Paris , qui en tiendront chacun à leur égard des Registres , pour servir de Controлле au Registre du Preposé principal.

X. Le Preposé principal tiendra en outre des Registres differens , des differentes sommes pour lesquelles les Billets de l'Etat seront faits ; sçavoir ,

Un pour les Billets au-dessus de Mille liv.

Un autre pour ceux de Mille livres.

Un troisieme pour ceux de Neuf-cens liv.

Un pour ceux de Huit-cens livres.

Un pour ceux de Sept-cens livres.

Un pour ceux de Six-cens livres.

Un pour ceux de Cinq-cens livres.

Un pour ceux de Quatre-cens livres.

Un pour ceux de Trois-cens livres.

Un pour ceux de Deux-cens-cinquante livres.

Un pour ceux de Deux-cens livres.

Un pour ceux de Cent-cinquante liv.

Et un pour ceux de Cent livres.

Il ne sera point fait de Billets de moindre valeur.

XI. Le Preposé principal distribuera les Billets de l'Etat aux Secretaires des differens Bureaux sur leurs reconnoissances , pour estre par eux delivrez au fur & à mesure des liquidations & reductions qui seront faites dans chaque Bureau.

**XII.** Tous les Billets liquidez seront remis de huitaine en huitaine par le Préposé principal, à chacun des Tresoriers & Payeurs qui auroient des les acquiter; & il sera fait des estats pour la totalité des sommes contenues auxdits effets, au bas desquels lesdits Tresoriers & Payeurs donneront leurs reconnoissances au Préposé principal pour lui servir de décharge.

**XIII.** Les Assignations tirées sur nos Recettes generales ou sur des Traitez, seront remises au Tresor Royal, comme acquittées au moyen des Billets de l'Estat; & le Gardé du Tresor Royal en donnera Reconnoissance au Préposé principal, & fera tout d'en faire Recette dans son Compte à nostre profit.

**XIV.** Voulons & ordonnons qu'en attendant l'entier Remboursement des Billets de l'Estat, il soit payé Quatre pour cent d'interests des sommes contenues auxdits Billets, à compter du premier Janvier 1716.

**XV.** Lesdits interests seront payez de six mois en six mois en l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris, à commencer du premier Juillet 1716. par les Payeurs qui seront par Nous commis à cet effet en présence des Controlleurs qui seront pareillement commis par nos Lettres adressées à nostre Chambre des Comptes de Paris.

**XVI.** Il sera remis à chacun des Payeurs un Registre paraphé par le Prevost des Marchands, & par l'un des Eschevins

qui contiendra les Numero, & les Sommes des Billets dont ils devront payer les interets; & ils suivront l'ordre des Numero pour le payement desdits interets.

XV II. Pour la décharge du Payeur, il sera fait mention par son Controlleur au dos de chaque Billet, du payement des interets; la meisme mention sera faite par le Controlleur sur le Registre du Payeur, pour estre représenté lors de la reddition de son Compte, sur laquelle représentation les parties seront allouées, sans qu'il soit tenu de rapporter aucune autre Piece pour sa décharge.

XV III. Pour acquitter exactement les interets desdits Billets de l'Estat, Nous avons dès à présent destiné & affecté les fonds provenant du Dixième, & de la Capitation de la Cour & de Paris, l'excédent du produit de nos Fermes du Contrôle des Actes, des trois sols par Exploits, du Contrôle des Présentations, des Amortissemens, des Greffes réunis, des Cartes & des Suifs, & le Benefice de la réduction au Denier vingt-cinq de toutes les Rentes comprises dans nostre Edit du présent mois, sans que lesdits fonds & Revenus puissent estre divertis, ny employez à aucun autre usage qu'à payer lesdits interets, & à esteindre des Capitaux, pour quelque cause que ce puisse estre; A l'effet de quoy les Receveurs, Fermiers & Preposez au Recouvrement desdits fonds, seront tenus de remettre de

trois mois en trois mois , le produit de dites Fermes & Recettes , & le Benefice desdites reductions , entre les mains de dits Payeurs , suivant les Estats qui seront arrestez en nostre Conseil de Finances.

XIX. Comme nostre intention est de retirer tous les Billets de l'Estat , Nous donnons qu'au fur & à mesure qu'ils rentreront à la décharge de l'Estat , ils seront brûlez en l'Hôtel de nostre bonne Ville de Paris , en présence d'un Commissaire de nostre Conseil de Finances , du Prevost des Marchands , des Eschevins & du Syndic des six Corps des Marchands ; & qu'à l'instant il en sera fait mention tant sur le Registre general du Prevost à la signature , que sur ceux du Prevost des Marchands , du Sieur Charles Harlan & des Payeurs , afin qu'il n'en soit plus par d'interests.

*Si donnons en Mandement* à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aydes à Paris , que ces présentes ils aient à faire lire , publier & enregistrer , & le contenu en icelles garder , observer & executer selon leur forme & teneur , nonobstant tous Edits , Declarations , Reglemens , Arrests & autres choses à ce contraires , auxquels Nous avons dérogé , & dérogeons par ces présentes. *Car tel est nostre plaisir.* En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Sceau à celdites présentes. *Donné* à Versailles le septième jour de Decembre l'

de grace mil sept-cens quinze, & de nostre Regne le premier. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roi, le Duc d'ORLEANS Regent présent. PHELYPEAUX. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

*Registrées, Oüy, & ce requerant le Procureur Général du Roi, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le douzième jour de Decembre mil sept-cens quinze. Signé DONGOIS.*

III.

DECLARATION du Roi, qui ordonne qu'il sera fait pour Deux-cens-cinquante-Millions de Billets de l'Etat, pour être distribuez à l'Hôtel de Ville, à la place de tous les anciens Papiers faits pour le service de l'Etat avant le premier Septembre 1715. & liquidez en execution de la Declaration du 7. Decembre de ladite année 1715.

Donnée à Paris le premier Avril 1716.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Par nostre Declaration du 7. Decembre 1715. Nous avons ordonné que les Promesses de la Caisse des Emprunts, les Billets du nomme le Gendre non endossez  
C S par



par les Receveurs Generaux de nos Finances, tous les Billets de l'Extraordinaire des Guerres, de la Marine & de l'Artillerie ; ou ceux qui ont esté faits en forme de Billets de Tontine, de Lote ou autrement ; ensemble les Certificats donnez aux Ingenieurs & Entrepreneurs des Fortifications pour ce qui leur est de les Assignations de toute nature, les Commandances sur le Tresor Royal pour sommes dues du passé jusqu'au premier Septembre 1715. & tous les autres Billets qui ont esté faits pour le service l'Etat, jusqu'audit jour premier Septembre 1715. seroient rapportez pardevant les Commissaires par Nous commis, pour estre visez par l'un d'eux, après que Proprietaires auroient mis au dos de les Billets leur Certificat, contenant qu'ils leur appattoient. Aussitost que ces differents Effets ont esté visez, Nous les avons liquidet après un examen scrupuleux de la qualite & de la profession de chaque Proprietaire, & une discussion exacte de la nature de chacun de ces Effets, en suivant depuis leur origine, par rapport à la valeur qui en a esté fournie, à la destination, au progres qu'ils ont eu de le public, & au commerce qui en a fait, afin de rendre, autant qu'il est possible, la justice qui est due aux porteurs de chaque espeece de papier, proportionement aux fonds que Nous sommes en de fournir, pour acquitter exactement interets des Billets de l'Etat qui seroient

donnez en échange de tous les anciens papiers : Et quoyque nous nous fussions proposé de reduire le montant des Billets de l'Estat à Deux-cens Millions , parce que nous estimions dans le temps de nostre Declaration du 7. Decembre dernier, ne pouvoir prelever sur nos revenus au delà de Huit-millions par chacun an, sans Nous exposer à discontinuer le payement des charges les plus necessaires & les plus privilegiées ; cependant Nous Nous sommes determinez à en faire signer jusques à concurrence de Deux-cens-cinquante Millions , après avoir reconnu que le succès des soins que Nous prenons pour arranger nos Finances , Nous mettroit en estat d'acquitter regulierement les Interests de ce Capital , & mesme d'esteindre successivement une partie des Principaux ; en sorte que la reduction , dont la situation présente de nos Affaires ne Nous a permis d'exempter personne , se trouvera moins forte à l'égard de ceux qui par leur bonne foy , par la circonstance des temps , ou par la qualité de leurs services , Nous ont paru meriter quelque distinction. Ce qui Nous touche le plus dans cette reduction , quelque necessaire qu'elle soit , c'est de voir qu'elle tombe en partie sur les Officiers de nos Troupes , tant de terre que de mer , qui ayant consumé leurs biens , sacrifié leur repos , & répandu leur sang pour le service de l'Estat , ne devroient point estre exposez à souffrir une perte sur ce qui leur est acquis à des titres

tres si legitimes, & sur ce qui leur esto donné pour leur subsistance : Mais accoustumez à servir leur patrie avec fidélité & desintéressement, Nous sommes asseurez qu'ils se soumettront avec moins de peine aux retranchemens que Nous sommes obligez de faire à leur égard que ceux qui, sans avoir rien mérité de chose publique, ne se trouvent porteurs de papiers de toute espece, que par les negociations qu'ils en ont faites, & peut estre mesme par les usures qu'ils ont exercées. *A ces Causes*, de l'avis de nos très-cher & très-amié Oncle le Duc d'Orléans Regent, de nostre très-cher & très-amié Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc de Maine, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Comte de Toulouse, & autres Pairs de France, grands & notables Personnages de nostre Royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance autorité Royale, Nous avons par présentes signées de nostre main, déclaré, disons & declaron, voulons & Nous plaist ce qui ensuit.

I. Les Billets de l'Extraordinaire Guerres, de l'Artillerie, de Loterie de Tontine qui ont esté visés par les Commissaires que Nous avons à ce deputés demeureront distinguez & divisez, comme Nous les distinguons & divisons en quatre Classes differentes.

II. Voulons que les Billets des Officiers Generaux, des Estats Majors,

Places, des Officiers des Troupes & de l'Artillerie, des Ingenieurs & des particuliers qui ont presté de l'argent pour la subsistance des Troupes ; ensemble les Billets qui proviennent des avances faites par les Communautés, & des indemnitez accordées pour pertes, pillages & autres considerations également favorables & legitimes, lesquels Billets sont entre les mains des premiers porteurs à qui ils ont esté delivrez, composent la premiere Classe, & ne souffrent la reduction que d'un Cinquième.

III. Les Billets de mesme nature qui ont esté representez par differentes personnes, qui par leurs emplois & leurs professions sont moins favorables, ou qui dans les fournitures qu'ils ont faites en détail pour le service, se sont ménagés quelque avantage dans la difference desdits Billets à l'argent comptant, composeront la seconde Classe, & demeureront reduits aux trois Cinquièmes.

IV. Les Billets de mesme espece representez par differens Particuliers, de la qualité de ceux qui sont dénommez dans le precedent Article, & qui dans leur profession ou dans les fournitures qu'ils ont faites, se sont encore plus prévalus des besoins de l'Estat & de la difficulté des temps, composeront la troisième Classe, & Nous les avons reduits aux deux Cinquièmes.

V. Les Billets de mesme espece qui ont passé par differentes mains, & qui ont

esté negocié à toutes sortes de prix, composeront la quatrième Classe, & demeureront réduits à un Cinquième.

VI. Les Billets de la Marine qui ont esté visez par lesdits Commissaires, demeureront distinguez & divisez, comme Nous les distinguons & divisons en trois Classes différentes.

VII. Voulons que les Billets des Officiers, des Soldats & des Matelots auxquels lesdits Billets ont esté donnez pour leurs Appointemens, Pensions & Solde, & qui en sont les premiers porteurs, composent la Première Classe, & ne souffrent que la réduction d'un Cinquième.

VIII. Les Billets de même espece delivrez aux Fournisseurs & Entrepreneurs, & par eux rapportez ; ensemble ceux qui ont esté representez par des Marchands, Ouvriers & Aubergistes qui ont receu lesdits Billets des mains des Officiers, composeront la Seconde Classe, & demeureront réduits aux trois Cinquièmes.

IX. Les Billets de même nature qui ont esté representez par differens particuliers qui ne les tiennent pas de la première main, & qui n'ont eü aucune raison de s'en charger, si ce n'est pour en faire leur profit, composeront la Troisième Classe & demeureront réduits à un Cinquième.

X. Les Ordonnances & Assignations qui ont esté pareillement visez par lesdits Commissaires, seront distingues & di-

divisées, comme Nous les distinguons & divisons en Trois Classes différentes.

XI. Voulons que celles qui sont encore entre les mains de ceux à qui elles ont été délivrées en paiement de leurs Appointemens, Pensions, Gratifications, Voyages, ou autres services de pareille nature, composent la Première Classe & ne souffrent que la réduction d'un Cinquième.

XII. Les Ordonnances & Assignations qui ont été représentées par les Marchands, Ouvriers, Fournisseurs, Entrepreneurs particuliers, & autres de même qualité qui les ont reçues en paiement des Trésoriers, Munitionnaires, Entrepreneurs ou Fournisseurs généraux, composeront la Seconde Classe; Et quoique Nous ne puissions douter que les Porteurs desdites Ordonnances & Assignations n'aient proportionné leurs fournitures à la valeur qu'elles avoient dans le Public, neantmoins Nous avons estimé en faveur du Commerce, qu'elles ne devoient souffrir que la réduction d'un Quart.

XIII. A l'égard des Ordonnances & Assignations qui ont été négociées à vil prix, ou dont les Porteurs n'ont pu donner aucun renseignement, elles composeront la Troisième Classe, & elles demeureront réduites à un Cinquième.

XIV. Quant aux Ordonnances & Assignations qui sont encore entre les mains des Trésoriers, Munitionnaires, Entre-  
pre-

preneurs ou Fournisseurs generaux, Nous Nous reservons à en faire la liquidation, & à leur faire remettre avant ou lors de l'examen & l'arresté de leurs Comptes, des Billets de l'Estat pour le total ou partie des sommes auxquelles lesdites Ordonnances & Assignations seront liquidées & reduites, lesquels Billets de l'Estat feront partie des Deux-cens & cinquante Millions qui composeront le total desdits Billets.

XV. Nous avons pareillement considéré sous différentes especes les Promesses de la Caisse des Emprunts, & Nous avons observé par l'examen qui en a esté fait, qu'il y en a eu une partie dont la valeur entiere a esté fournie en Argent, une autre partie, moitié en Argent, & moitié en Billets de Monnoye, que plusieurs ont esté substituées à la place des Billets des Fermiers Generaux, dits à cinq-ans, qui avoient esté delivrez pour pareille somme de Billets de Monnoye; & que ces différentes especes peuvent composer la moitié du total desdites Promesses, à l'égard desquelles il auroit esté juste de faire des differences dans les liquidations, s'il avoit esté possible de les suivre depuis leur origine & d'en reconnoître leurement les premiers porteurs : Mais comme elles ont esté mêlées & confonduës dans les renouvellemens qui en ont esté faits, Nous n'avons pû en avoir que des connoissances incertaines; Il ne Nous a pas même esté possible de distinguer clairement

rement la pluspart de celles qui ont esté negociées , quoyqu'il soit de notoriété publique qu'il y en a un très-grand nombre qui ont changé de main ; Enforte que pour ne pas faire injustice à quelques-uns , Nous avons pris le parti de faire à tous les porteurs de ces anciennes Promesses un traitement également avantageux, & de les mettre dans la mesme Classe , à l'exception d'un très-petit nombre que Nous sçavons , par d'autres voyes que par l'examen des Registres , avoir esté achetées des premiers porteurs : Et comme les interets de toutes ces anciennes Promesses ont esté payez pendant plusieurs années sur le pied de huit & dix pour cent , que souvent mesme lesdits interets en ont esté joints au principal , Nous avons crû que cela devoit diminuer quelque chose de leur faveur. A l'égard de l'autre moitié desdites Promesses , il n'en a esté reçu aucune valeur , & elles n'ont esté delivrées en deux temps differens , que pour estre negociées sur le champ à des pertes considerables , ce qui a esté verifié par des Registres & des Journaux des Negociations qui en ont esté faites : Ainsi , en Nous proportionnant toujours aux besoins de l'Estat & à la necessité publique , Nous avons crû qu'il estoit juste de retrancher les interets qui pourroient estre pretendus de toutes lesdites Promesses , & au surplus de les distinguer & diviser seulement , comme Nous les distinguons & divisons en trois Classes differentes. XVI. Les



**XVI.** Les anciennes Promesses de la dite Caisse des Emprunts, dont la valeur a esté originairement fournie en argent comptant, ou partie en Especes. & partie en Papier, & dont les interets ont esté payez pendant un temps considerable sur le pied de huit & dix pour cent, composeront la premiere Classe, & ne souffriront la reduction que d'un Quart; à l'exception néanmoins de quelques-unes qui ont esté negociées à toute sorte de prix, & que Nous avons mis dans la seconde Classe.

**XVII.** Les Promesses dont il n'a esté fourni aucune valeur réelle, & qui ont esté expedées il y a quelques années pour estre negociées à des pertes considerables, ainsi qu'il a esté expliqué dans l'Article **XV.** ensemble les anciennes qui ont esté reconnues avoir esté commettées, composeront la deuxieme Classe, & demeureront reduites aux deux Cinquiemes.

**XVIII.** Celles que tout le monde sçait avoir esté negociées dans les derniers temps du precedent Regne, avec une perte de plus de quatre-vingt pour cent, composeront la troisieme Classe, & seront reduites à un Cinquieme.

**XIX.** A l'égard des Billets du nommè Le Genre, quoyque Nous eussions pu differer d'y pourvoir jusqu'à ce que les Comptes eussent esté rendus & arrestez, afin de connoistre si les sommes dont il est redevable ont tourné à nosl.<sup>re</sup> profit; Néanmoins parce que lesdits Billets ont esté

esté receûs sur l'opinion publique, & pour ne pas laisser plus long-temps ceux qui en sont les porteurs dans l'incertitude de leur sort, Nous avons bien voulu statuer dès-à-présent sur les différentes réductions qu'ils doivent souffrir; & pour cet effet Nous avons distingué & divisé ces sortes de Billets, comme Nous les distinguons & divisons en trois différentes Classes.

**X X.** Voulons que ceux desdits Billets qui ont esté delivrez sur le pied d'argent comptant, & en payement d'Ordonnances ou autres dettes de l'Estat, & qui sont encore actuellement entre les mains des premiers porteurs, composent la première Classe, & ne souffrent que la réduction d'un Cinquième.

**X X I.** Les Billets de même nature appartenans à ceux qui les tiennent personnellement des mains dudit Le. Gendre, & qui n'ont point fait d'entreprises, mais qui ont fourni des sommes d'argent aux conditions de faire passer des Papiers, comme Assignations, Billets de l'Extraordinaire des Guerres, de la Caisse des Emprunts & autres, & qui ont fait comprendre les interets dans le montant de leurs Billets, composeront la seconde Classe, & demeureront réduits aux quatre Cinquièmes de ce qui a esté fourni en argent, & aux deux Cinquièmes de ce qui a esté fourni en papier.

**X X I I.** Quant aux Billets de Le Gendre, dont la valeur n'a esté fournie qu'en

papier, & qui sont payables en Promesses de la Caisse des Emprunts ou en Rentres viagères & autres ; ensemble les Billets dudit Le Gendre qui ont esté négociés & commercez, demeureront réduits à un Cinquième.

XXIII. Pour acquitter toutes lesdites Promesses, Ordonnances, Assignations & Billets visez, dont la liquidation & réduction ont esté faites en la manière cy-dessus marquée, & dont il n'est rétranché pour la facilité des opérations, ce qui excédoit les dixaines de livres : Nous avons ordonné & ordonnons qu'il sera fait pour Deux-cens-cinquante Millions de Billets de l'Estat, qui seront signez par le Sieur Boucot, Receveur de la Ville, Preposé principal que Nous avons commis à cet effet, & par luy enregistrez dans un Registre general, qui sera paraphé par le Sieur Bignon, Prevost des Marchands.

XXIV. Les Billets de l'Estat seront pareillement signez par le Sieur Prevost des Marchands ; & par le Sieur Charles Harlan, qui Nous a esté présenté à cet effet par les six Corps des Marchands de nostre bonne Ville de Paris ; desquels Billets ledit Sieur Prevost des Marchands & ledit Harlan tiendront chacun un Registre, pour servir de Controlle à celui du Preposé principal.

XXV. Le Preposé principal tiendra en outre des Registres differens des différentes sommes pour lesquelles les Billets de l'Estat seront faits, le tout conform-

formement aux Articles VIII. IX & X. de nostre Declaration du 7. Decembre dernier.

XXV. Et comme par la représentation qui a esté faite des Billets de l'Extraordinaire des Guerres, de la Marine, de Tontine & de Loterie, il s'en est trouvé plusieurs de sommes au-dessous de Cent livres, & qu'il est juste de donner aux porteurs, des Billets de l'Estat pour le montant desdits Billets, sur le pied de la reduction qui en est faite par ces Presentes: Voulons qu'il soit signé des Billets de l'Estat pour des sommes au-dessous de Cent-livres, jusqu'à concurrence de ce qui sera necessaire pour acquitter lesdites parties pour les premiers porteurs, & qu'il en soit fait des Registres, nonobstant ce qui est porté par l'Article X. de nostre Declaration du 7. Decembre dernier, à laquelle Nous avons à cet égard derogé & derogeons, sans qu'il puisse estre fait des Billets au-dessous de Cent livres pour d'autres parties.

XXVII. Le Preposé principal distribuera les Billets de l'Estat dans l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris, en présence du Sieur Prevost des Marchands & du Sieur Harlan, au lieu & place des anciens Papiers; pour les sommes auxquelles lesdits anciens Papiers ont esté liquidez en execution de nostredite Declaration du 7. Decembre dernier, dont sera fait mention sur chacun desdits trois Registres, tenus par lesdits Sieurs Prevost  
des

des Marchands, Harlan & Boucot, à mesure que lesdits Billets seront distribués.

**XXVIII.** Les Registres contenant les liquidations signées par chacun des Commissaires nommez pour le *Visa*, & d'eux paraphes à chaque page, avec un arrêté de leur main tout au long à la dernière page, contenant le total, tant des sommes contenues dans les différentes natures de Papiers, que de la liquidation qui en a esté faite, seront remis au Sieur Boucot pour luy servir à la delivrance des Billets, de l'Estat, en conformité des liquidations faites sur lesdits Registres, moyennant quoy, & en rapportant par luy lesdits Registres & les anciens Papiers qu'il aura retirez, il demeurera bien & valablement déchargé; & les parties seront allouées sans difficulté dans les Estats & Comptes qu'il rendra, sans qu'il puisse estre tenu de rapporter aucune autre piece, dont Nous l'avons, en tant que besoin seroit, déchargé & déchargeons par ces Présentes.

**XXIX.** Et comme un des principaux objets que Nous avons eu dans la conversion de tous les anciens Papiers en une seule espece, a esté de reestabli l'ordre dans nos Finances, à quoy l'on ne peut parvenir qu'en faisant compter chacun des Tresoriers, Payeurs & autres, par les mains desquels tous les anciens Papiers ont passé, ou qui devoient les acquitter; & que pour cet effet il est nécessaire de leur

leur remettre ceux desdits Papiers qui les concernent : Voulons que ledit Sieur Boucot puisse leur remettre lesdits Papiers , suivant les Arrests particuliers qui seront rendus en nostre Conseil , au moyen de quoy les Reconnoissances qui seront fournies audit Boucot par lesdits Tresoriers , Receveurs & Payeurs ; luy serviront de decharges valables , ainsi & de mesme que s'il rapportoit les originaux desdits Papiers.

**XXX.** La distribution des Billets de l'Etat ne sera faite qu'aux Notaires du Chastelet de Paris , à qui les porteurs des anciens Papiers seront tenus de les remettre pour les aller eschanger avec les Billets de l'Etat , Nous reservant de leur faire payer les salaires qui seront jugez raisonnables , suivant & à proportion du travail de chacun d'eux ; & en consequence leur defendons de rien exiger des particuliers : Voulons en outre qu'ils ayent des Bordereaux tout dressez , contenant les Effets qu'ils apporteront , avec les sommes tirees hors ligne dans une colonne , à costé de laquelle sera tirée celle de la liquidation desdits Effets , en conformité de ce qui est porté par les Registres des Commissaires , lesquels Bordereaux seront certifiez & signez par le Sieur Boucot , ou par un Commis qui sera par luy preposé à cet effet.

**XXXI.** Voulons que les Interests desdits Billets de l'Etat soient payez à l'Hôtel de nostre bonne Ville de Paris par les

les Payeurs des Rentes dudit Hostel de Ville, suivant la distribution qui leur en sera faite, à compter du premier Janvier 1716. sur le pied & en la maniere portée par les Art. XIV. XV. XVI. & XVII. de nostre Declaration du 7. Decembre 1715.

XXXII. Outre les fonds par nous destinez suivant l'Art. XVIII. de nostre dite Declaration, pour acquitter les Interests desdits Billets de l'Estat, & en amortir successivement les Capitaux, Nous avons encore destiné & affecté au payement desdits Interests & remboursement des Capitaux, Trois millions par chacun an, à prendre sur nos Recettes Generales des pays d'Election, suivant les estats qui en seront faits en nostre Conseil de Finances.

XXXIII. A mesure que lesdits Billets rentreront à la décharge de l'Estat, ils seront bruslez en l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris, en la maniere portée par l'Article XIX. de nostre Declaration du 7. Decembre dernier, sans, qu'il en puisse estre reservé aucuns de ceux qui seront rentrez, ni qu'il en puisse estre fait de nouveaux en aucuns cas, ni pour quelque cause que ce soit,

XXXIV. Pour la sècreté & la facilité de ceux qui seront obligez de rendre Compte des anciens Papiers liquidez, tels que les Tuteurs, Gardiens, Depositaires, Exécuteurs testamentaires, Donataires mutuels en usufruit, les Syndics  
ou

ou Directeurs des creanciers , & autres qui auront besoin d'éclaircir lors de la reddition de leurs Comptes, en quelle Classe de reduction lesdits Billets & Papiers se feront trouvez placez : Voulons que sur l'Original des Registres contenant les liquidations , il soit fait un double , qui sera pareillement signé par lesdits Commissaires , pour estre remis après la delivrance des Billets de l'Estat , au Greffe de l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris , & qu'il en soit delivré des Extraits à toutes les personnes qui le requerront , par le Greffier dudit Hostel de Ville , ou autre qui sera pour ce commis par le Sieur Prevost des Marchands ; pour chacun desquels Extraits il ne sera payé que cinq sols , lorsqu'il contiendra dix Articles & au-dessous , & à proportion pour les Extraits qui contiendront un plus grand nombre d'Articles.

*Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aydes à Paris , que ces Présentes ils ayent à faire lire , publier & registrer , & le contenu en icelles garder & executer selon la forme & teneur, nonobstant tous Edits , Declarations & autres choses à ce contraires , ausquels Nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes ; Car tel est nostre Plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Présentes. Donné à Paris le premier jour d'Avril l'an de*  
*Tome V. D grace*



grace mil sept-cens seize. Et de nostre Regne le premier. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, le Duc d'Orléans Regent présent. PHÉLYPEAUX. Veu au Conseil, VILLEROY. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

Registrées, Ouy, & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées, envoyées aux Bailliages & Senechaussées du Ressort, pour y estre lues, publiées & registrées: Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roy, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le quatrième jour d'Avril mil sept-cens seize. Signé DONGOIS.

#### I. V.

LETTRES Patentes du Roi, portant Privilege en faveur du Sr. Law & sa Compagnie, d'établir une Banque générale.

Du 2. Mai 1716.

**L**OUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Les avantages que les Banques publiques ont procuré à plusieurs Estats de l'Europe, dont elles ont soutenu le credit, rétabli le Commerce, & entretenu les Manu-

**Manufactures**, Nous ont persuadé de l'utilité que nos Peuples retireroient d'un pareil Etablissement. Le Sr. Law Nous ayant proposé, il y a quelques mois, d'en former une, dont le fonds seroit fait de nos deniers, & qui seroit administrée en nostre nom & sous nostre autorité ; Le Projet en fut examiné dans nostre Conseil de Finances, où plusieurs Banquiers, Negocians & Deputés des Villes de Commerce ayant esté appelez pour avoir leur avis, ils convinrent tous que rien ne pouvoit estre plus avantageux à nostre Royaume qui, par sa situation & sa fertilité, jointes à l'industrie de ses habitans, n'avoit besoin que d'un credit solide pour y attirer le Commerce le plus florissant : Ils crurent neantmoins que les conjonctures du temps n'estoient pas favorables, & qu'il conviendrait mieux qu'un tel Etablissement fust fait sur le compte d'une Compagnie. Ces raisons jointes à quelques conditions particulieres du projet, Nous determinerent à le refuser ; Mais ledit Sr. Law Nous a supplié de vouloir luy accorder la faculté d'establiir une autre espece de Banque, dont il offre de faire le fonds tant de ses deniers, que de ceux de sa Compagnie ; & par le moyen de laquelle il se propose d'augmenter la circulation de l'argent, faire cesser l'usure, suppléer aux voitures des Especes entre Paris & les Provinces, donner aux Estrangers le moyen de faire des fonds avec sèreté dans nostre Royaume, & faciliter

à nos Peuples le débit de leurs denrées ; & le payement de leurs impositions. La grace qu'il Nous demande , c'est de luy donner un Privilege pendant l'espace de vingt années , & de luy permettre de stipuler en Ecus de Banque , qui estant toujours du mesme poids & du mesme titre , ne pourront estre sujets à aucune variation ; Condition essentielle & absolument necessaire pour procurer & conserver la confiance de nos Sujets & celle des Estrangers : Nous suppliant en mesme temps , de vouloir nommer des personnes d'une probité & d'une intelligence connues , pour avoir inspection sur la Banque , viser les Billets , cotter & parapher les Livres , afin que le Public soit pleinement persuadé de l'exactitude & de la fidelité qui y seront observées. Et comme il Nous paroist que cet Establissement , de la maniere dont il est proposé , ne peut causer aucun inconvenient ; qu'il y a au contraire tout sujet d'esperer qu'il aura un succès prompt & favorable , & qu'il produira des effets avantageux , à l'exemple de ce qui se passe dans les Estats voisins : Nous avons crû devoir accorder audit Sr. Law , dont l'experience , les lumieres & la capacité nous sont connues , le Privilege qu'il Nous demande pour luy & sa Compagnie ; Et nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans , Regent de nostre Royaume , attentif à tout ce qui peut apporter du soulagement à nos Peuples , & procurer le bien de nostre Estat , a crû qu'il

qu'il n'estoit point indigne de son rang & de sa naissance, d'en estre déclaré le Protecteur. *A ces Causes*, de l'avis de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Regent, de nostre très-cher & très-amé Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de nostre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse, & autres Pairs de France, grands & notables Personnages de nostre Royaume; & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons par ces Présentes signées de nostre main, dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & Nous plaît.

I. Que ledit Sr. Law & sa Compagnie ayent seuls le droit & le Privilege d'establir pour leur compte particulier une Banque generale dans nostre Royaume, & de la tenir & exercer pendant le temps de vingt années, à compter du jour de l'enregistrement des Présentes; leur permettons de stipuler, tenir leurs Livres, & faire leurs Billets en Ecus d'Espèces, sous le nom d'Ecus de Banque; ce qui sera entendu des Ecus du poids & titre de ce jour. *Permettons* pareillement à nos Sujets & aux Estrangers qui negocieront ou contracteront avec eux, de stipuler de la mesme maniere, afin que l'argent de Banque, estant toujours du mesme poids & du mesme titre, ne puisse estre sujet à aucune variation, dérogeant pour cet effet seulement à tou-

tes Ordonnances , Edits , Declarations & Arrests à ce contraires.

II. Voulons que ladite Banque soit libre & affranchie de toutes Taxes & Impositions , & que les Actions de la Banque , & les sommes qui y seront en Caisse , appartenantes aux Estrangers , ne puissent estre sujettes aux droits d'Aubaine , de Confiscation , ou Lettres de Represailles , mesme en cas de Guerre entre Nous & les Princes & Estats dont lesdits Estrangers seront sujets , auxquels droits Nous renonçons expressement par ces Présentes.

III. Les Billets de la Banque seront faits en la forme dont les modelles seront annexez à nos Présentes Lettres , & ils seront signez par ledit Sr. Law , & par l'un de ses Associez , & visez par l'Inspecteur qui sera commis à cet effet.

IV. La Caisse generale de la Banque sera fermée à trois serrures & trois clefs différentes , dont une sera gardée par ledit Sr. Law , une autre par l'Inspecteur , & la troisième par le Tresorier.

V. Il sera tenu par ledit Sr. Law & par la Compagnie des Registres en bonne forme , cottez & paraphiez par l'Inspecteur de la Banque.

VI. Le Bureau principal de ladite Banque sera tenu à Paris dans la maison dudit Sr. Law , ou dans tel autre quartier de la Ville , qui sera jugé convenable pour la commodité du Public , & il sera ouvert  
tous

tous les jours depuis neuf heures jusqu'à midy, & depuis trois heures jusqu'à six, à l'exception des Dimanches & des Fêtes solennelles.

VII. Il sera libre à toutes personnes de porter à la Banque leurs deniers, pour le montant desquels il leur sera delivré des Billets de Banque payables à vue.

VIII. Deffendons, à peine de la vie, de fabriquer ou falsifier les Billets de la Banque, ni de contrefaire le Cachet ou les Planches sur lesquelles lesdits Billets seront gravez.

IX. Nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc d'Orleans sera le Protecteur de la Banque, dont il se fera rendre compte, ou à ceux qui seront par lui preposez, toutes les fois que bon lui semblera, & dont il nommera l'Inspecteur, qu'il pourra remplacer ou changer, comme il jugera à propos ; & les Reglemens & projets de Regie & d'operation de ladite Banque, lui seront presentez, pour estre par luy approuvez, & seront, en tant que besoin, par Nous confirmez.

X. Declarons au surplus que par le Privilege que Nous accordons audit Sr. Law & à sa Compagnie, Nous n'entendons empescher en aucune maniere les Banquiers de nostre Royaume, de continuer leur Commerce comme à l'ordinaire.

*Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nostre Cour de Parlement, Chambre des Com-*

ptes & Cour des Aydes à Paris, que ces  
Présentes ils ayent à faire registrer, & le  
contenu en icelles executer selon leur  
forme & teneur. *Car tel est nostre plaisir.* En temoin de quoy Nous avons fait  
mettre nostre Scel à celsdites Présentes.  
Donné à Paris le deuxième jour de May,  
l'an de grace mil sept-cens seize, & de  
nostre Regne le premier. Signé LOUIS.  
Et plus bas, par le Roy, le Duc d'OR-  
LEANS Regent présent, PHELYPEAUX.  
Veu au Conseil VILLEROY.

Registrées, Oüy, & ce requerant le Pro-  
cureur General du Roy, pour estre executées  
selon leur forme & teneur, & Copies colla-  
tionnées, envoyées aux Bailliages & Seneschauf-  
sées du Ressort, pour y estre lésés, publiées &  
registrées; Enjoint aux Substituts du Procu-  
reur General du Roy, d'y tenir la main, &  
d'en certifier la Cour dans un mois, suivant  
& conformément à l'Arrest de ce jour. A  
Paris en Parlement le quatrième jour de May  
mil sept-cens-seize. Signé DONGOIS.

### Modèles des Billets de la Banque.

N<sup>o</sup>.

Mille Ecus d'Espèces.

La Banque promet payer au Porteur à veüe  
Mille Ecus d'Espèces du poids & titrè de ce  
jour, valeur recettè à Paris le de 171

No.

D U S Y S T E M E. B I  
N<sup>o</sup>. Cent Ecus d'Espèces.

*La Banque promet payer au Porteur à veüe  
Cent Ecus d'Espèces au poids & titre de ce  
jour, valeur receüe à Paris le de 171*

N<sup>o</sup>. *Dix Ecus d'Espèces.*

*La Banque promet payer au Porteur à veüe  
Dix Ecus d'Espèces au poids & titre de ce jour,  
valeur receüe à Paris le de 171*

**LETTRES Patentes du Roi, contenant Re-  
glement pour la Banque generale accordé  
au Sr. Law, & à sa Compagnie.**

**Données à Paris le 20. Mai 1716.**

**Registrées en Parlement.**

**L** OUIS par la grace de Dieu Roy de Fran-  
ce & de Navarre : A tous ceux qui  
ces présentes Lettres verront, Salut. Par  
nos Lettres Patentes du 2. du present  
mois, Nous avons accordé au Sr. Law  
& à sa Compagnie, le privilege d'esta-  
blir dans nostre Royaume, & de tenir  
pendant le temps de vingt années une Ban-  
que generale, avec la faculté de stipuler,  
tenir leurs Livres, & faire leurs Billets en  
Ecus d'Espèces, sous le nom d'Ecus de  
D 5 Ban-



**Banque**, du poids & titre de ce jour. Et comme il est nécessaire pour l'intérêt des Actionnaires & la sûreté du public, de prescrire la forme, les conditions, & les règles qui doivent être observées dans la régie & l'administration de ladite Banque; il Nous a paru qu'il estoit convenable de faire sur cela un Règlement général. *A ces Causes*, de l'avis de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc d'Orléans Regent, de nostre très-cher & très-amié Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc du Maine, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Comte de Toulouse, & autres Pairs de France, grands & notables Personnages de nostre Royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons par ces Présentes signées de nostre main, dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & Nous plaist ce qui suit.

I. Le fonds de la Banque sera composé de 1200. Actions de 1000. Ecus chacune, ainsi le capital sera de 1200000. Ecus de Banque, c'est-à-dire, de six Millions argent courant.

II. Le premier Juin prochain il sera ouvert chez le Sr. Law, Directeur (*Place de Louis le Grand*) un Registre pour y recevoir les soumissions des personnes qui voudront y prendre intérêt, & y acquérir tel nombre d'Actions qu'elles voudront.

III. Ce Registre sera coté & paraphé  
par

par le Directeur, & par le Sr. Fentelon, Deputé au Conseil de Commerce, nommé par nostre très-cher & très-ami On- cle le Duc d'Orleans, Inspecteur de ladi- te Banque.

IV. La Banque fera tenue (en atten- dant qu'on puisse la placer plus commo- dement pour le public) dans la maison dudit Sr. Law, Directeur, & elle sera ou- verte tous les jours depuis neuf heures jusqu'à midi, & depuis trois heures jus- qu'à six, à l'exception des Dimanches, des Fêtes solennelles, & des jours mar- qués pour faire le Bilan de la Banque.

V. La Banque commencera son exerci- ce aussitôt qu'il y aura des soumissions faites pour les 1200. Actions; & alors les Actionnaires s'assembleront à l'Hostel de la Banque, pour choisir les Officiers qui seront nécessaires pour la regie & le de- tail de ladite Banque; & pour regler & ordonner le payement des Actions.

VI. Dans cette assemblée & dans les autres assemblées générales de la Com- pagnie, tout sera décidé à la pluralité des voix, qui seront comptées de la ma- niere suivante; Ceux qui auront cinq Actions & moins de dix, n'auront qu'une voix; ceux qui auront dix Actions & moins de quinze, auront deux voix, & ainsi de cinq en cinq; Et ceux qui au- ront moins de cinq Actions n'auront point de voix.

VII. On fera le Bilan de la Banque deux fois par année; Et alors la Banque

sera fermée depuis le 15. jusqu'au 20. du mois de Juin, & depuis le 15. jusqu'au 20. Decembre.

VIII. Il y aura chaque année deux assemblées generales de la Compagnie, qui se tiendront à l'Hostel de la Banque le 20. du mois de Juin & le 20. du mois de Decembre à dix heures du matin : On y deliberera sur les affaires de la Compagnie ; La premiere se tiendra le 20. Decembre prochain, & dans chacune de ces assemblées on reglerà les dividendes ou repartitions qui seront payées aux Actionnaires.

IX. La Caisse de la Banque sera partagée en Caisse generale & Caisse ordinaire ; la Caisse generale sera fermée à trois serrures & trois clefs differentes, dont l'une sera gardée par le Directeur, une autre par l'Inspecteur, & la troisieme par le Tresorier, de maniere que cette Caisse ne pourra estre ouverte qu'en presence de ces trois personnes.

X. La Caisse ordinaire sera confiée au Tresorier, & ne pourra passer 200000. Ecus de Banque ; Chacun des Caissiers ne pourra avoir plus de 20000. Ecus, & ils donneront tous des seuretez suffisantes pour les sommes qui leur seront confiées.

XI. Les Billets de la Banque seront signez par le Directeur, & par un des Associez, qui sera nommé à la pluralité des voix dans la premiere assemblée, & visez par l'Inspecteur, & il en sera fait dans une seule fois, la quantité qui sera jugée

jugées nécessaire , lesquels seront enregistrez par numero , dattes & sommes , sur un Livre tenu à cet effet.

XII. Le Sceau de la Banque sera apposé aux Billets en présence du Directeur , de l'Inspecteur & du Tresorier ; Après quoy lescdits Billets qui auront esté signez , visez & scellez , seront enfermez dans la Caisse generale , ainsi que le Sceau de la Banque , & les Planches sur lesquelles lescdits Billets auront esté gravez.

XIII. Quand les Caissiers auront besoin d'argent , le Tresorier leur en fournira , retirant en mesme temps la valeur en Billets ; il leur fournira de mesme des Billets , & retirera d'eux la valeur en argent : La mesme operation sera faite entre la Caisse du Tresorier & la Caisse generale ; de maniere que la Caisse confiée au Tresorier & aux Caissiers , ne pourra jamais excéder la somme de 200000. Ecus.

XIV. La Banque tiendra un Livre pour la vente & transport des Actions , & le Vendeur payera un Ecu de Banque pour chaque Action qui sera transportée ; dans lequel Livre il signera la vente ou transport.

XV. Pour éviter la perte par les Tares des Sacs , les frais & autres inconveniens des payemens en Especes , il sera libre à toutes personnes de porter leurs deniers à la Banque , pour lesquels il leur sera delivré des Billets payables à veüe.

D 7

XVI. Pour

XVI. Pour faciliter le Commerce, la Banque pourra se charger de la Caisse des particuliers, tant en recette qu'en dépense, & elle fera à leur choix les payemens comptans ou en virement de parties, moyennant 5. sols de Banque pour 1000. Ecus de Banque ; Et la Compagnie nommera deux Commissaires pour tenir les Livres des virements de parties, & pour la recette & dépense des particuliers.

XVII. Elle pourra escompter les Billets ou Lettres de Change de la manière qui sera réglée par la Compagnie.

XVIII. Comme cet Etablissement ne doit porter aucun préjudice aux particuliers, Marchands, Banquiers ou Négocians, la Banque ne fera par Terre ni par Mer aucun Commerce en Marchandises, ni assurances Maritimes ; & elle ne se chargera point des affaires des Négocians par Commission, tant au-dedans que dehors le Royaume.

XIX. La Banque ne fera point de Billets payables à terme, mais ils seront tous payables à vue ; Et elle ne pourra emprunter à intérêt, sous quelque prétexte, ni de quelque manière que ce puisse estre.

XX. Le Directeur fera la visite des Caisses, au moins une fois la Semaine, ou plus souvent, s'il juge à propos, sans avoir aucun jour marqué, & l'Inspecteur pourra assister à ces visites, de même que ceux des Actionnaires qui seront choisis  
dans

dans l'Assemblée générale Commissaires pour la Régie de la Banque, conjointement avec le Directeur.

XXI. Le Conseil de la Banque aura pouvoir d'ordonner à la pluralité des voix, les Emplois qu'il jugera convenables & utiles au bien de la Banque, & de faire les Réglements particuliers concernant l'administration de ladite Banque.

*Si donnons en Mandemens à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aydes à Paris, que ces Présentes ils ayent à faire registrer, & le contenu en icelles exécuter selon leur forme & teneur. Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cédites Présentes. Donné à Paris le vingtième jour de May, l'an de grace mil sept-cens-seize, & de nostre Règne le premier. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roy, le Duc d'Orléans Regent présent, PHELYPEAUX. Veu au Conseil VILLEROY. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.*

*Registrées, Ouy, & se requérant le Procureur Général du Roy, pour estre exécutées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées, envoyées au Bailliages & Sénéchaussées du Rasseint, pour y estre lues, publiées & registrées; Enjoint aux Substituts du Procureur Général du Roy, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le vingt-*

vingt-troisième jour de May mil sept-cens-seize. Signé DONGOIS.

## V.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Billets de la Banque Générale, établie par les Lettres Patentes des 2. & 20. Mai dernier, seront receus comme argent pour le Payement de toutes les Especes de Droits & d'Impositions dans tous les Bureaux de Recettes, Fermes, & autres Revenus de Sa Majesté ;

Et que tous ses Officiers comptables, Fermiers & Sousfermiers, tous leurs Receveurs & Commis comptables, & autres chargez du maniment de ses Deniers, seront tenus d'acquitter à vüe & sans aucun Escompte, les Billets de ladite Banque qui leur seront présentez.

Du 10. Avril 1717.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant accordé au Sr. Law & à sa Compagnie, par ses Lettres Patentes des 2. & 20. May dernier, le Privilege d'establir une Banque Generale ; les Billets de ladite Banque se sont déjà tellement accreditez au-dedans du Royaume, & dans les Pays estrangers, que malgré la difficulté des temps, les remises d'argent en sont devenues beaucoup plus faciles, les Escomptes moderez, & l'usu-

re considérablement diminuée ; & comme il est extrêmement important pour la commodité des Sujets de Sa Majesté & des Estrangers , de faire trouver dans toutes les parties du Royaume la valeur dedit Billets , d'accelerer les remises qui doivent estre faites à Paris , des sommes qui sont receûes journellement dans les Provinces pour le payement des Droits & des Impositions , de ne pas laisser l'argent oisif & inutile dans les Bureaux des Recettes, & d'empescher en mesme temps , le plus qu'il est possible , le transport des Especes des Provinces à Paris , ce qui cause toujours une interruption & un dérangement dans le Commerce , dont le reftablissement est le principal objet de Sa Majesté, & le vœu commun de ses Peuples ; Elle a jugé que rien ne pouvoit estre plus utile pour eux , plus propre à avancer les Recouvremens , ni plus capable d'augmenter la circulation , & par consequent de ranimer le Commerce , que d'ordonner à tous ses Officiers comptables , Fermiers , Sousfermiers & Preposez , à tous leurs Receveurs , Caissiers & Commis comptables , & autres chargés du manfment de ses Deniers , de recevoir comme argent les Billets de la Banque en Payement des Impositions , Droits & Revenus de Sa Majesté , & d'acquitter tous ceux qui leur seront presentéz , attendu que lesdits Billets doivent toujours estre acquittez à veûë au Bureau de la Banque établi à Paris. Oùy le Rapport, Sa Ma  
jesté



*jesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, qu'à commencer du jour de la Publication du présent Arrest, les Billets de la Banque Generale, establie par ses Lettres Patentes des 2. & 20. May dernier, seront receûs comme argent pour le Payement de toutes les Espees de Droits & d'Impositions dans tous les Bureaux de Recette, Fermes & autres Revenus de Sa Majesté : *Ordonne* en outre, qu'à commencer du mesme jour, tous ses Officiers comptables, Fermiers & Sous-fermiers, tous leurs Receveurs & Commis comptables, & autres chargez du maniment de ses Deniers dans l'estendue de son Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de son obéissance, seront tenus d'acquitter à veüe & sans aucun escompte, les Billets de ladite Banque qui leur seront presentez, jusqu'à concurrence des sommes qu'ils auront en Caisse; Et que, lorsqu'ils n'auront pas de fonds, ils acquitteront lesdits Billets des premiers Deniers qu'ils recevront, à l'effet de quoy ils feront mention dans le Registre Journal, qu'ils doivent tenir en execution de l'Edit du mois de Juin dernier, du jour de la Présentation desdits Billets, pour les acquitter des premiers Deniers de leur Recette, & dans l'ordre qu'ils leur seront presentez; Leur deffendant de remettre aucune Partie des fonds de leur Recette en Lettres de Change ou par Voitures, & d'acquitter aucune Rescription, si ce n'est

n'est de l'Excedent qu'ils auront en Caiffe , après avoir préalablement & par préférence acquitté les Billets de la Banque qui leur auront esté présentcz. *Vous* Sa Majesté , qu'à mesure qu'ils recevront lesdits Billets ; ils les envoient à ceux à qui ils sont tenus de remettre les fonds de leur manfment , pour en recevoir la valeur à veüe au Bureau General de Banque establi à Paris ; le tout à peine contre les contrevenants , de destitution de leurs Offices & de revocation de leurs Emplois. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy , Sa Majesté y estant, Monsieur le Duc d'Orleans Regent présent , tenu à Paris le dixième jour d'Avril mil sept-cens dix-sept Signé PHELYPEAUX.

---

V I.

*LETtres Patentes en forme d'Edit , portant Etablissement d'une Compagnie de Commerce , sous le nom de Compagnie d'Occident.*

*Données à Paris au mois d'Août 1717.*

**L** OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous présents & à venir , Salut. Nous avons depuis nostre avenement à la Couronne travaillé utilement à restablir le bon ordre dans nos Finances , & à reformer les abus  
que

que les longues Guerres avoient donné occasion d'y introduire ; & Nous n'avons pas eu moins d'attention au rétablissement du commerce de nos Sujets , qui contribué autant à leur bonheur que la bonne administration de nos Finances ; Mais par la connoissance que Nous avons prise de l'estat de nos Colonies situées dans la partie Septentrionale de l'Amerique ; Nous avons reconnu qu'elles avoient d'autant plus besoin de nostre protection , que le Sieur Antoine Crozat , auquel le feu Roy nostre très-honoré Seigneur & Bisayeul , avoit accordé par ses Lettres Patentes du mois de Septembre de l'année 1712. le privilege du Commerce exclusif dans nostre Gouvernement de la Louisiane , Nous a très-humblement fait supplier , de trouver bon qu'il Nous le remît ; ce que Nous luy avons accordé par l'Arrest de nostre Conseil du vingt-troisième jour du present mois ; Et que le traité fait avec les Sieurs Aubert , Neret & Gayot le dixième jour du mois de May de l'année 1706. pour la traite du Castor de Canada , doit expirer à la fin de la présente année , Nous avons jugé qu'il estoit nécessaire pour le bien de nostre service & l'avantage de ces deux Colonies , d'establiir une Compagnie en estat d'en soutenir le Commerce , & de faire travailler aux différentes cultures & plantations qui s'y peuvent faire. *A ces causes & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de nostre très-cher & très-ami On-*  
cle

de le Duc d'Orléans, Petit-Fils de France, Regent ; de nostre très-cher & très-amié Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amié Cousin le Prince de Conty, Princes de nostre Sang ; de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc du Maine, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Comte de Toulouse, Princes legitimez, & autres Pairs de France, grands & notables Personnages de nostre Royaume ; & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & Nous plaist.

I. Qu'il soit formé en vertu des Présentes une Compagnie de Commerce, sous le nom de Compagnie d'Occident, dans laquelle il sera permis à tous nos Sujets, de quelque rang & qualité qu'ils puissent estre, mesme aux autres Compagnies formées ou à former, & aux Corps & Communautéz, de prendre interest pour telle somme qu'ils jugeront à propos, sans que pour raison dudit engagement ils puissent estre reputez avoir derogé à leurs titres, qualitez & noblesse ; Nostre intention estant qu'ils jouissent du benefice porté aux Edits des mois de May & Aoust de l'année 1664. Aoust 1669. & Decembre de l'année 1701. que Nous voulons estre executez suivant leur forme & teneur.

II. Accordons à ladite Compagnie d'Occident le droit de faire seule pendant l'espace de vingt-cinq années, à commencer

cer du jour de l'enregistrement des Pr<sup>é</sup>sentes , le Commerce dans nostre Provin<sup>ce</sup> & Gouvernement de la Lou<sup>is</sup>iane , & le privilege de recevoir , à l'exclusion de tous autres , dans nostre Colonie de Canada , à commencer du premier du mois de Janvier de l'année 1718. jusques & compris le dernier Decembre de l'année 1742. tous les Castors gras & secs que les habitans de ladite Colonie auront traité ; Nous reservant de regler sur les memoires qui Nous seront envoyez dudit Pays , les quantitez des differentes especes de Castors que la Compagnie sera tenuë de recevoir chaque année desdits habitans de Canada , & les prix auxquels elle sera tenuë de les leur payer.

III. Faisons défenses à tous nos autres Sujets , de faire aucun Commerce dans l'estenduë du Gouvernement de la Lou<sup>is</sup>iane , pendant le temps du privilege de la Compagnie d'Occident , à peine de confiscation des marchandises & des Vaisseaux : N'entendons cependant par ces défenses interdire aux habitans le commerce qu'ils peuvent faire dans ladite Colonie , soit entr'eux , soit avec les Sauvages.

IV. Défendons pareillement à tous nos Sujets d'acheter aucun Castor dans l'estenduë du Gouvernement de Canada , pour le transporter dans nostre Royaume , à peine de confiscation dudit Castor au profit de la Compagnie ; mesme des Vaisseaux sur lesquels il se trouvera embarqué. Le Commerce du Castor restera neantmoins libre

libre dans l'intérieur de la Colonie, entre les Negocians & les habitans, qui pourront continuer à vendre & acheter en Castor, comme ils ont toujours fait.

V. Pour donner moyen à ladite Compagnie d'Occident de faire des établissemens solides, & la mettre en estat d'exécuter toutes les entreprises qu'elle pourra former; Nous luy avons donné, octroyé, & concedé, donnons, octroyons & concedons par ces Présentes à perpetuité toutes les Terres, Costes, Ports, Havres, & Isles qui composent nostre Province de la Louisiane, ainsi, & dans la mesme estendue que Nous l'avions accordé au sieur Crozat par nos Lettres Patentes du quatorzième jour du mois de Septembre mil sept-cens douze, pour en jouir en toute propriété, Seigneurie & justice; ne Nous reservant autres droits n'y devoirs que la seule foy & hommage-lige, que ladite Compagnie sera tenuë de Nous rendre, & à nos Successeurs Rois, à chaque mutation de Roy, avec une Couronne d'or du poids de trente marcs.

VI. Pourra ladite Compagnie dans les Pays de sa concession, traiter, & faire alliance en nostre nom avec toutes les Nations du Pays, autres que celles dépendantes des autres Puissances de l'Europe, & convenir avec elles des conditions qu'elle jugera à propos pour s'y establir, & faire son Commerce de gré à gré; & en cas d'insulte, elle pourra leur déclarer la guerre, les attaquer ou se défendre.

dre par la voye des armes, & traiter de paix & de trêve avec elles.

VII. La propriété des mines & minières que ladite Compagnie fera ouvrir pendant le tems de son privilege, lui appartiendra incommutablement, sans estre tenuë de Nous payer pendant ledit temps, pour raison desdites mines, & minières, aucuns droits de Souveraineté, desquels Nous luy avons fait & faisons don par ces Présentes.

VIII. Pourra ladite Compagnie vendre & aliener les terres de sa concession à tels cens & rentes qu'elle jugera à propos, mesme les accorder en franc aieu, sans justice, ny Seigneurie: N'entendons neantmoins qu'elle puisse déposséder ceux de nos Sujets qui sont déjà establis dans le Pays de sa concession, des Terres qui leur ont esté concedées, ou de celles que sans concession ils auront commencé à mettre en valeur. Voulons que ceux d'entr'eux qui n'ont point de Brevets, ou Lettres de Nous, soient tenus de prendre des concessions de la Compagnie, pour s'assurer la propriété des Terres dont ils jouissent, lesquelles concessions leur seront données gratuitement.

IX. Pourra ladite Compagnie faire construire tels Forts, Chasteaux, & Places qu'elle jugera nécessaires pour la défense des Pays que Nous luy concedons; y mettre des garnisons, & lever des gens de guerre dans nostre Royaume, en prenant nos permissions en la forme ordinaire & accoustumée..

X. La-

X Ladite Compagnie pourra aussi établir tels Gouverneurs & Officiers Majors & autres, pour commander les Troupes, qu'elle jugera à propos, lesquels Gouverneurs & Officiers Majors Nous feront présenter par les Directeurs de la Compagnie pour leur estre expédié nos provisions; & pourra ladite Compagnie les destituer toutefois & quantes que bon luy semblera, & en établir d'autres en leurs places, auxquels Nous ferons pareillement expédier nos Lettres sans aucune difficulté, en attendant l'expédition desquelles, lesdits Officiers pourront commander pendant le temps de six mois, ou un an au plus sur les commissions des Directeurs; & seront tenus lesdits Gouverneurs & Officiers Majors de Nous prêter serment de fidélité.

XI. Permettons à ceux de nos Officiers militaires qui sont presentement dans nostre gouvernement de la Louisiane, & qui voudront y demeurer; de mesme qu'à ceux qui voudront y passer sous nostre bon plaisir, pour y servir en qualité de Capitaines ou de subalternes, d'y servir sur les commissions de la Compagnie, sans que, pour raison de ce service, ils perdent les rangs & grades qu'ils peuvent avoir actuellement, tant dans nostre marine, que dans nos troupes de terre; voulant que sur les permissions que Nous leur en accorderons, ils soient censez & réputez estre toujours à nostre service; & Nous leur tiendrons compte de ceux qu'ils ren-



dront à ladite Compagnie ; comme s'ils Nous les rendoient à Nous-mêmes.

XII. Pourra aussi ladite Compagnie armer & équiper en guerre autant de vaisseaux qu'elle jugera nécessaires pour l'augmentation & la seureté de son commerce, sur lesquels elle pourra mettre tel nombre de canons que bon luy semblera, & arborer le pavillon blanc sur l'Arrière & au Beaupré, & non sur aucuns des autres mats ; & elle pourra aussi faire fondre des canons à nos armes, au dessous desquelles elle mettra celles que Nous luy accorderons cy-après.

XIII. Pourra ladite Compagnie, comme Seigneurs hauts Justiciers des pays de sa concession, y establir des Juges & Officiers par-tout où besoin sera, & où elle trouvera à propos ; & les déposer & destituer quand bon luy semblera ; lesquels connoîtront de toutes affaires de Justice, police, & commerce, tant civiles que criminelles ; & où il sera besoin d'establir des Conseils souverains, les Officiers dont ils seront composez, Nous seront nommez & présentez par les Directeurs Generaux de ladite Compagnie ; & sur lesdites nominations, les provisions leur seront expediees.

XIV. Les Juges de l'Amirauté qui seront establis dans ledit pays de la Louisiane, auront les mesmes fonctions, & rendront la justice dans la mesme forme ; & connoîtront des mesmes affaires, dont la connoissance leur est attribuée, tant  
dans

dans nostre Royaume, que dans les autres pays soumis à nostre obéissance; & seront par Nous pourvus sur la nomination de l'Amiral de France.

X V. Seront les Juges establis en tous lesdits lieux, tenus de juger suivant les Loix & Ordonnances du Royaume, & se conformer à la Coustume de la Prevosté & Vicomté de Paris, suivant laquelle les habitans pourront contracter, sans que l'on y puisse introduire aucune autre Coustume, pour éviter la diversité.

X V I. Tous procéz qui pourront naistre en France entre la Compagnie & les Particuliers pour raison des affaires d'icelle, seront terminez & jugez par les Juges-Consuls à Paris, dont les Sentences s'executeront en dernier ressort jusqu'à la somme de quinze-cens livres & au dessus par provision, sauf l'appel en nostre Cour de Parlement de Paris; & quant aux matieres criminelles dans lesquelles la Compagnie sera partie, soit en demandant, soit en défendant, elles seront jugées par les Juges ordinaires, sans que le criminel puisse attirer le civil, lequel sera jugé comme il est dit cy-dessus.

X V I I. Ne sera par Nous accordé aucune Lettre d'Estat ny de répy, évocation ny surséance à ceux qui auront acheté des effets de la Compagnie, lesquels seront contraincts au payement de ce qu'ils deyront, par les voyes, & ainsi qu'ils y seront obligez.

**XVIII.** Nous promettons à ladite Compagnie de la protéger, & défendre, & d'employer la force de nos armes, s'il est besoin, pour la maintenir dans la liberté entière de son commerce & navigation, & de luy faire faire raison de toutes injures & mauvais traitemens, en cas que quelque Nation voulût entreprendre contre elle.

**XIX.** Si aucuns des Directeurs, Capitaines des Vaisseaux, Officiers, Commis, ou Employez, actuellement occupez aux affaires de la Compagnie, estoient pris par les Sujets des Princes & Estats avec lesquels Nous pourrions estre en guerre, Nous promettons de les faire retirer, ou échanger.

**XX.** Ne pourra ladite Compagnie se servir pour son commerce d'autres vaisseaux que ceux à elle appartenans, ou à nos Sujets, armez dans les ports de nostre Royaume d'équipages François, où ils seront tenus de faire leurs retours, ny faire partir lesdits vaisseaux des pays de la concession pour aller à la coste de Guinée directement, sous peine d'estre déchue du présent privilege, & de confiscation des vaisseaux & des marchandises, dont ils seront chargez.

**XXI.** Permettons aux Vaisseaux de ladite Compagnie, mesme à ceux de nos Sujets qui auront permission d'elle ou de ses Directeurs, de courir sur les Vaisseaux de nos Sujets qui viendront traiter dans les pays à elle concédez, en contraven-

tion

tion de ce qui est porté par les Presentes; & les prises seront jugées, conformément aux Reglemens que Nous ferons à ce sujet.

XXII. Tous les effets, marchandises, vivres, & munitions qui se trouveront embarquez sur les vaisseaux de la Compagnie, seront censez & réputez luy appartenir; à moins qu'il n'apparoisse par des connoissemens en bonne forme qu'ils ont esté chargez à fret par les ordres de la Compagnie, ses Directeurs, ou Préposez.

XXIII. Voulons que ceux de nos Sujets qui passeront dans les pays concedes à ladite Compagnie, jouissent des mesmes libertez & franchises que s'ils estoient demeurans dans nostre Royaume, & que ceux qui y naistront des habitans François dudit pays, mesme des estrangers Européens, faisant profession de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, qui pourront s'y establir, soient censez & réputez regnicoles; & comme tels capables de toutes successions, dons, legs, & autres dispositions, sans estre obligez d'obtenir aucunes Lettres de naturalité.

XXIV. Et pour favoriser ceux de nos Sujets qui s'establiront dans lesdits pays, Nous les avons declare & declarons exempts tant que durera le privilege de la Compagnie, de tous droits, subsides & impositions, tels qu'ils puissent estre, tant

sur les personnes & esclaves, que sur les marchandises.

**XXV.** Les denrées & marchandises que la Compagnie aura destiné pour les pays de sa concession, & celles dont elle aura besoin pour la construction, armement, & avituaillement de ses vaisseaux, seront exemptes de tous droits, tant à Nous appartenans, qu'à nos Villes, tels qu'ils puissent estre, mis & à mettre, tant à l'entrée qu'à la sortie; & encore qu'elles sortissent de l'estenduë d'une de nos Fermes pour entrer dans une autre, ou d'un de nos ports pour estre transportées dans un autre, où se fera l'armement; à la charge que ses Commis & Préposez donneront leurs soumissions de rapporter dans dix-huit mois, à compter du jour d'icelles, certificat de la décharge dans les pays pour lesquels elles auront esté destinées; à peine, en cas de contravention, de payer le quadruple des droits; Nous réservans de luy donner un plus long délai dans les cas & occurrences que Nous jugerons à propos.

**XXVI.** Declarons pareillement ladite Compagnie exempte des droits de peage, travers, passage, & autres impositions qui se perçoivent à nostre profit es rivières de Seine & de Loire, sur les futailles vuides, bois, mairain, & bois à bastir vaisseaux, & autres marchandises appartenantes à ladite Compagnie, en rapportant par les voituriers & conducteurs des certificats de deux de ses Directeurs. **XXVII.**

**XXVII.** En cas que ladite Compagnie soit obligée pour le bien de son commerce de retirer des pays estrangers quelques marchandises pour les transporter dans les pays de sa concession, elles seront exemptes de tous droits d'entrée & de sortie, à la charge qu'elles seront déposées dans les magasins de nos Douanes, ou dans ceux de ladite Compagnie, dont les Commis des Fermiers Generaux de nos Fermes, & ceux de ladite Compagnie auront chacun une clef, jusqu'à ce qu'elles soient chargées dans les vaisseaux de la Compagnie, qui sera tenu de donner la soumission de rapporter dans dix-huit mois, à compter du jour de la signature d'icelle, certificat de leur déchargé esdits pays de sa concession, à peine en cas de contravention de payer le quadruple des droits; Nous reservant lorsque la Compagnie aura besoin de tirer esdits pays estrangers quelques marchandises, dont l'entrée pourroit estre prohibée, de luy en accorder la permission, si Nous le jugeons à propos, sur les estats qu'elle Nous en presentera.

**XXVIII.** Les marchandises que ladite Compagnie fera apporter dans les ports de nostre Royaume, pour son compte des pays de sa concession, ne payeront pendant les dix premières années de son privilege, que la moitié des droits que de pareilles marchandises venant des Isles & Colonies Françoises de l'Amerique doivent payer, suivant nostre Reglement

du mois d'Avril dernier ; & si ladite Compagnie fait venir desdits pays de sa concession d'autres marchandises que celles qui viennent desdites Isles & Colonies Françoises de l'Amerique , comprises dans nostre dit Reglement , elles ne payeront que la moitié des droits que payeroient d'autres marchandises de mesme espece & qualité , venant des pays estrangers , soit que lesdits droits Nous appartiennent , ou aient esté par nous alienez à des particuliers. Et pour le plomb , le cuivre , & les autres métaux , Nous avons accordé & accordons à ladite Compagnie l'exemption entiere de tous droits , mis & à mettre sur iceux ; mais si ladite Compagnie prend des marchandises à fret sur ses vaisseaux , elle sera tenue d'en faire faire la déclaration aux Bureaux de nos Fermes par les Capitaines dans la forme ordinaire , & lesdites marchandises payeront les droits en entier. A l'égard des marchandises que ladite Compagnie fera apporter dans les ports de nostre Royaume dénommez en l'Article XV. du Reglement du mois d'Avril dernier , ou dans ceux de Nantes , Brest , Morlaix , & Saint-Malo , pour son compte , tant des pays de sa concession , que des Isles Françoises de l'Amerique provenant de la vente des marchandises du crû de la Louisiane , destinées à estre portées dans les pays estrangers , elles seront mises en dépôt dans les magasins des Douanes des ports où elles arriveront , ou dans ceux de la Compagnie .

Compagnie en la forme cy-dessus prescrite, jusqu'à ce qu'elles soient enlevées ; & lorsque les Commis de ladite Compagnie voudront les envoyer dans les pays étrangers par mer ou par terre par transit ; ce qui ne se pourra que par les Bureaux désignez par nostredit Reglement du mois d'Avril dernier, ils seront tenus de prendre des acquits à caution, portant soumission de rapporter dans un certain temps certificat du dernier Bureau de sortie, qu'elles y auront passé, & un autre de leur décharge dans les pays étrangers.

X X I X. Si la Compagnie fait construire des Vaisseaux dans les pays de sa concession, Nous voulons bien, lorsqu'ils arriveront dans les ports de nostre Royaume pour la premiere fois, luy faire payer par forme de gratification sur nostre Tresor Royal six livres par tonneau pour les vaisseaux du port de deux-cens tonneaux & au dessous, & neuf livres aussi par tonneau pour ceux de deux-cens cinquante tonneaux & au dessus, & ce en rapportant des certificats des Directeurs de la Compagnie ausdits pays, comme lesdits navires y auront esté construits.

X X X. Permettons à ladite Compagnie de donner des permissions particulieres à des Vaisseaux de nos Sujets, pour aller traiter dans les pays de sa concession, à telles conditions qu'elle jugera à propos, & voulons que lesdits vaisseaux, munis des permissions de ladite Compagnie, jouissent des mesmes droits, privileges,



& exemptions que ceux de la Compagnie, tant sur les vivres, marchandises, & effets, qui seront chargez sur iceux, que sur les marchandises & effets qu'ils rapporteront.

X X X I. Nous ferons délivrer de nos magasins à ladite Compagnie tous les ans, pendant le temps de son privilege, quarante milliers de poudre à fusil, qu'elle Nous payera au prix qu'elle. Nous aura coûté.

X X X I I. Nostre intention estant de faire participer au commerce de cette Compagnie, & aux avantages que Nous luy accordons, le plus grand nombre de nos Sujets que faire se pourra, & que toutes sortes de personnes puissent s'y interesser, suivant leurs facultez, Nous voulons que les fonds de cette Compagnie soient partagez en Actions de Cinq-cens livres chacune, dont la valeur sera fournie en Billets de l'Estat, desquels les interets seront deus depuis le premier jour du mois de Janvier de la presente année; & lorsqu'il Nous sera représenté par les Directeurs de ladite Compagnie, qu'il aura esté délivré des Actions pour faire un fonds suffisant, Nous ferons fermer les Livres de la Compagnie.

X X X I I I. Les Billets desdites Actions seront payables au porteur, signez par le Caissier de la Compagnie, & visez par un des Directeurs, il en sera delivré de deux fortes, sçavoir des Billets d'une Action & des Billets de dix Actions.

X X X I V.

**X X X I V.** Ceux qui voudront envoyer les Billets desdites Actions dans les Provinces, ou dans les pays estrangers, pourront les endosser pour plus grande seureté, sans que les endossements les obligent à la garantie de l'Action.

**X X X V.** Pourront tous les Estrangers acquerir tel nombre d'Actions qu'ils jugeront à propos, quand mesme ils ne seroient pas résidens dans nostre Royaume; & Nous avons déclaré & déclarons les Actions appartenantes ausdits Estrangers, non sujettes au droit d'aubaine, ny à aucune confiscation, pour cause de guerre, ou autrement; voulant qu'ils jouissent desdites Actions comme nos Sujets.

**X X X V I.** Et d'autant que les profits & pertes dans les Compagnies de commerce n'ont rien de fixe; & que les Actions de ladite Compagnie ne peuvent estre regardées que comme marchandise, Nous permettons à tous nos Sujets, & aux Estrangers en compagnie, ou pour leur compte particulier, de les acheter, vendre, & commercer, ainsi que bon leur semblera.

**X X X V I I.** Tout Actionnaire porteur de cinquante Actions aura voix délibérative aux assemblées, & s'il est porteur de cent Actions, il aura deux voix; & ainsi par augmentation de cinquante en cinquante.

**X X X V I I I.** Les Billets de l'Estat reçus pour le fonds des Actions seront convertis en rentes au denier Vingt-cinq.

dont les intérêts coureront, à commencer du premier Janvier de la présente année sur nostre Ferme du Controlle des Actes des Notaires, du petit Sceau, & Insinuations Laïques, que Nous avons hypothéqué, & affecté, hypothéquons & affectons spécialement au payement desdites rentes : en consequence il sera passé en nostre nom au profit de ladite Compagnie, par les Commissaires de nostre Conseil que Nous aurons nommé à cet effet, des Contrats de Quarante-mille livres de rente, perpétuelle & hereditaire, chacun faisant la rente d'un million au denier Vingt-cinq, sur les quittances de Finances qui en seront délivrées par le Garde de nostre Tresor Royal en exercice la présente année, qui recevra de ladite Compagnie pour un million de Biltets de l'Estat à chaque payement ; & ce jusqu'à concurrence des fonds qui seront portez pour former les Actions de ladite Compagnie.

XXXIX. Les arrerages desdites rentes seront payez ; sçavoir, ceux de la présente année dans les quatre derniers mois d'icelle ; & ceux des années suivantes en quatre payemens égaux de trois mois en trois mois par nostre Fermier du Controlle des Actes des Notaires, petit Sceau & Insinuations Laïques, au Caissier de ladite Compagnie sur ses quittances visées de trois des Directeurs, qui luy fourniront copie collationnée des présentes, & de leur nomination pour la première fois seulement.

**XL.** Les Directeurs employeront au commerce de la Compagnie les arrerages des de la presente année des Contrats qui seront expediez au profit de la Compagnie, leur défendons très-expressément d'y employer aucune partie des interets des années suivantes, ny de contracter aucun engagement sur icelles ; voulons que les Actionnaires soient régulièrement payez des interets de leurs Actions, à raison de Quatre pour cent par année, à commencer du premier du mois de Janvier de l'année prochaine, dont le premier payement pour six mois se fera au premier Juillet prochain, & ainsi successivement.

**XLI.** Comme il est nécessaire qu'aussitôt après l'enregistrement des Présentes, il y ait des personnes qui prennent la regie de tout ce qu'il conviendra faire pour l'arrangement des Livres, & des autres détails qui doivent former les commencemens de ladite Compagnie; ce qui ne peut souffrir aucun retardement. Nous nommerons pour cette premiere fois seulement les Directeurs que Nous aurons choisis à cet effet; lesquels auront pouvoir de regir & administrer les affaires de ladite Compagnie; laquelle pourra dans une assemblée générale, après deux années revuës, nommer trois nouveaux Directeurs, ou les continuer pour trois ans, si elle le juge à propos, & ainsi successivement de trois ans en trois ans, lesquels

quels Directeurs ne pourront estre choisis que François ou Regnicoles.

XLII. Les Directeurs arresteront tous les ans, à la fin du mois de Decembre le Bilan General des affaires de la Compagnie, après quoy ils convoqueront par une affiche publique l'Assemblée generale de ladite Compagnie, dans laquelle les repartitions des profits de ladite Compagnie seront résolues & arrestées.

XLIII. Attendu le grand nombre d'Actions dont ladite Compagnie sera composée, Nous jugeons necessaire pour la commodité de nos Sujets, d'establir un tel ordre dans les payemens, tant des interets que des repartitions, que chaque Porteur d'Actions puisse sçavoir le jour qu'il pourra se présenter à la caisse, pour recevoir sans remise ny délay ce qui luy sera dû. Pour cet effet, voulons que les rentes desdites Actions, ensemble les repartitions des profits provenans du commerce, soient payées suivant les Numéros desdites Actions, en commençant par le premier, sans que la Compagnie puisse rien changer à cet ordre; & que les Directeurs fassent afficher à la porte du Bureau de ladite Compagnie, & inserer dans les Gazettes publiques les Numéros qui devront estre payez dans la semaine suivante.

XLIV. Les Actions de la Compagnie, ny les effets d'icelle, ensemble les appointemens des Directeurs, Officiers, & Em-

Employez de ladite Compagnie ne pourront estre saisis par aucune personne, & sous quelque prétexte que ce puisse estre, pas mesme pour nos propres deniers & affaires; sauf aux Creanciers des Actionnaires à faire saisir & arrester entre les mains du Caissier general & Teneur de Livres de ladite Compagnie, ce qui pourra revenir ausdits Actionnaires par les comptes qui seront arrestez par la Compagnie auxquels les creanciers seront tenus de se rapporter, sans que lesdits Directeurs soient obligez de leur faire voir l'estat des effets de la Compagnie, ny de leur rendre aucun compte, ny pareillement que lesdits creanciers puissent établir des Commissaires, ou Gardiens ausdits effets; déclarant nul tout ce qui pourroit estre fait à ce préjudice.

X L V. Voulons que les Billets de l'Estat qui seront remis au Garde de nostre Tresor Royal par ladite Compagnie d'Occident, soient par luy portez à l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris, auquel lieu, en présence du Sieur Bignon, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Estat, ancien Prevost des Marchands, du Sieur Trudaine, Conseiller en nostre Conseil d'Estat, Prevost des Marchands en charge; des Sieurs de Serre, le Virloys, Harlan, & Boucot, qui ont signé les Billets de l'Estat avec eux, & des Officiers municipaux dudit Hostel de Ville qui s'y trouveront, ou voudront s'y trouver, lesdits Billets de l'Estat seront brulés publi-

publiquement, incontinent après l'expédition de chaque Contract, après en avoir dressé procez verbal, contenant les Registres, Numeros, & Sommes; en avoir fait mention sur lesdits Registres; & les en avoir déchargé; lequel procez verbal sera signé desdits Sieurs Prevosts des Marchands, & autres dénommez au present Article.

XLVI. Les Directeurs auront à la pluralité des voix la nomination de tous les Emplois, & des Capitaines & Officiers fervans sur les vaisseaux de la Compagnie, de mesme que tous les Officiers militaires, de Justice, & autres qui seront employez dans les pays de la concession; & pourront les revoquer lorsqu'ils le jugeront à propos: & lesdites nominations de tous lesdits Officiers & Employez seront signées au moins de trois des Directeurs; ce qui sera pareillement observé pour les revocations.

XLVII. Ne pourront lesdits Directeurs estre inquietez ny contraints en leurs personnes & biens pour les affaires de la Compagnie.

XLVIII. Ils arresteront tous les comptes tant des Commis & Employez en France, que dans les pays de la concession de la Compagnie, & des correspondans, lesquels comptes seront signez au moins de trois desdits Directeurs.

XLIX. Il fera tenu de bons & fideles journaux de caisse, d'achats, de ventes, d'envois, & de raison en parties doubles, tant dans la direction generale de Paris, que par les Commis & Commissionnaires de

de la Compagnie, dans les Provinces & dans les pays de sa concession, qui seront cottez & paraphez par les Directeurs, auxquels sera ajoutée foy en Justice.

L. Nous faisons don à ladite Compagnie des forts, magasins, maisons, canons, armes, poudres, brigantins, bateaux, pirogues, & autres effets & ustenciles que Nous avons presentement à la Louisiane, dont elle sera mise en possession sur nos ordres qui y seront envoyez par nostre Conseil de Marine.

L. I. Nous faisons pareillement don à ladite Compagnie des Vaisseaux, marchandises & effets que le Sieur Crozat Nous a remis, ainsi qu'il est expliqué par l'Arrest de nostre Conseil du vingt-troisième jour du present mois, de quelque nature qu'ils puissent estre, & à quelque somme qu'ils puissent monter, à condition de transporter six mille blancs, & trois-mille noirs au moins, dans les pays de sa concession pendant la durée de son privilege.

L. II. Si, après que les vingt-cinq années du privilege que Nous accordons à ladite Compagnie d'Occident seront expirées, Nous ne jugeons pas à propos de luy en accorder la continuation; toutes les Isles & terres qu'elle aura habitées, ou fait habiter, avec les droits utiles, cens, & rentes qui seront deus par les habitans, luy demeureront à perpetuité en toute propriété, pour en faire & disposer ainsi que bon luy semblera, comme de son propre heritage, sans que Nous  
puif-



puissions retirer lescdites terres, ou Isles, pour quelque cause, occasion, ou prétexte que ce soit: à quoy Nous avons renoncé dès-à-présent; à condition que ladite Compagnie, ne pourra vendre lescdites terres à d'autres qu'à nos Sujets; & à l'égard des forts, armes & munitions, ils Nous seront remis par ladite Compagnie, à laquelle Nous en payerons la valeur suivant la juste estimation qui en sera faite.

... LIII. Comme dans l'establissement des pays concédez à ladite Compagnie par ces présentes, Nous regardons particulièrement la gloire de Dieu, en procurant le salut des habitants Indiens, Sauvages, & Negres, que Nous désirons être instruits dans la vraie Religion: ladite Compagnie sera obligée de bastir à ses dépens des Eglises dans les lieux de ses habitations; comme aussi d'y entretenir le nombre d'Ecclesiastiques approuvez qu'il sera nécessaire: soit en qualité de Curez, ou de's autres qu'il sera convenable, pour y prescher le saint Evangile, faire le service divin, & y administrer les Sacrements: le tout sous l'autorité de l'Evesque de Quebec; ladite Compagnie demeurant dans son Diocese, ainsi que par le passé; & feront les Curez, & autres Ecclesiastiques que ladite Compagnie entretiendra à sa nomination & patronage.

LIV. Pourra ladite Compagnie prendre pour ses armes un Ecuillon de sinople, à la pointe ondée d'argent, sur laquelle sera couché un Fleuve au naturel, appuyé sur une Corne d'abondance d'or, au chef d'azur,

d'azur, semé de fleurs de lys d'or, soutenu d'une fasce en devise aussi d'or, ayant deux Sauvages pour supports, & une couronne trefflée; lesquelles armes Nous luy accordons pour s'en servir dans ses sceaux & cachets; & que Nous luy permettons de faire mettre & apposer à ses édifices, vaisseaux, canons, & par-tout ailleurs où elle jugera à propos.

L V. Permettons à ladite Compagnie de dresser & arrester tels Statuts & Reglemens qu'il appartiendra pour la conduite & direction de ses affaires & de son commerce, tant en Europe, que dans les pays à elle concédez : lesquels Statuts & Reglemens Nous confirmerons par Lettres Patentés, afin que les Interessez dans ladite Compagnie soient obligez de les executer selon leur forme & teneur.

L VI. Comme nostre intention n'est point que la protection particuliere que Nous accordons à ladite Compagnie puisse porter aucun préjudice à nos autres Colonies, que Nous voulons également favoriser; défendons à ladite Compagnie de prendre ou recevoir, sous quelque prétexte que ce soit, aucun habitant estably dans nos Colonies pour les transporter à la Louisiane, sans en avoir obtenu la permission par écrit de nos Gouverneurs generaux ausdites Colonies, visée des Intendans ou Commissaires Ordonnateurs.

Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour

Cour de Parlement, Chambre des Comptes, & Cour des Aydes à Paris, que ces Presentes ils ayent à faire lire, publier, & registrer; & le contenu en icelles, garder, observer, & executer selon leur forme & teneur: nonobstant tous Edits, Declarations, Reglemens, Arrests, ou autres choses à ce contraires, auxquelles Nous avons dérogé, & dérogeons par ces Présentes; aux copies desquelles collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers Secretaires, voulons que foy soit ajoustée comme à l'Original: *Car tel est nostre plaisir*; & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre scel à cesdites Presentes. *Donné* à Paris au mois d'Aoust, l'an de grace mil sept-cens dix-sept, & de nostre Regne le deuxieme. Signé, LOUIS; *Et plus bas*, Par le Roy, le Duc D'ORLEANS Regent, présent. PHELYPEAUX. *Visa*, DAGUESSEAU. Veu au Conseil, VILLEROY. Et scellé du grand Sceau de cire verte, en lacs de foye rouge & verte.

*Registrées, oüy & ce requérant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, sans neantmoins que les Statuts qui seront cy-après dressez par la Compagnie d'Occident, puissent avoir execution qu'après avoir esté confirmez par Lettres Patentes du Roy registrées en la Cour: & copies collationnées des présentes Lettres estre envoyées aux Bailliages & Seneschaussées du*  
Ref

*Ressort, pour y estre leslës, publiées & regis-  
trées; Enjoint aux Substituts du Procureur  
General du Roy d'y tenir la main, & d'en  
certifier la Cour dans un mois. A Paris en  
Parlement le six Septembre mil sept-cens dix-  
sept. Signé, GILBERT.*

---

VII.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concer-  
nant les Billets de la Banque Générale.*

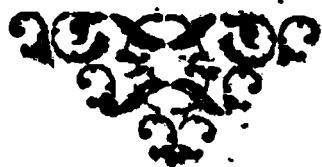
*Du 26 Février 1718.*

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy estant informé que nonobstant  
les Arrests de son Conseil des 10 Avril  
& 12. Septembre de l'année dernière,  
concernant les Billets de la Banque Ge-  
nerale établie par ses Lettres Patentes  
des 2. & 20. May de l'année 1716. il a  
esté proposé des difficultez par un petit  
nombre de Receveurs particuliers, dont  
les uns voudroient sous differens prétex-  
tes ne pas vuidier leurs Caisses, & retar-  
der la remise prompte & successive qu'ils  
doivent faire de leurs fonds au Tresor  
Royal; & les autres ont représenté que  
les Envoys de leurs Deniers pourroient  
exciter les plaintes des Porteurs des Bil-  
lets de la Banque par eux enregistrez en  
consequence du premier desdits Ar-  
rests, mais qui n'ont pû estre acquittez  
faute de fonds, s'il n'y avoit pas toujours  
dans

dans leurs Caisses des Deniers suffisans pour en faire le payement à mesure qu'ils leur feroient representez après l'enregistrement, ledit Arrest n'ayant fixé aucun temps pour cette representation; A quoy estant necessaire de pourvoir, tant pour le bien general du Commerce, que pour procurer la remise des fonds du Roy au Tresor Royal avec toute la sureté & toute la diligence convenable; Oüy le Rapport. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que les Billets de la Banque Generale établie par ses Lettres Patentes des 2 & 20 May de l'année 1716. seront reçus comme argent pour le Payement de tous ses droits dans tous les Bureaux de Recettes, Fermes & autres Revenus de Sa Majesté; Que tous ses Officiers comptables, Fermiers, Sous-Fermiers, Receveurs & Commis comptables, & autres chargez du maniement de ses deniers dans l'étendue de son Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de son obéissance, seront tenus d'acquiter à veüe & sans aucun escompte, les Billets de ladite Banque, qui leur seront présentez, jusques à concurrence des sommes qu'ils auront en Caisse, leur faisant deffenses de remettre aucune partie des fonds de leur Recette en Lettres de Change, Recepissés ou Rescriptions. *Veut* Sa Majesté que s'ils n'avoient pas de fonds en Caisse lorsque lesdits Billets de la Banque Generale leur seront présentez, ils enregistrent lesdits Billets pour estre

estre acquitez des premiers deniers de leur Recette, à condition neantmoins qu'ils leur seront rapportez dans l'espace de huit jours, par ceux qui en seront Porteurs, après lequel temps lesdits Billets seront reputez avoir esté renvoyez à Paris, & tomberont dans le cas commun de ceux qui n'auroient pas esté présentez. *Vout* aussi Sa Majesté, qu'à mesure qu'ils recevront lesdits Billets de la Banque Generale, ils les envoient à ceux à qui ils sont tenus de remettre les fonds de leur maniement, & en donnent avis en mesme temps au Conseil de Finances, pour tenir la main à ce que la valeur desdits Billets de Banque soit incessamment remise au Tresor Royal. Et qu'au surplus lesdits Arrests du Conseil des 10. Avril & 12. Septembre de l'année dernière soient executez, ainsi que par le passé. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le vingt-sixième jour de Février mil sept-cens dix-huit.  
*Signé* PHELYPEAUX.



## VIII.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Billets de la Banque Générale seront pris en Payement de toutes Impositions, & seront payez & acquittez par les Directeurs des Monnoyes, Receveurs & Fermiers des Deniers de Sa Majesté, sur le pied de Six livres l'Ecu.

Du premier Juin 1718.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil l'Edit du mois de May dernier, qui ordonne la Fabrication de nouvelles Especes d'Or & d'Argent, & que jusqu'au premier Aoust prochain dans les Villes où il y a Hostel des Monnoyes, & jusqu'au premier Septembre dans le reste du Royaume, les anciens Ecus de huit au Marc aient cours dans le public pour Six livres; Et l'intention de Sa Majesté ayant esté, que les Billets de la Banque Generale fussent payables en Ecus effectifs, qui eussent par consequent la mesme valeur que ceux qui doivent avoir cours dans le public, enforte que les Porteurs de ces Billets profitassent de la mesme augmentation que s'ils en avoient eü entre les mains le montant en Especes, Oüy le Rapport.

Sa

*Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a Ordonné & ordonne, que les Billets de la Banque Generale seront pris en payement de toutes Impositions, & seront payez & acquittez par les Directeurs des Monnoyes, Receveurs & Fermiers des Deniers de Sa Majesté, sur le pied de six livres l'Ecu. Enjoint Sa Majesté aux Officiers des Cours des Monnoyes, & aux Srs. Intendans & Commissaires departis dans les Provinces & Generalitez du Royaume, de tenir la main à l'Execution du présent Arrest, qui sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le premier jour de Juin mil sept-cens dix-huit. Signé FLEURIAU.*

**L** OUIS *par la Grace de Dieu. Roy de France & de Navarre, Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Dyois, Provence, Forcalquier, & Terres adjacentes : A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours des Monnoyes, & les Srs. Intendans & Commissaires departis pour l'Execution de nos ordres dans les Provinces & Generalitez de nostre Royaume, Salut. Nous vous mandons & enjoignons par ces Présentés signées de Nous, de tenir, chacun en droit foy, la main à l'Execution de l'Arrest cy-attaché sous le Contre-scel de nostre Chancellerie, cejourd'huy donné*  
*Tome V. F en*



en nostre Conseil d'Estat, Nous y estant :  
 Commandons au premier nostre Huissier,  
 ou Sergent sur ce requis, de signifier le-  
 dit Arrest à tous qu'il appartiendra, à ce  
 que personne n'en ignore, & de faire  
 pour son entiere Execution, tous Actes &  
 Exploits necessaires sans autre permission,  
 nonobstant Clameur de Haro, Charte  
 Normande, & Lettres à ce contraires,  
 Voulons qu'aux Copies dudit Arrest & des  
 Présentes collationnées par l'un de nos  
 amez & feaux Conseillers-Secretaires, foy  
 soit ajoustée comme aux Originaux. *Car  
 tel est nostre plaisir.* Donné à Paris le pre-  
 mier jour de Juin, l'an de grace mil sept-  
 cens dix-huit; & de nostre Regne le troi-  
 sieme. *Signé* LOUIS. Par le Roy Dau-  
 phin, Comte de Provence, le Duc d'Or-  
 leans Regent présent, FLEURIAU. Et  
 scellé.

Pour le Roy.

*Collationné aux Originaux,  
 par Nous Ecurier-Conseil-  
 ler Secretaire du Roy, Mei-  
 son, Couronne de France  
 & de ses Finances.*



I X.

EXTRAIT des Registres du Conseil d'Etat.

Du 20. Juin 1718.

**L**E Roy estant informé que le Parlement de Paris par Arrest de ce jour, en ordonnant que Remonstrances seroient faites à Sa Majesté au sujet de l'Edit du mois de May dernier, qui ordonne la Refonte des Monnoyes, & le prix pour lequel les Espèces anciennes & nouvelles doivent avoir cours dans le public, fait par provision deffenses sous telles peines qu'il appartiendra, à toutes personnes de l'exécuter, & de recevoir les Espèces de ladite Refonte, ainsi qu'il est porté par ledit Edit, au préjudice, & en contravention duquel le Parlement ordonne que son Arrest sera lu, publié, mesme que Copies collationnées seront envoyées aux Bailliages & Seneschauflées de son Ressort: Et comme cet Arrest est attentatoire à l'Autorité Royale, Sa Majesté Estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, sans avoir égard audit Arrest qu'Elle a cassé & annullé, a ordonné & ordonne, que l'Edit du mois de May dernier, concernant les Monnoyes, sera exécuté selon sa forme & teneur, & que le présent Arrest sera lu, publié & affiché par tout où besoin sera, à ce que

personne n'en ignore. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingtième jour de Juin mil sept-cens dix-huit. *Signé* PHELY-PEAUX.

*Le présent Arrest a esté lu, publié & affiché au desir d'iceluy.*

---

X.

*ARRET de la Cour de Parlement.*

*Extrait des Registres de Parlement.*

**C**E jour, la Cour, toutes les Chambres assemblées, continuant ses Deliberations, au sujet des Réponses qu'il a plu au Roy faire rendre en sa présence le vingt-un Fevrier de la présente année, aux Remonstrances que ladite Cour avoit eu l'honneur de luy faire le vingt-sixième jour de Janvier précédent, après avoir veu l'article desdites Réponses, concernant le déposit des Deniers Royaux entre les mains d'Officiers comptables, ayans serment en Justice; Ensemble l'article contenant que le Roy n'a rien tant à cœur que l'observation des anciennes & des nouvelles Ordonnances: Veut aussi lesdites Ordonnances sur le fait du maniement des Deniers Royaux, Edits de création d'Offices de Finances, Lettres Patentes du Roy des deux & vingt May mil sept-cens seize, registrées en la Cour les quatri-

trième & vingt-troisième du même mois, portant établissement d'une Banque, & Reglement d'icelle, Ordonnances, Edits, Declarations & Arrests concernant les Etrangers : la matiere mise en délibération.

Ladite Cour, toutes les Chambres d'icelle assemblées, a ordonné & ordonne, que les anciennes & nouvelles Ordonnances, les Edits portant création d'Offices de Finances, & les Lettres Patentes des deux & vingt May mil sept-cens seize, portant établissement de ladite Banque, & Reglement d'icelle registrez, en la Cour, seront exécutez, selon leur forme & teneur ; ce faisant, que ladite Banque demeurera reduite aux termes, & aux operations portez par lesdites Lettres Patentes ; Et en consequence fait defenses aux Directeurs, Inspecteurs, Tresoriers, Caissiers, & tous autres employez pour ladite Banque, de garder, ny retenir directement ou indirectement aucuns Deniers Royaux dans les Caisses de ladite Banque, ny d'en faire aucun usage ny employ pour le compte de la Banque, ny au profit de ceux qui la tiennent, sous les peines portées par les Ordonnances. Ordonne que les Deniers Royaux seront remis à chacun des Officiers Comptables, pour estre par eux employez au fait & exercice de leurs Charges, & que tous lesdits Officiers & autres ayans manie-

ment de Finances, demeureront garand.

& responsables en leurs propres & privés noms, chacun à leur égard, de tous les Deniers de leur manement, convertis en Billets de Banque ou autres, pour lesquels Deniers ils auroient pris, accepté ou reçu lesdits Billets.

Fait en outre ladite Cours deffenses à tous Estrangers, mesmes naturalisez, de s'immiscer directement ny indirectement, & de participer en leurs noms, ou sous des noms interposez, au manement & administration des Deniers Royaux, sous les peines portées par les Ordonnances, Declarations & Arrests.

Enjoint au Procureur General du Roy, de tenir la main à l'exécution du présent Arrest; Et à cet effet ordonne que Commission luy sera délivrée, pour estre informé des contraventions qui pourroient y estre faites, pour ce fait & rapporté, estre ordonné par la Cour ce qu'il appartiendra. Fait en Parlement le Venedredy douzième Aoust mil sept-cens dix huit. Signé, GILBERT.

La Es publié en la Cour, toutes les Chambres assemblées, en présence des Gens du Roy, l'Audience tenant, & ordonné estre envoyé aux Bailliges & Sénéchaussées au Ressort, pour y estre lu, publié, & exécuté suivant sa forme & teneur. Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roy d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans le mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le Jeudy dix huitième jour du

du mois d'Aoust mil sept cents dix-huit. Signé,  
GILBERT.

---

## X I.

ARRET du Conseil d'Etat du roi, & Lettres Patentes en consequence, Registrés en Parlement le 26. Aoust 1718.

Du 21. Aoust 1718.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

**L**E Roy estant informé que le Parlement de Paris, à l'instigation de gens mal intentionnez, & contre l'avis des plus sages de cette Compagnie, abusant des différentes marques de consideration dont il a plû à Sa Majesté de l'honorer, & mesme de la grace qu'Elle a bien voulu luy accorder, aussitost après son avènement à la Couronne, en luy permettant de faire à Sa Majesté des Remonstrances sur ses Edits & Declarations, avant de les enregistrer, fait continuellement de nouvelles tentatives pour partager l'Autorité souveraine, s'attribuer l'administration immediate des Finances, s'arroger une Jurisdiction sur les Officiers Comptables, se rendre superieur aux autres Cours Superieures, soit sur le fait des Monnoyes, soit par rapport aux Impositions & aux Subsidés, proposer ou réitérer ses Remonstrances après le terme prescrit par

la Declaration du mois de Septembre 1715. les faire prévaloir sur la volonté du Roy, deffendre & surseoir l'exécution des Arrests du Conseil, se dire ou se prétendre le Conseil nécessaire de Sa Majesté & de l'Estat, abuser des exemples des précédentes Minoritez, dont les divisions interieures ou les Guerres estrangeres avoient troublé la tranquillité; renoncer présqu'entièrement à la distribution de la Justice pour s'occuper de l'examen, ou plustost de la critique des affaires du Gouvernement, au grand préjudice du credit public que le Parlement semble avoir voulu alterer par des procedures inconsidérées, par des éclaircissemens qu'il n'avoit pas droit de demander, & par differents arrestez sur des matieres qui ne sont pas de sa competence: A quoy estant nécessaire de pourvoir, *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Le Parlement de Paris pourra continuer de faire à Sa Majesté des Remonstrances sur les Ordonnances, Edits, Declarations, & Lettres patentes qui luy seront adressez, pourveu que ce soit dans la huitaine, ainsi qu'il est porté par la Declaration du mois de Septembre 1715. & dans la forme prescrite par l'Article III. du Titre I. de l'Ordonnance de 1667. Luy deffend Sa Majesté de faire aucunes Remonstrances, Deliberations  
ni

ni Représentations sur les Ordonnances , Edits , Declarations & Lettres Patentes qui ne luy auront pas esté adressez.

II Veut Sa Majesté que , faite par le dit Parlement de Paris , de faire les Remonstrances dans la huitaine , du jour que les Edits , Declarations du Roy & Lettres Patentes luy auront esté présentez , ils soient reputez & tenus pour enregistrez ; Et en consequence qu'il en sera envoyé une expedition en forme aux Bailliages & Seneschauffés du Ressort du Parlement de Paris , pour y estre executez selon leur forme & teneur , & le contenu en iceux estre observé , sous telles peines qu'il appartiendra : Et en cas de contravention tant par ledit Parlement de Paris , que par lesdits Baillifs & Seneschaux dans leurs Arrests , Sentences & Jugemens , qu'ils seront cassez & annullez par Sa Majesté , suivant la forme prescrite par les Ordonnances.

III. Lorsque le Parlement aura delibéré de faire des Remonstrances dans la forme & le temps cy-dessus marquez , les Gens du Roy se donneront l'honneur d'en informer Sa Majesté , qui leur fera sçavoir si Elle desire recevoir leurs Remonstrances de vive voix , ou par écrit.

IV. Au premier cas , il sera par Sa Majesté indiqué au Parlement le jour auquel Elle trouvera bon d'écouter ses Remonstrances ; & au second cas , faite par le Parlement de remettre ses Remonstrances par écrit à l'un des Secretaires d'Etat & des



Commandemens de Sa Majesté, huit jours après qu'Elle leur en aura donné l'ordre, les Edits, Declarations & Lettres Patentes seront censez enregistrez, ainsi qu'il est porté par l'Article II. du présent Arrest.

V. Après les Remonstrances écoutées ou reccuës par Sa Majesté; s'il luy plaît d'ordonner que les Edits, Declarations & Lettres Patentes seront enregistrez, le Parlement fera tenu d'y satisfaire sans delay, sinon l'Enregistrement sera censé en avoir esté fait, & il en fera envoyé des Expéditions, suivant l'Article II. du présent Arrest, sauf au Parlement, après l'Enregistrement de faire de nouvelles Remonstrances, auxquelles Sa Majesté aura tel égard qu'il appartiendra.

VI. Sa Majesté deffend très-expressement audit Parlement de Paris d'interpréter les Edits, Declarations & Lettres Patentes qui luy auront esté adressez de son ordre; Et en cas que quelques Articles luy paroissent sujets à interprétation, le Parlement de Paris pourra, conformément à l'Article III. du Titre I. de l'Ordonnance de 1667. représenter à Sa Majesté ce qu'il estimera convenable a l'utilité publique, sans que l'exécution en puisse estre sursise, ni qu'aucuns Edits, Ordonnances, Declarations, Lettres Patentes, ni Reglemens de Sa Majesté puissent estre interprétez ou modifiez par ledit Parlement de Paris, sous aucun prétexte.

VII. N'entend Sa Majesté que le Parlement

ment de Paris puisse inviter les autres Cours à aucune Association, Union, Confédération, Consultation, ny Assemblée par Deputés ou autrement, pour quelque cause & occasion que ce soit, sans une permission expresse & par écrit de Sa Majesté, à peine de désobéissance, & sous telle autre peine qu'il appartiendra, suivant l'exigence des cas.

VIII. Luy deffend pareillement Sa Majesté de faire aucune Assemblée ou Delibération touchant l'Administration de ses Finances, ni de prendre connoissance d'aucunes affaires qui concernent le Gouvernement de l'Estat, si Sa Majesté ne trouve bon de luy en demander son avis par un ordre exprès.

IX. Declare Sa Majesté nuls & de nul effet tous Procès verbaux, Arrests, Deliberations, Arrestez, & autres Actes que ledit Parlement de Paris pourroit avoir faits par le passé, ou pourroit faire à l'avenir, soit au sujet des Edits, Declarations & Lettres Patentes qui ne luy ont pas esté adressez, soit par rapport aux affaires du Gouvernement de l'Estat, sur lesquelles Sa Majesté ne luy aura pas demandé son avis.

X. Ce faisant, a Sa Majesté d'abondant cassé & annullé l'Arrest du Parlement de Paris du 20. Juin dernier, dont Elle a ordonné la cassation par celuy du Conseil du mesme jour.

Casse & annulle pareillement Sa Majesté tous Arrestez, Actes de Publication d'Affiches,

fiches, de Notification & autres qui pourroient avoir esté faits, soit contre l'Edit du mois de May dernier, enregistré en la Cour des Monnoyes, où l'adresse en avoit esté faite, soit au préjudice dudit Arrest du Conseil, & de celuy du lendemain, ou des Lettres Patentes expedées sur ledit Arrest, & adressées au Parlement qui ne les a pas encore enregistrées.

Casse & annule aussi l'Arrest du Parlement de Paris du 12. de ce mois, comme attentatoire à l'Autorité Royale, & toutes les Deliberations ou Procédures qui ont précédé & suivi ledit Arrest, ou qui pourroient estre faites à l'avenir sur ce qu'il contient, & sur toutes autres matieres semblables : Dessendant Sa Majesté au Parlement de traiter de telles affaires, que lorsqu'Elle voudra bien luy faire l'honneur de l'en consulter.

Veut Sa Majesté que lesdits Arrests, Arrestez, Deliberations, Procès verbaux, & autres Actes faits en consequence, soient rayez & biffez dans les Registres du Parlement, & par tout ailleurs où besoin sera, & qu'en marge d'iceux mention soit faite du présent Arrest, qui sera leu, publié, affiché & tant dans la bonne Ville de Paris, que dans les Villes & principaux lieux du Ressort dudit Parlement ; A l'effet de quoy il en sera envoyé directement des Expéditions aux Bailliages & Seneschauffées, pour y estre enregistré à la diligence des Procureurs de Sa Majesté.

Majesté, qui seront tenus d'en certifier dans un mois, à peine d'interdiction; Et que pour l'exécution du présent Arrest toutes Lettres Patentes nécessaires seront expédiées. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-unième jour d'Aoust mil sept-cens dix-huit.*  
*Signé PHELYPEAUX.*

## LETTRES PATENTES.

**L**OUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, *Salut.* Par Arrest en forme de Reglement de Nous rendu en nostre Conseil le 21. Aoust dernier pour les Causes y contenues, Nous avons ordonné ce que Nous entendions estre à faire & observer par nostre-dite Cour sur l'exécution de nos Edits & Declarations, Arrests de nostre Conseil & Lettres Patentes sur iceux; Ensemble sur le temps & la forme des Remonstrances que de nostre grace speciale Nous luy avons permis de Nous adresser avant leur Enregistrement, & par iceluy pourvû à plusieurs abus préjudiciables à nostre Authorité; Et voulant que ledit Arrest soit executé de point en point selon sa forme & teneur, sans qu'en aucune maniere, & sur quelque prétexte que ce soit, il y soit contrevenu, Nous avons fait expedier nos Lettres sur ce nécessaires. *A ces causes &*

autres à ce Nous mouvans, de l'avis de  
nostre très-cher & très-amé Oncle le  
Duc d'Orléans Petit-fils de France, Re-  
gent; de nostre très-cher & très-amé Cou-  
sin le Duc de Bourbon, de nostre très-  
cher & très-amé Cousin le Prince de  
Conty, Princes de nostre Sang, de nostre  
très-cher & très-amé Oncle le Duc du  
Maine, de nostre très-cher & très-amé  
Oncle le Comte de Toulouse Princes  
legitimes, & autres Pairs, grands & no-  
tables Personnages de nostre Royaume  
qui ont veü ledit Arrest cy-attaché sous le  
Contre-scel de nostre Chancellerie, & de  
nostre grace speciale, pleine puissance &  
Autorité Royale, Nous avons dit, statué,  
& ordonné, & par ces Présentes signées  
de nostre main, disons, statuons & ordon-  
nons, voulons & Nous plaist ce qui  
fait:

I. Que le Parlement de Paris puisse con-  
tinuer de Nous faire des Remonstrances  
sur nos Ordonnances, Edits, Declarations  
& Lettres Patentes qui luy seront adressez,  
pourvu que ce soit dans la huitaine, ainsi  
qu'il est porté par la Declaration du mois de  
Septembre 1715. & dans la forme prescrite  
par l'Article III. du Titre I. de l'Ordon-  
nance de 1667. Luy deffendons de faire  
aucunes Remonstrances, Deliberations, ni  
Représentations sur nos Ordonnances,  
Edits, Declarations & Lettres Patentes  
qui ne luy auront pas esté adressez.

II. Que faute par ledit Parlement de Pa-  
ris

ris de faire les Remontrances dans la huitaine du jour que les Edits, Déclarations & Lettres Patentes, lui auront été présentés, ils soient réputés & tenus pour enregistrez; Et en conséquence qu'il en sera envoyé une expédition en forme aux Bailliages & Sénéchaussées du Ressort du Parlement de Paris, pour y estre exécutés selon leur forme & teneur, & le contenu en iceux estre observé, sous telles peines qu'il appartiendra; Et en cas de contravention, tant par ledit Parlement de Paris, que par lesdits Baillifs & Sénéchaux dans leurs Arrests, Sentences & Jugemens, qu'ils feront par Nous cassés & annulés, suivant la forme prescrite par les Ordonnances.

III. Que lorsque le Parlement aura délibéré de faire des Remontrances, dans la forme & dans le temps cy-dessus marquez, les Gens du Roy se retireront vers Nous pour Nous en informer; & Nous leur ferons sçavoir si Nous désirons les recevoir de vive voix, ou par escrit.

IV. Au premier cas, Nous indiquerons au Parlement le jour auquel Nous trouverons bon d'écouter les Remontrances; Et au second cas, faite par le Parlement de remettre les Remontrances par escrit à l'un de nos Secretaires d'Etat & de nos Commandemens, huit jours après que Nous leur en aurons donné l'ordre, les Edits, Déclarations & Lettres Patentes seront censez enregistrez, ainsi qu'il est porté par l'article II. des Présentes.

V. Après

V. Après que Nous aurons écouté ou reçu les Remontrances, s'il Nous plaît d'ordonner que les Edits, Declarations & Lettres Patentes soient enregistrez, le Parlement sera tenu d'y satisfaire sans delay, sinon l'Enregistrement sera censé en avoir esté fait, & il en sera envoyé des expéditions, suivant qu'il est expliqué au second Article cy-dessus, sauf au Parlement après l'Enregistrement de faire de nouvelles Remontrances, auxquelles Nous aurons tel égard qu'il appartiendra.

VI. Deffendons très-expressement audit Parlement d'interpreter les Edits, Declarations & Lettres Patentes qui luy auront esté adressez de nostre ordre; Et en cas que quelques Articles luy paroissent sujets à interpretation, le Parlement de Paris pourra, conformément à l'Article III. du Titre I. de l'Ordonnance de 1667. Nous représenter ce qu'il estimera convenable à l'utilité publique, sans que l'exécution en puisse estre sursise, ni qu'aucun de nos Edits, Ordonnances, Declarations, Lettres Patentes ou Reglemens puissent estre interpretez ou modifiez par ledit Parlement de Paris, sous aucun prétexte.

VII. N'entendons que le Parlement de Paris puisse inviter les autres Cours à aucune Association, Union, Confederation, Consultation, ni Assemblée par Deputez ou autrement, pour quelque cause ou occasion que ce soit, sans nostre expresse permission par écrit, à peine de désobéissance.

obéissance , & sous telle autre peine qu'il appartiendra , suivant l'exigence des cas.

VIII. Luy deffendons pareillement de faire aucune Assemblée ou Deliberation touchant l'Adminiftration de nos Finances ; ni de prendre connoissance d'aucunes affaires qui concernent le Gouvernement de l'Estat , si Nous n'avons agreable de luy en demander son avis par un ordre exprès.

IX. Declaronz nuls & de nul effet tous Procès verbaux , Arrests , Deliberations , Arrestez , & autres Actes que ledit Parlement de Paris pourroit avoir faits par le passé , ou pourroit faire à l'avenir au sujet des Edits , Declarations & Lettres Patentes qui ne luy ont pas esté adressez , soit par rapport aux affaires du Gouvernement de l'Estat , sur lesquelles Nous ne luy aurons pas demandé son avis.

X. Ce faisant , avons d'abondant cassé & annullé l'Arrest du Parlement de Paris du 20. Juin dernier , dont nous avons ordonné la cassation par celui rendu en nostre Conseil le mesme jour.

Comme aussi avons cassé & annullé , cassons & annullons tous Arrests , Actes de Publication d'Affiches , de Notification & autres qui pourroient avoir esté faits , soit contre l'Edit du mois de May dernier enregistré en la Cour des Monnoyes , où l'adresse en avoit esté faite , soit au préjudice dudit Arrest du Conseil & de celui du lendemain , ou des Lettres Patentes expediees sur iceluy , & adressees au  
Par-



Parlement qui ne les a pas encore enregistrées.

Avons pareillement cassé & annullé l'Arrest du Parlement de Paris du 12. de ce mois, comme attentatoire à l'Authorité Royale, & toutes les Deliberations ou Procédures qui ont précédé & suivi ledit Arrest; ou qui pourroient estre faites à l'avenir sur ce qu'il contient, & sur toutes autres matieres semblables; Deffendant au Parlement de traiter de telles affaires que lors que Nous voudrons luy faire l'honneur de l'en consulter.

Voulons que lesdits Arrests, Attestez, Deliberations, Procès verbaux & autres Actes faits en consequence, soient rayez & biffez dans les Registres du Parlement, & par tout ailleurs où besoin sera; Et qu'en marge d'iceux mention soit faite dudit Arrest & de ces Présentes qui seront lues, publiées & affichées, tant dans nostre bonne Ville de Paris, que dans les Villes & principaux lieux du Ressort. A l'effet de quoy Copies dûement collationnées en seront envoyées directement aux Bailliages, Sénéchaussées, & par tout où besoin sera, pour y estre enregistrées à la diligence de nos Procureurs, qui seront tenus Nous en certifier au mois, à peine d'interdiction.

Si vous mandons que les Présentes vous ayez à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, sans que pour quelque cause ou pré-

prétexte que ce soit, il y soit contrevenu :  
Enjoignons à nostre Procureur General de  
Nous avertir des contraventions, si aucunes  
y estoient faites, même d'en informer ;  
Et à nos Baillifs, Seneschaux, Sieges Pré-  
sidiaux, & à tous autres nos Juges de vostre  
Reffort, que ces Présentes ils aient à faire  
pareillement lire, publier & enregistrer,  
et en certifier dans le mois, à peine d'in-  
terdiction ; *Car tel est nostre plaisir.* Don-  
né à Paris le vingt-troisième jour d'Aoust,  
l'an de grâce mil-sept-cens-dix-huit, &  
de nostre Règne le troisième. Signé.  
LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, le Duc  
D'ORLÉANS Regent présent, PHÉLY-  
PEAUX.

Le Roy, son  
Fils aîné, Duc  
d'Orléans, qu'  
seront enregist-  
rés, & que si  
quel lecture en  
gisterement ordo-  
neur General, y  
exécute selon les  
collationnées en  
châsses du Ré-  
gent, publiées &  
statuées de son  
fiel au mois  
d'août son Lit  
Faites, le  
sept-cens-dix-h

## X I I.

## LETTRES PATENTES.

**L**OUIS par la Grace de Dieu , Roy de France & de Navarre : A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris , Salut. Par Arrest, en forme de Reglement de Nous rendu en nostre Conseil le 21. Aoust dernier pour les Causes y contenuës, Nous avons ordonné ce que Nous entendions estre à faire & observer par nostredite Cour sur l'execution de nos Edits & Declarations, Arrests de nostre Conseil & Lettres Patentes sur iceux; Ensemble sur le temps & la forme des Remonstrances que de nostre grace speciale Nous lui avons permis de Nous adresser avant leur Enregistrement, & par iceluy pourvû à plusieurs abus préjudiciables à nostre Authorité; Et voulant que ledit Arrest soit executé de point en point selon la forme & teneur, sans qu'en aucune maniere & sur quelque pretexte que ce soit, il y soit contrevendu, Nous avons fait expedier nos Lettres sur ce necessaires. *A ces causes & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de nostre tres-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Petit-Fils de France, Regent, de nostre très-cher & très-amé Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amé Cousin le Prince de Conty, Princes de*

de nostre Sang , de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine , de nostre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse , Princes Legitimez , & autres Pairs , grands & notables personnages de nostre Royaume qui ont vû ledit Arrest cy-attaché sous le Contre-scel de nostre Chancellerie ; Et de nostre grace speciale , pleine puissance & Autorité Royale , Nous avons dit , statué & ordonné , & par ces Présentes signées de nostre main , disons , statuons & ordonnons , voulons & Nous plaît ce qui suit.

I. Que le Parlement de Paris puisse continuer de Nous faire des Remonstrances sur nos Ordonnances , Edits , Declarations & Lettres Patentes qui luy seront adressez , pourvû que ce soit dans la huitaine , ainsi qu'il est porté par la Declaration du mois de Septembre 1715. & dans la forme prescrite par l'Article III. du Titre I. de l'Ordonnance de 1687. Luy defendons de faire aucunes Remonstrances , Deliberations , ny Représentations sur nos Ordonnances , Edits , Declarations & Lettres Patentes qui ne luy auront pas esté adressez.

II. Que faite par ledit Parlement de Paris de faire ses Remonstrances dans la huitaine du jour que lesdits Edits , Declarations & Lettres Patentes luy auront esté présentez , ils soient reputez & tenus pour enregistrez ; Et en consequence qu'il en sera envoyé une expedition en forme  
aux

aux Bailliages & Seneschauflées du Ressort du Parlement de Paris , pour y estre executez selon leur forme & teneur , & le contenu en iceux estre observé , sous telles peines qu'il appartiendra ; Et en cas de contravention , tant par ledit Parlement de Paris , que par lescdits Baillifs & Senechaux dans leurs Arrests , Sentences & Jugemens , qu'ils feront par Nous cassez & annullez , suivant la forme prescrite par l'Ordonnance.

III. Que lorsque le Parlement aura deliberé de faire des Remonstrances , dans la forme & dans le temps cy-dessus marquez , les Gens du Roy se retireront vers Nous pour Nous en informer , & Nous leur ferons scavoir si Nous desirons les recevoir de vive voix , ou par écrit.

IV. Au premier cas , Nous indiquerons au Parlement le jour auquel Nous trouverons bon d'écouter ses Remonstrances ; Et au second cas , faute par le Parlement de remettre ses Remonstrances par écrit à l'un de nos Secretaires d'Etat & de nos Commandemens , huit jours après que Nous leur en aurons donné l'ordre , les Edits , Declarations & Lettres Patentes seront censez enregistrez , ainsi qu'il est porté par l'Article II. des Présentes.

V. Après que Nous aurons écouté ou reçu les Remonstrances , s'il Nous plaist d'ordonner que les Edits , Declarations & Lettres Patentes soient enregistrez , le Parlement sera tenu d'y satisfaire sans delay , si non l'Enregistrement sera censé en

en avoir esté fait , & il en fera envoyé des Expéditions , fuivant qu'il est expliqué au second Article cy-dessus , sauf au Parlement , après l'Enregistrement , de faire de nouvelles Remonstrances , auxquelles Nous aurons tel égard qu'il appartiendra.

VI. Deffendons très-expressement audit Parlement d'interpréter les Edits , Declarations & Lettres Patentes qui luy auront esté adressez de nostre ordre ; Et en cas que quelques Articles luy paroissent sujets à interpretation , le Parlement de Paris pourra , conformément à l'Article III. du Titre I. de l'Ordonnance de 1667. Nous représenter ce qu'il estimera convenable à l'utilité publique , sans que l'exécution en puisse estre surseise , ny qu'aucun de nos Edits , Ordonnances , Declarations , Lettres Patentes ou Reglemens puissent estre interpretez ou modifiez par ledit Parlement de Paris , sous aucun pretexte.

VII. N'entendons que le Parlement de Paris puisse inviter les autres Cours à aucunes Association , Union , Confederation , Consultation , ny Assemblée par Deputez ou autrement , pour quelque cause ou occasion que ce soit , sans nostre expresse permission par écrit , à peine de désobéissance , & sous telle autre peine qu'il appartiendra , fuivant l'exigence des cas.

VIII. Luy deffendons pareillement de faire aucune Assemblée ou Deliberation  
tou-

touchant l'administration de nos Finances , ny de prendre connoissance d'aucunes affaires qui concernent le Gouvernement de l'Estat , si Nous n'avons agreable de luy en demander son avis par un ordre exprès.

I X. Declarons nuls & de nul effet tous Procès Verbaux , Arrests , Deliberations , Arrestez , & autres Actes que ledit Parlement de Paris pourroit avoir faits par le passé , ou pourroit faire à l'avenir au sujet des Edits , Declarations & Lettres Patentes qui ne luy ont pas esté adressées , soit par rapport aux affaires du Gouvernement de l'Estat ; sur lesquelles Nous ne luy aurons pas demandé son avis.

X. Ce faisant , avons d'abondant cassé & annullé l'Arrest du Parlement de Paris du 20. Juin dernier , dont Nous avons ordonné la cassation par celuy rendu en nostre Conseil le mesme jour.

Comme aussi avons cassé & annullé , cassons & annullons tous Arrests , Actes de Publication d'Affiches , de Notification & autres qui pourroient avoir esté faits , soit contre l'Edit du mois de May dernier enregistré , en la Cour des Monnoyes , où l'adresse en avoit esté faite , soit au préjudice dudit Arrest du Conseil & de celuy du lendemain , ou des Lettres Patentes expédiées sur iceluy , & adressées au Parlement qui ne les a pas encore enregistrées.

Avons pareillement cassé & annullé l'Arrest  
rest

rest du Parlement de Paris du 12. de ce mois , comme attentatoire à l'Autorité Royale, & toutes les Deliberations ou Procédures qui ont précédé & suivi ledit Arrest, ou qui pourroient estre faites à l'avenir sur ce qu'il contient, & sur toutes autres matieres semblables; Deffendant au Parlement de traiter de telles affaires, que lorsque Nous voudrons luy faire l'honneur de l'en consulter.

Voulons que lesdits Arrests, Arrestez, Deliberations, Procès Verbaux, & autres Actes faits en consequence, soient rayez & biffez dans les Registres du Parlement, & par-tout ailleurs où besoin sera; Et qu'en marge d'iceux mention soit faite dudit Arrest & de ces Présentes, qui seront lûës, publiées & affichées, tant dans nostre bonne Ville de Paris, que dans les Villes & principaux lieux du Ressort; A l'effet de quoy Copies dûëment collationnées en seront envoyées directement aux Bailliages, Seneschauflées, & par-tout où besoin sera, pour y estre enregistrées, à la diligence de nos Procureurs, qui seront tenus de Nous en certifier au mois, à peine d'interdiction.

Si vous mandons que les Présentes vous ayez à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer de point en point selon leur forme & teneur, sans que, pour quelque cause ou prétexte que ce soit, il y soit contrevenu; Enjoignons à nostre Procureur General de Nous avertir des contraventions, si



aucunes y estoient faites, même d'en informer ; Et à nos Baillifs, Senechaux, Sièges Présidiaux, & à tous autres nos Juges de vostre Ressort, que ces Présentes ils ayent à faire pareillement lire, publier & enregistrer, & en certifier dans le mois, à peine d'interdiction : Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vingt-sixième jour d'Aoust, l'an de grace mil sept-cens dix-huit, Et de nostre Regne le troisième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, Le Duc d'ORLEANS Regent présent. P H E-  
L Y P E A U X.

*Le Roy séant en son Lit de Justice, de l'avis du Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que les présentes Lettres Patentes seront enregistrées au Greffe de son Parlement, & que sur le reply d'icelles, il soit mis que lecture en a esté faite, & ledit Enregistrement ordonné, ce requérant son Procureur General, pour estre le contenu en icelles executé selon leur forme & teneur ; Et Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Seneschaussées du Ressort, pour y estre pareillement lûes, publiées & registrées : Enjoint aux Substituts de son Procureur General de l'en certifier au mois. Fait en Parlement, le Roy tenant son Lit de Justice dans le Chasteau des Thuilleries, le vingt-sixième jour d'Aoust mil sept-cens dix-huit. Signé, GILBERT.*



X I I I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi , servant de Reglement Général pour la Regie , Administration & Recouvrement des Droits des Fermes Royales unies , du Bail de M. Aymard Lambert Adjudicataire desdites Fermes.

Du 16. Septembre 1718.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy en son Conseil par les Cautions d'Aymard Lambert, qu'en consequence des Affiches & Publications qui ont esté faites des Fermes Generales, des Grandes & Petites Gabelles, Cinq Grosses Fermes, Aydes & Entrées, Domaines de France & Droits y joints, Contrôle des Actes, Insinuations Laïques & Centième Denier, Greffes, Amortissemens, Franc-fiefs & nouveaux Acquêts, & du Domaine d'Occident, & autres Droits compris dans les Baux cy-devant faits à Paul Manis, Mignot, Bourgeois, le Normand & Traffanc; les Supplians ont porté le prix de toutes ces Fermes unies jusqu'à la somme de *Quarante-huit Millions cinq cens Mille livres* par an, sur lesquelles offres, l'Adjudication definitive leur en a esté faite au Conseil le vingt-neuf Aoust dernier, pour en jouir pendant six années consecutives, aux clauses,

ses, charges & conditions portées par les Affiches: Que les Supplians s'estant assemblez le six du présent mois de Septembre, ils ont entr'autres choses pourveu, par une Délibération préliminaire en forme de Projet de Société, à tout ce qui leur a paru le plus propre, non-seulement à assurer au profit de Sa Majesté le Payement exact & regulier du prix du *Bail* desdites Fermes unies, sans qu'il puisse estre susceptible d'aucune diminution, mais encore à faire en sorte que la Regie & Administration en soit faite sous les yeux des Sieurs Commissaires du Conseil, à l'effet de connoistre les Produits & les Dépenses, en sorte que le tout soit régy en la forme prescrite par l'Edit du mois de Juin 1716. Arrests & Reglemens depuis intervenus pour la tenuë & l'envoy des Registres-Journaux par chacun des Commis comptables, pour en assurer l'exécution invariable, de laquelle Délibération lefdites Cautions d'Aymard Lambert supplient très-humblement Sa Majesté de vouloir l'autoriser par un Arrest du Conseil; Et Sa Majesté ayant reconnu que les Clausés de cette Délibération sont également avantageuses à la Regie, Exploitation & Recouvrement des Droits des Fermes unies, & à la seureté du payement du prix du *Bail*, Elle a resolu de l'autoriser: *Veu* ladite Délibération arrestée entre les Cautions d'Aymard Lambert le six du présent mois de Septembre en forme de Projet de Société. *Oüy* le Rapport. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le

le Duc d'Orleans Regent, a homologué, approuvé & autorisé, homologue, approuve & autorise ladite Délibération du six Septembre présent mois, laquelle demeurera annexée à la Minute du present Arrest, ordonne qu'elle sera executée selon sa forme & teneur, & conformément à icelle, a ordonné & ordonne.

I. Que l'Edit du mois de Juin 1716. les Arrests & Reglemens depuis intervenus pour la tenuë des Livres-Journaux & l'envoy de la Copie d'iceux au Conseil par chacun des Commis comptables desdites Fermes unies, seront executez sous les peines y portées; & que ceux qui manqueront d'y satisfaire dans les temps prescrites, seront sur le champ revoquez, sans que lesdites peines puissent passer pour comminatoires, estre reduites ny moderées, pour quelque cause & prétexte que ce soit.

II. Que sur les Copies desdits Registres-Journaux, il sera tenu par les Cautions dudit Lambert, des Livres en parties doubles, en la mesme forme que ceux qui ont esté establis pour l'Administration des Recettes Generales des Finances par la Declaration du dix Juin 1716. à l'effet de pouvoir connoistre en tout temps le produit & l'accroissement des Fermes, & l'employ des fonds, conformément à leur destination; Sans néanmoins, que sous prétexte de diminution ou de deffaut de produit, les Cautions d'Aymart Lambert puissent prétendre aucune diminution du

prix du Bail, ny aucune indemnité contre le Roy.

III. Et pour assurer l'exécution absolue du Bail desdits Fermes unies, permet Sa Majesté aux Cautions dudit Aymard Lambert, de délivrer des Actions sur lesdites Fermes, jusqu'à la concurrence de cent millions de livres, à tous ceux qui en voudront acquérir: Desquelles Actions, le fonds sera fourny en Contrats de Rentes constituées, soit sur la Ville, le Contrôle des Exploits, les Tailles, sur les Recettes Generales ou sur les Generalitez, Rentes Provinciales, celles sur les Postes, sur le Contrôle des Actes des Notaires & sur les Greffes, ou en Billets de la Caisse commune de l'Administration des Recettes Generales des Finances; chacune desquelles Actions fera de la somme de mille livres & au Porteur, pour partager ou supporter par chacun desdits Actionnaires, les profits ou les pertes de l'Exploitation desdites Fermes, à proportion du nombre d'Actions qui se trouveront en leurs mains; Ordonne à cet effet Sa Majesté, qu'il sera incessamment ouvert un Registre de Souscription, sur lequel il sera permis à chaque particulier de s'inscrire pour le nombre d'Actions qu'il voudra acquérir, aux conditions de remplir la dixième partie desdites Actions, lors de la signature de sa Souscription, & à la charge de rapporter le surplus dans le premier Janvier 1719. de laquelle Souscription & payement à compte, il luy sera delivré  
une

une Reconnoissance par le Caissier à ce préposé, portant promesse de luy remettre des Actions pour le montant total de sa Souscription, lors du payement final qu'il en fera.

IV. Le fonds desdites Actions sera receu par le Caissier de la Ferme, en Contrats ou Billets mentionnez en l'Article precedent au choix & option des Actionnaires.

V. Les Contrats qui seront fournis par les Actionnaires pour valeur des Actions, seront transportez à la Société des Fermes Generales sous le nom d'*Aymard Lambert*, par Acte passé devant Notaires; Et sur ces Transports, il sera par luy obtenu des Lettres de Ratification; en consequence desquelles il se fera immatriculer chez le Payeur, à l'effet d'en recevoir les arerages, à commencer du premier janvier 1749. *Vult Sa Majesté* que les frais de ces Lettres de Ratification, tant pour les Droits du Conservateur des Hypoteques, que pour ceux du Sceau & honoraires, ensemble ceux de l'Immatricule, soient réduits, & moderez au cinquième seulement des Droits portez par les Tarifs & Reglemens intervenus pour la Perception desdits Droits, & ce sans tirer à consequence; Et après que les Lettres de Ratification auront esté scellées sans opposition, il sera expedie à chacun de ceux qui auront founy des Contrats, un Billet contenant le nombre des Actions que chacun des Contrats fournis devra produire, lequel Billet sera expedie par le Caissier General.

**VI.** Pourra néanmoins l'Actionnaire Porteur dudit Billet le faire convertir, quand il le jugera à propos, en Actions, ce que le Caissier General sera tenu de faire à la premiere Réquisition.

**VII.** Chacun des Contrats qui seront apportez à la Caisse Generale, pour valeur des Actions, sera numeroté du mesme numero que le Billet qui contiendra le nombre des Actions qui devront estre fournies, & mention sera faite de ce numero par le Notaire dans l'Acte de Transport.

**VIII.** Quant aux Billets de la Caisse commune de l'Administration des Recettes Generales, qui seront remis au Caissier general pour acquerir des Actions, il sera mis par luy, au dos de chacun de ces Billets, un Certificat pour expliquer la remise qui luy en aura esté faite, avec indication de numero, tant du Billet que de l'Action; Lesquels numeros seront relatifs l'un à l'autre, & demeureront lesdits Billets entre les mains du Caissier general, pour en recevoir les interets à raison de quatre pour cent, à commencer du premier janvier 1719. & ce du fonds de la Caisse commune, qui sera à cet effet remis au Caissier sur ses reconnoissances.

**IX.** Les Effets qui seront remis pour valeur des Actions, seront déposez dans des Armoires fermantes à trois clefs differentes, dont une sera dans les mains du Caissier, & les deux autres dans celles de deux Cautions de *Lambert*, qui seront nommez par Délibération.

**X. II**

X. Il sera fait un estat, au premier Janvier prochain, du montant des Contrats sur les Postes; sur les Tailles, & du montant des Billets de la Caisse commune, qui auront esté convertis en Actions; Et afin d'assûrer la remise exacte dans les mains du Fermier, du montant des interets deûs annuellement pour les susdits Effets, à raison de quatre pour cent par an, il en sera fait employ au nom d'*Aymard Lambert*, tant sur les estats des Finances, que sur l'estat des Charges assignées sur les Postes, à l'effet par le Caissier des Fermes, d'en recevoir le montant sur les Quitances d'*Aymard Lambert*.

XI. Chacun des Cautions d'*Aymard Lambert*, sera tenu de remettre, dans la quinzaine du jour de ladite Délibération, entre les mains du Commis qui sera préposé à cet effet, la somme de cinq-cens mille livres en Effets, du nombre de ceux expliquez en l'Article III. pour lesquelles cinq-cens mille livres il sera expédié cinq-cens Actions à l'ordinaire, dont il en demeurera trois-cens, pendant tout le cours du Bail, en dépost dans la Caisse de la Ferme, & en sera délivré à chacun des Cautions une Reconnoissance par le Caissier general, pour tenir lieu d'avance & de seureté de sa gestion envers Sa Majesté & le Public; Et les deux-cens Actions restantes luy seront délivrées pour en jouir & disposer en qualité d'Actionnaire, & ce sans préjudice des autres seuretés qui ont esté ou seront prises pour le payement



exact & régulier des Rentes : Et ne pourra aucun desdites Cautions estre receu à signer sa Soumission au Greffe du Conseil , ny admis dans la Société qui sera arrestée entr'eux , s'il ne justifie du payement par luy fait des trois-cens mille livres qui doivent estre déposées à la Caisse , & de sa Souscription pour acquérir les deux-cens mille livres d'Actions séparément , dans le premier Janvier 1719. Et sera pourveu à remplir la place des défailans sur les ordres de Monsieur le Duc d'Orleans.

XII. Après l'expiration du Bail , les mesmes Effets qui auront esté remis par les Actionnaires , & qui auront esté numérotez , seront rendus aux Porteurs des Actions par le Caissier general , en luy remettant par eux les Actions , & sera tenu ledit Caissier general de remettre à ceux des Actionnaires qui auront fourny des Contrats , le Transport du Fermier sous le nom d'*Aymard Lambert* , sur lequel il sera expédié de nouvelles Lettres de Ratification , dont les frais & droits demeureront modérez sur le pied du cinquième seulement , suivant l'Article V. cy-dessus.

XIII. Les Commis qui seront employez pour l'Exploitation desdites Fermes unies , seront aussi tenus de remettre à la Caisse , dans le temps qui leur sera prescrit , le nombre d'Actions qui sera réglé par les Cautions d'*Aymard Lambert* , lesquelles Actions demeureront en dépôt dans

dans la Caisse generale des Fermes, pour tenir lieu de Cautionnement & répondre de leur gestion, dont il leur sera délivré un Acte de dépôt. N'entend néanmoins Sa Majesté, que lesdits Commis puissent prétendre, sous ce prétexte, d'estre affranchis des peines portées par les Ordonnances, dans les cas de divertissemens; & autres délits & malversations.

XIV. Ordonne Sa Majesté, que les bénéfices, ou les pertes qui se trouveront sur l'Exploitation desdites Fermes après le prix du Bail, & les dépenses generales acquitées, seront partagez ou supportez entre les Actionnaires, tant Fermiers que Commis & autres Particuliers, chacun à proportion du montant des Actions dont il sera Porteur.

XV. Le Compte general du produit de la Ferme jusqu'au dernier Decembre 1719. sera fait dans le mois d'Avril 1720. & ainsi en continuant d'année en année, & présenté à l'Assemblée generale des Actionnaires qui sera pour lors convoquée; Et sur ce Compte, sera tiré le Dividend pour chacune des Actions, lequel sera employé au profit des Actionnaires; suivant la Délibération qui sera prise pour lors à la pluralité des voix, lesquelles seront comptées à raison de cinquante Actions pour une voix.

XVI. Veut Sa Majesté, que tous les Emplois desdites Fermes qui viendront à vacquer, soient donnez à la pluralité des voix, & aux sujets qui seront recon-

nus les plus capables ; Qu'il ne puisse estre nommé aux places de Directeurs , que ceux qui auront passé pendant deux ans au moins dans les Employs inférieurs , comme Controlle general du particulier , Recette , Ambulance ou Inspection , & de la mesme nature de Ferme dont la Direction se trouvera vacante ; Et seront tenus , ceux qui se présenteront pour la remplir , de rapporter des Certificats de leur bonne gestion & capacité , & de subir l'examen de la Compagnie : Et en cas d'approbation ou de concurrence entre plusieurs sujets d'un mérite égal , la Direction sera donnée à la pluralité des voix , suivant l'évenement du Scrutin.

XVII. Il en sera usé de mesme pour tous les Employs inférieurs , sans qu'il puisse estre fait des Lots d'aucuns des Emplois de la Ferme entre les Cautions dudit *Lambert*.

XVIII. Permet Sa Majesté ausdites Cautions de pourvoir au surplus des conditions qui sont à faire entr'eux par des Délibérations , qui seront approuvées par les Sieurs Commissaires du Conseil commis par l'Arrest du cinq du présent mois.

*Fait* au Conseil d'Estat du Roy , tenu à Paris le seizième jour de Septembre mil sept-cens dix-huit. Collationné. Signé, *Ranchin*.

*Collationné à l'Original , par Nous  
Conseiller - Secrétaire du Roy, Mai-  
son , Couronne de France & de ses  
Finances.*

XIV. DE-

## XIV.

**DECLARATION du Roi, pour convertir la Banque Générale en Banque Royale.**

*Donnée à Paris le 4. Décembre 1718.*

**L**OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront , *Salut.* Peu de temps après nostre Avenement à la Couronne ; le Sr. Law Nous ayant fait présenter un Projet pour l'Etablissement d'une Banque ; dont le fonds seroit fait de nos Deniers , & administrée en nostre nom & sous nostre Autorité, Nous aurions fait examiner ce Projet en nostre Conseil de Finances ; Mais les conjonctures du temps ne permirent pas alors de l'accepter. Le Sr. Law Nous ayant ensuite fait supplier de luy accorder la permission d'establiir une Banque pour son Compte, & celuy d'une Compagnie qu'il formeroit ; Après avoir fait examiner ce nouveau Projet en nostre Conseil, Nous aurions accordé audit Sr. Law, & à sa Compagnie des Lettres Patentes des 2. & 20. May 1716. portant Privilege d'establiir une Banque Generale, dont le fonds seroit composé de Six millions de livres, faisant douze cens Actions , de mille Ecus de Banque chacune , payables au Porteur , à laquelle

tous nos Sujets & les Estrangers pourroient s'interesser ; Et par nostre Déclaration du 25. Juillet 1716. Nous aurions ordonné, que tous les Endossements qui seroient mis sur les Billets de Banque, n'engageroient point les Endosseurs, à moins qu'ils n'eussent stipulé la garantie, auquel cas la garantie ne subsisteroit que pour le temps porté par l'Endossement. L'importance de cet Etablissement Nous auroit porté à luy accorder nostre protection, ayant reconnu par experience l'utilité que Nous & nos Sujets en retireroient, par la facilité de faire venir à Paris les Deniers Royaux sans frais, & sans dégarnir les Provinces d'Especes. Les particuliers ont trouvé par-là le moyen d'establir des fonds dans tous les lieux du Royaume & dans les Places estrangeres, dans un temps où la confiance estoit entierement perdue. L'Interest modique auquel la Banque a escompté les Lettres de Change, a fait diminuer l'usure, & a empesché nos Sujets d'emprunter en Pays Estrangers ; Et les sommes que la Banque a presté aux Manufacturiers & Negocians, en a soutenu le credit & augmenté les affaires. Depuis l'Etablissement de la Banque, on a vu cesser les derangemens dans le Commerce, les Changes estrangers ont esté soutenus en faveur de nos Sujets, & les Estrangers se sont servis des Billets de la Banque, pour faire leurs fonds dans toutes les parties du Royaume pour leurs achats de Marchandises & Denrées, dont  
la

la fortie est si avantageuse & si necessaire. Le succès de cet Etablissement Nous a porté à faire examiner de nouveau le premier Projet dudit Sr. Law; Et ayant esté pleinement informé qu'il convenoit au bien general du Commerce & de nos Sujets, que la Banque fust continuée sous le Titre de *Banque Royale*, & que la Regie s'en fist en nostre nom & sous nostre Autorité; Nous aurions pour y parvenir fait acquerir pour Nous les Actions de ladite Banque, dont Nous avons fait rembourser aux Actionnaires en Deniers effectifs leurs Capitaux, qu'ils avoient portez en Billets de l'Estat pour former le fonds de la Banque, lesquels ont esté depuis convertis en Actions de la Compagnie d'Occident; Et en consequence de ces Remboursemens qui ont esté faits aux Actionnaires de nos Deniers, Nous sommes devenus seul propriétaire de toutes les Actions de ladite Banque, que Nous avons resolu de declarer *Banque Royale*; Ensorte qu'il est necessaire d'expliquer nos intentions, tant au sujet de la Regie qui doit estre faite de ladite Banque, que par rapport à l'ordre qui doit estre observé pour la reddition des Comptes d'icelle. *A ces causes* & autres à ce Nous mouvant, de l'avis de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, petit-fils de France Regent; de nostre très-cher & très-amé Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amé Cousin le Prince de Conty, Princes de  
nostre

nostre Sang ; de nostre très-cher & très-  
amé Oncle le Comte de Toulouse, Prince  
légitimé, & autres Pairs de France, grands  
& notables Personnages de nostre Royau-  
me, & de nostre certaine science, plei-  
ne puissance & Autorité Royale, Nous  
avons dit, déclaré & ordonné, & par ces  
Présentes signées de nostre main, disons,  
declarons & ordonnons, Voulons & Nous  
plaist ce qui ensuit.

I. Nous avons converti, & convertissons  
la Banque generale établie par nos Let-  
tres Patentes des 2. & 20. May 1716. en  
*Banque Royale*. Voulons qu'à l'avenir, &  
à compter du premier Janvier 1719. la Re-  
gie & l'Administration en soit faite en nos-  
tre nom & sous nostre Autorité, suivant  
les ordres qui en seront donnez par nos-  
tre très-cher & très-amé Oncle le Duc  
d'Orleans, qui en sera le seul Ordonna-  
teur, ainsi que de nos Finances.

II. Voulons que les Six millions de li-  
vres provenant du fonds des douze-cens  
Actions, dont ladite Banque generale ef-  
toit composée, lesquelles Nous appar-  
tiennent présentement, au moyen du rem-  
boursement qui en a esté fait de nos De-  
niers aux Actionnaires, & qui sont actuel-  
lement dans la Caisse generale de ladite  
Banque en Billets d'Actions de la Com-  
pagnie d'Occident, demeurent dans ladi-  
te Caisse generale, pour servir de fonds à  
ladite Banque Royale, & en assurer d'au-  
tant plus les opérations au public.

III. Il sera par Nous commis & établi  
un

un Directeur de ladite Banque Royale , qui recevra les ordres de nostredit Oncle le Duc d'Orleans , les fera executer , & l'informera journellement de l'estat & situation de ladite Banque ; Et seront aussi par Nous commis un Inspecteur , un Tresorier , un Controlleur , & tels autres Officiers que Nous jugerons à propos.

IV. Le Tresorier recevra tous les fonds qui seront apportez à la Banque , & signera seul les Billets , lesquels seront visez par l'Inspecteur , & controllez par le Controlleur , & le Tresorier fera toutes les Recettes & Dépenses concernant la Banque , & en comptera seul , tant en nostre Conseil qu'en nostre Chambre des Comptes , dans le temps & en la forme & maniere accoustumée , qui seront cy-après expliquées.

V. Tous les Billets de la Banque qui seront faits à l'avenir , seront scellez d'un Cachet particulier , où nos Armes seront gravées avec ces mots , *Banque Royale* , lequel Cachet sera depósé dans la Caisse generale , où il restera enfermé , attendu que les Empreintes en seront faites sur lesdits Billets dans ladite Caisse Generale & non ailleurs , en présence de l'Inspecteur , du Tresorier , & du Controlleur.

VI. La Caisse Generale continuera d'estre fermée , comme elle l'a esté jusqu'à présent avec trois clefs differentes , qui demeureront entre les mains ; Sçavoir , l'une du Directeur , l'autre de l'Inspecteur ,



teur , & la troisième du Tresorier; Et ne pourra ladite Caisse Generale estre ouverte qu'en leur presence.

VII. Il ne sera fait à l'avenir aucun Billet de ladite Banque , qu'en vertu des ordres que Nous donnerons par des Arrests de nostre Conseil , en vertu desquels lesdits Billets pourront estre faits au choix du Porteur , payables en Ecus de Banque ou en livres tournois , ainsi qu'il sera porté par lesdits Arrests : Et il sera tenu trois Registres desdits Billets , l'un par l'Inspecteur , l'autre par le Tresorier , & le troisième par le Controleur.

VIII. Il sera en outre tenu un quatrième Registre par le Tresorier seulement , lequel Registre contiendra les Profits & Benefices provenans des escomptes des Lettres de Change , & autres operations de ladite Banque , lesquelles auront esté approuvées par nostredit Oncle; Et ledit Registre sera visé au moins toutes les semaines par l'Inspecteur & par le Controleur.

IX. Il sera par Nous commis & député un Commissaire de nostre Conseil pour parapher les quatre Registres cy-dessus mentionnez , & pour faire la Visite , l'Examen & la Verification des Livres & des Caissees , tant generales que particulieres , au moins une fois tous les trois mois , & plus souvent , s'il le juge à propos , sans avoir aucun jour marqué; Comme aussi pour verifier tous les six mois un Estat des Profits & Benefices de la Banque, suivant le Registre

gistré qui en aura esté tenu par le Tresorier ; Et pour faire porter au Tresor Royal les Deniers qui proviendront desdits Profits & Benefices , deduction faite des appointemens & frais de Regie , du restant desquels Profits & Benefices , il sera expédié par le Garde du Tresor Royal des Quittances comptables à la décharge dudit Tresorier , lesquelles seront contrôllées dans le temps , & en la maniere accoustumée.

X. Les appointemens & frais de Regie seront reglez & payez sur les Ordonnances de nostredit Oncle le Duc d'Orleans , & suivant les estats qui en auront esté par luy arrestez , conformément ausquels il en sera fait Employ dans l'estat de Recette & Dépense , qui sera arresté à la fin de chaque année en nostre Conseil , sur lequel estat ledit Tresorier comptera en nostre Conseil , & ensuite nostre Chambre des Comptes , ainsi qu'il sera cy-après expliqué.

XI. Et comme nostre intention est de Nous charger de la Banque Generale en l'estat qu'elle est à présent , & de faire entrer dans celle présentement establie en nostre nom , tous les Effets qui composent actuellement ladite Banque Generale , sans aucune exception : Voulons & ordonnons , que par le Commissaire de nostre Conseil que Nous commettrons à cet effet , il soit fait incessamment une Verification generale en présence du Directeur , de l'Inspecteur , & du Tresorier de

de l'adite Banque, de tous les Deniers comptans , Billets de Banque biffez & non biffez , Lettres de Change & autres Effets qui se trouveront dans la Caisse Generale , & dans les Caisses particulieres de l'adite Banque , dont sera dressé Procès verbal par ledit Sr. Commissaire , lequel sera signé par le Directeur , l'Inspecteur , & le Tresorier ; Dans lequel Procès verbal sera fait mention du nombre & du montant des Billets de Banque , qui auront esté faits depuis son Establissement jusqu'au jour dudit Procès verbal , par lequel ledit Tresorier sera chargé de tous lesdits Effets qui se trouveront dans la Banque , pour en rendre compte , tant en nostre Conseil , qu'en nostre Chambre des Comptes , en la maniere cy-aprés expliquée , la minute duquel Procès verbal sera déposée au Greffe de nostre Conseil , dont il sera delivré par le Greffier trois Expéditions , une au Directeur , une autre à l'Inspecteur pour estre par luy portée au Greffe de nostre Chambre des Comptes , & la troisième au Tresorier pour servir à la reddition de son Compte.

XII. L'Inspecteur sera tenu de remettre au Greffe de nostre Chambre des Comptes , l'Expédition qui luy aura esté delivrée du Procès verbal du Commissaire de nostre Conseil ; Comme aussi l'Inspecteur & le Contrôleur seront tenus de remettre audit Greffe , à la fin de chaque année , chacun une Copie d'eux certifiée veritable des Registres qu'ils auront te-

nus

nus des Billets de Banque qui auront esté faits , & qu'ils auront vifez & controllez , dont ils fourniront les Actes de remises au Tresorier , pour les rapporter sur ses Comptes.

XIII. Il sera arresté en nostre Conseil, à la fin de chaque année , un estat des Recettes & Dépenses de la Banque , sur lequel le Tresorier comptera par estat au vray en nostre Chambre des Comptes , un an après la fin de chaque année , conformément à l'Edit du mois d'Aoust 1669. dans lesquels estats de Recette & de Dépense , il sera fait fonds de la somme de trente mille livres , à laquelle Nous avons fixé les Epices , Façons , Vacations , & frais de reddition de chaque compte à rendre en nostre Chambre des Comptes.

XIV. Il sera fait dans ledit estat au vray & Comptes , trois Chapitres de Recettes ; Le Premier des sommes contenuës aux Billets de Banque qui auront esté faits , laquelle Recette sera admise en rapportant par ledit Tresorier les Arrests du Conseil , en vertu desquels lesdits Billets auront esté faits , & une Copie de luy certifiée veritable du Registre qu'il aura tenu desdits Billets ; Le Second des Profits & Benefices des operations , dont la Recette sera pareillement admise , en rapportant par ledit Tresorier une Copie de luy certifiée veritable dudit Registre , avec l'Estat qui en aura esté arresté par le Commissaire de nostre Conseil ; Et le Troisième des Interests des Six millions d'Actions de la Compagnie d'Oc-

d'Occident, dont la Recette sera pareillement admise, en rapportant par ledit Tresorier un estat de luy certifié des Interests qu'il aura receûs. Il sera fait pareillement dans ledit estat trois Chapitres de Dépense; le Premier des sommes payées par ledit Tresorier, pour le contenu aux Billets de Banque qui auront esté delivrez pendant l'année dudit Compte, lequel sera passé en rapportant les Originaux desdits Billets, qu'il aura retirez & biffez lorsqu'il en aura fait le payement, sans qu'il soit besoin d'autre acquit ni endossement; Le Deuxième, des sommes payées pour les frais de Regie & Appointemens des personnes employées pour le service de la Banque, lesquelles Dépenses seront passées conformément à l'Employ qui en aura esté fait dans l'estat du Roy, en rapportant les Quittances des dénommez en iceluy; Et le Troisième des Deniers payez au Tresor Royal, lequel sera passé en rapportant les Quittances du Tresor Royal denement contrôllées.

XV. Dans le premier Compte qui sera rendu par ledit Tresorier, lequel Compte sera celuy pour l'année 1719. & dans les autres Comptes qu'il rendra pour l'Exercice des années suivantes, il se chargera en Recette par *advertatur* seulement, de six millions en Actions de la Compagnie d'Occident, composant le fonds de ladite Banque, & qui doivent demeurer dans ladite Caisse Generale, comme il est dit cy-devant; Et il se chargera en Recette

à jet des sommes qu'il aura reçues pour les Intereſts deſdits ſix millions d'Actions de ladite Compagnie d'Occident, leſquels Intereſts ſeront par luy, comme dit eſt, portez au Treſor Royal, avec les autres Profits & Benefices de la Banque, dont la Dépenſe ſera paſſée en rapportant les Quittances du Treſor Royal denement controllées.

XVI. Pour eſtablir davantage l'ordre, & mettre la Banque en eſtat de rendre aux particuliers la valeur des Billets qu'ils auront perdus ou égarez ; Nous déclarons que les Billets de ladite Banque ſeront preſcrits après cinq années du jour de la date, faute d'en avoir fait la demande au Treſorier pendant ledit temps, ſans que les Pourveurs des Billets puiſſent audit cas en exiger le payement.

XVII. Comme par l'Article XVI. des Lettres Patentes du 20. May, il eſt dit, que la Banque pourra ſe charger de la Caſſe des Particuliers, tant en Recette qu'en Dépenſe, moyennant cinq ſols de Banque par mille Écus ; Nous ordonnons que leſdits Comptes ſeront tenus par la Banque ſans aucuns fraix : Et comme il ne ſeroit pas juſte que ceux qui ſeront leurs Recettes & Payemens par des Comptes en Banque, ne jouiſſent pas de la faculté que Nous avons donnée à ceux qui ſe ſervent des Billets de la Banque, leſquels Billets eſtant payables au Porteur ne peuvent eſtre expoſez à des ſaiſies, le Porteur n'en eſtant pas connu, Nous vou-

voulons & ordonnons que les Comptes en Banque ne puissent estre saisis, sous quelque prétexte que ce puisse estre, pas mesme pour nos propres Deniers & affaires ; Et en cas qu'il fust fait des saisies sur les fonds que les Particuliers pourroient avoir en Compte à la Banque, au préjudice de nostre présente Declaration, Nous les avons déclaré & déclarons nulles & comme non avenues. *Permettons* néanmoins en cas de faillite ou de Banqueroute, aux termes de l'Article premier du Titre XI. de l'Edit du mois de Mars 1673. ou en cas de decès, de faire saisir & arrester entre les mains de la Banque, les fonds que les Particuliers Banqueroutiers, ou decedez y pourroient avoir en Compte sur les Livres ; Auquel cas de saisie, la Banque ne sera tenue que de faire signifier aux saisissans, dans huitaine du jour de la saisie, au domicile par eux élu, & ce par une simple Declaration signée du Tresorier, & visée par l'Inspecteur & le Controlleur, de ce qui est dû aux personnes sur qui la saisie aura esté faite ; Quoy faisant, la Banque ne sera tenue de constituer Procureur ni de deffendre à aucunes Assignations ou demandes, mais seront les Creanciers obligez de se rapporter à ladite Declaration, sans que la Banque soit obligée de faire voir ses Livres, ni que les Creanciers puissent establir des Commissaires ou Gardiens desdits Effets, declarant nul tout ce qui pourroit estre fait au préjudice du présent Article,

ticle , ainsi & de la même manière qu'il a esté ordonné en faveur de la Compagnie d'Occident par l'Article XII. de nostre Edit du mois de Decembre 1717. Ordonnons au surplus , que lesdites Lettres Patentes des 2. & 20. May de l'année 1715. & nostre Declaration du 25. Juillet ensuivant , seront exécutées selon leur forme & teneur , en ce qui n'y est point derogé ny innové par la présente Declaration , dérogeant à toutes Lettres & dispositions contraires aux Présentes.

Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenant nostre Cour de Parlement , Chambre des Comptes & Cour des Aydes à Paris , que ces présentes ils aient à faire lire , publier & registrer , & le contenu en icelles exécuter selon leur forme & teneur ; Car tel est nostre Plaisir. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Scel à celsdites Présentes. Donné à Paris le quatrième jour de Decembre , l'an de grace mil sept-cens dix-huit , & de nostre Regne le quatrième. Signé LOUIS. Et plus bas , Par le Roy , le Duc d'Orléans Regent présent. P H E L Y P E A U X. Et scellé du grand Sceau de cire jaune.

## LETTRES PATENTES.

Données à Paris le 26. d'Aoust 1718.

**L** OUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A nos amez & feaux  
Tome V. H



feaux Conseillers, les Gens tenant nostre Cour de Parlement à Paris, *Salut*. Par Arrest en forme de Reglement de Nous rendu en nostre Conseil le 21. du présent mois d'Aoust pous les Causes y contenuës, Nous avons ordonné ce que Nous entendions estre à faire & observer par nostredite Cour sur l'execution de nos Edits & Declarations, Arrests de nostre Conseil & Lettres Patentes sur iceux; Ensemble sur le temps & la forme des Remonstrances que de nostre grace speciale Nous luy avons permis de Nous adresser avant leur Enregistrement, & par iceluy pourvû à plusieurs abus préjudiciables à nostre autorité; Et voulant que ledit Arrest soit executé de point en point, selon la forme & teneur, sans qu'en aucune maniere & sur quelque prétexte que ce soit, il y soit contrevenu, Nous avons fait expedier nos Lettres sur ce necessaires. *A ces Causes* & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans, Petit-fils de France, Regent, de nostre très-cher & très-amé Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amé Cousin le Prince de Conty, Princes de nostre Sang, de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc du Maine, de nostre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse Princes legitimez, & autres Pairs, grands & notables Personnages de de nostre Royaume, qui ont veû ledit Arrest cy-attaché sous le Contre-scel de de nostre Chancellerie; Et de nostre gra-  
ce

ce speciale , pleine puissance & Autorité Royale , Nous avons dit , statué , & ordonné , & par ces présentes signées de nostre main , disons , statuons & ordonnons , voulons & Nous plaist ce qui suit.

I. Que le Parlement de Paris puisse continuer de Nous faire des Remonstrances sur nos Ordonnances , Edits , Declarations & Lettres Patentes qui luy seront adressez , pourveu que ce soit dans la huitaine , ainsi qu'il est porté par la Declaration du mois de Septembre 1715. & dans la forme prescrite par l'article III. du Titre I. de l'Ordonnance de 1667. luy deffendons de faire aucunes remonstrances , deliberations , ni représentations sur nos Ordonnances , Edits , Declarations & Lettres Patentes qui ne luy auront pas esté adressez.

II. Que faite par ledit Parlement de Paris de faire ses Remonstrances dans la huitaine du jour que lesdits Edits, Declarations & Lettres Patentes , lui auront esté présentez , ils soient reputéz & tenus pour enregistrez ; & en consequence qu'il en sera envoyé une expedition en forme aux Bailliages & Seneschauflées du Ressort du Parlement de Paris , pour y estre executez selon leur forme & teneur , & le contenu en iceux estre observé sous telles peines qu'il appartiendra , & en cas de contraventions , tant par ledit Parlement de Paris , que par lesdits Baillifs & Senechaux dans leurs Arrests , Sentences & Jugemens , qu'ils feront par Nous cassez

de annuler suivant la forme prescrite par les Ordonnances.

III. Que lorsque le Parlement aura délibéré de faire des Remonstrances, dans la forme & dans le temps cy-dessus marquez, les Gens du Roy se retireront vers Nous, pour Nous en informer, & Nous leur faisons sçavoir si Nous désirons les recevoir de vive voix, ou par escrit.

IV. Au premier cas, Nous indiquerons au Parlement le jour auquel Nous trouverons bon d'écouter les Remonstrances; & au second cas, faite par le Parlement de remettre ses Remonstrances par escrit à l'un de nos Secretaires d'Etat & de nos Commandemens, huit jours après que Nous leur en aurons donné l'ordre, les Edits, Declarations & Lettres Patentes seront censez enregistrez, ainsi qu'il est porté par l'Article II. des présentes.

V. Après que Nous aurons écouté ou reçu les Remonstrances, s'il Nous plaît d'ordonner que les Edits, Declarations & Lettres Patentes soient enregistrées, le Parlement sera tenu d'y satisfaire sans delay, sinon l'Enregistrement sera censé en avoir esté fait; & il en sera envoyé des Expéditions, suivant qu'il est expliqué au second Article cy-dessus, sauf au Parlement après l'Enregistrement, de faire de nouvelles remonstrances, auxquelles Nous aurons tel egard qu'il appartiendra.

VI. Deffendons très-expressément audit Parlement d'interpréter les Edits, Declarations  
tions

nions & Lettres Patentes qui luy auront esté adressez de nostre ordre ; Et en cas que quelques Articles luy paroissent sujets à interpretation , le Parlement de Paris pourra, conformément à l'Article III. du Titre I. de l'Ordonnance de 1667. Nous représenter ce qu'il estimera convenable à l'utilité publique , sans que l'exécution en puisse estre surseüe, ni qu'aucun de nos Edits , Ordonnances , Declarations , Lettres Patentes ou Reglemens puissent estre interpretez ou modifiez par ledit Parlement de Paris, sous aucun prétexte.

VII. N'entendons que le Parlement de Paris puisse inviter les autres Cours à aucune Association, Union, Confédération, Consultation , ni Assemblée par Deputez ou autrement, pour quelque cause ou occasion que ce soit, sans nostre expresse permission par écrit , à peine de désobéissance, & sous telle autre peine qu'il appartiendra , suivant l'exigence des cas.

VIII. Luy defendons pareillement de faire aucune Assemblée ou Deliberation touchant l'Administration de nos Finances , ni de prendre connoissance d'aucunes affaires qui concernent le Gouvernement de l'Estat, si Nous n'avons agreable de luy en demander son avis par un ordre exprès.

IX. Declaroüs nuls & de nul effet tous Procès verbaux, Arrests, Deliberations, Arrestez, & autres Actes que ledit Parlement de Paris pourroit avoir faits

par le passé, ou pourroit faire à l'avenir au sujet des Edits, Declarations & Lettres Patentes qui ne luy ont pas esté adressez, soit par rapport aux affaires du Gouvernement de l'Estat, sur lesquelles Nous ne luy aurons pas demandé son avis.

X. Ce faisant, avons d'abondant cassé & annullé l'Arrest du Parlement de Paris du 20. Juin dernier, dont Nous avons ordonné la cassation par celuy rendu en nostre Conseil le mesme jour.

Comme aussi avons cassé & annullé, cassons & annullons tous Arrests, Actes de publication d'affiches, de notification & autres qui pourroient avoir esté faits, soit contre l'Edit du mois de May dernier, Enregistré en la Cour des Monnoyes, où l'adresse en avoit esté faite, soit au préjudice dudit Arrest du Conseil & de celui du lendemain, ou des Lettres Patentes expediées sur iceluy, & adressées au Parlement qui ne les a pas encore enregistrées.

Avons pareillement cassé & annullé l'Arrest du Parlement de Paris du 12. de ce mois, comme attentatoire à l'autorité Royale, & toutes les Deliberations ou procedures qui ont precedé & suivi ledit Arrest, ou qui pourroient estre faites à l'avenir sur ce qu'il contient, & sur toutes autres matieres semblables; Deffendant au Parlement de traiter de telles affaires, que lorsque Nous voudrons luy faire l'honneur de l'en consulter.

Vou-

Voulons que lesdits Arrests , Arrestés , Deliberations , Procès verbaux & autres Actes faits en consequence , soient rayez & biffez dans les Registres du Parlement, & par-tout ailleurs où besoin sera ; Et qu'en marge d'iceux mention soit faite dudit Arrest, & de ces Présentes qui seront lèûes, publiées & affichées, tant dans nostre bonne Ville de Paris , que dans les Villes & principaux lieux du Ressort : A l'effet de quoy Copies dûement collationnées en seront envoyées directement aux Bailliages, Seneschauflées , & par-tout où besoin sera, pour y estre enregistrées à la diligence de nos Procureurs, qui seront tenus Nous en certifier au mois , à peine d'interdiction.

Si vous mandons , que les Présentes vous ayiez à faire lire , publier & enregistrer , & le contenu en icelles garder & observer de point en point, selon leur forme & teneur, sans que pour quelque cause ou prétexte que ce soit , il y soit contrevenu : Enjoignons à nostre Procureur General , de Nous avertir des contraventions, si aucunes y estoient faites , mesme d'en informer ; Et à nos Baillifs, Seneschaux, Sieges Présidiaux, & à tous autres nos Juges de vostre Ressort, que ces Présentes ils ayent à faire pareillement lire, publier & enregistrer , & en certifier dans le mois , à peine d'interdiction ; *Car tel est nostre plaisir.* Donné à Paris le vingt-sixième jour d'Aoust, l'an de grace mil sept-cens dix-huit , &

de nostre Regne le troisieme. Signé.  
**LOUIS.** Et plus bas, Par le Roy, le Duc  
**D'ORLEANS** Regent présent. **PHÉLY-  
 PEAUX.**

*Le Roy seant en son Lit de Justice, de  
 l'avis du Duc d'Orleans Regent, a ordonné  
 & ordonne, que les présentes Lettres Patentes  
 seront enregistrées au Greffe de son Parle-  
 ment, & que sur le repty d'icelles, il soit mis,  
 que lecture en a esté faite, & ledit Enre-  
 gistrement ordonné, ce requerant son Procure-  
 ur General, pour estre le contenu en icelles  
 executé selon leur forme & teneur; Et Copies  
 collationnées, envoyées aux Bailliages & Sene-  
 schaussées du Ressort, pour y estre pareillement  
 lûes, publiées & registrées. Enjoint aux Sub-  
 stituts de son Procureur General de l'en certi-  
 fier au mois. Fait en Parlement, le Roy te-  
 nant son Lit de Justice dans le Chasteau des  
 Tuileries, le vingt-sixième jour d'Aoust mil  
 sept-cens dix-huit. Signé GILBERT.*

## XV.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui  
 nomme le Directeur, l'Inspecteur, le Trésorier  
 & le Contrôleur de la Banque Royale.

Du 5. janvier 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter, estant  
 en son Conseil, sa Declaration du  
 qua-

quatre Decembre dernier, qui ordonne la Conversion de la Banque établie en faveur du Sieur Law & sa Compagnie, en Banque Royale; Et par laquelle Sa Majesté se réserve de nommer & commettre le Directeur, l'Inspecteur, le Tresorier, le Controlleur, & tels autres Officiers qu'il appartiendra pour la Regie de la Banque. Sa Majesté étant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a nommé & nomme le Sieur Law Directeur de la Banque, le Sieur Fernelon Inspecteur, le Sieur Bourgeois Tresorier, & le Sieur Durevest Controlleur. Ordonne que la Regie de ladite Banque sera faite suivant & conformément à ladite Declaration du quatre Decembre dernier. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le cinquième jour de Janvier mil sept-cens dix-neuf. Signé P H E L Y P P E A U R.

Pour le Roy.

Collationné à l'Original,  
par Nous - Conseiller Sec-  
retaire du Roy, Maison,  
Couronne de France & de  
ses Finances.





## XVI.

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi , concernant les Billets de la Banque Royale.**

Du 5. Janvier 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter, estant en son Conseil, sa Declaration du 4. Decembre dernier, portant conversion de la Banque establie en faveur du Sr. Law & sa Compagnie, en Banque Royale, & que les Billets de ladite Banque ne seront delivrez au Public, qu'après que le nombre d'iceux & la quotité des sommes qu'ils contiendront, auront esté reglez par des Arrests du Conseil: A quoy estant necessaire de pourvoir. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, qu'il sera fait Vingt-cinq Registres contenant chacun Huit-cens Billets de Cent Ecus d'Espees du poids & titre de ce jour, chaque Billet numeroté depuis le No. Un, jusqu'au No. Vingt - mille inclusivement, faisant Deux Millions d'Ecus, & Douze Millions de livres; Quinze Registres contenant chacun Huit-cens Billets de la somme de Mille livres, chaque Billet numeroté depuis le No. Un, jusqu'au No. Douze-mille inclusivement, faisant la somme de

de Douze Millions ; & Soixante Registres , contenant chacun Mille Billets de Cent livres , chaque Billet numéroté depuis le N<sup>o</sup>. Un , jusqu'au No. Soixante-mille inclusivement , faisant la somme de Six Millions , & le Total , celle de Trente Millions de livres. *Ordonne* au surplus Sa Majesté , que lesdits Billets seront faits & delivrez dans la forme prescrite par sadite Declaration du 4. Decembre dernier. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy , Sa Majesté y estant , tenu à Paris le cinquième jour de Janvier mil sept-cens dix-neuf Signé P H E-  
LY P E A U X.

X V I I.

**A R R E T** du Conseil d'Etat du Roi , qui ordonne que les *Traitans Généraux d'Affaires Extraordinaires* , seront tenus de présenter & affirmer leurs Comptes devant Mrs. les Commissaires nommez par l'Arrêt du 2. Novembre 1717. au plus tard dans un mois , sinon & à faute de ce faire , de payer au Trésor Royal la somme de Vingt-mille livres.

Du 10. Janvier 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter l'Arrêt du Conseil du 26. Mars 1709. par lequel il a esté ordonné , que tous les *Traitans d'Affaires Extraordinaires* , se-  
H 6 roient

noient tenus de remettre leurs Comptes entre les mains du Sr. de Bercy, Maître des Requestes, dans le delay de deux mois, pour estre par luy veüs & examinez, & estre ensuite remis es mains du S. Desmarretz, Controleur General des Finances, sinon & à faute de ce, & ledit temps passé, que lesdits Traitans seroient solidaiement & par corps contraincts au payement des sommes portées par ledit Arrest: Autre Arrest du Conseil du 2. Novembre 1717. par lequel Sa Majesté a ordonné que les Traitans Generaux d'Affaires Extraordinaires, dont les Comptes n'ont point encore esté arrestez, seront tenus de les présenter & affirmer veritables devant les Srs. Commissaires nommez par ledit Arrest, pour sur le veü de leurs Ordonnances lesdits Comptes estre clos & arrestez au Conseil en la maniere accoustumée. A quoy la plupart desdits Traitans n'ayant jusqu'à présent tenu compte de satisfaire, quelques facilitez qu'on leur ait accordées; & Sa Majesté desirant accélérer la reddition & l'examen des Comptes des Traitans Generaux, pour ensuite estre par Elle pourveu en connoissance de cause au Payement des sommes qui peuvent leur estre dues, & les mettre de leur part en estat d'acquitter les Billets solidaires des Compagnies qu'ils ont sur la place. Oüy le Rapport. Le Roy ~~estant en son Conseil~~, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que l'Arrest du 2. Novembre

1717. sera executé suivant la forme & teneur; Et en consequence, que les Traitans Generaux d'Affaires Extraordinaires seront tenus de présenter & affirmer leurs Comptes devant lesdits Srs. Commissaires au plus tard dans un mois, pour sur le veü des Ordonnances estre lesdits Comptes clos & arrestez au Conseil en la maniere acoustumée; Et faute par lesdits Traitans Generaux de satisfaire au présent Arrest, de présenter leurs Comptes, & de payer les debets d'iceux dans ledit delay d'un mois, & iceluy passé, Sa Majesté a ordonné & ordonne que les Traitans, dont les Traitez sont d'un Million & au-dessus, seroient tenus solidairement & par corps, pour tenir lieu desdits debets, de porter au Tresor Royal la somme de Vingt-mille livres; Et ceux dont les Traitez sont au-dessous d'un Million, celle de Dix-mille livres; sans que ladite peine soit reputée comminatoire, & qu'elle puisse estre remise ni moderée sous quelque cause & prétexte que ce soit. Et sera le présent Arrest executé selon la forme & teneur, nonobstant toutes oppositions; Et en cas de contestations au sujet de l'Execution du présent Arrest, Sa Majesté les a renvoyées & renvoye devant lesdits Srs. Commissaires nommez par ledit Arrest du 2. Novembre 1717. pour par eux estre lesdites contestations jugées en dernier ressort, Sa Majesté en interdisant la connoissance à toutes les Cours & autres Juges. Fait

au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le dixième jour de Janvier mil sept-cens dix-neuf. Signé  
PHELYPEAUX.

---

## XVIII.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concernant la Banque Royale, & les Billets en livres Tournois.*

Du 22. Avril 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil l'Arrest du 5. Janvier, celui du 11. Fevrier & celui du premier Avril de la présente année, concernant la fabrication des Billets de la Banque, & le Total des fabrications ordonnées par lesdits Arrests, montant; Sçavoir, celle des Billets de Cent Ecus d'Espèces du poids & titre de ce jour, à Deux Millions d'Ecus, & celle des Billets en livres Tournois, à Cinquante-neuf Millions: Sa Majesté estant informée que les Billets en Ecus n'ayant pas esté demandez par le public, les vingt-cinq Registres ordonnez par l'Arrest du 5. Janvier, n'ont pas esté faits, & que ceux en livres Tournois sont recherchez avec un si grand empressement, que les Cinquante-neuf Millions ordonnez par lesdits Arrests, ne  
sont

sont pas suffisans pour en fournir à ceux qui se présentent : Sa Majesté desirant donner une entiere faveur à la facilité & à la seûreté que ses Sujets trouvent pour leur Commerce dans l'usage desdits Billets, Elle a bien voulu en ordonner une nouvelle fabrication par le présent Arrest; Mais en mesme temps Sa Majesté estant persuadée que Cent Millions desdits Billets Tournois doivent suffire à la circulation du Commerce de Paris & des autres Villes où lesdits Billets ont cours, Elle a jugé à propos d'en fixer & arrester la distribution à ladite somme de Cent Millions; Et afin de rassembler dans un seul Arrest les Reglemens que Sa Majesté a rendus successivement touchant les Billets de la Banque, & l'ordre dans les Payemens; Oüy le Rapport; *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Veut Sa Majesté que l'Arrest de son Conseil du 5. Janvier dernier, en ce qui concerne la confection de Vingt-cinq Registres, contenant chacun Huit-cens Billets de Cent Ecus d'Espèces, du poids & Titre de ce jour, faisant Deux Millions d'Ecus & la somme de Douze Millions de livres, demeure sans execution.

II. Ordonne Sa Majesté qu'il sera fait Soixante Registres, contenant chacun Huit-cens Billets de la somme de Mille livres chaque Billet, numerotez depuis le No. Quarante-huit mille un, jusqu'au  
N°.

No. Quatre-vingt-seize mille inclusivement, faisant la somme de Quarante-huit Millions; Et Trente Registres contenant chacun mille Billets, de Cent livres chaque Billet, numérotez depuis le No. Cent mille un, jusqu'au No. Cent trente-mille inclusivement, faisant la somme de Trois Millions; Et le Total joint à celui des Arrests precedens, faisant celle de Cent dix millions; Desquels Sa Majesté ordonne qu'il en soit réservé Dix Millions, qui ne pourront estre delivrez que pour remplacer les Billets de mesme nature qui rentreront endossés, qui ne pourront plus servir.

III. Et comme la circulation des Billets de Banque est plus utile aux Sujets de Sa Majesté que celle des Espèces d'Or & d'Argent, & qu'ils meritent une protection singuliere, par préférence aux Monnoyes faites des Matieres qui sont apportées des Pays Estrangers; *Entend* Sa Majesté, que lesdits Billets stipulez en livres Tournois ne puissent estre Sujets aux Diminutions qui pourront survenir sur les Espèces, & qu'ils soient toujours payez en leur entier.

IV. Sa Majesté ordonne & enjoint d'abondant à tous ses Officiers comptables, Fermiers & sous-Fermiers, leurs Receveurs & Commis, d'exécuter l'Arrest du 10. Avril 1717. Et conformément à iceluy de recevoir les Billets de Banque en Payement de tous les Droits & Impositions qui luy sont deus, & de changer en  
Espe-

Especes d'Or & d'Argent ceux qui leur seront présentez , jusqu'à concurrence desdites Especes d'Or & d'Argent qu'ils auront en Caisse , à peine contre les contrevenans de destitution de leurs Offices , & de revocation de leurs Employs.

V. Ordonne Sa Majesté , que dans les Villes où il y a des Bureaux de Banque établis , les Creanciers pourront exiger de leurs Debiteurs le Payement de leurs Creances , de quelque nature qu'elles soient , en Billets de Banque , sans qu'ils puissent être contraints d'en recevoir aucune partie en Especes d'Or & d'Argent , excepté les Appoints.

VI. Veut Sa Majesté , que dans les Villes où la Banque a des Bureaux , ceux qui sont chargez de la Recette & du maniement des Deniers Royaux , tiennent leurs Caisses en Billets de ladite Banque ; Et declare Sa Majesté , qu'en cas de Diminution des Especes , ils en supporteront la perte sur celles qui se trouveront alors dans leurs Caisses.

VII. Afin d'éviter le transport des Especes , defend expressement Sa Majesté dans les Villes où la Banque a des Bureaux , à tous Fermiers , Directeurs des Postes , Maistres des Carrosses ou autres Voitures , & leurs Conducteurs , de se charger à l'avenir d'aucunes Especes pour les transporter en d'autres Villes où il y a de pareils Bureaux , excepté pour le service & le soutien des Caisses de la Banque ; Auquel cas lesdits Voituriers prendront un Cer-



Certificat du Bureau de la Banque du lieu d'où ils partiront.

VIII. Pour faire cesser les abus, qui malgré les deffenses faites par Sa Majesté, continuënt dans les Payemens, sous prétexte du droit qui est retenu sur les sacs d'argent ; Veut Sa Majesté que lesdits sacs d'argent soient faits de Six-cens livres complets, sans qu'il puisse y entrer aucune petite monnoye, ou qu'il puisse estre rien retenu pour les sacs, excepté dans les Bureaux de la Banque, où il sera permis aux Caissiers de retenir quatre sols seulement pour chaque Partie de Six-cens livres qu'ils payeront en Especes d'argent ; Et seront lesdits Caissiers tenus pareillement de faire bon des mesmes quatre sols à ceux qui apporteront des sacs d'argent aux Bureaux de la Banque, à peine de Trois-cens livres d'amende pour chaque contravention, applicable en entier au profit du Dénonciateur.

IX. Ordonne Sa Majesté, que les Especes de Billon, & les Monnoyes de Cuivre ne pourront estre données ni reçues dans les Payemens qui passeront Six livres, si ce n'est pour les Appoints.

X. Mande & ordonne Sa Majesté aux Srs. Intendans & Commissaires départis dans les Provinces pour l'Execution de ses ordres, d'envoyer le présent Arrest aux Bailliages, Seneschauffées & Sièges Royaux de leur Département, & qu'il soit annexé des Modelles des différentes especes de Billets de Banque, pour y estre  
le

le tout lû, publié, affiché & enregistré, & le contenu en iceluy executé selon sa forme & teneur, mesme de tenir la main à son entiere Execution. Ordonne aussi que le présent Arrest sera executé non-obstant toutes oppositions & tous autres empeschemens quelconques, pour lesquels ne sera differé ; & dont si aucuns interviennent, Sa Majesté s'en reserve & à son Conseil la connoissance, & l'interdit à tous autres Juges. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-deuxième jour d'Avril, l'an de grace mil sept-cens dix-neuf. Signé* P H E L Y P R A U X.

**L** Ouis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A nos amez & feaux Conseillers en nos Conseils, les Srs. Intendans & Commissaires départis pour l'execution de nos ordres dans les Provinces & Generalitez de nostre Royaume, *Salut.* De l'avis de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Regent, Nous vous mandons & ordonnons par ces Présentes signées de nostre main, que vous ayez à envoyer l'Arrest de nostre Conseil rendu cejourd-huy, cy-attaché sous le Contre-scel de nostre Chancellerie, aux Bailliages, Seneschaussées & Sièges Royaux de vos Departemens, & qu'il y soit annexé des Modelles des différentes especes de Billets de Banque, pour y estre lû, publié, affiché & enregistré, & le contenu en iceluy executé selon

lon sa forme & teneur, même de tenir la main à son entière execution. Ordonnons aussi que ledit Arrest de nostre Conseil de cejourdhuy, fera executé nonobstant toutes oppositions & tous autres empeschemens quelconques, pour lesquels Nous ne voulons estre différé; & dont si aucuns interviennent, Nous nous en reservons & à nostre Conseil la connoissance, & l'interdisons à tous autres Juges. Commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, de signifier ledit Arrest à tous qu'il appartiendra, à ce que personne n'en ignore, & de faire pour son entière execution tous Actes & Exploits necessaires sans autre permission. *Voulons* qu'aux Copies dudit Arrest & des Présentés collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers-Secretaires, soy soit ajoutée comme aux Originaux; *Car tel est nostre plaisir.* Donné à Paris le vingt-deuxième jour d'Avril, l'an de grace mil sept-cens dix-neuf, & de nostre Regne le quatrième. Signé LOUIS. *Et plus bas,* Par le Roy, le Duc D'ORLEANS Regent présent. **PARDY-PREUX.** Et scellé.

Pour le Roy.

{ Collationné à l'Original par  
Nous Ecruyer-Conseiller-  
Secretaire du Roy, Maitre  
son Couronne de France &  
de ses Finances.

OBSERVATION.

La Banque Royale ne delivre que trois fortes de Billets en livres Tournois ; Sçavoir, de Mille livres, de Cent livres & de Dix livres.

Les Billets de Mille livres sont écrits en lettres rondes.

Les Billets de Cent livres en lettres bâtarde.

Les Billets de Dix livres sont écrits aussi en lettres bâtarde, mais de plus petit caractère.

*Modelles des Billets de la Banque Royale.*

N°. Mille livres Tournois.

La Banque promet payer au Porteur à veüe, Mille livres Tournois en Especes d'Argent, valeur receüe : à Paris le

Veüe

Contrôlé.

N°. Cent livres Tournois.

La Banque promet payer au Porteur à veüe, Cent livres Tournois en Especes d'Argent, valeur receüe : à Paris le

Veüe

Contrôlé.

N°.

*La Banque promet payer au Porteur  
à veüe, Dix livres Tournois en Es-  
peces d'Argent, valeur recue : à Pa-  
ris le*

*Veüe*

*Controllé.*

Il faut observer que la marge de chaque Billet de la Banque Royale, est bordée d'une vignette en taille douce; que dans le corps du papier sur lequel lesdits Billets sont gravez, au lieu de la marque du Papetier, on lit ces mots, *Billet de Banque*; Et qu'au bas de chaque Billet est l'Empreinte du Sceau conforme au Modèle suivant.

Modèle du Sceau.

## X I X.

**EDIT du Roi , portant Réunion de la Compagnie des Indes Orientales & de la Chine , à la Compagnie d'Occident.**

*Donné à Paris au mois de Mai 1719.*

**L** OUIS par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre : A tous présents & à venir, *Salut*. Depuis nostre avènement à la Couronne , Nous avons esté occupez à chercher les moyens de repa-  
rer les Epuisemens que de longues Guerres avoient causées à l'Estat, & à procurer à nos Sujets la felicité & l'abondance qu'ils meritent. Nous voyons avec satisfaction que la circulation de l'Argent est très-vive , & que le Commerce se reestablit , mais nostre objet ne peut estre rempli que par de plus grands avantages. Le credit que la Compagnie d'Occident s'est acquis ; quoyque nouvellement formée , Nous a determinez d'examiner la situation des anciennes Compagnies ; Et Nous avons vû avec douleur , que malgré les bienfaits qu'elles ont receû de la liberalité du feu Roy nostre très-honoré Seigneur & Bisayeul , Elles n'ont pû se soutenir. La Compagnie des Indes Orientales establie par Edit du mois d'Aoust 1664. au lieu d'employer à l'agrandissement du Commerce le privilege  
ex-

exclusif qui luy avoit esté accordé pendant cinquante années , & les secours réitérez d'Argent & de Vaisseaux que le feu Roy luy avoit donnez , après avoir contracté des Dettes dans le Royaume & aux Indes , a totalement abandonné sa Navigation , & s'est déterminée à ceder son Privilege à des particuliers , moyennant dix pour cent du produit des ventes en France , & cinq pour cent des Prises , & la retenue de cinquante livres par Tonneau des Marchandises de Sorties , & de soixante-quinze livres de celles d'Entrée qui luy avoient esté accordez par forme de gratification. Nous sçavons que ce n'est point à la nature de ce Commerce que le manque de succès doit estre attribué , mais à la mauvaise Regie , & que cette Compagnie , à l'exemple de celles des Estats voisins , auroit pu rendre ce Commerce utile à ses Actionnaires & au Royaume. L'Entreprise avoit esté formée avec un fonds qui n'estoit pas suffisant , les Directeurs ont consommé une partie de ces fonds par des repartitions prématurées , & des droits de préférence , dans un temps où il n'y avoit aucuns profits , & pour suppléer à ces fonds , l'on avoit fait des Emprunts sur la Place à des intérêts excessifs , jusqu'à dix pour cent , & l'on avoit pris en d'autres temps de l'Argent à la grosse aventure , à raison de cinq pour cent par mois , en sorte que le benefice du Commerce se trouvoit épuisé & au-delà , par les charges que l'on

l'on y avoit mis. Cependant malgré cette mauvaise administration, le feu Roy continuant toujours la protection qu'il avoit accordée à cette Compagnie, & dans la vue de la mettre en état de payer ses dettes, luy a accordé par sa Declaration du 29. Septembre 1714. la continuation de son Privilege pendant dix années, à commencer du premier Avril 1715. Mais au lieu d'en employer un objet si légitime, les Indiens nous ont porté des plaintes réitérées que la Compagnie ne leur payoit ni Intérêts ni Capitaux, & que depuis plus de seize ans, elle n'avoit envoyé aucuns Vaisseaux à Suratte; Ainsi ce Commerce devenu languissant depuis plusieurs années, se perdroit entièrement s'il n'y estoit pourvu, parce que les particuliers qui ont acquis le privilege de la Compagnie, étant chargés de luy payer un droit de dix pour cent, ne peuvent faire un Commerce de concurrence avec l'Estranger, & que d'ailleurs, dans la crainte d'estre arrestez pour les dettes de la Compagnie; ils n'osent envoyer leurs Vaisseaux à Suratte, Ville principale du Mogol, d'où se tirent les Cottons en laine & filez, & presque toutes les Drogueries & Epiceries des Indes & de l'Arabie; Enforte que nos sujets sont obligez de tirer de l'Estranger la plus grande partie des Marchandises des Indes qui se consomment dans le Royaume, & de celles propres pour le Commerce de la Coste de Guinée & du Senegal, qu'ils payent au triple de la valeur,



leur, & se verroient frustrer pour toujours de l'avantage d'avoir dans le Royaume ces sortes de Marchandises. Nous avons aussi esté informez que la Compagnie particuliere de la Chine, establie par Arrest de nostre Conseil du 28. Novembre 1712. & par les Lettres Patentes expedées en consequence le 19. Fevrier 1713. & qui faisoit cy-devant partie de la Concession de ladite Compagnie des Indes, n'a fait aucun usage du Privilege exclusif qui luy a esté attribué; & que ce Commerce est encore dans un plus grand dérangement, s'il est possible, que celuy des Indes. Ce feroit manquer à ce que Nous devons à Nous-mesmes & à nos Sujets, de laisser subsister plus long-temps un pareil désordre dans un des plus considerables Commerces de nostre Royaume, & Nous avons cru qu'il estoit convenable au bien de nostre Estat de reestabliir & d'augmenter le Commerce des François aux Indes, & de conserver l'honneur de la Nation, en payant à ces Peuples les dettes contractées par la Compagnie. Pour parvenir à l'exécution de ce dessein, Nous avons résolu de supprimer les Privileges accordez aux Compagnies des Indes & de la Chine, & de les réunir à celle d'Occident. L'Establissement de cette Compagnie formée depuis quelque temps; la protection que nous luy accordons; sa bonne administration, le credit qu'elle s'est acquise; les fonds considerables qu'elle aura par la jonction de ces differentes Com-

Compagnies , tous ces avantages Nous font juger que Nous ne pouvons remettre en de meilleures mains le Commerce des Indes & de la Chine : D'ailleurs , par ce moyen & par la jonction qui a esté faite à la Compagnie d'Occident de celle du Senegal , Nous réunissons dans une seule Compagnie , un Commerce qui s'étend aux quatre parties du Monde. Cette Compagnie trouvera dans elle-même tout ce qui sera nécessaire pour faire ces différens Commerces ; elle apportera dans nostre Royaume les choses nécessaires , utiles & commodes ; Elle en enverra les superflus à l'Etranger ; Elle entretiendra la Navigation , & formera des Officiers , des Pilotes & des Matelots ; Et toute sa Regie se faisant dans le même esprit , il en naîtra l'union & l'économie , dont dépend le succès de toutes les entreprises de Commerce. *A ces Causes & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de nostre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orleans , petit-Fils de France , Regent , de nostre très-cher & très-ami Oncle le Duc de Chartres , premier Prince de nostre Sang , de nostre très-cher & très-ami Cousin le Duc de Bourbon , Prince de nostre Sang , de nostre très-cher & très-ami Oncle le Comte de Toulouse , Prince légitimé , & autres Pairs de France , grands & notables Personnages de nostre Royaume , & de nostre certaine science , pleine puissance & autorité Royale , Nous avons par le présent Edit per-*

peut et irrévocable, dit, statué, ordonné, donné, donné, statué, ordonné, voulons & Nous plaît.

I. Que les Privilèges accordés à la Compagnie des Indes Orientales, par l'Edit du mois d'Aoust 1664. confirmés & augmentés par la Déclaration du mois de Février 1685. & par plusieurs Arrêts & autres Déclarations, & prorogés par celle du 29. Septembre 1714. & ceux accordés à la Compagnie particulière de la Chine par Arrêt de nostre Conseil du 28. Novembre 1712. & les Lettres Patentes expédiées en conséquence le 10. Février 1713. demeurent éteints, révoqués & supprimés, ainsi que Nous les enseignons, révoquons & supprimons.

II. Ayons accordé & accordons à la Compagnie d'Occident, le Privilège de négocier seule, à l'exclusion de tous nos autres sujets, depuis le Cap de Bonne-Espérance, jusques dans toutes les mers des Indes Orientales, Isles de Madagascar, Bourbon & France, Côte de Sofala en Afrique, mer Rouge, Perse, Mogol, Siam, la Chine & le Japon, même depuis le Détroit de Magellan & le Maire, dans toutes les mers du Sud, pour le temps qui reste à expirer de celui accordé à ladite Compagnie d'Occident par l'Article II. de nos Lettres Patentes du mois d'Aoust 1717.

III. Faisons défense à tous nos autres sujets, de faire aucun Commerce dans lesdits lieux pendant la durée du Privilège attribué à la Compagnie d'Occident, à peine

peine de confiscation à son profit, des Vaisseaux, Armes, Munitions & Marchandises.

IV. Nous donnons & concedons à la Compagnie d'Occident en toute propriété, les Terres, Isles, Forts, Habitations, Magazins, Meubles, Immeubles, Droits, Rentes, Vaisseaux, Barques, Munitions de Guerre & de Bouche, Negres, Bestiaux, Marchandises, & generallyment tout ce que la Compagnie des Indes Orientales & celle de la Chine ont pu acquérir ou conquérir; ou qui leur a esté concedé, tant en France qu'aux Indes & à la Chine, suivant l'estimation qui en sera faite sur les Livres, Registres, Lettres, Papiers, Factures, Titres & Enseignemens, qu'elles seront tenues de représenter à cet effet, huitaine après l'enregistrement du present Edit; Pour en jouir par ladite nouvelle Compagnie, comme de chose à Elle appartenante, ainsi qu'en ont joui ou des jouir les Compagnies des Indes & de la Chine, à la charge seulement de payer, tant aux François qu'aux Indiens, toutes les dettes legitimes de la Compagnie des Indes & de la Chine, à moins qu'après l'estimation desdits Effets, & la liquidation des dettes, il n'y eust de l'excédent dans lesdits Effets, auquel cas la Compagnie d'Occident sera tenue aussi de payer ledit excédent, de maniere qu'elles n'en puissent estre recherchées ny inquietées; duquel paiement ladite Compagnie sera

tenuë de rapporter les Preuves & Titres justificatifs, & sans que ladite Compagnie d'Occident soit tenuë de payer aucune autre chose à celle des Indes & de la Chine.

V. Les cinquante livres par chaque Tonneau de Marchandises de France, & soixante-quinze livres aussi pour chaque Tonneau de Marchandises des Indes, que Nous faisons payer à la Compagnie par forme de gratification; Ensemble les dix pour cent sur le produit des ventes des Marchandises venues ou à venir sur les Vaisseaux des Particuliers à qui Elle a cédé son Privilege, appartiendront à la Compagnie d'Occident.

VI. Et pour mettre la Compagnie d'Occident en estat de satisfaire les Creanciers de celle d'Orient, tant en France qu'aux Indes, & de porter à l'avenir son Commerce à toute l'etendue qu'il doit avoir, ce qui ne se peut executer que par un fonds considerable; Nous luy avons permis & permettons de faire pour Vingt-cinq Millions de nouvelles Actions, qui ne pourront estre acquises qu'en argent comptant, & en payant au Caissier de ladite Compagnie d'Occident Cinq-cens-cinquante livres pour chaque Action; lesquelles seront de mesme nature que les cent Millions de ladite Compagnie d'Occident qui sont dans le Public, & dont les Numeros suivront immédiatement celui des derniers Numeros des Actions qui composent les cent premiers Millions;  
Et

Et en consideration des dix pour cent que les Acquerereurs payeront au-dessus du pair, Nous voulons qu'elles jouissent des mêmes avantages que les autres Actions.

VII. Lesdites Actions seront signées par le Caissier de la Compagnie, visées de l'un des Directeurs, & scellées de son Sceau; Et pour en faciliter l'acquisition, il sera ouvert un Livre dans lequel, tant nos sujets que les Estrangers, pourront souscrire, en payant comptant les dix pour cent d'excédent, & le capital de l'Action en vingt mois, par portions égales de cinq pour cent par mois, sauf à ceux qui voudront payer comptant, de remettre leurs fonds à la Caisse de la Compagnie, sans prétendre aucun escompte pour le prompt paiement.

VIII. Le Caissier de ladite Compagnie ne delivrera aucune Action qu'au fur & mesure des payemens effectifs du capital qui luy seront faits; Et faute par lesdits Actionnaires de remplir leurs soumissions dans les termes portez par le présent Edit, ils perdront les dix pour cent excédens du capital qu'ils auront payez.

IX. Permettons à ladite Compagnie de faire venir des Pays de sa Concession, toutes sortes d'Etoffes de Soye & Cotton mêlées d'or & d'argent, & d'Ecorces d'Arbres, & des Toiles de Cotton teintes, peintes & rayées de couleurs: Voulons que lesdites Marchandises prohibées dans le Royaume ne puissent estre vendues que sous la condition expresse de la Sortie

pour l'Etranger : Et qu'à cet effet elles soient mises en Entrepôt dans les Magasins de notre Ferme Generale, sous deux clefs, dont les Fermiers Generaux ou leurs Commis en auront une, & les Directeurs de la Compagnie ou leurs Preposez, l'autre ; Et en prenant les autres precautions necessaires pour empêcher que lesdites Marchandises ne soient vendues pour la consommation du Royaume.

X. Pourra ladite Compagnie faire aussi venir des Pays de la Concession toutes sortes de Toiles de Cotton blanches, Soyes cruës, Café, Drogueries, Epiceries, Metaux & autres, excepté celles prohibées par le precedent Article, en payant les Droits qui se payent actuellement par la Compagnie des Indes, suivant & conformement aux Edits, Declarations des Rois nos Predecesseurs, Arrests & Reglemens.

XI. S'il reste aux Indes quelques Marchandises ou Effets appartenant à des Particuliers, dont les Vaisseaux y auront esté en vertu des Permissions, Traitez ou Cessions de Privilege de ladite Compagnie des Indes, la valeur leur en sera remboursée par ladite Compagnie d'Occident.

XII. Voulons que la Compagnie d'Occident soit dorénavant nommée & qualifiée *Compagnie des Indes*, & qu'elle porte les mesmes Armes dont la Compagnie d'Occident s'est servie jusqu'à present.

XIII. Maintenons & confirmons ladite Compagnie dans tous les Droits & Privile-

vileges à elle accordez par Edit du mois d'Aoust 1664. Déclaration du mois de Fevrier 1685. & autres Declarations & Reglemens rendus en faveur de son Commerce, sans aucune exception, comme s'ils estoient tous rappelés par ces Presentes, tout ainsi que la Compagnie des Indes en jouït, excepté ceux qui ont esté revoquez ou modifiez ; Et sans prejudice des Droits de l'Amiral de France, dont il a jouï ou deü jouïr, conformément à la Déclaration du 3. Septembre 1712. & Reglemens faits en consequence.

Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aydes à Paris, que ces Presentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles, garder, observer & exécuter selon leur forme & teneur, nonobstant tous Edits & Déclarations à ce contraires : Voulons qu'aux Copies d'icelles collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers-Secretaires, foy soit ajoutée comme à l'Original. *Car tel est nostre plaisir.* Et afin que ce soit chose ferme & stable à tous jours, Nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à Paris au mois de May, l'an de Grace mil sept-cens dix-neuf, & de nostre Regne le quatrième. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, le Duc d'Orleans Regent present. P H E L Y P P E A U X. Visa: De M<sup>rs</sup> d'Argenson. Veu au Conseil, Villeroy. Et scellé du grand Sceau de cire verte.



## X X.

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi , concernant les Billets de la Banque Royale.**

Du 10. Juin 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**L**E ROY s'estant fait représenter l'Arrest rendu en son Conseil le vingt-deux Avril dernier , par lequel Sa Majesté avoit fixé la Fabrication des Billets de la Banque à Cent dix Millions de livres , cette quantité ayant esté estimée suffisante pour fournir à la circulation de Paris , & des autres Villes où les Bureaux de la Banque sont establis ; Mais estant informée que la demande desdits Billets est tellement augmentée , qu'il s'en est déjà délivré pour Cent Millions ; Et comme par ledit Arrest du vingt-deux Avril dernier , il est ordonné , que les Creanciers pourront exiger de leurs Debiteurs leurs Payemens en Billets de Banque ; Enforte que la Banque n'en fournissant plus , les Debiteurs , pour satisfaire à leurs Creanciers , & aux Ordres du Roy , feroient obligez à les acheter sur la Place sans qu'on puisse en fixer le prix , Sa Majesté a jugé à propos d'augmenter la quantité desdits Billets de la Banque , en ordonnant une nouvelle Fabrication : A l'effet de quoy ; Oüy. le  
Rap-

Rapport : *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'Avis de Monsieur le Duc d'Orléans Régent, a ordonné & ordonne, qu'il sera fait soixante Registres, contenant chacun Huit-cens Billets de la somme de Mille livres chaque Billet, Numerotez depuis le N°. 96001. jusqu'au N°. 144000. inclusivement, faisant la somme de Quarante-huit Millions ; & Vingt Registres, contenant chacun Mille Billets de la somme de Cent livres chaque Billet, Numerotez depuis le N°. 130001. jusqu'au N°. 150000. inclusivement, faisant la somme de deux Millions ; & le Total joint à celui des Arrests precedens, faisant la somme de Cent-soixante Millions, desquels Sa Majesté ordonne qu'il en soit réservé Dix Millions, qui ne pourront estre délivrez que pour remplacer les Billets de mesme nature qui rentreront endossiez, & qui ne pourront plus servir. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le dixième jour de Juin mil sept-cent dix-neuf.* Signé, FLEURIAU.

*Collationné à l'Original, par Nous  
Conseiller-Secretaire du Roy, Mai-  
son, Couronne de France, & de ses  
Finances.*



## X X I.

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi. Concernant la Réunion des Compagnies des Indes Orientales & de la Chine, à la Compagnie d'Occident.**

Du 17. Juin 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil son Edit du mois de May dernier, envoyé au Parlement de Paris le 23. dudit mois, & par consequent réputé & tenu pour enregistré, suivant les Lettres Patentes de Sa Majesté du 26. Aoust 1718. registrées audit Parlement le même jour, le Roy y séant en son Lit de justice; Par lequel Edit Sa Majesté auroit réuni à la Compagnie d'Occident le Privilege exclusif de faire seule à l'avenir le Commerce des Indes Orientales, ainsi qu'il est plus amplement porté par ledit Edit; Ouy le Rapport, & tout considéré. Sa Majesté estant en son Conseil, de l'Avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne que son Edit du mois de May dernier, porté au Parlement de Paris le 23. dudit mois de May, & par consequent réputé & tenu pour enregistré, au terme de l'Article II. des Lettres Patentes registrées audit Parlement, le Roy y séant

féant en son Lit de Justice, le 26. du mois d'Aouſt 1718. ſera executé ſelon ſa forme & teneur, & attaché ſous le Contre-ſcel du préſent Arreſt, ainſi qu'une Expedition des Lettres Patentes dudit jour 26. Aouſt, pour le tout eſtre envoyé aux Bailliages & Senefchauffées du Reſſort dudit Parlement de Paris, afin qu'il y ſoit regiftré conjointement; Et le contenu obſervé ſous les peines y portées; *Ordonne* auſſi que le préſent Arreſt ſera executé, nonobſtant toutes oppoſitions & tous autres empêchemens quelconques, pour leſquels ne ſera différé, & dont ſi aucuns interviennent, Sa Majeſté ſ'en reſerve & à ſon Conſeil la connoiſſance, & l'interdic à tous autres Juges. *Fait au Conſeil d'Etat du Roy, Sa Majeſté y eſtant, tenu à Paris le dix-ſeptième jour de Juin mil ſept-cens dix-neuf. Signé,* P H E L Y P E A U X.

**L** O U I S par la Grace de Dieu, Roy de France & de Navarre: A nos amez & feaux Conſeillers en nos Conſeils, les Sieurs Intendants & Commiſſaires départis pour l'exécution de nos Ordres dans les Provinces & Generalitez du Reſſort de noſtre Cour de Parlement de Paris, chacun en droit ſoy, *Salut.* De l'avis de noſtre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans Regent, Nous vous mandons & enjoignons par ces Préſentes ſignées de Nous, de tenir la main à l'Exécution de l'Arreſt cy attaché ſous le Con-

tre-scel de nostre Chancellerie, ce jour-  
d'huy donné en nostre Conseil d'Etat,  
Nous y estant, concernant la réunion des  
Compagnies des Indes & de la Chine, à  
la Compagnie d'Occident. Commandons  
au premier nostre Huissier ou Sergent sur  
ce requis, de signifier ledit Arrest à tous  
qu'il appartiendra, à ce que personne n'en  
ignore, & de faire pour son entiere exe-  
cution tous Actes & Exploits necessaires,  
sans autre permission. Voulons qu'aux  
Copies dudit Arrest & des Présentes col-  
lationnées par l'un de nos amez & feaux  
Conseillers-Secretaires, foy soit ajoûtée  
comme aux Originaux; *Car tel est nostre  
plaisir.* Donné à Paris le dix-septieme  
jour de Juin, l'an de Grace mil sept-cens  
dix-neuf. Et de nostre Regne le quatrié-  
me. *Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le  
Roy, LE DUC D'ORLEANS Regent pré-  
sent. PHELYPEAUX. Et Scellé.*

*Collationné aux Originaux par nous  
Ecuyer-Conseiller-Secretaire du Roy,  
Maison, Couronne de France & de  
ses Finances.*



## X X I I.

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concernant  
les nouvelles Actions de la Compagnie  
des Indes.**

Du 20. Juin 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil son Edit du mois de May dernier, par lequel Sa Majesté a réuni à la Compagnie d'Occident le Privilege exclusif de faire seule à l'avenir le Commerce des Indes Orientales: Et afin de mettre ladite Compagnie en estat d'estendre & de soutenir son Commerce avec succès, & aussi de payer les Dettes legitimes de l'ancienne Compagnie des Indes Orientales, tant en France qu'aux Indes; Sa Majesté a ordonné que ladite Compagnie d'Occident, à présent nommée *Compagnie des Indes*, feroit pour Vingt-cinq Millions de nouvelles Actions, de même nature que les Cent Millions qui ont esté faites en vertu de l'Edit du mois d'Aoust 1717. Et que le premier Numero des nouvelles Actions suivroit immédiatement le dernier des premières; Lesquels Vingt-cinq Millions d'Actions ne pourroient estre acquises qu'en payant par ceux qui voudroient les acquerir, Cinq-cens-cinquan-

quante livres pour chaque Action de Cinq-cens livres ; Sçavoir, dix pour cent en souscrivant, & le Principal de l'Action en vingt Payemens égaux de cinq pour cent par mois ; & que faute par ceux qui auroient souscrit, de faire le Payement dans ledit tems, les dix pour cent resteroient au profit de la Compagnie. Mais lorsque Sa Majesté a ordonné que les Actions pourroient estre acquises sur le pied de dix pour cent d'excédent, elles n'estoient encore dans le public qu'au pair : Et Sa Majesté estant informée qu'avant même la Publication de l'Edit, les anciennes Actions ont pris une telle faveur, qu'elles sont montées jusqu'à Cent trente pour cent, en sorte que l'empressement pour acquérir les nouvelles est tel, qu'il s'est déjà présenté pour plus de Cinquante Millions de Souscrivans ; Sa Majesté voulant ôter tout pretexte & moyen de les acquérir par preference, a jugé convenable d'establir une regle generale qui ne soit susceptible d'aucune faveur ; Sur quoy, Ouy le Rapport : *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne.

I. Que les Vingt-cinq Millions d'Actions de la Compagnie des Indes, ordonnées par l'Article VI. de l'Edit du mois de May dernier, seront faites ; Sçavoir, Quinze Millions en Trois-mille Billets de dix Actions chacun, numerotez depuis le N°. 18001. jusques & compris le N°. 21000. & Dix Millions en Vingt-mille Bil-

Billets d'une Action chacun, numérotés depuis le N°. 20001. jusques & compris le N°. 40000.

II. Lesdites Actions seront acquises par Souscription, comme il est ordonné par l'Article VII. dudit Edit : En payant dix pour cent comptant, & le principal de l'Action en vingt Payemens égaux de cinq pour cent par mois.

III. Veut Sa Majesté qu'outre le Payement des dix pour cent du Total des Souscriptions, l'on ne soit reçu à souscrire qu'en représentant pour quatre fois autant d'anciennes Actions, que montera la somme pour laquelle chaque Actionnaire voudra souscrire pour en avoir de nouvelles; Enforte que pour souscrire pour Cinq-mille livres, il faudra représenter pour Vingt-mille livres d'anciennes Actions.

IV. Le Livre des Souscriptions sera ouvert pendant vingt jours, à commencer du 26. du présent mois, après lequel temps il sera fermé; Et en cas que les anciens Cent Millions d'Actions ne soient pas représentés pour acquérir les Vingt-cinq Millions de nouvelles Actions, ce qui manquera après ledit delay de vingt jours, sera acquis des fonds de la Compagnie; qui pourra ensuite vendre les Actions quand les Directeurs le jugeront convenable pour l'intérêt de la Compagnie. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le vingtième jour de



X X I I I.

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concernant  
les Billets de Banque, en Ecus de huit  
& de dix au Marc.**

Du 8. Juillet 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy estant informé que depuis qu'il a esté fait des Billets de sa Banque en livres Tournois, la pluspart des Porteurs de ceux en Ecus, tant de huit que de dix au Marc, les ont fait convertir en Billets en livres, enforte qu'il n'en reste que peu sur la place; Et Sa Majesté voulant establir l'uniformité dans ces sortes de Billets, & rendre par ce moyen la Regie de sa Banque plus facile, Oüy le Rapport: *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné que dans trois mois pour tout delay, tant pour le Royaume, que les Pays estrangers, les Porteurs des Billets de Banque en Ecus de huit & de dix au Marc, seront tenus de les rapporter à la Banque, pour en estre payez & remboursez. *Veut & entend* Sa Majesté que ledit temps passé, & sans  
ef-

esperance d'aucun autre delay, lesdits Billets demeurent prescrits & reputez acquittez. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le huitième jour de Juillet mil sept-cens dix-neuf. *Signé*, PHELYPEAUX.

X X I V.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, En faveur de la Compagnie des Indes.*

Du 16. Juillet 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant par ses Lettres Patentes du mois d'Aoust 1717. établi une Compagnie de Commerce, sous le nom de *Compagnie d'Occident*, & par son Edit du mois de May dernier ayant réuni à la mesme Compagnie le Commerce des Indes Orientales, de la Chine & autres; Sa Majesté voit avec satisfaction que cette Compagnie prend les plus justes mesures pour assurer le succès de son Etablissement; qu'elle fait passer à la Louisianne, Pays de sa concession, nombre d'Habitans: que plusieurs particuliers prennent des Habitations dans ladite Colonie, qu'ils y envoient des Laboureurs & Artisans pour cultiver les Terres, y semer des Bleds, planter des Tabacs, élever des Vers à soye, & faire tout ce qui est pro-

propre pour mettre ce Pays en valeur. Sa Majesté étant de plus informée que la Compagnie des Indes fait une dépense considérable pour transporter lesdits Habitans, & fournir la Colonie de farines & autres provisions, en attendant que les Terres en produisent abondamment; que cette Compagnie y envoie des Marchandises de toutes especes pour rendre la vie commode & agreable, & que pour prévenir les abus trop ordinaires dans les Colonies, elle a eu soin d'en regler le prix sur un pied très-modique, suivant un Tarif general qui a esté envoyé sur les lieux pour estre affiché dans ses Magasins; que pour favoriser davantage les Habitans, elle a ordonné que les Piaftres seront à l'avenir receuës dans ses Comptoirs sur le pied de Cinq livres, & les matieres d'Argent à proportion. Ces dispositions ont paru si justes, que Sa Majesté a résolu d'en favoriser l'Execution; Et, connoissant que la Negociation qui se fait entre les hommes en troc de Marchandises, ne suffit pas pour porter le Commerce à toute son estendue, & qu'il est necessaire dans les commencemens de ces sortes d'Etablissements de leur accorder toute protection & faveur, Sa Majesté s'est determinée de fournir à ladite Compagnie une somme en Billets de la Banque, pour mettre les Habitans de la Louisiane en état de negocier entre eux, & de rapporter en France sans frais ni risques les fruits de leurs travaux, de leur industrie  
&

& de leur épargne; Et Sa Majesté voulant indemniser ladite Compagnie des Indes, tant du prix qu'elle donne aux Piaſtres à la Louiſſianne, que des dépenses qu'elle fait pour l'Eſtabliſſement & le ſoutien de la Colonie, Elle a jugé à propos de faire recevoir aux Hoſtels de ſes Monnoyes pour toute leur valeur les Piaſtres & Matieres d'Argent que ladite Compagnie fera venir de la Louiſſianne. A l'eſſet de quoy, *Sa Majesté eſtant en ſon Conſeil*, de l'avis de Monſieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne.

I. Qu'il ſera ſourni par le Treſorier de la Banque à la Compagnie des Indes la ſomme de Vingt-cinq Millions de livres en Billets de Banque, ſur le Recepiſſé du Caſſier de ladite Compagnie, pour eſtre envoyez à la Louiſſianne.

II. Veut Sa Majesté, pour que leſdits Billets puſſent eſtre reconnus, que les Numéros en ſoient retenus par le Treſorier de la Banque, & que l'Empreinte du Cachet de ladite Compagnie des Indes y ſoit appoſée, au lieu & place du Cachet de la Banque.

III. Ordonne Sa Majesté, que leſdits Billets à leur retour en France, ſeront payez par les Receveurs de ſes Deniers, de meſme que les autres Billets de la Banque, & enſuite acquittez par le Caſſier de la Compagnie des Indes, & par luy rapportez au Treſorier de la Banque, qui luy en fournira au fur & à meſure la valeur en nouveaux

veaux Billets, pour estre envoyez à la Louisianne.

IV. Les Propriétaires desdits Billets doivent prendre la précaution de les endosser, au moyen de quoy ils ne pourront estre payez qu'à celui à l'ordre de qui ils seront endossez ; & en cas qu'ils fussent perdus par naufrage, vol, ou autrement, les Propriétaires en pourront faire leur declaration au Caissier de la Compagnie des Indes, qui sera obligé d'enregistrer les Numeros desdits Billets, supposez perdus, & d'en payer la valeur à celui qui aura fait la declaration, après l'expiration du terme de cinq années, ordonné par l'Article XVI. de la Declaration de Sa Majesté du 4. Decembre 1718.

V. Et pour indemniser ladite Compagnie des Indes des dépenses qu'elle fait pour l'Etablissement de la Louisianne, & du prix qu'elle y donne aux Piastrés ; Veut Sa Majesté, que la valeur des Piastrés de ladite Colonie luy soit payée dans les Hôtels de ses Monnoyes comptant sur le pied de soixante livres le Marc, & en cas de variation dans le prix des Monnoyes du Royaume, la valeur des Piastrés sera payée poids pour poids en Especes qui se fabriqueront ou se reformeront alors, même dans diminution des frais de la fabrication, dont Sa Majesté se charge. Et à l'égard des Matieres d'Argent, elles seront receûes & payées aux mêmes conditions à proportion de leur Titre, le tout néanmoins à la charge par  
la

la Compagnie des Indes, de fournir aux Directeurs des Monnoyes des Certificats des Directeurs de la Louisianne, visez de trois des Directeurs Generaux de ladite Compagnie, portant que les Piaftres ou matieres d'Argent ont esté embarquées à la Louisianne, & qu'elles appartiennent à ladite Compagnie. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa jessé y estant, tenu à Paris le seizième jour de Juillet mil sept-cens dix-neuf. Signé* FLEURIAU.

---

X X V.

*ARRET du Conseil d'Estat du Roi, qui cede à la Compagnie des Indes le Bénéfice sur les Monnoyes, pendant neuf années.*

Du 25. Juillet 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil, son Edit du mois de May 1718. qui ordonne la fabrication de nouvelles Especes d'Or & d'Argent; Et Sa Majesté estant informée, qu'outre les bons effets que cette fabrication a produits, il y a encore de considerables à attendre de l'attention singuliere qui y sera donnée dans sa continuation. Parmi les différentes Propositions qui luy ont esté faites sur ce sujet, Elle n'en a point trouvé qui luy soient plus avantageuses que celles  
des

des Directeurs de la Compagnie des Indes, qui offrent de payer à Sa Majesté la somme de Cinquante Millions en argent, en quinze Payemens égaux & consécutifs de mois en mois, à commencer le premier Payement au premier Octobre prochain, & le dernier au premier Décembre 1720. à condition que ladite Compagnie jouira pendant neuf années, à commencer du premier Aoust prochain, du Benefice sur les anciennes Espèces & Matières d'Or & d'Argent, qui seront apportées aux Hostels des Monnoyes pour y estre fabriquées en nouvelles Espèces, Sa Majesté s'est d'autant plus aisément portée à accepter la Proposition de ladite Compagnie, qu'elle sera plus en estat qu'aucuns particuliers, de faire venir des Espèces & Matières des Pays estrangers, & qu'elle en tirera par consequent un plus grand avantage que Sa Majesté ne pourroit faire, si Elle faisoit continuer la fabrication pour son compte; Outre que le Benefice qui en reviendra, sera partagé entre une grand nombre de Sujets de Sa Majesté qui sont interessez en ladite Compagnie, & qu'un secours si prompt & si certain, mettra Sa Majesté en estat de payer les Pensions arriérées, ainsi que les autres charges, & de regagner le courant dans toute l'année 1720. Surquoy, Ouy le Rapport: Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Sa

I. Sa Majesté a accepté & accepte les offres faites par la Compagnie des Indes, de la somme de Cinquante Millions payables en Quinze mois consecutifs, à commencer du premier Octobre prochain, à raison de Trois Millions trois-cens trente-trois mille trois-cens trente-trois livres six sols huit deniers par mois; à l'effet de quoy les Directeurs de la Compagnie des Indes feront leur soumission au Greffe du Conseil en la maniere ordinaire. Veut Sa Majesté que ladite somme soit portée à son Tresor Royal dans les termes cy-dessus; & que les quittances qui en seront données par le Garde dudit Tresor Royal en exercice, servent à la Compagnie de valables décharges, sans que ladite Compagnie soit tenuë d'en compter à la Chambre des Comptes.

II. Sera tenuë ladite Compagnie, outre le payement de ladite somme de Cinquante Millions, de supporter les frais de Fabrication, de Remise, & de Regie, tels que le Roy le paye actuellement.

III. Sous lesquelles conditions Sa Majesté a accordé & accorde à ladite Compagnie des Indes les Profits & Benefices que produira la Fabrication qui sera faite en nouvelles Especes d'Or & d'Argent dans ses Hostels des Monnoyes, tant des anciennes Especes de France & des Especes des Pays Estrangers, que des Matieres qui y seront portées, à quelques sommes qu'elles puissent monter, sur le pied



& de la maniere réglée par l'Edit du mois de May mil sept-cens dix-huit, & cependant le cours de neuf années, à ces commencer du premier Aoust prochain.

IV. Sa Majesté déclare que pendant lesdites neuf années Elle ne fera aucune augmentation dans le prix des Espèces, ni aucun affoiblissement dans le Titre de ses Monnoyes, sous quelque prétexte que ce puisse être; Et qu'en cas de diminution, Elle diminuera les Matieres & les anciennes Espèces dans la mesme proportion.

*Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le vingt-cinquième jour de Juillet mil sept-cens dix-neuf. Signé PHELYPEAUX.*

*Collationné à l'Original, par Nous  
Ecuyer-Conseiller-Secretaire du Roy,  
Maison, Couronne de France & de  
ses Finances.*



## X X V I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui  
ordonne une Diminution sur les  
Especes d'Or.

Du 25. Juillet. 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son  
Conseil l'Arrest rendu en iceluy le 7.  
May dernier, qui ordonne une Diminu-  
tion sur les Especes d'Or; Et Sa Majesté  
estant informée, qu'il convient au bien  
de ses Etats, & à l'avantage du Commerce  
de diminuer encore le prix desdites Es-  
peces; Oüy le Rapport: *Le Roy estant en*  
*son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc  
d'Orleans Regent, a ordonné & ordon-  
ne, qu'à commencer du jour de la pu-  
blication du présent Arrest, les Loüis  
d'Or fabriquez en consequence de l'Edit  
du mois de May de l'année dernière 1718.  
n'auront plus cours dans l'estendue du  
Royaume, Pays, Terres & Seigneuries  
de l'obéissance de Sa Majesté, que pour  
Trente-quatre livres la piece, les de-  
mis & quarts à proportion. Deffend Sa  
Majesté à tous ses Sujets de quelque qua-  
lité & condition qu'ils soient, d'exposer  
ni recevoir en payement lesdites Especes  
d'Or à un plus haut prix que celuy mar-

qué par le présent Arrest, qui sera exécuté nonobstant toutes oppositions & tous autres empeschemens quelconques, dont si aucuns interviennent, Sa Majesté se reserve la connoissance, & l'interdit à toutes les Cours & à tous autres Juges. *Enjoint* Sa Majesté aux Officiers des Cours des Monnoyes, & aux Sieurs Intendans & Commissaires départis pour l'exécution de ses ordres dans les Provinces & Generalitez du Royaume, de tenir la main à l'exécution du présent Arrest, qui sera lu, publié & affiché par-tout où besoin sera; Et sur lequel toutes Lettres necessaires seront expédiées. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-cinquième jour de Juillet mil sept-cens dix-neuf. *Signé* P H E L Y P E A U X.

**L** OUIS *par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre*: Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Dyois, Comte de Provence, Forcalquier & Terres adjacentes: A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour des Monnoyes à Paris, & aux Srs. Intendans & Commissaires départis pour l'exécution de nos ordres dans les Provinces & Generalitez de nostre Royaume, *Salut*. Nous vous mandons & enjoignons par ces Présentes signées de Nous, de tenir chacun en droit soy, la main à l'exécution de l'Arrest cy-attaché sous le Contre-scel de nostre Chancellerie, cejourd'huy donné

en nostre Conseil d'Estat, Nous y estant, pour les causes y contenuës. Commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, de signifier ledit Arrest à tous qu'il appartiendra, à ce que personne n'en ignore, & de faire pour son entiere execution tous Actes & Exploits necessaires sans autre permission. Voulons qu'aux Copies dudit Arrest & des Présentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers-Secretaires foy soit ajoutée comme aux Originaux. *Car tel est nostre Plaisir.* Donné à Paris le vingt-cinquième jour de Juillet, l'an de grace mil sept-cens dix-neuf; Et de nostre Regne le quatrième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roy Dauphin, Comte de Provence, le Duc d'Orleans Regent présent. PHELYPEAUX. Et scellé.

*Registrées en la Cour des Monnoyes, Où & se requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & tenour, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris le vingt-sixième jour de Juillet mil sept-cens dix-neuf. Signé GUEUDRE.*



## XXVII.

**ARRÊT** du Conseil d'Etat du Roi, qui permet à la Compagnie des Indes de faire Vingt-cinq Millions de nouvelles Actions.

Du 27. Juillet 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**V**En la Requête présentée au Roy en son Conseil par les Directeurs de la Compagnie des Indes, contenant que pour acquitter les Cinquante Millions portez par leur soumission, faite en considération du Benefice que Sa Majesté leur a cédé pour le terme de neuf années sur la Fabrication des anciennes Especes & Matieres d'Or & d'Argent, ils desireroient augmenter les Actions de ladite Compagnie jusqu'à concurrence de Vingt-cinq Millions, lesquelles seroient acquises sur le pied de Deux-cens pour cent; Que par ce moyen les produits du Benefice sur les Monnoyes seroient employez dans les differens Commerces dont la Compagnie est chargée, enforte que par cet accroissement journalier de fonds, les Directeurs donneront au Commerce de ladite Compagnie une assez grande estendue pour repartir dans la suite des profits très-considerables; Que mesme ils  
vont

vont faire payer dans le courant des six derniers mois de cette année, la troisième & quatrième repartition des Actions, & à commencer du premier Janvier prochain, chaque repartition sur le pied de Six pour cent, ce qui revient à Douze pour cent par année; A quoy Sa Majesté ayant égard, & ces dispositions étant justes & avantageuses au bien général du Commerce du Royaume, & à celui de ladite Compagnie; Ouy le Rapport: *Sa Majesté étant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans Regent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Sa Majesté a permis à la Compagnie des Indes de faire de nouvelles Actions jusques à concurrence de la Somme de Vingt-cinq Millions; lesquelles seront de même nature, & jouiront des mêmes avantages que celles qui composent les Cent vingt-cinq Millions d'anciennes Actions.

II. Lesdits Vingt-cinq Millions de nouvelles Actions seront faites; Sçavoir, Vingt Millions en quatre mille Billets de dix Actions chacun, numérotez depuis le Numéro Vingt-un mille un, jusques & compris le Numéro Vingt-cinq mille; Et Cinq Millions en Dix mille Billets d'une Action chacun, numérotez depuis le Numéro Quarante mille un, jusques & compris le Numéro Cinquante mille.

III. Lesdites Actions seront acquises par les Actionnaires sur le pied de Mille livres chaque Action, payables en vingt Payemens

égaux , le premier comptant , & les autres dans le courant de chacun des mois suivans ; Et faute de faire les Payemens dans lesdits mois indiquez , les Certificats du Caissier de ladite Compagnie , qui auront esté delivrez pour les nouvelles Actions ordonnées par le présent Arrest , deviendront nuls & de nul effet.

IV. Veut Sa Majesté que l'on ne soit receû à prendre des Certificats pour les nouvelles Actions , qu'en rapportant pour cinq fois autant d'anciennes Actions ou Certificats , que montera la somme pour laquelle il sera delivré de nouveaux Certificats ; Enforte que pour avoir un Certificat d'une nouvelle Action de Cinq mille livres , il faudra représenter pour Vingt-cinq mille livres d'anciennes Actions ou de Certificats.

V. Les Actionnaires de ladite Compagnie des Indes seront tenus de se présenter dans tout le mois d'Aoust prochain , pour prendre des Certificats du Caissier de ladite Compagnie pour les nouvelles Actions ; Et en cas que toutes les anciennes Actions & Certificats ne soient pas représentez pour acquérir les Vingt-cinq Millions de nouvelles Actions , ce qui manquera , après ledit temps , sera acquis des fonds de la Compagnie , qui pourra ensuite vendre les Actions , quand les Directeurs le jugeront convenable pour l'Interest de ladite Compagnie.

VI. Veut Sa Majesté que ceux qui ont pris des Certificats en conséquence de l'Edit  
dit

dit du mois de May & de l'Arrest du 29. Juin derniers, ne soient point assujettis au jour prefix de la datte desdits Certificats; Leur permet d'en faire leur premier Payement dans le courant du mois d'Aoust prochain, & les autres dans le courant des mois suivans, de la mesme maniere qu'il est ordonné par l'Article III. du présent Arrest. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-septième jour de Juillet mil sept-cens dix-neuf. Signé P H E L Y P E A U X.*

---

X X V I I I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, par lequel Sa Majesté casse & annulle, à commencer au premier Octobre prochain, le Bail des Fermes Générales fait à Aymard Lambert, pour les Cinq Années qui en restent à expirer. Accorde le Bail desdites Fermes Générales à la Compagnie des Indes pour Neuf Années. Continue les Privileges de ladite Compagnie jusques en l'Année 1770. Et accepte le Prêt que ladite Compagnie des Indes fait à Sa Majesté de Douze cens Millions, pour servir à l'acquittement de toutes les Dettes de l'Etat.

Du 27. Aoust 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**S**ur ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs.



teurs de la Compagnie des Indes au nom de ladite Compagnie ; Que s'il plaist au Roy de casser & annuler le Bail des Fermes Generales fait à Aymard Lambert pour six années, commencées au premier Octobre 1718. & dont la premiere année écherra au premier Octobre prochain, & de subroger ladite Compagnie des Indes au lieu & place dudit Lambert sous le nom de telle personne qu'elle jugera à propos (dont elle demeurera caution) pour les Cinq années restantes dudit Bail, & luy accorder en outre Quatre autres années suivantes, ce qui fera un Bail de Neuf années, qui commencera audit jour premier Octobre prochain, & finira à pareil jour premier Octobre 1728. avec faculté à ladite Compagnie d'entretenir ou resilier les sous-Baux faits par ledit Lambert, ainsi qu'elle avisera bon estre. Ils augmentront le prix du Bail dudit Lambert de Trois Millions cinq-cens mille livres par chacune desdites Neuf années, en sorte qu'au lieu que ledit Bail n'estoit que de Quarante-huit Millions cinq-cens mille livres, ladite Compagnie en payera annuellement Cinquante-deux Millions, & en outre exécutera les autres charges, clauses & conditions portées par le Bail fait audit Lambert ; Que pour mieux marquer à Sa Majesté le desir que la Compagnie des Indes a de contribuer de son credit au soulagement de l'Estat, elle offre de prêter au Roy Douze-cens Millions de livres, à Trois pour Cent par an, pour servir au  
Rem-

Remboursement des Rentes perpetuelles & autres charges assignées sur les Aydes & Gabelles, sur les Tailles, sur les Recettes Generales, sur le Controлле des Actes des Notaires, sur celui des Exploits & sur les Postes; Ensemble pour le Remboursement des Actions sur les Fermes, des Billets de l'Estat, des Billets de la Caisse Commune, & de la Finance des Charges supprimées ou à supprimer, qui n'ont & n'auront point d'assignat particulier; Que pour parvenir au Prest desdits Douze-cens Millions, que ladite Compagnie des Indes offre de faire à Sa Majesté, il plaira au Roy d'autoriser ladite Compagnie à emprunter Douze-cens Millions de livres, pour lesquels elle fournira sur elle des Actions Rentieres au Porteur, ou des Contracts de Constitution de Rente, à Trois pour Cent d'interest par an, qui seront payez, à commencer au premier Janvier prochain, par le Caissier de la Compagnie par avance, suivant l'ordre des Numeros des Actions & la date des Contracts; Qu'à mesure que ladite Compagnie aura fourni à Sa Majesté lesdits Douze-cens Millions, sur le rapport qui sera fait au Tresor Royal par son Caissier, des Assignations qui auront esté tirées sur elle par le Garde du Tresor Royal, il sera passé au profit de la Compagnie par les Commissaires qui seront nommez à cet effet par Sa Majesté, un ou plusieurs Contracts de Rente perpetuelle à Trois pour Cent par an, pour le montant & jusques à con-

currence desdits Douze-cens Millions de livres, lesquelles Rentes seront & continueront d'estre assignées sur les Fermes Generales qui commenceront à courir du premier Janvier 1720. Que la Compagnie retiendra à cet effet par ses mains annuellement la somme de Trente-six Millions de livres, pour le payement desdites Rentes pendant le cours des Neuf années de son Bail, après l'expiration duquel les Fermiers des Fermes Generales en seront chargez, au cas que la Compagnie ne soit pas Adjudicataire des Baux suivans, & payeront à ladite Compagnie des Indes lesdits Trente-six Millions de livres par chacun an de mois en mois, à raison de Trois Millions par mois; Qu'il plaise à Sa Majesté d'accorder à ladite Compagnie la continuation pour Cinquante années de tous les privileges qui luy ont esté accordez, & de ceux des Compagnies qui luy ont esté réunies; Surquoy, oüy le Rapport : *Le Roy estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a accepté & accepte les offres de ladite Compagnie des Indes, de payer à Sa Majesté Trois Millions cinq-cens mille livres d'augmentation par chacun an, sur le prix du Bail fait audit Aymard Lambert des Fermes Generales de Sa Majesté, dont le prix annuel est de Quarante-huit Millions cinq-cens mille livres, & de prester en outre à Sa Majesté Douze-cens Millions de livres pour l'acquittement des Dettes de l'Estat. En consideration desquel-

quelles offres Sa Majesté a ordonné & ordonne.

I. Que le Bail des Fermes Generales de Sa Majesté fait à Aymard Lambert, moyennant Quarante-huit Millions cinq-cens mille livres par chacun an, soit & demeure resilié & annullé pour les Cinq années qui en resteront à expirer, à compter du premier Octobre prochain pour les Gabelles, Cinq Grosses Fermes, Aydes, Papier & Parchemin timbrez des Provinces & Generalitez où les Aydes n'ont point cours, & au premier Janvier aussi prochain pour les Domaines de France, Controlle des Actes, Greffes, Amortissemens, Franc-Fiefs & nouveaux Acquets & Domaine d'Occident, & de tous les autres Droits qui sont compris dans le Bail dudit Lambert.

II. Sa Majesté a subrogé & subroge la Compagnie des Indes au lieu & place dudit Aymard Lambert, pour entrer en jouissance desdites Fermes Generales audit jour premier Octobre prochain pour les Gabelles, Cinq Grosses Fermes, Aydes, Papier & Parchemin timbrez des Provinces & Generalitez où les Aydes n'ont point cours, & au premier Janvier 1720. pour les Domaines de France, Controlle des Actes, Greffes, Amortissemens, Francs-Fiefs & nouveaux Acquets, Domaine d'Occident & Droits y joints. Pour en jouir par ladite Compagnie des Indes pendant Neuf années consecutives, moyennant la somme de Cinquante-deux Mil-

lions par chacun an, dont sera passé Bail à ladite Compagnie, sous le nom de telle personne qu'elle voudra choisir, ( dont ladite Compagnie demeurera caution, ) & à condition par elle d'exécuter toutes les autres clauses, charges & conditions portées par le Bail dudit Lambert.

III. Pourra ladite Compagnie des Indes, si bon luy semble, entretenir ou resilier en tout ou en partie les sous-Baux faits par ledit Lambert.

IV. Et pour faciliter à ladite Compagnie des Indes le Prest qu'elle a offert à Sa Majesté de Douze-cens Millions de livres, pour estre employez au Remboursement des Rentes perpetuelles & autres charges assignées sur les Aydes & Gabelles, sur les Tailles, sur les Recettes Generales, sur le Controlle des Actes, sur celuy des Exploits, sur les Postes; Ensemble des Cent Millions d'Actions sur les Fermes, des Billets de l'Estat, des Billets de la Caisse commune, & de la Finance des Charges supprimées ou à supprimer, qui n'ont & n'auront point d'assignat particulier; A permis & permet Sa Majesté à ladite Compagnie des Indes, d'emprunter Douze-cens Millions de livres, pour valeur desquelles elle donnera sur elle des Actions Rentieres au Porteur, ou des Contratts de Constitution à Trois pour Cent par chacun an, payables de six mois en six mois, & suivant l'ordre des Numero des Actions, ou la date des Contratts.

V. Et

V. Et pour donner à ladite Compagnie une seureté pleine & entière, & luy fournir une valeur desdits Douze-cens Millions de livres qu'elle s'oblige de fournir pour l'acquittement des dettes de l'Estat, il sera passé au profit de ladite Compagnie, par les Commissaires qui seront à cet effet nommez par Sa Majesté, des Contrats pour Trente-six Millions de livres de Rente à Trois pour Cent par an, qui seront & continueront d'estre assignez sur ses Fermes Generales, dont la jouissance commencera au premier Janvier 1720. Lesquels Trente-six Millions de Rente, Sa Majesté entend que ladite Compagnie retienne par ses mains annuellement sur le produit des Fermes Generales, pendant le cours de son Bail, après l'expiration duquel, au cas que ladite Compagnie ne fût pas Adjudicataire des Baux suivans, les Fermiers des Fermes Generales qui luy succederont en seront chargez, & tenus de payer en deduction du prix de leur Ferme à ladite Compagnie des Indes, lesdits Trente-six Millions de livres par chacun an de mois en mois, à raison de Trois Millions par mois.

VI. Sa Majesté se reserve de pourvoir à la seureté des Magasins d'entrepôt où les Marchandises, dont l'entrée est deffendue dans le Royaume, doivent estre mises pour passer à l'Estranger; à l'effet de quoy Elle nommera des Commissaires pour la garde d'une des clefs desdits Magasins d'entrepôt, dont l'autre restera entre les

les mains des Directeurs de ladite Compagnie des Indes.

VII. Et en consideration des secours présens que Sa Majesté reçoit de ladite Compagnie des Indes, & pour assurer de plus en plus l'estat de ses Actionnaires & Creanciers; Sa Majesté luy accorde pour Cinquante années tous les Privileges accordez par les différentes Concessions réunies à ladite Compagnie, lesquelles Cinquante années finiront au premier Janvier 1770. à condition de payer en entier les Dettes de l'ancienne Compagnie, tant en France qu'aux Indes, & sans aucunes remises sur les Capitaux desdites Dettes, ni sur les interets; Et pour l'exécution du présent Arrest toutes Lettres nécessaires seront expédiées. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-septième jour d'Aoust mil sept-cens dix-neuf. *Signé* PHELYPEAUX.



## X X I X.

**ARRÊT** du Conseil d'Etat du Roi , qui ordonne le Remboursement de toutes les Rentes perpetuelles sur l'Hôtel de Ville de Paris , au moyen de quoi elles demeureront éteintes & supprimées , ainsi que les Payeurs & Contrôleurs desdites Rentes , en conséquence de l'Arrêt du Conseil du 27. du présent mois d'Août.

Du 31. Août 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant accepté par Arrêt de son Conseil du 27. du présent mois d'Août, le Prest de la Compagnie des Indes de Douze-cens Millions de livres à Constitution de Rente sur le pied de Trois pour Cent, pour estre employez avec les autres fonds que Sa Majesté a destineez à cet effet au Remboursement des Rentes & autres charges de l'Etat ; Il luy reste de faire connoistre ses Intentions sur les Suppressions indiquées par ledit Arrêt, & sur celles qu'elle a resolu de faire ; De determiner l'ordre & la maniere des Remboursemens, & d'assurer l'estat de ladite Compagnie par rapport aux Trente-six Millions de Rentes qui seront constituées à son profit, & celui des Porteurs des Actions Rentieres ; A quoy voulant pourvoir ; Oüy le  
Rap-



Rapport : *Le Roy estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans. Regent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Sa Majesté a esteint & supprimé, esteint & supprime les Rentes perpetuelles assignées sur les Aydes & Gabelles, Tailles, Recettes Generales, Controlle des Actes & des Exploits, & sur les Postes, à compter du premier Janvier 1720. Ordonne que les Propriétaires desdites Rentes seront tenus de rapporter au Gardé de son Tresor Royal leurs Titres de propriété en bonne forme, avec le Certificat des Payeurs pour les arrerages échus & à écheoir, portant qu'il n'y a aucune saisie entre leurs mains; Celuy du Conservateur des Hypotheques, portant qu'il n'y a aucune opposition subsistante, & la Quit-tance de Remboursement: Sur lesquelles Pieces lesdits Propriétaires seront rem-boursez par le Gardé de son Tresor Royal, tant des Capitaux que des arrerages échus & à écheoir jusqu'audit jour premier Jan-vier, en Assignations sur le Caissier de la Compagnie des Indes, qui les acquit-tera à la présentation, en deduction des Douze cens Millions que la Compagnie des Indes s'est engagée de prester à Sa Majesté: Veut Sa Majesté que les Conser-vateurs des Hypotheques ne puissent re-cevoir que cinq sols pour chaque Certificat qu'ils delivreront.

II. Veut pareillement Sa Majesté, que les Actions faites sur les Fermes Genera-les, en consequence de l'Edit du mois d'Octo-

d'Octobre 1718. soient & demeurent éteintes & supprimées, & que les Porteurs desdites Actions soient tenus de les rapporter au Tresor Royal avant le premier Janvier 1720. pour leur en estre le Remboursement fait par le Gardedudit Tresor Royal pour leur valeur en entier, en Assignations sur le Caissier de la Compagnie des Indes, qui les payera de la manière portée par l'Article précédent; Et attendu qu'il y a eu des Dividens payez sur quelques-unes desdites Actions, ordonne Sa Majesté, qu'imputation en sera faite aux Porteurs d'icelles sur le Payement du Capital; A l'effet de quoy le premier Coupon leur sera remis, sauf à acquitter lesdits Coupons aux Porteurs, lorsque le Bilan d'Aymard Lambert aura esté fait, & les profits constatez.

III. Et au moyen du Remboursement desdites Rentes, les Soixante-dix Payeurs, & Soixante-dix Controleurs devenant inutiles, Sa Majesté les a supprimez & supprime. Ordonne Sa Majesté que les Pourveus desdits Offices seront pareillement remboursez de leur Finance & des Gages qui leur seront deus audit jour premier Janvier 1720. en pareilles Assignations sur le Caissier de ladite Compagnie, par le Garde du Tresor Royal, en rapportant leurs Provisions & Titres de Propriété de leurs Offices, avec l'Ordonnance de Liquidation, les Appuremens de leurs Comptes, & autres Pièces à ce nécessaires.

IV. Veut Sa Majesté que les Ordonnan-  
ces

ces de Liquidation des Charges supprimées par differents Edits, & qui n'ont point eû d'assignat particulier, soient rapportées au Tresor Royal avec les Titres de Propriété, & les autres Pieces & Certificats necessaires, pour y estre payées & remboursées en Capital & Interests, jusqu'au premier Janvier 1720. de la maniere qu'il est dit cy-dessus.

V. Veut pareillement Sa Majesté que les Billets de la Caisse Commune soient rapportez au Tresor Royal, pour estre payez avec les Interests qui en feront deûs jusqu'au premier Janvier prochain, en pareilles Assignations sur le Caissier de la Compagnie des Indes.

VI. Les Billets de l'Estat seront pareillement rapportez au Tresor Royal, pour estre payez en la mesme forme avec les Interests jusqu'au premier Juillet 1718. Et seront ensuite lesdits Billets de l'Estat bruslez dans la forme & maniere prescrite par l'Article IX. de la Declaration de Sa Majesté du 7. Decembre 1715.

VII. Les Recepissez du Sr. Hallée expediez pour la valeur des Effets propres à estre convertis en Actions des Fermes, seront aussi rapportez au Tresor Royal, & remboursez avec les Interests à Quatre pour Cent, du jour de leurs dates jusqu'au premier Janvier prochain, en pareilles Assignations sur le Caissier de ladite Compagnie des Indes.

VIII. Ordonne Sa Majesté que tous les susdits Payemens seront faits par le  
Caiss-

**Caissier de ladite Compagnie des Indes, ou en Billets de Banque, ou en Especes, au choix du Porteur; Et declare qu'il n'y aura ausdites Especes, ni affoiblissement du Titre, ni augmentation du Prix.**

**IX. Et au cas que les Remboursemens ordonnez par Sa Majesté par le présent Arrest, excédassent ladite Somme de Douze-cens Millions; Veut Sa Majesté que le Garde de son Trésor Royal tire des Assignations pour le surplus sur le Caissier de la Compagnie des Indes, à compte des Cinquante Millions que ladite Compagnie s'est obligée de payer en execution de l'Arrest de son Conseil du 25. Juillet dernier pour le Benefice sur les Monnoyes.**

**X. Ordonne au surplus Sa Majesté, que ladite Compagnie des Indes sera & demeurera subrogée, ainsi que Sa Majesté la subroge, pour tous les Remboursemens qu'elle fera, en execution du présent Arrest & de celuy du 27. du présent mois d'Aoust, dans tous les Droits, Affectations & Hypotheques, & specialement avec les Privileges sur ses Fermes-Unies, tels qu'ils appartiennent aux Propriétaires desdits Effets remboursez, en vertu des Edits, Declarations, Arrests, Reglemens.**

**XI. Veut & entend Sa Majesté que conformément à l'Article IV. de l'Arrest du 27. Aoust, toutes personnes puissent acquérir à leur choix sur ladite Compagnie des Indes, soit des Actions, soit des Contrats de Constitution de Rente; Sur lesquels**

quels Contrac̃ts toutes Hypotheques , Privileges & Saifies tiendront comme sur les Contrac̃ts de Constitution de Rente sur la Ville.

XII. Declare Sa Majesté qu'elle n'amortira point pendant l'espace de vingt-cinq ans, en tout, ni en partie, les Trente-Six Millions de livres de Rente qui seront par elle constituez au profit de ladite Compagnie des Indes, & par ladite Compagnie au profit des Actionnaires ou Rentiers en execution de l'Arrest du 27. Aoust; A l'effet de quoy il en sera fait mention expresse, ainsi que de la subrogation portée en l'Article X. dans les Contrac̃ts qui en seront passez. Veut pareillement Sa Majesté que ladite Compagnie ne puisse amortir, pendant le mesme delay de vingt-cinq ans, les Actions Rentieres qu'elle donnera, ni les Contrac̃ts de Constitution qu'elle passera. Et sera le présent Arrest leu, publié & affiche partout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en ignore, & sur iceluy toutes Lettres Patentes necessaires seront expediees. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le trente-unième jour d'Aoust mil sept-cens dix-neuf. Signé* PHILYPEAUX.



## X X X.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concernant  
la Signature des Billets de la Ban-  
que, de Mille livres.*

*Du 31. Août 1719.*

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy estant informé que les Officiers de la Banque, Préposés pour la Signature des Billets de Mille livres, par l'Arrest de son Conseil du 3. Juin dernier, bien loin de pouvoir signer les Billets nécessaires pour les Bureaux particuliers dont l'Etablissement a esté ordonné par l'Arrest du 25. Juillet suivant, ne peuvent mesme suffire à la Signature de ceux qui se distribuent au Bureau General de Paris; Ensorte que le Public souffre du manque des Billets; & l'Etablissement des Bureaux particuliers est retardé; Que ces Officiers sont mesme occupez à d'autres fonctions nécessaires pour les operations de la Banque; A quoy estant nécessaire de pourvoir; Oüy le Rapport: *Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que les Billets de la Banque de Mille livres, seront signez à l'avenir pour le Sr. Bourgeois, Tresorier, par le Sr. Blondel; Visez pour le Sr. Fenellon, Inspecteur, par le Sr. Roland;*

land ; Et controllez pour le Sr. du Revest, Controlleur, par le Sr. Manis. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy , Sa Majesté y estant , tenu à Paris le trente-unième jour d'Aoust , mil sept-cens dix-neuf. *Signé* P H E L Y P E A U X.

---

## X X X I.

*ARRET du Conseil d'Estat du Roi , concernant le Payement des Arrérages des Rentes de l'Hôtel de Ville de Paris jusqu'à la fin de 1719. & le Remboursement des Payeurs desdites Rentes.*

Du 5. Septembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil, l'Arrest du 31. Aoust dernier , portant Suppression des Rentes Perpetuelles assignées sur les Aydes & Gabelles, Tailles, Recettes Generales, Controlle des Actes & des Exploits, & sur les Postes, à compter du premier Janvier 1720. & des Soixante-dix Payeurs & Soixante-dix Controlleurs desdites Rentes, Sa Majesté a esté informée que pour le bon ordre des Comptes des Payeurs ; & pour la commodité publique, il estoit convenable que le Payement des six derniers mois d'Arrérages desdites Rentes pour la présente année

1719.

1719. & de ceux des années précédentes, fust fait en la maniere ordinaire; Et qu'à l'égard du Remboursement desdits Payeurs, Sa Majesté trouveroit dans la reserve du prix de leurs Offices, une sèûreté suffisante pour les debets de leurs Comptes; Et Sa Majesté voulant faire connoître sa volonté, & ne laisser aucune difficulté sur l'Execution dudit Arrest: Oity le Rapport. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne.

I. Que nonobstant la Suppression desdits Offices de Payeurs & Contrôleurs des Rentes de l'Hostel de Ville de Paris, l'Exercice de la présente année 1719. sera par eux fini, & que les fonds, tant pour ce qui reste de ladite année, que pour les arrerages des années précédentes, leur seront remis en la maniere ordinaire, suivant les Estats de distribution qui seront arrestez au Conseil.

II. Veut cependant Sa Majesté, que lesdits Payeurs & Contrôleurs fassent incessamment proceder à la Liquidation de leurs Offices, pardevant le Sr. de la Houssaye & les autres Commissaires du Conseil, qui ont esté commis pour l'Adjudication des Sousfermes de Sa Majesté.

III. Et attendu que Sa Majesté trouvera une sèûreté suffisante pour le payement des debets des Comptes desdits Payeurs par la reserve d'un quart du prix de leurs Offices, ordonne qu'ils seront Remboursez des trois quarts sur la repré-



sensation de leurs Titres & Pieces necessaires au Garde de son Tresor Royal, & que pour le quart restant ils n'en recevront le Remboursement qu'après l'appurement & la correction de leurs Comptes; Et cependant seront payez des Interests dudit quart, à raison de Trois pour Cent.

IV. A l'égard des Soixante-dix Controlleurs, veut Sa Majesté qu'ils soient remboursez sur la représentation de leurs Titres de Propriété, de l'Ordonnance de liquidation, de l'Acte de remise à la Chambre des Comptes, de leur Registre de Controlle, & des autres Pieces à ce necessaires. Et sera le présent Arrest, leu, publié & affiché par-tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en ignore, & sur iceluy toutes Lettres Patentes necessaires seront expédiées. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le cinquième jour de Septembre mil sept-cens dix-neuf. *Signé* PHÉLYPEAUX.



X X X I I.

JOURNAL du Travail de Messieurs les Directeurs de la Compagnie des Indes, pour l'Année qui commencera le premier d'Octobre 1719.

COMMERCE.

		MESSIEURS
Tous les jours depuis huit heures jusqu'à midy.	Les Arme-ments & Dés-armements.	Law, Mouchard, Piou, Morin, Berthelot, le Gendre, Desvoieux, & Montpellier.
A l'Hostel de la Compagnie des Indes.	Les Achapts.	Fromaget, Castanier, Morin, De la Porte, Chevalier, Villemur, Laugeois.
	La Louïfiane. . . . .	Dartaguiette, Gilly-De Montaud, Corneau, De la Haye, Perinet, Savallet, De la Porte-de-Feraucourt.
	L. 2	Tous

## MESSIEURS.

Tous les jours  
depuis huit  
heures jusqu'à  
midy.

A l'Hostel  
de la Compagnie des In-  
des.

Les Indes...

Raudot, Adine, Hardan-  
court, Fromaget, Callemant, Tibiroux, Lalive.

Le Castor &  
la Guinée.

Mouchard, Piou, Le Gendre, Le Normant.

Le Segenal  
& la Compagnie d'Af-  
rique.

Fromaget, Gastebois, Morin, Raudot, Beribelot, De la Porte, Chevalier.

Les Mon-  
noyes.

Law, Fromaget & Castanier.

## FERMES GENERALES.

LUNDY après  
midy, à 4. heu-  
res jusqu'à 8.

A l'Hostel  
des Fermes.

Les Four-  
nissements.

Law, Mouchard, Raudot, Rigby, Desvieux, De la Porte, Berthelot, Le Gendre, Chevalier.

MAR-

MESSIEURS.

MARDY  
après mi-  
dy.

Depuis  
4. heures  
jusqu'à 6.

Les  
Gran-  
des &  
Petites  
Gabel-  
les.

De la Porte,  
Tbiroux, Cbt-  
dallier, Lall-  
mant, Lau-  
geois, de la  
Porte-de-Fe-  
raucourt, Vil-  
lemur, Le Nor-  
mant.

Depuis  
6. jus-  
qu'à 8.

Les  
Cinq  
Grosses  
Fermes  
& Do-  
maine  
d'Occi-  
dent.

Mouchard,  
Pieu, Raudot,  
Morin, Har-  
dancourt, Le  
Gendré, Ber-  
thelot, Des-  
vieux, Lalive,  
Lallemant.

MERCREDY à  
4. heures après  
midy jusqu'à  
8.

Conseil de  
la Ferme.

Corneau, Rau-  
dot, Tbiroux,  
La Haye Adi-  
ne, Montpel-  
lier, Savalet.

A l'Hôtel  
des Fermes.

Casse des  
Fermes.

Laro, Dart-  
guette, Peri-  
net, Beribelot,  
De la Porte,  
Le Gendré,  
Adine, Des-  
vieux.

MESSIEURS.

JEUDY après midy à 4. beu- res jusqu'à 8.	{ La Ferme du Tabac.	{ Raudot, Mou- chard, Gilly, Corneau & Bertbelot.
---	-------------------------	--

VEN- DREDY.	{ Depuis 4. beures jusqu'à 6.	{ Les Gran- des & Peti- tes Ga- belles.	{ De la Porte, Tbiroux, Che- valier, Lalle- mant, Lau- geois, De la Porte-de-Fe- raucourt, Vil- lemur, Le Normant.
----------------	-------------------------------------	--	--

{ Depuis 6. beures jusqu'à 8.	{ Les Cinq Gros- ses Fer- mes & Domain- es d'Oc- cident.	{ Mouchard, Pieu, Raudot, Morin, Har- dancourt, Le Gendre, Ber- tbelot, Des- vieux, Lalive & Lallemand.
-------------------------------------	---	--

SAMEDY de- puis 4. beures après midy, jusqu'à 8.	{ Les Registres Journaux.	{ Law, Froma- get, Gastebois, Laugeois & De la Porte-de- Feraucourt.
Au Bureau des Registres Journaux.		

Tous

MESSIEURS.

<p><i>Tous les Matins, depuis 8. heures jusqu'à onze.</i></p> <p>A l'Hostel de Bretonvilliers.</p>	{	<p>Aydes, Domaines, Contrôle des Actes, Greffes, Amortissements &amp; Francs-Fiefs.</p>	{	<p><i>Adine, La Haye, Perinet Savalet, Montpellier, Villamur.</i></p>
--	---	---	---	---

<p><i>Tous les jours à midy.</i></p> <p>A l'Hostel de la Banque.</p>	{	<p>Assemblée generale.</p>
--	---	----------------------------

Fait & arresté en l'Hostel de la Compagnie des Indes, ce dix-huit Septembre mil sept-cens dix-neuf.

---

X X X I I L

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne qu'il sera fabriqué pour Cent vingt Millions de livres de Billets de la Banque, de Dix mille livres chacun.

Du 12. Septembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy. ayant esté informé que le nombre des Billets de Banque destinez

L. 4                      pour

pour le Bureau General de Paris, ne suffit pas pour la circulation, & que plusieurs de ses sujets sont privez de la commodité & de l'utilité de cet Etablissement, Sa Majesté a jugé à propos d'y pourvoir; Oüy le Rapport. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, qu'il sera fait Vingt Registres, contenant chacun Six-cens Billets de Dix mille livres chaque Billet, numerotez depuis le N°. Un, jusques & compris le Numero Douze mille, faisant la somme de Cent. vingt Millions de livres, pour estre distribuez au Bureau General de la Banque. *Vint* Sa Majesté que lesdits Billets soient signez par le Sieur Bourgeois, Tresorier de la Banque, visez par le Sieur Fenelon, Inspecteur, & controlez par le Sieur du Reveil, Controleur. *Fait au Conseil d'Etat du Roy*, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le douzième jour de Septembre mil sept-cens dix-neuf. *Signé*, PIERRE L'YVEAUX.



## X X X I V.

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi , qui permet à la Compagnie des Indes de faire pour Cinquante Millions de Nouvelles Actions.**

**Du 13. Septembre 1719.**

**Extrait des Registres du Conseil d'Etat.**

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy ,  
estant en son Conseil , par les Direc-  
teurs de la Compagnie des Indes , que  
pour remplir les Engagemens que ladite  
Compagnie a contractez en execution de  
l'Arrest du Conseil du 27. Aoust dernier,  
ils ont estimé nécessaire de faire pour  
Cinquante Millions de nouvelles Actions ,  
pour estre delivrées, à raison de Mille pour  
cent ; A quoy ils supplioient Sa Majesté  
de vouloir les authosifier. Ouy le Rap-  
port, Sa Majesté estant en son Conseil, de  
l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans Re-  
gent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Sa Majesté a permis & permet à la  
Compagnie des Indes, de faire de nou-  
velles Actions , jusqu'à concurrence de la  
somme de Cinquante Millions, lesquelles  
seront de mesme nature , & jouiront des  
mesmes avantages que celles qui compo-  
sent les Cent cinquante Millions d'ancien-  
nes Actions.

L 5

II. Les-



II. Lesdits Cinquante Millions de nouvelles Actions seront faites en Cent mille Billets, d'une Action chacun, numerotez depuis le Numero Cent vingt mille un, jusques & compris le Numero Deux-cens vingt mille.

III. Lesdites Actions seront acquises par toute sorte de personnes, sur le pied de Cinq mille livres chaque Action, payables en dix paiements égaux en Especes ou Billets de Banque, dont le premier sera comptant, & les autres dans le courant de chacun des mois suivans; Et faute de faire les paiements dans lesdits mois indiquez, les Certificats du Caissier de ladite Compagnie qui auront esté delivrez pour les nouvelles Actions ordonnées par le présent Arrest, deviendront nuls & de nul effet.

IV. Le Livre pour la delivrance des Certificats fera ouvert, à commencer du 15. du présent mois, & lesdits Certificats seront visez par un des Directeurs de la Compagnie des Indes, & signez par le Sieur Vernezobre de Latrieux, que Sa Majesté a commis & commet Caissier de la Compagnie, pour recevoir les fonds desdits Cinquante Millions de nouvelles Actions. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le treizième jour de Septembre mil sept-cens dix-neuf. *Signé* FLEURIAU.



## X X X V.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi , qui re-  
çoit les Offres de la Compagnie des Indes  
pour le Remboursement des Quatre Millions  
de Rentes constituées au profit de ladite  
Compagnie sur la Ferme du Tabac ; Sup-  
prime les Droits établis sur les Suifs ,  
Huiles & Cartes ; Et les Vingt-quatre de-  
niers pour livre sur le Poisson.

Du 19. Septembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy ,  
estant en son Conseil, par les Direc-  
teurs de la Compagnie des Indes , au nom  
de ladite Compagnie, que Sa Majesté ayant  
supprimé toutes les Rentes constituées sur  
les Aydes & Gabelles , Recettes Gene-  
rales , Controlle des Actes , & autres con-  
tenuës en l'Arrest du 27. du mois d'Aoust  
dernier, qui en ordonne le Rembourse-  
ment, il ne reste plus aucunes Rentes à  
supprimer que les Quatre Millions consti-  
tuez en faveur de la Compagnie d'Oc-  
cident sur la Ferme du Tabac ; Que ces  
Rentes estant constituées à raison de Qua-  
tre pour Cent du capital, il ne seroit pas  
juste que la Compagnie continuast à en es-  
tre payée sur ce pied-là, pendant que les  
autres sujets de Sa Majesté ne sont plus

L 6

payez

payez que sur le pied de Trois pour Cent ; Et que s'il plaisoit à Sa Majesté de vouloir ordonner le Remboursement desdits Quatre Millions de Rentes constituées au profit de ladite Compagnie , sur la Ferme du Tabac , par les Edits des mois de Decembre 1717. & Septembre 1718. ladite Compagnie offre de prester à Sa Majesté à Trois pour Cent les fonds necessaires pour ledit Remboursement ; Que le Benefice qui reviendra par-là à Sa Majesté estant d'un Million par an , la Compagnie supplie très-humblement Sa Majesté de vouloir bien soulager le public par la suppression des Droits sur les Huiles , de ceux sur les Suifs , & de ceux sur les Cartes , dont les produits suivant les Baux actuellement subsistans, ne montent qu'à un Million soixante-trois mille livres , & seront par consequent remplacez , à peu de chose près , par le Benefice de ladite reduction ; Que les frais considerables de Regie , & le nombre considerable de Commis qui estoient employez pour la perception desdits Droits , & qui jouissoient des Privileges & Exemptions attribuez aux Commis des Fermes, estoient une augmentation de charge pour le public , dont il se verra soulagé par cette suppression, qui facilitera le Commerce des Huiles & des Suifs , & en diminuera le prix en faveur du public ; Que ladite Compagnie , pour entrer de sa part dans les veües de Sa Majesté pour le soulagement des peuples & la diminution du prix des Denrées, offre de consentir

sentit ( & sans demander aucune indemnité ) à la suppression des Vingt-quatre deniers pour livre de Droits sur le Poisson, qui font partie de la Ferme Generale, & qui sont actuellement sousfermez à la somme de Deux-cens mille livres; Ouy le Rapport. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans Regent, a accepté & accepte les offres faites par ladite Compagnie des Indes, de prester à Sa Majesté Cent Millions de livres pour le Remboursement des Quatre Millions de Rentes constituées au profit de ladite Compagnie sur la Ferme du Tabac: Ordonne Sa Majesté, que pour la valeur desdits Cent Millions, il sera constitué au profit de la Compagnie des Indes par les Commissaires qui seront nommez à cet effet par Sa Majesté, un ou plusieurs Contrats de Rentes perpétuelles à raison de Trois pour Cent, pour le montant, & jusqu'à la valeur desdits Cent Millions; Lesquelles Rentes seront & continueront d'estre assignées sur la Ferme du Tabac, & commenceront à courir du premier janvier 1720. Que la Compagnie retiendra à cet effet annuellement par ses mains ladite somme de Trois Millions pendant le cours de son Bail, après l'expiration duquel, les Fermiers du Tabac en seront chargez, au cas que la Compagnie n'en soit pas Adjudicataire dans les Baux suivans, & payeront à la Compagnie lesdits Trois Millions par chacun an, de mois e mois, à raison de Deux-cens

cinquante mille livres. *Ordonne* Sa Majesté, que les Droits de Trois deniers pour livre pesant sur les Huiles de Ravette & autres Graines ; Six deniers pour livre sur les Huiles d'Olive , Amande douce, Noix & Poisson ; Un sol pour livre pesant sur les Huiles de plus grande valeur , & Trente sols par Quintal de Savon , lesquels Droits composoient le produit de la Ferme des Huiles ; Ensemble les Droits de Deux sols pour livre pesant sur les Suifs , & ceux de Dix-huit deniers par jeu de Cartes , demeureront éteints & supprimez , à commencer du premier Octobre prochain , passé lequel temps , fait Sa Majesté deffenses aux Fermiers desdits Droits de les percevoir ; *Ordonne* que leurs Baux & les sous-Baux faits en consequence demeureront resiliez , à compter dudit jour premier Octobre prochain , au moyen de quoy ils demeureront déchargez de ce qui reste à exploiter de leur Bail , à compter dudit jour. *Ordonne* Sa Majesté , conformément aux offres de ladite Compagnie des Indes , que les Vingt-quatre deniers pour livre sur le Poisson , qui faisoient partie des Droits de la Ferme Generale , demeureront pareillement éteints & supprimez en faveur du public , à compter dudit jour premier Octobre prochain , & sans aucune indemnité pour raison de ce ; Et seront sur le présent Arrest toutes Lettres necessaires expedjées. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy , Sa Majesté y estant , tenu à Paris le dix-neuvième jour de Septem-

tembre mil sept-cens dix-neuf. Signé P H E-  
L Y P E A U X.

---

## X X X V I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, concer-  
nant les Souscriptions pour les Cinquante  
Millions de Nouvelles Actions de la Compa-  
gnie des Indes.

Du 26. Septembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant permis à la Compagnie  
des Indes, par Arrest de son Conseil  
du 13. du présent mois de Septembre, de  
faire pour Cinquante Millions de nouvel-  
les Actions, qui seront acquises par Sous-  
criptions, à raison de Mille pour Cent,  
en payant un Dixième comptant, & les  
neuf Dixièmes restant, de mois en mois,  
les Directeurs de ladite Compagnie ont  
représenté à Sa Majesté, qu'il s'estoit pré-  
senté des personnes qui se sont fait in-  
crire, à l'ouverture des Souscriptions,  
pour des sommes infiniment au-dessus du  
montant desdites Actions; Qu'il s'en pré-  
sente encore tous les jours un grand nom-  
bre qui demandent à souscrire, dans la  
vue d'employer les fonds qu'ils recevront  
des Payemens qui leur seront faits pour  
le Remboursement de leurs Rentes & des  
Charges supprimées, après que la Liqui-  
da-

dation en aura esté faite; Mais que leur objet ne pourroit avoir d'Execution, s'il ne plaisoit à Sa Majesté donner quelque faveur à leurs Remboursemens: Et Sa Majesté voulant bien avoïr égard aux Représentations des Directeurs de la Compagnie des Indes, & donner en mesme temps à ses Sujets Creanciers de l'Estat, des marques de son attention; Oüy le Rapport: *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonné; Qu'à commencer du jour de la publication du présent Arrest, il ne sera plus delivré de Souscriptions de la Compagnie des Indes, qu'à ceux qui payeront un Dixième comptant en Billets de l'Estat, Billets de la Caisse Commune, ou en Recepissés des Srs. Hallée & Renaüt, sur le Sr. Deshayes, Caissier de la Compagnie des Indes, & les neuf Dixièmes restant à payer, tant desdites Souscriptions, que de celles qui ont déjà esté delivrées sur les Cinquante Millions, ne pourront estre payées qu'en pareils Effets. Dessend Sa Majesté au Caissier de ladite Compagnie, de recevoir aucun Argent ni Billets de Banque, si ce n'est pour les Appoints. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-sixième jour de Septembre mil sept-cens dix-neuf. Signé P R E-*  
**L Y P E A U X.**



## • X X X V I I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roy, qui permet à la Compagnie des Indes de faire pour Cinquante Millions de Nouvelles Actions, qui seront acquises aux mêmes charges & conditions portées par l'Arrest du 26. du présent mois.

Du 28. Septembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**ur ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs de la Compagnie des Indes, que l'Empressement du public pour avoir des Actions de la Compagnie, a esté si grand, que les Cinquante Millions de Nouvelles Actions ordonnées par l'Arrest du 13. du présent mois de Septembre, ne sont pas à beaucoup près suffisans pour le satisfaire, enforte qu'ils se trouvent en estat de delivrer pour Cinquante Millions d'autres Nouvelles Actions, aux charges & conditions portées par l'Arrest du Conseil du 26. du présent mois de Septembre, s'il plaisoit à Sa Majesté de leur en accorder la permission; A quoy Sa Majesté voulant pourvoir, Oüy le Rapport: Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a permis & permet à la Compagnie des Indes,



des, de faire pour Cinquante Millions de Nouvelles Actions en Cent mille Billets, d'une Action chacun, numérotez depuis le Numero Deux-cens vingt mille un, jusques & compris le Numero Trois-cens vingt mille; Et seront lescdites Actions acquises aux mesmes charges & conditions portées par l'Arrest du Conseil du 26. du présent mois. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-huitième jour de Septembre mil sept-cens dix-neuf. *Signé* P H E L Y P E A U X.

---

## X X X V I I I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui permet à la *Compagnie des Indes* de faire pour Cinquante Millions de Nouvelles Actions, aux mêmes charges & conditions portées par l'Arrêt du 26. Septembre dernier.

Du 2. Octobre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**Ur ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs de la Compagnie des Indes, que l'empressement du public pour avoir des Actions de la Compagnie des Indes, continue d'estre si grand, que les Cinquante Millions de Nouvelles Actions ordonnées par l'Arrest du 28. du mois de Septembre dernier, ne sont pas encore suffisans pour  
le

le satisfaire ; A quoy Sa Majesté voulant pourvoir : Oüy le Rapport : *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur de Duc d'Orleans Regent , a permis & permet à la Compagnie des Indes de faire pour Cinquante Millions de Nouvelles Actions en Cent mille Billets d'une Action chacun , numerotez depuis le Numero Trois-cens vingt mille un , jusques & compris le Numero Quatre - cens vingt mille ; Et seront lesdites Actions acquises aux mesmes charges & conditions portées par l'Arrest du 26. du mois de Septembre dernier. *Fait au Conseil d'Estat du Roy , Sa Majesté y estant , tenu à Paris le deuxième jour d'Octobre mil sept - cens dix-neuf. Signé P H E L Y P E A U X.*

---

X X X I X.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi , qui ordonne que les Certificats délivrez en Exécution des Arrêts du Conseil des 13. & 28. Septembre dernier , & 2. du présent mois d'Octobre , seront coupez en autant d'autres Certificats que les Porteurs voudront.

Du 12. Octobre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**S**Ur ce qui a esté représenté au Roy , estant en son Conseil , par les Directeurs de la Compagnie des Indes , qu'ils  
ont

ont estimé qu'il convenoit à l'utilité publique & à la facilité du Commerce, de couper à la volonté des Porteurs les Certificats delivrez au sujet des Cent cinquante Millions de Nouvelles Actions ordonnées par les Arrêts du Conseil des 13. & 28. Septembre dernier, & 2. du présent mois d'Octobre. Mais que le Sr. Vernezobre de Laurieux, Commis pour la Signature desdits Certificats, ne pouvant suffire à les couper, il est nécessaire pour l'Expedition du public, de commettre quelqu'un pour signer en sa place; A quoy Sa Majesté voulant pourvoir: Oüy le Rapport: *Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans Regent, a ordonné & ordonne;* Que les Certificats delivrez en Execution des Arrêts du Conseil des 13. & 28. Septembre dernier, & 2. du présent mois d'Octobre, seront coupez en autant d'autres Certificats que les Porteurs voudront, jusqu'à concurrence néanmoins & à proportion d'une Action chacun; Et pour l'Expedition du public, Sa Majesté a commis les Srs. Guyot, Cauvin, Motte, & Maricourt pour signer lesdits Certificats coupez pour le Sr. Vernezobre de Laurieux. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le douzième jour d'Octobre mil sept-cens dix-neuf* Signé P H E L Y P E A U X.



## X L.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, pour faire cesser les Fonctions des Receveurs Généraux des Finances; Et ordonner qu'il sera pourvu au Remboursement de leurs Offices.

Du 12. Octobre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter sa Déclaration du 10. Juin 1716. l'Edit du mois de Decembre 1717. contenant Règlement pour les Gages & Taxations des Receveurs Généraux des Finances des Vingt Generalitez des Pays d'Election; Ensemble les Arrests rendus en consequence; Et ayant esté informé qu'il importoit au bien de ses sujets, que le Recouvrement de ses deniers se trouvast dans les mêmes mains pour en faciliter la perception; Sa Majesté, persuadée de l'attachement de la Compagnie des Indes à l'intérêt de l'Etat & du public, a estimé qu'il convenoit, que sur la nomination de ladite Compagnie il soit commis & préposé le nombre de personnes nécessaires pour la perception & Recette Generale des Impositions, en consequence des Commissions du Grand Sceau qui seront expedées & delivrées à cet effet; Au moyen de quoy les fonctions des Receveurs Généraux, tant des Vingt Generalitez des Pays d'E-

lec-

lection, que des Provinces d'Alsace, Trois Eveschez, Franche-Comté, Flandre, Haynaut & Roussillon devenant inutiles, Sa Majesté a resolu de supprimer leurs Offices, & de pourvoir à leur Remboursement; Surquoy Sa Majesté voulant faire connoistre sa volonté: Oüy le Rapport : *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne; Qu'à compter du jour & datte du présent Arrest, les Receveurs Generaux des Finances de vingt Generalitez des Pays d'Election, & ceux des Provinces d'Alsace, Franche-Comté, Flandre, Haynaut, Roussillon & des Trois Eveschez, cesseront de faire aucunes Fonctions; Et Sa Majesté voulant pourvoir à leur Remboursement, ordonne que les Proprietaires desdits Offices seront tenus de représenter aux Commissaires qui seront nommez, leurs Quitances de Finance & autres Titres de Propriété, sur lesquels sera procedé à la liquidation de la Finance desdits Offices, & que sur les liquidations & autres pièces à ce necessaires qui seront rapportées aux Gardes de son Tresor Royal, il leur soit delivré des Recepiszez au Porteur, sur le Caissier de la Compagnie des Indes, qui les acquittera à la présentation, en deduction des sommes que ladite Compagnie s'est engagée de prester à Sa Majesté, & jusques à ce, Sa Majesté leur fera payer les interests de leur Finance, à raison de Trois pour Cent par an. *Ordonne au surplus* Sa Majesté, que l'Exercice desdites

dites Recettes Generales sera fait par ceux qui seront commis & préposez à cet effet par des Commissions du Grand Sceau, sur la Nomination & présentation de la Compagnie des Indes, auxquels Préposez Sa Majesté attribué les mesmes Droits, Remises & Taxations dont jouissoient lesdits Receveurs, lesquels seront par eux perçus au profit de ladite Compagnie, qui demeurera responsable de leur maniegement; Pour raison desquelles Taxations elle sera employée dans les Estats de Sa Majesté, sous le nom desdits Préposez, & icelles Remises & Taxations seront passées & alloüées sans difficulté sur leurs Quittances; Et pour l'Execution du présent Arrest seront toutes Lettres necessaires expediées. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le douzième jour d'Octobre mil sept-cens dix-neuf. *Signé* P H E L Y P E A U X.



## X L I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui accepte les Offres de la Compagnie des Indes, de prêter à Sa Majesté, au lieu de la somme de Douze-cens Millions, mentionnée en l'Arrêt du 27. Aoust dernier, celle de Quinze-cens Millions. Et declare qu'il ne sera fait aucunes autres Actions, ni en vieilles Especes, ni de quelque autre sorte & manière que ce puisse être.

Du 12. Octobre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs de la Compagnie des Indes, qu'au lieu de la somme de Douze-cens Millions de livres que la Compagnie s'estoit engagée de prêter à Sa Majesté, & pour valeur de laquelle il a esté ordonné par l'Arrest du Conseil du 27. Aoust dernier, qu'il seroit passé au profit de ladite Compagnie des Contrac̃ts pour Trente-six Millions de livres de Rente à Trois pour Cent par an, elle s'est trouvée en estat par la Creation de Cent cinquante Millions de nouvelles Actions à mille pour cent, de porter jusqu'à la somme de Quinze-cens Millions de livres le Prest qu'elle fait à Sa Majesté; Mais que cette somme estant plus que

que fuffiffante pour fatisfaire aux Suppreffions que Sa Majefté a faites, & à celles qu'elle a deffein de faire, ils la fupplient de vouloir expliquer fur cela fes Intentions; Ce qui paroift d'autant plus neceffaire, qu'il s'eft repandu dans le Public, qu'il feroit fait de nouvelles Actions payables en vieilles Efpeces; Que d'ailleurs le Preft que la Compagnie fait à Sa Majefté, excédant de Trois cens Millions celui qu'elle s'eftoit obligée de faire, il eft juft de luy accorder une augmentation: Et Sa Majefté voulant pourvoir à la demande des Directeurs de la Compagnie des Indes, & faire connoître fes Intentions; Oüy le Rapport: *Sa Majefté eftant en fon Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a accepté & accepte les offres de la Compagnie des Indes, de prefter à Sa Majefté, au lieu de la fomme de Douze cens Millions de livres, mentionnée en l'Arrest du Conseil du 27. Aouft dernier, celle de Quinze-cens Millions, pour valeur de laquelle, fera paffé au profit de ladite Compagnie, en la forme, & avec les affectations, privileges, & hypotheques portées, tant audit Arrest du 27. Aouft dernier, qu'en celui du mefme mois, un, ou plusieurs Contracfts pour Quarante-cinq Millions de livres de Rente, à Trois pour Cent par an. Declare Sa Majefté, qu'il ne fera fait aucunes autres Actions, ni en vieilles Efpeces, ni de quelque autre forte & maniere que ce puiſſe eftre, & qu'elle ne changera rien



aux dispositions par elle faites au sujet desdites Espèces, se reservant seulement de continuer la diminution de leur valeur, dans les temps, & ainsi qu'elle le jugera convenable. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le douzième jour d'Octobre mil sept-cens dix-neuf. *Signé* PHELYPEAUX.

---

## X L I I.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, qui autorise les Sieurs de la Nauze, Blondel, du Vivier,, Rolland, Granet & Manis, à signer indistinctement les Billets de Banque de Mille livres, de Cent livres & de Dix livres.*

Du 14. Octobre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter l'Arrest de son Conseil du 3. Juin dernier, qui commet pour la Signature des Billets de Banque de Cent livres, & de Dix livres, le Sieur de la Nauze, pour le Sieur Bourgeois Tresorier, le Sieur du Vivier, pour le Sieur Fenellon Inspecteur, & le Sieur Granet, pour le Sieur du Revest Contrôleur; Et celui du 31. Aoust suivant, qui commet pour la Signature des Billets de Mille livres, les Sieurs Blondel, Rolland, & Manis, pour lesdits Sieurs

Sieurs Bourgeois, Fenellon, & du Reveſt ;  
 Et Sa Maieſté eſtant informée , que ces fix  
 Commis pouvant eſtre abſens pour indis-  
 poſitions , ou autres cauſes legitimes , l'Ex-  
 pedition du Public manqueroit , s'ils n'eſ-  
 toient autorizez à ſigner indifferemment les  
 uns en l'abſence des autres, les Billets de  
 Mille livres, Cent livres, & Dix livres ;  
 A quoy Sa Maieſté voulant pourvoir : Oüy  
 le Rapport : *Sa Maieſté eſtant, en ſon Con-  
 ſeil*, de l'avis de Monſieur le Duc d'Or-  
 leans Regent, a ordonné & ordonne, que  
 les Billets de Banque de Mille livres,  
 Cent livres & Dix livres, pourront eſtre  
 ſignez pour les Sieurs Bourgeois, Fene-  
 lon & du Reveſt, Officiers de la Banque,  
 par les Sieurs de la Nauze, Blondel, du  
 Vivier, Rolland, Granet & Manis, les-  
 quels Sa Maieſté a autorizez à faire les-  
 dites Signatures indiftinctement, nonobſ-  
 tant ce qui eſt porté par les Arreſts de  
 ſon Conſeil des 3. Juin & 31. Aouſt der-  
 niers, lesquels n'auront en ce cheſ aucune  
 execution. *Fait au Conſeil d'Eſtat du Roy,*  
 Sa Maieſté y eſtant, tenu à Paris le qua-  
 torzième jour d'Octobre mil ſept-cens dix-  
 neuf. *Signé P H I L Y P P E A U X.*

*( Collationné à l'Original par  
 Nous Ecuyer - Conſeiller,  
 Pour le Roy. { Secrétaire du Roy, Mai-  
 ſon-Couronne de France &  
 de ſes Finances.*

## XLIII.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roy, qui regle le Payement des Souscriptions de la Compagnie des Indes, pendant les mois de Décembre, Mars & Juin prochains.*

Du 20. Octobre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs de la Compagnie des Indes, que l'augmentation qui a esté faite de Nouvelles Actions jusqu'à Cent cinquante Millions, & les différentes occupations dont ils sont chargez, les ont obligé de chercher des arrangemens pour procurer la facilité & l'expédition du Payement du fonds desdits Cent cinquante Millions, sans que les autres affaires de la Compagnie qui leur ont esté confiées, souffrent du retardement & du préjudice; Que le Payement desdites Actions en neuf termes de mois en mois, les exposant à une répétition de signatures pour le visa des Certificats, & à un concours réitéré de la multitude des Actionnaires pour les Payemens, ils ont crû devoir chercher une operation plus simple; Que dans cette veüe ils ont estimé qu'il convenoit de faire signer par les mesmes Commis nommez

mez par l'Arrest du Conseil du 12. du présent mois d'Octobre, de Seconds Certificats de Souscription, visez par un des Directeurs pour quatre Payemens, qui seront delivrez dans tout le courant du mois de Decembre aux Porteurs des Premiers, lesquels seront rendus; Que les mesmes Commis signent de Troisiemes Certificats pareillement visez pour sept Payemens, qui seront delivrez dans tout le courant du mois de Mars 1720. aux Porteurs des Seconds Certificats, lesquels seront aussi rendus, & resteront nuls; Et qu'au mois de Juin suivant, où se trouvera l'échéance du dernier Payement, il soit delivré des Actions aux Porteurs des Troisiemes Certificats, qui seront pareillement rapportez, & demeureront nuls; Enforte que par ce moyen, & les Directeurs, & les Actionnaires se trouveront exposez à moins d'embarras & de soins: Mais que cet ordre projeté par les Directeurs de ladite Compagnie, ne peut s'executer à moins qu'il n'ait plû au Roy de l'autoriser; Sur quoy estant necessaire de pourvoir: Oüy le Rapport: *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que par les Srs. Guyot, Cauvin, Motte & Maricourt, Commis par Arrest du Conseil du 12. du présent mois, pour signer pour le Sr. Vernezobre de Laurieux, les Certificats coupez, il sera signé des Certificats de Souscriptions, portant Quittance de quatre Payemens, lesquels

seront visez par l'un des Directeurs de la Compagnie des Indes, scellez du Sceau de ladite Compagnie, & delivrez dans tout le courant du mois de Décembre prochain aux Porteurs des Premiers Certificats, en remettant lesdits Premiers Certificats, & faisant les trois Payemens des mois d'Octobre, Novembre & Décembre: Ordonne pareillement Sa Majesté, que par les mesmes Commis, il sera signé de Troisièmes Certificats, portant Quittance de sept Payemens, qui seront aussi visez par l'un des Directeurs, scellez du Sceau de la Compagnie, & delivrez dans tout le courant du mois de Mars 1720. aux Porteurs des Certificats expediez au mois de Décembre précédent, en remettant lesdits Certificats, & faisant les trois Payemens des mois de Janvier, Fevrier & Mars; Et pour les trois autres Payemens, veut Sa Majesté qu'ils soient faits dans tout le courant du mois de Juin de la mesme année, par les Porteurs des Certificats expediez au mois de Mars précédent; Moyennant quoy, & en rapportant, & rendant lesdits Certificats, il leur sera delivré des Actions de la Compagnie des Indes, à proportion du montant de leurs Souscriptions. Declare Sa Majesté, que faute par les Porteurs des Certificats de Souscriptions, de satisfaire aux Payemens dans les termes portez par le présent Arrest, lesdits Certificats seront & demeureront nuls, & les sommes portées par iceux, acquises au profit de ladite Compagnie.

*pagnie. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingtième jour d'Octobre mil sept-cens dix-neuf. Signé P H E L Y P E A U X.*

---

X L I V.

**ARRÊT** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que: les Récepissés du St. Hallée, expediez & à expedier pour les Arrérages des pensions dûes par Sa Majesté, seront reçus dans les Payemens des Cent cinquante Millions de Nouvelles Actions, en la même manière que les autres mentionnez en l'Arrêt du 26. Septembre dernier.

Du 21. Octobre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs de la Compagnie des Indes, qu'il a esté rendu sur leur Représentation le 19. Aoust dernier, un Arrest qui permet à leur Compagnie d'avancer, à Trois pour cent de retenue, le Payement des Pensions pour les Arrerages échus, à ceux des Pensionnaires de Sa Majesté qui les voudront recevoir; A l'effet de quoy il leur sera expedié au Tresor Royal des Recépissés de l'appoint de leurs Pensions, payables comptant au Porteur sur le Caissier de ladite Compagnie; Mais que depuis

ce premier Arrest il en est intervenu un second le 26. Septembre dernier, qui ordonne que le Payement des Souscriptions pour les Nouvelles Actions de la Compagnie des Indes, ne pourra estre fait qu'en Billets de l'Estat, Billets de la Caisse Commune, ou en Recepisséz des Srs. Hallée & Renaut, sur le Sr. Deshayes, Caissier de ladite Compagnie, ce qui a augmenté le credit de ces sortes d'Effets; Et comme le Payement des Pensions est une Dette de l'Estat des plus favorables, les Directeurs de ladite Compagnie des Indes ont estimé, sous le bon plaisir de Sa Majesté, qu'il estoit juste d'admettre les Recepisséz du Tresor Royal sur le Caissier de la Compagnie, au sujet des Arrerages des Pensions deües par Sa Majesté, pour le Payement des Cent cinquante Millions de Nouvelles Actions, ainsi que ceux mentionnez en l'Arrest du 26. Septembre dernier; A quoy Sa Majesté voulant pourvoir: Oüy le Rapport: *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que les Recepisséz du Sr. Hallée expediez & à expedier pour raison des Arrerages des Pensions deües par Sa Majesté sur le Caissier de la Compagnie des Indes, seront receüs dans les Payemens des Cent cinquante Millions de Nouvelles Actions, en la même sorte & maniere que les autres Effets mentionnez en l'Arrest du 26. Septembre dernier. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant,*

estant, tenu à Paris le vingt-unième jour  
d'Octobre mil sept-cens dix-neuf. Signé  
P H E L Y P E A U X.

---

X L V.

*A R R E T du Conseil d'Etat du Roi, por-  
tant qu'il sera fait pour vingt Millions de  
Nouveaux Billets de Banque, à raison de  
Dix-mille livres chaque Billet.*

Du 24. Octobre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter l'Ar-  
rest de son Conseil du 12. Septembre  
dernier, portant qu'il sera fait pour Cent  
vingt Millions de livres de Billets de la  
Banque de Dix mille livres chacun, Sa  
Majesté a esté informée que le Commer-  
ce & la Circulation augmentent si consi-  
derablement, qu'il est nécessaire pour la  
commodité publique d'augmenter le nom-  
bre des Billets ; A quoy voulant pourvoir :  
Oüy le Rapport : *Sa Majesté estant en son  
Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Or-  
leans Regent, a ordonné & ordonne, qu'il  
sera fait Vingt nouveaux Registres, con-  
tenant chacun Six-cens Billets, de Dix mille  
livres chaque Billet, numerotez depuis le  
No. Douze mille un, jusques & compris le  
No. Vingt-quatre mille, faisant la somme de  
Cent vingt Millions, lesquels Billets seront  
signez par le Sieur Bourgeois, Tresorier de  
M 5 la



la Barque, visez par le Sieur, Fenellon  
Inspecteur, & contrôlez par le Sieur du  
Revest, Contrôleur. *Fait au Conseil d'Etat  
du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à  
Paris le vingt-quatrième jour d'Octobre  
mil sept-cens dix-neuf. Signé PHELY-  
PEAUX.*

Pour le Roy.

*Collationné à l'Original par  
Nous Royer-Conseiller,  
Secrétaire du Roy, Mai-  
son, Couronne de France  
& de ses Finances.*

## XLVI.

ORDONNANCE du Roi, concernant le  
Commerce des Actions de la Compagnie  
des Indes.

Du 26. Octobre 1719.

**S**A Majesté, étant informée qu'à l'oc-  
casion du Commerce des Actions de  
la Compagnie des Indes, il se fait des  
Assemblées à la rue Quinquempoix, &  
voulant prévenir tous les désordres qui  
pourroient y survenir contre le bien &  
la tranquillité du Public, le bon ordre, &  
les Regles de la Police; De l'avis de Mon-  
sieur le Duc d'Orleans Régent, a ordon-  
né & ordonne qu'il y sera étably une Garde  
de douze hommes, commandée par trois  
Offi-

Officiers, pour y rester tout le jour, & si besoin est, la nuit, veiller à tout ce qui s'y passera contre la liberté & seureté des Négocians, arrester les filoux, vagabons, & du tout rendre compte, pour y estre pourveu, ainsi qu'il appartiendra. Mande *Sa Majesté* au Sr. de Machault, Conseiller du Roy en ses Conseils, Lieutenant General de Police, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, circonstances & dépendances. Fait à Paris le vingt-six Octobre mil sept-cens dix-neuf. Signé, LOUIS, & plus bas, PHELY-PERDUX.

*L'Ordonnance du Roy, cy-dessus, a esté lue & publiée à haute & intelligible voix, à son de Trompe & Cry public, en tous les lieux ordinaires & accoutumés, par moy Messr. Antoine Pasquier, Jure Crieur ordinaire du Roy en la Ville, Prévost & Vicomte de Paris, y demourant, rue du milieu de l'Hostel des Ursins, accompagné de Louis Ambekar, Nicolas Ambekar, & Claude Craponne, Jurez Trompettes, le treize Janvier 1720. à ce que personne n'en prétende cause d'ignorance, & affichée ledit jour esdits lieux.*



## XLVII.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roy, qui nomme des Commissaires pour juger les différens méûs & à mouvoir, au sujet des Négociations des Actions de la Compagnie des Indes.

Du 21. Novembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant esté informé qu'il s'est méû des Contestations, au sujet des Négociations des Actions de la Compagnie des Indes, Sa Majesté a jugé qu'il convenoit au bien public & à l'avantage du Commerce, que ces sortes de différens fussent jugez sommairement, & sans aucun retardement; A quoy voulant pourvoir: Qu'y le Rapport: Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a évoqué à soy & à son Conseil les différens méûs & à mouvoir, au sujet des Négociations des Actions de la Compagnie des Indes; Les a renvoyez & renvoye par-devant les Srs. de la Houffaye, Conseiller d'Etat ordinaire, d'Ormesson, de Gaumont, de Baudry, de Pomereu de la Grandville, Orry, Regnault, le Pelletier de Signy & d'Argenson, Maistres des Requestes, que Sa Majesté a commis & commet pour estre par eux jugez sommairement & en dernier Ref.

Reffort, au nombre de sept au moins, leur en attribuant à cet effet toute Jurisdiction & connoissance, & icelle interdisant à ses Cours & juges; Fait deffenses aux Parties de se pourvoir ailleurs, à peine de nullité, cassation de procédures, dommages & interests, & de trois-mille livres d'amende. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-unième jour de Novembre mil sept-cens dix-neuf. Signé P H E L Y P E A U X.*

---

X L V I I I.

*ARRET du Conseil d'Estat du Roi, concernant les Billets de Banque.*

*Du premier Décembre 1719.*

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter les differens Arrests de son Conseil rendus au sujet de sa Banque, Sa Majesté a esté informée qu'il a esté fait en conséquence desdits Arrests pour Six-cens quarante Millions de Billets, dont la plus grande partie a esté distribuée à Paris; Et une autre envoyée aux Bureaux Particuliers de la Banque, establis dans les Villes de son Royaume où il y a Hostel des Monnoyes; Et attendu que par la distribution qui a esté faite desdits Billets à Paris, il y en a un nombre suffisant

pour y faire la Circulation, & former toutes les opérations nécessaires pour le Commerce; Et que ce qui reste à délivrer, sera à peine suffisant pour les opérations des Bureaux Particuliers établis dans les Provinces; Sa Majesté voulant rendre sur cela ses Intentions publiques; Ouy le Rapport: Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne:

I. Qu'à compter du jour de la Publication du présent Arrest, il ne sera reçu au Bureau General de la Banque à Paris, aucunes Especes d'Or & d'Argent, pour estre converties en Billets de Banque.

II. Voulant cependant Sa Majesté, conformément à l'Article V. de l'Arrest de son Conseil du 25. Juillet dernier, que tant à Paris, que dans les Villes où il y a des Bureaux de Banque établis, il soit permis aux Creanciers d'exiger de leurs Debitteurs leurs Payemens en Billets de Banque, même dans le cas où lesdits Billets gagneroient sur les Especes, & sans qu'ils puissent estre obligez d'en recevoir aucunes Parties en Especes d'Or ou d'Argent, si ce n'est pour les appoints.

III. Declare Sa Majesté nulles & de nul effet les offres Judiciaires de Payement pour cause de Retrait, & autres Judiciaires & Extrajudiciaires, de quelque nature qu'elles puissent estre, qui ne seront pas faites en Billets de Banque, sans néanmoins déroger aux formalitez prescrites par les Coustumes du Royaume, en  
ce

ce qui n'est pas contraire à la disposition du présent Article ; Et ce à commencer du jour de la Publication du présent Arrest, tant à Paris, que dans les Provinces.

IV. Entend Sa Majesté que les Porteurs des Recepissés tirez sur le Caissier de la Compagnie des Indes, en conséquence des differens Arrests de son Conseil, jouissent de la même faculté portée en l'Article II. & qu'ils puissent exiger leurs Payemens en Billets de Banque. Veut aussi que les sommes qui resteront dûes à Sa Majesté par ladite Compagnie sur les Quinze cens Millions qu'elle s'est engagée de luy prêter, même celles provenant des differens Recouvremens dont elle s'est chargée, soient pareillement acquittées en semblables Billets ; A l'effet de quoy, & à commencer à Paris & dans les Villes où il y a des Bureaux de Banque établis, huit jours après la Publication du présent Arrest, & dans les autres Villes & lieux du Royaume au premier Avril prochain, la Compagnie pourra exiger des Contribuables & Debiteurs des droits & impositions, le Payement dans les mêmes Billets de Banque.

V. Ordonne cependant Sa Majesté, qu'à l'échéance des délais portez en l'Article précédent, il sera fait par les Srs. Intendants & Commissaires departis à Paris & dans les Provinces, des Procez verbaux des Sommes qui se trouveront en Especes d'Or & d'Argent dans les Caisses de tous les Receveurs de la Compagnie des Indes, les

lesquelles seront receûes par Sa Majesté en payement, & sans qu'après lesdits Procez verbaux, ladite Compagnie puisse faire ses Payemens d'autre maniere qu'en Billets de Banque.

VI. Et pour la commodité du Public, les Billets endossez, & ceux que l'on voudra convertir en d'autres Billets de moindres Sommes, seront receûs & convertis en Billets, au choix & à la volonté des Porteurs.

VII. Ordonne Sa Majesté que le présent Arrest sera executé, nonobstant oppositions ou autres empeschemens quelconques, dont si aucuns interviennent, Sa Majesté s'en reserve & à son Conseil la connoissance, & icelle interdit à toutes ses Cours & Juges: Et pour l'exécution du présent Arrest, toutes Lettres necessaires seront expédiées. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le premier jour de Décembre mil sept-cens dix-neuf. Signé* PHELYPEAUX.



## X L X.

EDIT du Roi, qui ordonne la Fabriedtion  
de Nouvelles Espece d'Or & d'Ar.  
gent fin.

Donné à Paris au mois de Décembre 1719.

*Registré en la Cour des Monnoyes.*

**L**OUIS par la Grace de Dieu Roy de  
France & de Navarre: A tous présens  
& à venir, Salut. La connoissance que  
Nous avons, que la beauté des Espece  
est le moyen le plus seur d'empescher de  
les contrefaire, & qu'on ne peut aisement  
parvenir à les faire parfaitement belles,  
sans augmenter le fin auquel elles se fa-  
briquent, Nous a fait prendre le parti  
d'ordonner dans la seule Monnoye de Paris  
une fabrication de Nouvelles Espece d'Or  
& d'Argent fin, tels qu'ils se tirent or-  
dinairement des affinages, & de donner  
à ces Espece un prix proportionné à ce-  
luy porté par l'Edit du mois de May 1718.  
A ces Causes, & autres à ce Nous mouvans,  
de l'avis de nostre très-cher & très-amié  
Oncle le Duc d'Orleans, petit fils de  
France Regent, de nostre très-cher & très-  
amié Oncle le Duc de Chartres, premier  
Prince de nostre Sang, de nostre très-cher  
& très-amié Cousin le Duc de Bourbon,  
de nostre très-cher & très-amié Cousin le  
Prin-



Prince de Conty, Princes de nostre Sang, de nostre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, grands & notables Personnages de nostre Royaume; & de nostre certaine science, pleine puissance & Autorité Royale, nous avons par nostre présent Edit, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, Voulons & Nous plaist ce qui ensuit.

I. Qu'il sera incessamment fabriqué dans l'Hostel de ladite Monnoye de Paris, des Quinzains d'Or, du Titre de vingt-quatre Karats, au remede d'un quart de Karat, à la taille de 65.  $\frac{1}{2}$ . au remede de  $\frac{1}{11}$ . de Piece par Marc, qui auront cours dans tous les Pays, Terres & Seigneuries de nostre obéissance, pour Quinze livres Piece.

II. Et des Livres d'Argent du Titre de douze deniers de fin, à la mesme taille de Soixante-cinq  $\frac{1}{2}$ . par Marc, au remede de six Grains pour le fin, & de dix-sept onzièmes de Piece pour le poids, lesquelles Livres d'Argent auront cours pour Vingt sols chacune, des demies à proportion.

III. Lesquelles Espèces d'Or & d'Argent porteront les Empreintes figurées dans le Cahier attaché sous le Contre-scel du présent Edit.

IV. Le Travail de laquelle Fabrication sera jugé en nos Cours des Monnoyes en la maniere accoustumée; Mais comme Nous sommes informez que sur le pied qu'il Nous est compté de la Regle des Mon-

Monnoyes, les Foiblages & Echarcetez tournent naturellement à nostre profit, & que s'il ne paroist quelquefois pas y tourner entierement, la difference provient plustost des incertitudes des Essays, ou du fray des Espèces, que d'une fraude faite de concert entre tous les Officiers de chaque Monnoye, laquelle n'est pas à présumer; Nous voulons bien, pour mettre les Directeurs des Monnoyes à couvert des Pertes que leur causeroient les condamnations, si elles s'exécutoient à la lettre, ordonner, ainsi que Nous ordonnons par le présent Edit, qu'en justifiant par les Certificats du Directeur General des Monnoyes, que Nous avons profité des Foiblages & Echarcetez énoncez par les Jugemens, à un quart des remedes prés, lesdits Directeurs en soient dechargez. Voulons qu'au cas, que par lesdits Certificats la difference d'entre les Comptes & les Jugemens se trouve Nous causer un préjudice de plus d'un quart des remedes, lesdits Directeurs soient tenus de payer l'excédent entre les mains du Receveur des Boëtes de la Cour des Monnoyes, lequel en comptera; Et pour empêcher que lesdits Directeurs ne puissent même profiter dudit quart des remedes, Nous enjoignons aux Officiers desdites Monnoyes, d'exercer leurs Offices avec tant d'exactitude, chacun à leur égard, que toutes les Matieres mises en fonte soient régulièrement registrées, & les Espèces delivrées, employées sur le Papier des

des delivrances , precifement comme elles fe trouveront par le Compte & les Pefées qui en feront faites en leur préfence.

V. Deffendons à toutes perfonnes, telles qu'elles puiffent eftre, de contrefaire ou alterer lefdites Efpeces, d'en apporter aucunes du Pays Eft ranger, ou d'en ex pof er de contrefaites, à peine d'eftre punis comme faux Monnoyeurs, & de confiscation de la valeur desdites Efpeces, au profit des Saisiffans, ou Denonciateurs; Enfemble des chevaux, charettes, ou autres voitures, fur lesquelles feront lefdites Efpeces, mefme des Marchandifes avec lesquelles elles fe trouveront embal lées.

Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Confeillers les Gens tenans nostre Cour des Monnoyes à Paris, que le pré fent Edit ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en iceluy, garder & executer felon la forme & teneur, non obftant tous Edits, Declarations, & autres chofes à ce contraires, aufquelles Nous avons dérogé & dérogeons par le préfent Edit. *Car tel eft nostre plaisir.* Et afin que ce foit chofe ferme & ft able à toujours, Nous y avons fait mettre nostre Scel. *Donné* à Paris au mois de Décembre, l'an de grace mil fept-cens dix-neuf. Et de nostre Regne le cinquième. Signé L O U I S. *Et plus bas*, Par le Roy, le Duc d'Orleans Regent préfent. P H E L Y P R A U X, *Visa de Voyer d'Argenson.* Et fcellé du grand Sceau de cire verte.

*Les,*

*Leu, publié & enregistré, Oüy, & ce requerrant le Procureur General du Roy, pour estre executé selon sa forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. Fait en la Cour des Monnoyes, les Semestres assemblez, le deuxièame jour de Décembre mil sept-cens dix-neuf. Signé GUEUDRE.*

---

## L.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne, conformément à l'Arrêt du 25. Juillet dernier, que la Compagnie des Indes continuera de jouir de tout le Benefice de la Fabrication qui se fera dans les Monnoyes, jusqu'au premier Août 1728. Ensemble des Droits & Emolumens attribuez pour les Affinages & Departs d'Or & d'Argent aux Affineurs, dont les Offices demeureront éteints & supprimez.

Du 9. Décembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs de la Compagnie des Indes, que Sa Majesté ne s'estant pas expliqué sur la jouissance du Benefice de la Nouvelle Fabrication ordonnée par l'Edit du présent mois, il est nécessaire qu'elle fasse connoître l'intention dans laquelle elle est, que suivant l'Arrêt du Conseil du

25.

25. Juillet dernier, ladite Compagnie continuë de jouir pendant le reste des neuf années énoncées audit Arrest, du Benefice de toute la Fabrication qui se fera dans les Monnoyes; A quoy Sa Majesté voulant pourvoir, mesme donner de plus en plus des marques de la satisfaction qu'elle a des services de ladite Compagnie, en luy accordant encore le Privilege de faire seule les Affinages & Departs des Matieres d'Or & d'Argent; Oüy le Rapport. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a déclaré & declare, qu'elle n'entend pas que l'Edit du présent mois change rien à la disposition de l'Arrest du 25. Juillet dernier, conformément auquel la Compagnie des Indes continuëra de jouir de tout le Benefice de la Fabrication qui se fera dans les Monnoyes, jusqu'au premier Aoust 1720. à quelques sommes qu'il puisse monter; Ensemble des Droits & Emolumens attribuez pour les Affinages & Departs d'Or & d'Argent aux Maistres Affineurs, par la Declaration du 25. Octobre 1689. de la maniere qu'en ont joui jusqu'à présent les Pourveus des Offices d'Affineurs, creëz par Edits des mois de Décembre 1692. & Novembre 1693. Et ce à commencer du premier Janvier 1720. Lesquels Offices Sa Majesté a esteints & supprimez par le présent Arrest, ainsi que celui d'Inspecteur des Affinages à Paris. & les Droits d'Inspecteur, Essayeur & Syndic des Affinages de Lyon, réunis audits Offi-

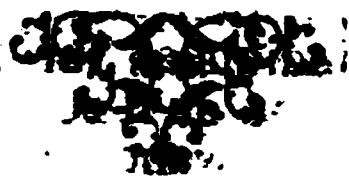
Offices d'Affineurs par Edits des mois de Septembre 1705. & May 1709. *Veut* Sa Majesté que les Propriétaires desdits Offices & Droits, soient incessamment remboursez de toutes leurs Finances par l'un des Gardes du Tresor Royal, en Assignations sur la Compagnie des Indes, à compte des Quinze-cens Millions qu'elle s'est engagée de prêter à Sa Majesté, suivant les Quittances de Finance que lesdits Propriétaires rapporteront dans un mois par-devant le Sr. le Peletier Desforts, Conseiller d'Estat & au Conseil de Regence pour les Finances. *Veut* encore Sa Majesté que ladite Compagnie jouisse de tous les Affinours, Fourneaux, & autres lieux destinez pour les Affinages, ainsi que de toutes les Matieres d'Argent, Outils, Machines, Ustanciles & provisions de Plomb, Bois, Charbon, & autres qui se trouveront dans les Hostels des Monnoyes de Paris & de Lyon, appartenans ausdits Affineurs, conformément aux Inventaires qui en seront faits par les Commissaires desdites Monnoyes, à la charge par ladite Compagnie d'en rembourser comptant le prix ausdits Affineurs, suivant l'estimation. *Permet* Sa Majesté à ladite Compagnie des Indes d'établir des Laboratoires d'Affinages dans les lieux qu'elle jugera les plus convenables, même hors les Hostels des Monnoyes, & d'y faire fondre toutes sortes de Matieres & Especes d'Or & d'Argent nonobstant les Ordonnances contraires, auxquelles Sa Majesté a dérogé & déroge par le

le présent Arrest, à condition toutesfois que les Lingots qu'elle livrera aux Marchands, Negocians & Ouvriers, soient au moins au Titre de vingt trois Karats  $\frac{23}{100}$  pour l'Or, & de onze deniers dix-huit Grains pour l'Argent. *Deffend* Sa Majesté à toutes autres personnes, de quelque qualité qu'elles soient, d'affiner & de partir aucunes Matieres d'Or & d'Argent, ou d'avoir aucuns Outils & Ustanciles servant à cet usage, sous quelque prétexte & occasion que ce puisse estre, à peine de trois mille livres d'amende, & d'estre procedé extraordinairement envers les contrevenans, mesme à peine contre les Maistres Orfévres, Tireurs d'Or & autres, d'estre dechûs de leur Maistrise, & contre les Compagnons, d'incapacité d'y parvenir. *Enjoint* Sa Majesté aux Officiers des Cours des Monnoyes de Paris & de Lyon, de tenir la main à l'exécution du présent Arrest, sur lequel toutes Lettres necessaires seront expediées. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le neuvième jour de Décembre mil sept-cens dix-neuf. *Signé* P H E L Y P E A U X.

**L** OUIS *par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre:* A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nos Cours des Monnoyes de Paris & de Lyon, *Salut.* Nous vous mandons & enjoignons par ces présentes signées de Nous, de tenir la main à l'exécution de l'Arrest cy-attaché sous le Contre-scel de nostre Chancel-

cellerie , cejourd'huy donné en nostre Conseil d'Estat, Nous y estant, pour les causes y contenues: Commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis , de signifier ledit Arrest à tous qu'il appartiendra , à ce que personne n'en ignore, & de faire pour son entiere Execution tous Actes & Exploits necessaires, sans autre permission. Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le neuvième jour de Decembre, l'an de grace mil sept-cens dix-neuf, & de nostre Regne le cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, le Duc D'ORLEANS Regent présent. PHELYPEAUX. Et scellé.

*Registrées en la Cour des Monnoyes, Oily, & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris le douzième jour de Decembre mil sept-cens dix-neuf. Signé GUEUDRE.*





## L I.

**ARRÊT** du Conseil d'Etat du Roi , qui ordonne la manière dont les Payemens doivent être faits , tant à Paris que dans les Provinces ; Et qui règle la différence entre la Monnoye de Banque & la Monnoye courante.

Du 21. Décembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter les differens Arrests intervenus, tant sur le fait de la Banque, qu'au sujet des Diminutions indiquées sur les Especes ; Sa Majesté a jugé qu'il convenoit au bien de l'Etat, & à l'avantage de ses Sujets, en augmentant le credit Public, de procurer à son Peuple le moyen d'éviter les pertes que causent ordinairement les variations sur le cours des Monnoyes ; A quoy voulant pourvoir: Oüy le Rapport. Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de  
de

de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne.

I. Que l'Argent de Banque sera & demeurera fixé à Cinq pour Cent au-dessus de la valeur de l'Argent courant, auquel prix il sera delivré des Billets de Banque, tant au Bureau general de Paris, que dans les Bureaux particuliers establis dans les Provinces, sauf aux Porteurs desdits Billets, après que ceux de la Banque auront esté distribuez, à les negocier à tel plus haut prix qu'ils jugeront à propos.

II. Veut Sa Majesté, qu'à commencer du jour de la publication du présent Arrest dans la Ville de Paris, au premier Mars prochain dans celles où il y a Hostel des Monnoyes, & au premier Avril suivant dans les autres Villes & lieux de son Royaume, les Especes d'Or & d'Argent, tant de la Fabrication ordonnée par Edit du mois de May 1718. que de celles du présent mois de Decembre, ne puissent estre offertes ni receûes dans les Payemens; Sçavoir, les Especes d'Argent, que pour ceux au-dessous de Dix livres, & celles d'Or, que pour les Payemens au-dessous de Trois-cens livres, & que les Payemens au-dessus desdites Sommes soient faits en Billets de Banque, à peine de confiscation du montant des Payemens, & de Trois cens livres d'amende contre les contrevenans.

III. Entend Sa Majesté, que la Compagnie

gnie des Indes paye en Billets de Banque le montant des Impositions & Droits dont elle aura fait le Recouvrement, & que pour les Payemens qu'elle fera en argent, & qui proviendront des Parties au-dessous de Dix livres en Argent, & de Trois-cens livres en Or, que les Commis & Préposés auront recues, elle paye les Cinq pour Cent d'augmentation; Sa Majesté l'autorisant à recevoir les mêmes Cinq pour Cent des débiteurs & contribuables, sur les Payemens au-dessous de Dix livres en Argent, & de Trois-cens livres en Or.

IV. Vient aussi Sa Majesté, qu'à compter du jour de la publication du présent Arrest, les Payemens des Lettres Estrangeres soient faits en Billets de Banque, & ce nonobstant l'Arrest du 27. May dernier, auquel Sa Majesté a dérogé; Et pour l'Execution du présent Arrest seront toutes Lettres nécessaires expédiées. Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le vingt-troisième jour de Decembre mil sept-cens dix-neuf, Signé PHÉLYPEAUX.



## L I I.

**ARRÊT** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Billets de Banque de Dix livres, quoique non signés à la main, mais seulement en Caractères d'Impression, aient cours & seront reçus sans aucune difficulté.

Du 29. Décembre 1719.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter l'Arrest de son Conseil du 21. du présent mois de Decembre, concernant les Billets de la Banque, Sa Majesté a esté informée, que la quantité des Billets nécessaires pour la circulation, tant à Paris que dans les Provinces, & sur-tout de ceux de Dix livres, doit estre si grande, qu'il n'est pas possible de suffire aux signatures; Et comme la feureté de ces sortes de Billets sera suffisamment establie, tant par les Caracteres de l'Impression, la Marque du Papier, que par le Sceau de la Banque, Sa Majesté a jugé devoir rendre sur cela ses intentions publiques; Oüy le Rapport. Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de

## 294 HISTOIRE DU SYSTEME.

Monfieur le Duc d'Orleans Regent , a ordonné & ordonne , que les Billets de Banque de Dix livres , quoyque non fignez à la main , mais feulement en Caracteres d'Impreffion , au nom du Sr. de Lannauze pour le Sr. Bourgeois , Tresorier de la Banque , du Sr. Giraudeau pour le Sr. Fenellon , Inspecteur , & du Sr. Granet pour le Sr. Durevest , Contrôleur , & fcellez du Sceau de la Banque , auront cours & feront receus fans aucune difficulté.

*Fait* au Conseil d'Etat du Roy , Sa Majesté y eftant , tenu à Paris le vingt-neuvième jour de Decembre mil sept-cens-dix-neuf. *Signé* P H E L Y P E A U X.

*Fin du Cinquième Tome.*



**HISTOIRE**  
**DU**  
**SYSTEME**  
**DES**

**FINANCES,**

*Sous la Minorité de*

**LOUIS XV.**

**Pendant les années 1719 & 1720.**

**PRÉCÉDÉE**

**D'un Abregé de la Vie du Duc**  
**REGENT, & du Sr. LAW.**

**TOME SIXIEME.**

**A LA HAYE,**  
**Chez PIERRE DE HONDT,**  
**M. DCC. XXXIX.**

1902

1911

1912

1913



S U I T E D E L A  
T A B L E  
P A R O R D R E  
C H R O N O L O G I Q U E  
D E S

MEMOIRES, LETTRES PATENTES,  
EDITS, DECLARATIONS, AR-  
RETS, & autres Pièces des Opé-  
rations sur lesquelles la fond de  
L'HISTOIRE DU SYSTEME DES  
FINANCES a été composé.

\*\*\*\*\*

T O M E S I X I E M E .

L I I L

<b>A</b> rrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui nom- me huit Commis pour signer les Recon- noissances, Certificats, Souscriptions & au- tres Expéditions concernant les Actions & Primes de la Compagnie des Indes.	<b>Dates.</b> 1720. 9. Janv.
---	------------------------------------

Tome VI.

\*

LIV. Ar.



# T A B L E

**Dates.**

## L I V.

1720.

12. Janv.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Rentiers de l'Hôtel de Ville seront tenus de recevoir, avant le premier Avril de la présente année 1720. les Fonds qui ont été remis aux Payeurs pour acheter le Payement de tout ce qui est dû d'Arrérages desdites Rentes.*

## L V.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, pour la Diminution des Espèces & Matières d'or & d'Argent, & qui ordonne que les Billets de la Banque auront cours dans tout le Royaume.*

## L V I.

29 Janv.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui exempte des quatre sols pour livre, ceux qui payeront les droits des Fermes Générales de Sa Majesté en Billets de Banque.*

## L V I I.

2. Févr.

*Déclaration du Roi, portant Défenses de porter des Diamans, Perles & Pierres précieuses.*

## L V I I I.

6. Févr.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de Banque.*

LIX. Ar-

# DES PIÈCES.

## LIX.

Dates.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne, qu'à commencer au premier Juillet prochain, toutes les Rentes mentionnées aux Arrêts des 31. Août & 26. Octobre derniers, sans aucune exception, seront remboursées; sauf aux Rentiers qui n'auront pu ou voulu recevoir leur Remboursement, à réduire leurs Rentes à raison de Deux pour Cent.*

1720.  
6. Févr.

## LX.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui évoque au Conseil tous les Procès & différens nés & à mouvoir concernant les Billets de Banque.*

9. Févr.

## LXI.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant Défenses à toutes personnes, à l'exception de la Compagnie des Indes, de contracter à l'avenir aucuns Engagemens sous le nom de Primes, pour fournir ou recevoir à terme des Actions, Souscriptions, ou Polices de ladite Compagnie.*

11. Févr.

## LXII.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui commet les Srs. Marguerit, de Ville, Villiemain, Massé, Chauvin & Mayeux, pour signer conjointement avec ceux nommez par les précédens Arrêts, les Billets de Banque de Mille livres & de Cent livres.*

14. Févr.

\* 2

LXIII. Dé-

# T A B L E

Dates.

## L X I I I.

1720.  
18. Févr. *Déclaration du Roi, concernant la Vaisselle d'Argent.*

## L X I V.

19. Févr. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Créanciers de l'Etat, jusqu'au premier Janvier 1720. seront incessamment payez des fonds à ce destinez par les Trésoriers, Receveurs & Payeurs auxquels lesdits fonds ont été remis.*

## L X V.

20. Févr. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Engagemens sous le nom de Primes des Actions, Souscriptions ou Polices de la Compagnie des Indes.*

## L X V I.

23. Févr. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant la Banque & la Compagnie des Indes.*

## L X V I I.

*Extrait du Registre des Délibérations de la Compagnie des Indes.*

## L X V I I I. Ar-

# DES PIÈCES.

## LXVIII.

Dates.

1720.

27. Févr.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui fixe à Cinq-cens livres les Sommes que chaque Personne & Communauté Ecclesiastique, Seculiere ou Reguliere, peut garder en sa possession; & ordonne la Confiscation de l'excédent, ensemble des Matières d'Or & d'Argent qui seront trouvées en leur possession.*

## LXIX.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de Banque, les Actions de la Compagnie des Indes, le cours des Especes, & le prix des Matières d'Or & d'Argent.*

## LXX.

*Déclaration du Roi, pour abolir l'Usage des Especes d'Or au premier Mai prochain; & pour indiquer les Diminutions sur lesdites Especes, à commencer du 20. du présent mois pour Paris, & du premier Avril pour les Provinces;*

*Pour abolir pareillement au premier Août prochain l'Usage de toutes les Especes d'Argent, à l'exception des Sixièmes & Douzièmes d'Ecus, & Livres d'Argent.*

*Pour indiquer les Diminutions sur lesdites Especes, à commencer du premier Avril aussi prochain;*

*Et pour ordonner, qu'à commencer du premier Mai prochain, les Sixièmes & Douzièmes*

# T A B L E

**Dates.** xièmes d'Ecus, ensemble les Livres d'Argent  
 1720. diminueront de prix chaque mois, jusqu'au  
 premier Décembre, auquel jour elles demeureront  
 fixées; Sçavoir, les Sixièmes d'Ecus &  
 Livres d'Argent à Dix sols, & les Douzièmes  
 d'Ecus à Cinq sols.

## L X X I.

12. Mars. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne  
 qu'il sera imprimé pour Trois-cens Millions  
 d'Actions de la Compagnie des Indes,  
 avec les Dividends des années 1720. 1721.  
 & 1722. pour servir, tant à la Conversion des  
 Actions qualifiées Actions de la Compagnie  
 d'Occident, qu'à remplir les Engagemens de  
 la Compagnie des Indes au sujet des Souscrip-  
 tions & des Primes qui ont été délivrées, & à  
 ses autres opérations.

## L X X I I.

22 Mars. Ordonnance du Roi, qui défend de s'assem-  
 bler dans la rue Quinquempoix, pour négocier  
 du Papier.

## L X X I I I.

19. Avr. Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant  
 qu'il sera imprimé Quatre-vingt mille Billets,  
 d'une Action chacun, pour servir à la Con-  
 version des Huit-mille Billets de Dix Actions  
 chacun, imprimez en consequence de l'Arrêt  
 du 12. Mars dernier.

L X X I V. Ar.

# DES PIÈCES.

## LXXIV.

Dates.

1720.

19. Avr.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant qu'il sera fait pour Quatre-cens trente-huit Millions de Billets de Banque de Mille, Cent, & Dix livres: Et ordonne que dans trois mois, les Billets de Dix Mille livres seront rapportez pour être coupez en Billets de Mille, Cent, & Dix livres.*

## LXXV.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne qu'il ne sera plus fourni aux Bureaux de la Banque, ni dans aucuns autres des Bureaux de Sa Majesté, des Billets de Banque pour les Sixièmes & Douzièmes d'Ecus, pour les Livres d'Argent, & les Louis d'Argent.*

## LXXVI.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui commet les Srs. Glomy, Pasquier, le Vasseur, Sauvaire, Hamelin, & de Lajannez, pour signer, viser & controller au lieu des Srs. Bourgeois, Fenellon, & Durevest, les Billets de Banque de Mille & de Cent livres, concurremment avec ceux qui ont été ci-devant edmmis.*

## LXXVII.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que dans les Pais d'Etats, les Particuliers*

# T A B L E

**Dites.** *culiers qui payeront en Billets de Banque leurs Quottes dans les Impofitions qui fe levent au profit du Roi, jouiront du bénéfice de Dix pour Cents, accordé par l'Arrêt du 5. Mars dernier.*

## L X X V I I I .

*Ordonnance du Roi, concernant ce qui doit être obfervé en arrêtant les Mendians & Vagabonds.*

## L X X I X .

**4. Mai.** *Déclaration du Roi, portant que ceux qui feront convaincus d'avoir imité, contrefait, falsifié ou altéré les Papiers Royaux, feront punis de mort.*

## L X X X .

**20. Mai.** *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, en faveur de la Compagnie des Indes.*

## L X X X I .

**21. Mai.** *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Actions de la Compagnie des Indes, & les Billets de Banque.*

## L X X X I I .

**27. Mai.** *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui revoke celui du 21. Mai, concernant les Actions de la Compagnie des Indes, & les Billets de Banque.*

## L X X X I I I . *Ar-*

# DES PIÈCES.

## LXXXIII.

Dates.

1720.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui permet à toutes Personnes d'avoir en leur possession, & de garder telles Sommes en Espèces qu'elles jugeront à propos.* Premier Juin.

## LXXXIV.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Payemens faits en Billets de Banque, sur le pied de la Réduction portée par l'Arrêt du 21. Mai 1720.* 2. Juin.

## LXXXV.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Actions de la Compagnie des Indes.* 3. Juin.

## LXXXVI.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Actions Rentieres, & Rentes Viageres sur la Compagnie des Indes.* 5. Juin.

## LXXXVII.

*Edit du Roi, portant Création de Vingt. Au mois cinq Millions de livres de Rentes au Denier de Juin. Quarante sur l'Hôtel de Ville de Paris.*

## LXXXVIII.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de Banque.* 11. Juin.

\* 5

LXXXIX. Ar-



# T A B L E

Dates.

## L X X X I X.

1720.

20. Juin. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Actions de la Compagnie des Indes.*

## X C.

20. Juin. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui accepte les Offres faites à sa Majesté par la Compagnie des Indes, de lui retroceder les Dix-huit Millions de Rente, restans des Quarante-huit Millions de Rente à elle affectez pour le payement des Engagemens qu'elle a contractés envers Sa Majesté.*

## X C I.

4. Juill. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant défenses de porter ou faire entrer dans le Royaume des Diamans, Perles & Pierres précieuses ;*

*Et revoque toutes les permissions qui pourroient avoir été accordées de les porter.*

## X C I I.

13. Juill. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant qu'il sera ouvert à l'Hôtel de la Banque à Paris, & dans toutes les villes du Royaume où il y a des Hôtels des Monnoyes, un Livre de Comptes courans & de Viremens de Parties, dont le fonds ne pourra passer Six-cens millions.*

## X C I I I. Edit

# DES PIÈCES.

## XCIII.

Dater.

*1720.*  
*1720.*  
*Au mois*  
*de Juill.*  
Edit du Roi, portant que la Compagnie des Indes jouira à perpétuité de tous les Droits & Privileges qui concernent son Commerce.

## XCIV.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, ordonnant l'exécution de l'Edit du présent mois, qui accorde à la Compagnie des Indes la jouissance à perpétuité de tous les Droits & Privileges concernant son Commerce. 21. Juill.

## XCV.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant Augmentation des Espèces d'Or & d'Argent. 30. Juill.

## XCVI.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant Augmentation des Espèces de Billon. 31. Juill.

## XCVII.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant le Cours de Billets de Banque. 15. Août.

## XCVIII.

Edit du Roi, portant Création de Huit Millions de livres de Rentes au Denier Cin-quante sur les Recettes générales. Au mois d'Août.

XCIX. Ar.

# T A B L E

Dates,

## XIC L'X.

1720.

22. Août.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne l'Etablissement d'un Conseil pour la Régie & Administration de la Compagnie des Indes; Et contenant Reglement pour les Directeurs & Actionnaires de ladite Compagnie.*

### C.

15. Sept.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant Reglement pour les Billets de Banque, & les Actions de la Compagnie des Indes.*

### C. I.

Au mois  
le Sept.

*Edit du Roi, portant qu'il sera fabriqué de nouvelles Espèces d'Or & d'Argent.*

### C. I. I.

5. Oct.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Actions intéressées non remplies de la Compagnie des Indes.*

### C. I. I. I.

10. Oct.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant Suppression des Billets de Banque au premier Novembre prochain.*

### C. I. V.

11. Oct.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne qu'à commencer au 21. du présent mois d'Oc-*

## D E S P I E C E S.

d'Octobre, ce qui est dû d'Arreages pour la Dates.  
présente année 1720. des Rentes de l'Hôtel \_\_\_\_\_  
de Ville de Paris, sera payé en deniers comp. 1720  
sans & sans aucuns Billets de Banque.

### C V.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concer- 24. Oa.  
nant les Monnoyes.

### C V I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant 24. Oa.  
qu'il ne sera plus reçu de Billets de Banque  
dans les Hôtels des Monnoyes.

### C V I I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant 24. Oa.  
les Actions de la Compagnie des Indes.

### C V I I I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui per- 27. Oa.  
met aux Directeurs de la Compagnie des In-  
des d'emprunter sur leurs Billets solidaires la  
somme de Quinze Millions, les deux tiers en  
Espaces, & l'autre tiers en Billets de Banque,  
à raison de quatre pour cent d'intérêt.

### C I X.)

Ordonnance du Roi, portant défenses, sous 29. Oa.  
peine de la vie, à tous sujets du Roi de sortir  
du Royaume jusqu'au premier de Janvier pro-  
chain, sans Passaport ou Permission.

C X. Ar-

# T A B L E

Dates.

## C X.

1720.

Premier

Novemb.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui pro-  
roge jusqu'au 10. Novembre pour Paris, &  
au 20. pour les Provinces, le délai accordé  
pour porter en dépôt les Actions remplies de la  
Compagnie des Indes.*

## C X I.

Premier

Novemb.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui or-  
donne que dans le 15. Novembre, les Souf-  
scriptions seront rapportées pour être converties  
en dixièmes d'Actions.*

## C X I I.

8. Nov.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui per-  
met à la Compagnie des Indes de faire fondre  
& affiner toutes sortes d'Espèces & Matières  
d'Or & d'Argent.*

## C X I I I.

8. Nov.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concer-  
nant les Billets de Banque de Dix-mille livres  
& de Mille livres.*

## C X I V.

8. Nov.

*Sentence de Police, qui défend les Affem-  
blées pour les Négociations, tant à l'Hôtel de  
Saisons, & aux environs, qu'en aucuns au-  
tres Quartiers, Caffez, &c.*

C X V. Ar-

# DES PIÈCES.

C X V.

Dates.

1720.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui pro- 9. Nov.  
roge jusqu'au 23. du présent mois inclusive-  
ment pour Paris seulement, le délai pour por-  
ter en Dépôt les Actions de la Compagnie des  
Indes.

C X V I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concer- 17. Nov.  
nant l'Emprunt des Quinze-millions à faire par  
les Directeurs de la Compagnie des Indes.

C X V I I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui per- 17. Nov.  
met aux Directeurs de la Compagnie des In-  
des d'emprunter des Actionnaires de ladite Com-  
pagnie la somme de Vingt-deux Millions Cinq-  
cens mille livres, à raison de 150. livres par  
Action, les deux tiers en argent, & un tiers  
en Billets de Banque.

C X V I I I.

Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui or- 2. Dec.  
donne que les Actions de la Compagnie des In-  
des, qui n'auront point été timbrées d'un se-  
cond Sceau, seront & demeureront nulles. Et  
fait défenses de les négocier, à peine de trois-  
mille livres d'amende.

C X I X. Ar-

# TABLE DES PIÈCES.

Dates.

## C X I X.

1720.  
3. Dec.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de Banque de Dix-mille livres & de Mille livres.*

## C X X.

29. Dec. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui proroge jusqu'au 31. Janvier 1712. inclusivement, le délai accordé aux Actionnaires de la Compagnie des Indes par l'Arrêt du 15. du présent mois de Decembre, pour payer les Cent cinquante livres par Action, à eux demandées par celui du 27. Novembre dernier.*

## C X X I.

1721.  
5. Janv.

*Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Traitez faits avec la Compagnie des Indes, pour raison du bénéfice des Monnoyes, & les Baux des Fermes Unies faits à ladite Compagnie, sous le nom d'Armand Pillavoine, demeureront nuls & résotus. Et qu'à comhencer du premier du présent mois, ladite Compagnie cessera d'avoir l'Administration & Regie des Recouvrements dépendans des Recettes Générales des Finances.*

# HISTOIRE DU SYSTEME DES FINANCES.

\*\*\*\*\*  
SIXIEME PARTIE.

Contenant la Suite des Arrêts , Déclarations , Lettres Patentes &c. qui servent de Preuves à cet Ouvrage.


---

## LIII.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, qui nomme huit Commis pour signer les Reconnoissances , Certificats , Souscriptions & autres Expéditions concernant les Actions & Primes de la Compagnie des Indes.*

*Du 9. Janvier 1720.*

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

UR ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs de la Compagnie des Indes, que par Arrest du Conseil du 12. Octobre dernier, les Srs. Guyot, Cauvin, Motte & Maricourt ont  
Tome VI. A esté



esté commis pour signer pour le Sr. Vernezobre de Laurieux les Certificats de Souscription qui devoient estre signez par ledit Vernezobre, & que par autre Arrest du 7. Decembre suivant, les Srs. Baron, Postel, Ravoisié & Lauriau, ont esté nommez pour viser les mesmes Certificats pour les Directeurs de la Compagnie; Mais que les operations se trouvent si nombreuses, que pour satisfaire le Public avec la promptitude qu'il souhaite, il paroît necessaire de nommer Huit autres Commis, qui puissent, concurremment avec ceux qui ont esté nommez par les precedens Arrests, signer pour les Srs. Deshayes & Vernezobre de Laurieux, & viser pour les Directeurs les Reconnoissances, Certificats & autres Expéditions concernant la Compagnie; à quoy Sa Majesté voulant pourvoir, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que les Reconnoissances, Certificats, Souscriptions & autres Expéditions concernant les Actions & Primes de la Compagnie des Indes, seront signées pour les Srs. Deshayes & Vernezobre de Laurieux, & visées pour les Directeurs de ladite Compagnie, par les Srs. Sigonneau, Marine, Guyard, Rouvelin, Mabire, Dupont, des Roches & Couterot. *Veut* Sa Majesté, que lesdits Commis signent & visent concurremment &

& indistinctement , ainsi que ceux nommez par les Arrêts du Conseil des 12. Octobre & 7. Decembre derniers. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy , Sa Majesté y estant , tenu à Paris le neufvième jour de Janvier mil sept - cens vingt. Signé P H E - L Y P E A U X.

L I V.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi , qui ordonne que les Rentiers de l'Hôtel de Ville seront tenus de recevoir , avant le premier Avril de la présente année 1720. les Fonds qui ont été remis aux Payeurs pour achever le Payement de tout ce qui est dû d'Arrérages desdites Rentes.

Du 12. Janvier 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant donné les ordres nécessaires pour faire remettre incessamment aux Payeurs des Rentes de l'Hôtel de Ville de Paris , tous les Fonds dont ils ont besoin pour achever le Payement des anciens Arrerages qui sont dûs desdites Rentes , & pour ouvrir le Payement des six derniers mois de l'année 1719. tant des Rentes Viageres & des Tontines , que des Rentes assignées sur les Tailles & Recettes generales des Finances ; & Sa Majesté voulant fixer un terme aux Rentiers pour retirer lesdits Fonds des mains desdits Payeurs , attendu le Remboursement qui a été ordonné des trois quarts de la

Finance principale des Offices desdits Payeurs par l'Arrest du Conseil du 5. Septembre 1719. Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que les Rentiers de l'Hostel de Ville de Paris, seront tenus de recevoir avant le premier Avril de la presente année 1720. les Fonds qui ont esté remis ou qui seront remis aux Payeurs pour achever le Payement de tout ce qui est dû d'Arrerages desdites Rentes, faute de quoy & ledit temps passé, tous les Fonds qui resteront entre les mains desdits Payeurs, seront par eux portez au Tresor Royal, pour estre ensuite delivrez aux Rentiers, ainsi qu'il sera ordonné par Sa Majesté; & sera le present Arrest lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, à ce qu'aucun n'en ignore. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le douzième jour de Janvier mil sept-cens vingt. Signé PHELYREAU.*

---

## L V.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, pour la Diminution des Espèces & Matières d'Or & d'Argent, & qui ordonne que les Billets de la Banque auront Cours dans tout le Royaume.*

**L**E Roy estant informé, que nonobstant les avantages que Sa Majesté a donné

né à ses sujets par l'augmentation & le cours des anciennes especes, - ce qui en auroit dû augmenter la circulation, cependant des gens mal intentionnez travaillent à diminuer la confiance publique; Sa Majesté a jugé devoir faire de nouvelles dispositions pour favoriser le Commerce & la Circulation, & imposer des peines contre ceux qui desobeiront à ses ordres, en resserrant les Especes; ce qui se trouve également contraire à l'intérêt public, & à celui des particuliers mêmes qui les resserrent: A quoy voulant pourvoir, Oüy le rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Controlleur General des Finances, *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne.

I. Qu'à commencer du jour de la publication du present Arrest , les Especes d'Or & d'Argent. des fabrications qui precedent celle ordonnée par l'Edit du mois de Decembre dernier , seront & demeureront reduites ; sçavoir , les Louïs d'Or de la fabrication ordonnée par Edit du mois de May 1718. à Trente-quatre livres piece ; ceux de la fabrication ordonnée par Edit du mois de Novembre 1716. à Quarante-deux livres dix sols ; ceux de la fabrication ordonnée par Edit du mois de May 1709. à Vingt-huit livres six sols huit deniers ; & ceux des precedentes fabrications , ensemble les Pistoles d'Espagne de poids à Vingt-trois livres neuf sols ;

fols ; les Ecus de la dernière fabrication à Cinq livres treize fols six deniers piece ; ceux dont la fabrication a esté ordonnée par Edit du mois de May 1709. à Sept livres un fol huit deniers , & ceux des précédentes fabrications à Six livres six fols ; les demis & quarts à proportion : Excepté néanmoins Sa Majesté les Pieces de Vingt fols & de Dix fols , & autres de moindre valeur , lesquelles auront cours sans aucune diminution.

II. Veut cependant Sa Majesté que pendant trois jours dans la Ville de Paris , à compter du jour de la publication du présent Arrest , & dans les autres Villes du Royaume où il y a Hôtels des Monnoyes , lesdites Especes soient receües aux Hôtels des Monnoyes ; sçavoir , celles d'Or sur le pied de Neuf-cens livres le Marc , & les Especes d'Argent sur le pied de Soixante livres ; passé lequel temps , les Especes seront receües sur le pied de Huit-cens dix livres le Marc d'Or , & Cinquante-quatre livres le Marc d'Argent , & les Matieres à proportion , suivant leurs Titres. Et à l'égard des Pieces de Vingt fols & autres de moindre valeur , elles continueront d'avoir cours jusqu'à ce qu'il en ait esté autrement ordonné.

III. Deffend Sa Majesté sous peine de confiscation , pendant le cours du mois de Fevrier prochain , de transporter hors de Paris & de toutes les Villes où il y a Hôtels des Monnoyes , les Especes & Matieres d'Or & d'Argent , sans en avoir obtenu-

du Passeport; & pour faciliter la Circulation & le Commerce, Ordonne qu'à compter du jour de la publication du present Arrest, les Billets de Banque auront cours dans toute l'Estendue de son Royaume.

IV. Permet Sa Majesté à la Compagnie des Indes, après l'expiration des delais accordez par le present Arrest, de faire faire des visites dans toutes les Maisons de ses sujets, dans les Communautez, & Maisons Religieuses, Seculieres & Regulieres & tous lieux privilegiez, sans aucune exception, mesme dans les Palais & Maisons. Veut & entend que les Especes saisies soient confisquées en entier, & sans aucune diminution, au profit des Denonciateurs.

V. Ordonne Sa Majesté à tous Depositaires de Deniers, sans exception, de porter aux Hostels des Monnoyes dans les delais ci-dessus prescrits, les Especes qu'ils pourront avoir entre leurs mains, à peine d'estre responsables en leur propre & privé nom envers les particuliers, de la perte qu'ils souffriroient par la confiscation des Especes.

VI. Et pour la commodité publique, veut Sa Majesté que lesdites Especes continuent d'estre recetues & payées à la Piece à la Banque jusqu'au premier Fevrier prochain, sur le pied porté par l'Arrest du 22. de ce mois. Enjoins Sa Majesté aux Officiers de ses Cours des Monnoyes, & aux Srs. Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez

de son Royaume, de tenir la main à l'Execution du present Arrest, lequel sera lu, publié & affiché par-tout où il appartiendra, & seront sur iceluy toutes Lettres necessaires expédiées. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-huitième jour de Janvier mil sept-cens vingt. *Signé* PHELYPEAUX.

*L*ouis, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Dyois, Provence, Forcalquier & Terrés adjacentes: A nos amez & feaux Conseillers les Gens tenants nos Cours des Monnoyes, aux Srs. Intendans & Commissaires départis pour l'execution de nos ordres dans les Provinces & Generalitez de nostre Royaume, & à tous autres nos Officiers qu'il appartiendra, *Salut*. Nous vous mandons & enjoignons par ces presentes signées de Nous, de tenir chacun en droit soy la main à l'Execution de l'Arrest cy-attaché sous le Contre-scel de nostre Chancellerie, ce jourd'huy donné en nostre Conseil d'Estat, Nous y estant, pour les causes y contenues, & que Nous voulons estre lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. Commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, de signifier ledit Arrest à tous qu'il appartiendra, à ce que nul n'en pretende cause d'ignorance, & de faire pour son entiere Execution tous Actes & Ex.

## D U S Y S T E M E.

Exploits nécessaires sans autre permission, nonobstant Clameur de Haro, Chartre Normande & Lettres à ce contraires. Voulons qu'aux Copies dudit Arrest & des presentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers-Secretaires, foy soit ajoutée comme aux Originaux. *Car tel est nostre plaisir.* Donné à Paris le vingt-huitième jour de Janvier, l'an de grace mil sept-cens vingt. Et de nostre Regne le cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roi Dauphin, Comte de Provence, le Duc d'ORLEANS Regent present, PHELYPEAUX. Et scellé.

*Registrées en la Cour des Monnoyes, Oüy & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. à Paris le mil sept-cens vingt. Signé GUEUDRE.*

## L V I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui exemptte des quatre sols pour livre, ceux qui payeront les droits des Fermes Générales de Sa Majesté en Billets de Banque.

Du 29 Janvier 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil l'Arrest rendu en iceluy le 21. Decembre 1719. qui fixe les Billets de Banque à cinq pour cent au-dessus des Especes d'Or & d'Argent; & Sa Majesté



voulant de plus en plus favoriser la circulation desdits Billets, & soutenir la préférence qu'ils méritent dans le Commerce : *Où* le Rapport du Sieur Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances : *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que dans tout le Royaume, à commencer du jour de la Publication du present Arrest, tous ceux qui ont des Droits à payer aux Bureaux des Fermes de Sa Majesté, & qui en feront le payement en Billets de Banque, seront exempts des quatre sols pour livre, rétablis par l'Arrest du 18. Mars 1718. A l'égard de ceux qui payeront en Or ou en Argent, entend Sa Majesté qu'ils soient tenus de continuer le payement des quatre sols pour livre, conformément audit Arrest du 18. Mars 1718. & les cinq pour cent ordonnez par l'Article 3e. de l'Arrest du 21. Decembre dernier. Enjoint Sa Majesté aux préposez pour la perception des droits sujets aux quatre sols pour livre, de faire mention dans les Quittances qu'ils délivreront & dans leurs Journaux, des sommes qu'ils auront receuës en Billets de Banque & de celles qu'ils auront receuës en Espèces, l'intention de Sa Majesté estant d'indemniser la Compagnie des Indes, de la remise des quatre sols pour livre, accordée par le present Arrest à ceux qui payeront en Billets de Banque. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant,*

estant, tenu à Paris le vingt-neuvième  
jour de Janvier mil sept-cens vingt. Signé,  
P H E L Y P E A U X.

Pour le Roy. { Collationné par nous Con-  
seiller-Secrétaire du Roy,  
Maison, Couronne de  
France & de ses Finan-  
ces.

L V I I.

DECLARATION du Roi, portant Défenses  
de porter des Diamans, Perles & Pier-  
res précieuses.

Donnée à Paris le 4. Février 1720.

**L**OUIS par la grace de Dieu Roy de  
France & de Navarre: A tous ceux  
qui ces presentes Lettres verront, Salut.  
Les Rois nos predecesseurs on fait diffe-  
rentes dispositions pour reprimer le luxe  
& empescher la dissipation des biens de  
nos sujets; mais malgré des loix aussi sa-  
ges, Nous sommes informez qu'il a esté  
porté dans les derniers temps à un tel  
excez, qu'un grand nombre de personnes  
de tous estats ont employé dans l'achat  
des Diamans, Perles & Pierres precieuses,  
une partie considerable de leur fortune;  
& comme il convient au bien public, &  
à l'interest particulier de nos sujets, d'em-  
pescher la continuation d'un pareil des-  
ordre. A ces causes, de l'avis de nostre  
A 6 très-

très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orléans, petit-Fils de France, Regent, de nostre très-cher & très-ami Oncle le Duc de Chartres, premier Prince de nostre Sang, de nostre très-cher & très-ami Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-ami Cousin le Prince de Conty, Princes de nostre Sang, de nostre très-cher & très-ami Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, grands & notables Personnages de nostre Royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes signées de nostre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & Nous plaist, qu'à commencer au premier Mars prochain, aucuns de nos sujets, de quelque estat, condition & sexe qu'ils soient, à l'exception de ceux qui en auront obtenu nostre permission par écrit, ne puissent porter des Diamans, Perles, & Pierres précieuses, à peine de confiscation, & de dix-mille livres d'amende, faisons défenses sous la mesme peine, à compter du premier Avril prochain, d'en faire entrer dans le Royaume; n'entendons néanmoins comprendre dans la présente prohibition, les bagues épiscopales & les pierreries employées aux ornemens des Eglises. *Si donnons en Mandement* à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, pu-

publier & enregistrer, & le contenu en icelles, garder & observer selon leur forme & teneur : *Car* tel est nostre plaisir; en témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites presentes. *Donnée* à Paris le quatrième jour de Fevrier, l'an de grace mil sept-cens vingt, & de nostre Regne le cinquième. Signé, LOUIS; *Et plus bas*, Par le Roy, le Duc d'Orleans Regent, present. P H É L Y - P E A U X. Vû au Conseil, *Low*. Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

*Registrées, oüy & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées envoyées aux Bailliages & Seneschaussées du Ressort, pour y estre lûes, publiées & registrées; Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roy d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le dix Fevrier mil sept cens vingt. Signé, GILBERT.*

## L V I I I.

**A R R E T** du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de Banque.

Du 6. Fevrier 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roys'estant fait représenter l'Arrest de son Conseil du 29. Decembre dernier, qui fixe la quantité des Billets de  
A 7 Ban-

Banque à la somme de mille Millions ; & Sa Majesté estant informée qu'une grande partie desdits Billets ayant esté envoyez dans les Provinces, ils ont esté rapportez au Bureau General de la Banque, chargez d'Endossements qui empeschent qu'ils puissent estre d'aucun usage dans le Commerce : Sa Majesté a jugé necessaire de donner ses ordres pour faire remplacer lesdits Billets endossez ; A l'effet de quoy, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy. en tous ses Conseils, Controlleur General des Finances. *Le Roi estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que pour remplacer les Billets endossez qui ont esté rapportez au Bureau General de la Banque, il sera fait Trente-trois nouveaux Registres, contenant chacun Six-cens Billets imprimez, de dix-mille livres chaque Billet, Numerotez depuis le N°. six-mille un, jusques & compris le N°. vingt-cinq mille huit-cens, montant à la somme cent quatre-vingt-dix-huit millions ; deux Registres, contenant chacun Huit-cens Billets imprimez, de mille livres chaque Billet, Numerotez depuis le N°. quatre-vingt-onze-mille deux-cens un, jusques & compris le N°. quatre-vingt-douze-mille huit-cens, faisant la somme de seize-cens-mille livres ; & quatre Registres, contenant chacun Mille Billets imprimez, de cent livres chaque Billet, Numerotez depuis le N°. six-cens soixante-dix-huit-mille un, jusques & compris le N°. six-cens

cens quatre-vingt-deux-mille, faisant la somme de quatre-cens-mille livres, & en total celle de deux-cens millions: Laquelle somme Sa Majesté deffend au Sr. Bourgeois, Tresorier General de la Banque, d'employer à d'autres usages qu'à remplacer les Billets qui seront rentrez endofsez. *Veut* Sa Majesté que tous les Billets ordonnez par le present Arrest soient dattez du premier Janvier de la presente année. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le sixieme jour de Février mil sept-cens vingt. Signé  
P H E L Y P E A U X.

L I X.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne, qu'à commencer au premier Juillet prochain, toutes les Rentes mentionnées aux Arrêts des 31. Aoust & 26. Octobre derniers, sans aucune exception, seront remboursées; sauf aux Rentiers qui n'auront pu ou voulu recevoir leur Remboursement, à réduire leurs Rentes à raison de Deux pour Cent.

Du 6. Février 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter les Arrêts de son Conseil des 31. Aoust & 26. Octobre derniers, qui ordonnent le Remboursement de toutes les Parties de Rentes constituées sur les Fermes & Revenus

venus de Sa Majesté ; celuy du 9. Novembre suivant , portant que toutes les Parties de Rentes dont le Remboursement a esté ordonné par lesdits Arrests des 31. Aoust & 26. Octobre precedens , qui ne se trouveront pas libres , seront exceptées de la Suppression & reduites seulement , à compter du premier Janvier suivant , sur le pied de Trois pour Cent ; & l'Arrest du 18. du mois de Janvier dernier , qui permet aux Rentiers de l'Hostel de Ville qui n'ont pas receu leur Remboursement , de consentir à la Reduction de leurs Rentes sur le mesme pied de Trois pour Cent. Et Sa Majesté ayant dessein de faire executer lesdits Arrests de son Conseil des 31. Aoust & 26. Octobre derniers , & de rembourser les Rentes mentionnées en iceux , même de prester les sommes necessaires pour le Remboursement de celles deües par le Clergé & les Pays d'Estats , si mieux n'aiment les Rentiers en consentir la Reduction sur le pied de Deux pour Cent , à commencer du premier Juillet prochain ; Sa Majesté a voulu rendre ses Intentions publiques. Oüy le Rapport du Sr. Law , Conseiller du Roy en tous ses Conseils , Contrôleur General des Finances ; *Sa Majesté estant en son Conseil* , de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent , a ordonné & ordonne , que les Arrests de son Conseil des 31. Aoust & 26. Octobre derniers seront executez selon leur forme & teneur ; & en consequence qu'à commencer au premier Juillet prochain , toutes les  
Ren-

Rentes mentionnées ausdits Arrests, sans aucune exception, seront remboursées, sauf aux Rentiers qui n'auront pû ou voulu recevoir leur Remboursement, à reduire leurs Rentes à raison de Deux pour Cent; desquelles Reductions sera fait mention sommaire en vertu du present Arrest, tant sur les Grosses des Contrac̃ts, que sur les Minutes & Quittances de Finance y annexées, par les Notaires qui en sont Depositaires, ensemble sur le Registre tenu à cet effet au Greffe de l'Hostel de Ville. *Veut* Sa Majesté qu'en consequence desdites Reductions & sur le pied d'icelles, les Rentiers soient payez des arrerages desdites Rentes, de six mois en six mois, à compter dudit jour premier Juillet prochain, & que leurs Contrac̃ts ayent la mesme force & vertu qu'ils avoient avant la Suppression portée par lesdits Arrests des 31. Aoust & 26. Octobre derniers; Sa Majesté validant en tant que besoin est ou feroit lesdits Contrac̃ts, & seront pour l'Execution du present Arrest toutes Lettres necessaires expedées. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le sixième jour de Février mil sept-cens vingt. *Signé* P H E L Y P E A U X.





## L X.

**ARRÊT** du Conseil d'Etat du Roi, qui évoque au Conseil tous les Procès & différens nés & à mouvoir concernant les Billets de Banque.

Du 9. Février 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy étant informé, qu'au prejudice des Arrêts de son Conseil des 11. Février & 22. Avril 1719. qui permettent aux Creanciers d'exiger leur Payement en Billets de Banque, il a esté rendu au Chastelet de Paris les 20. Septembre & 28. Novembre derniers, deux Sentences entre le Sr Trompeau & Françoise Simon sa femme, Et le Lr. Piffot Epicier à Paris & Marie Voillot sa femme, qui autorisent le Remboursement d'une Rente de Deux-cens livres en Especes d'Or & d'Argent, quoyque les Creanciers Payent demandé en Billets de Banque; Que dans la mesme Jurisdiction il est intervenu le 2. Decembre dernier une pareille Sentence entre les Administrateurs de l'Hôpital de la Ville de Lagny, creanciers d'une semblable Rente de Deux-cens livres, & le Sr. Florent, Bourgeois de Paris, & conforsts, debiteurs; Qu'il a esté interjetté appel de toutes ces Sentences, & qu'il pourroit naistre dans la suite d'autres contestations en consequence des differens Arrêts intervenus sur le fait des Billets de

de Banque: Sa Majesté voulant empêcher la continuation de ces sortes de procédures ruineuses pour ses Sujets, & ne souffrir aucun retardement dans l'Exécution des dispositions des Arrests qu'Elle a rendus. Ouy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances. Sa Majesté étant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent., a évoqué & évoque à soy, & à son Conseil tous les procès & différends nés & à naître concernant les Billets de Banque, en quelque Cour & Jurisdiction qu'ils aient esté ou puissent estre portez; Fait Sa Majesté très expresse inhibitions & deffenses aux Parties de se pourvoir, pour raison de ce, ailleurs qu'en son Conseil, & à toutes Cours & Juridictions d'en connoître, à peine de nullité, cassation de procédures & de Trois-mille livres d'amende: Ordonne que le présent Arrest sera lu publié & affiché par-tout où il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y étant, tenu à Paris le neufvième jour de Fevrier mil sept-cens vingt. Signé* PHELYPEAUX.

**L**OUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Dyois, Provence, Forcalquier & Terres adjacentes. Au premier des Huissiers de nos Conseils ou autre nostre Huissier ou Sergent

gent sur ce requis. Nous te mandons & commandons par ces presentes signées de nostre main, que l'Arrest cy - attaché sous le Contre - scel de nostre Chancellerie, cejourd'huy donné en nostre Conseil d'Estat, Nous y estant, pour les causes y contenuës, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce que personne n'en ignore, & fasse pour son entiere Execution tous Actes & Exploits necessaires sans autre permission, nonobstant clameur de Haro, Chartre Normande, & Lettres à ce contraires : Voulons qu'aux - Copies dudit Arrest & des presentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers-Secretaires, foy soit ajoutée comme aux Originaux. *Car tel est nostre plaisir.* Donné à Paris le neufvième jour de Fevrier, l'an de grace mil sept - cens vingt, & de nostre Regne le cinquième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi Dauphin, Comte de Provence, le Duc d'Orleans Regent present, PHELYPPEAUX. Et scellé.

Pour le Roy.

{ Collationné à l'Original  
par Nous Conseiller  
Secretaire du Roi, Mai-  
son - Couronne de Fran-  
ce & de ses Finances.



## L X I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi , portant *Défenses à toutes personnes , à l'exception de la Compagnie des Indes , de contracter à l'avenir aucuns Engagemens sous le nom de Primes , pour fournir ou recevoir à terme des Actions , Souscriptions , ou Polices de ladite Compagnie.*

Du 11. Février 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy estant informé que plusieurs de ses sujets ont contracté des Engagemens sous le Titre de *Primes* , dans lesquels ils ont fait des pertes considerables , & que nonobstant ces exemples , plusieurs autres continuent cette sorte de Commerce ; Sa Majesté voulant empêcher la continuation de ce desordre , Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil* , de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent , a fait très-expreses inhibitions & défenses à tous ses sujets , à l'exception de la Compagnie des Indes , de contracter à l'avenir aucuns Engagemens sous le nom de *Primes* ou autrement , pour fournir ou recevoir à terme des Actions , Souscriptions ou Polices de ladite Compagnie , à peine de nullité desdits Engagemens , & de Trois mille livres d'amende , qui sera pro-

prononcée , tant contre ceux qui donneront les Primes desdits Engagemens , que contre ceux qui les recevront. *Ordonne* Sa Majesté que le present Arrest sera lu , publié & affiché par-tout où il appartiendra , à ce qu'aucun n'en ignore. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant , tenu à Paris le onzième jour de Février mil sept-cens vingt. *Signé* PHELYPEAUX.

## L X I I.

*ARRET du Conseil d'Estat du Roi , qui commet les Srs. Marguerit , de Ville , Villiemain, Massé , Chauvin & Mayeux , pour signer concurremment avec ceux nommez par les precedens Arrêts , les Billets de Banque de Mille livres & de Cent livres.*

*Du 14. Février 1720.*

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**L**E Roy ayant esté informé que pour l'Execution des différentes operations de la Banque, les Commis nommez pour la Signature des Billets de Mille livres & Cent livres, ne sont pas suffisans , & qu'il est necessaire d'en augmenter le nombre ; A quoy Sa Majesté voulant pourvoir, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils , Contrôleur General des Finances : *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Régent , a commis & commet les Srs. Marguerit, de Ville, Villiemain, Massé,

fé, Chauvin & Mayeux, pour signer concurremment avec ceux qui ont esté nommez par les precedens Arrests, les Billets de Banque de Mille livres & Cent livres, pour les Srs. Bourgeois, Fenellon & Durevest, Officiers de la Banque. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le quatorzième jour de Février mil sept-cens vingt. Signé P H E L Y P E A U X.*

L X I I I.

DECLARATION du Roi, concernant la  
*Vaisselle d'Argent.*

Donnée à Paris le 18. Février 1720.

*Registrée en Parlement.*

**L** O U I S par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront. *Salut.* Le Bien de l'Estat & le maintien de l'ordre public exigeant de Nous une continuelle attention, Nous avons crû, à l'exemple du feu Roy nostre très-honoré Seigneur & Bisayeul de glorieuse memoire, que rien n'estoit plus digne de nos soins que de reprimer le luxe, & d'arrester l'excès auquel Nous apprenons que grand nombre de nos Sujets se portent tous les jours, par une consommation prodigieuse de Matieres d'Or & d'Argent, qui se fait en Vaisselles de toute espee, sans distinction d'estats & de conditions. *A ces Causes,* de l'avis de nostre très-cher & très-amé Oncle  
le

le Duc d'Orleans , Petit - fils de France ,  
Regent , de nostre très-cher & très-amié  
Oncle le Duc de Chartres , premier Prince  
de nostre Sang , de nostre très-cher &  
tres-amié Coulin le Duc de Bourbon , de  
nostre très - cher & très - amié Cousin le  
Prince de Conty , Princes de nostre Sang ,  
de nostre très cher & très amié Oncle le  
Comte de Toulouse , Prince légitimé , &  
autres Pairs de France , grands & nota-  
bles Personnages de nostre Royaume , &  
de nostre certaine science , pleine puissance  
& autorité Royale , Nous avons par ces  
presentes , signées de nostre main , dit ,  
déclaré & ordonné , disons ; déclarons &  
ordonnons , Voulons & Nous plaist , Que  
la Declaration du 14. Decembre 1689. &  
l'Edit du feu Roy nostre très-honoré Sei-  
gneur & Bisayeul du mois de Mars 1700.  
en ce qui concerne la qualité & le poids  
des ouvrages & Vaiselles d'Or & d'Ar-  
gent , soient exécutez selon leur forme &  
teneur ; Et en consequence faisons def-  
fense à tous Orfèvres , & autres Ouvriers ,  
travaillans tant en Or qu'en Argent dans  
nostre bonne Ville de Paris & autres  
Villes & lieux de nostre Royaume , de  
fabriquer , exposer ou vendre , à compter  
du jour de la publication qui sera faite  
de nostre presente Declaration , aucun  
ouvrage d'Or excédant le poids d'une  
once , à la reserve des Croix des Arche-  
vêques & Evêques , Abbez & Abbeses  
& Religieuses , des Chevaliers de nos  
Ordres de Saint-Michel , du Saint Esprit  
&

& de Saint-Louis, & de ceux de Saint-Jean de Jerusalem & de Saint-Lazare, & des Chânes d'Or pour les Montres, que Nous leur permettons de faire & debiter à l'ordinaire. Leur deffendons pareillement de fabriquer, vendre ou exposer en vente aucuns Balustres, Bois de Chaînes, Cabinets, Tables, Bureaux, Gueridons, Miroirs, Braziers, Chenets, Grilles, Garnitures de feu & de cheminée, Chandeliers à branches, Torcheres, Girandoles, Bras, Plaques, Cassolettes, Corbeilles, Paniers, Caisses d'Orangers, Pots à fleurs, Urnes, Vases, Quarrez de Toilettes, Pelotes, Buires, Seaux, Cuvettes, Caraffons, Marmites, Tourtieres, Casserolles, Flacons, ou Bouteilles, Surtout pour mettre dans le milieu des tables, Pots à Oilles, Corbeilles & Plats par étages, inventez pour servir le fruit, de quelque poids que ce puisse estre, & tous autres ouvrages de pareille qualité d'Argent, ou auxquels il y aura de l'Argent appliqué, sans préjudice néanmoins des Calices, Ciboires, Vases sacrez, Soleils, Croix, Chandeliers & Ornemens d'Eglise, que l'on pourra continuer de faire à l'ordinaire, en vertu des permissions que Nous en donnerons. *Deffendons* pareillement ausdits Orfèvres & ouvriers, de fabriquer, exposer & vendre, à compter du jour de la publication de la présente Declaration, & jusqu'à ce que par Nous il en ait esté autrement ordonné, aucuns Bassins, Plats, Assiettes & autres Vaiselles d'Argent plates.



tes, mesme de continuer les ouvrages desdites Espèces par eux commencez, sans nostre permission expresse & par écrit; Et à l'égard desdites Vaiselles plates pour lesquelles Nous aurons accordé des permissions, Voulons que les Bassins d'Argent ne puissent excéder le poids de quinze Marcs; Que les Plats ne puissent excéder le poids de dix Marcs, & les Assiettes celui de trente Marcs la douzaine: Comme aussi defendons de fabriquer, exposer, ni vendre des Soucoupes excédant le poids de cinq Marcs chacune, des Aiguieres au-dessus de sept Marcs, des Chandeliers ou Flambeaux au-dessus de quatre Marcs, des Ecuelles couvertes ou non couvertes au-dessus de cinq Marcs, des Sucriers au-dessus de trois Marcs, des Salieres, Poivrieres, Tasses & Gobelets, & autres menuës Vaiselles pour l'usage des Tables excédant le poids de deux Marcs, le tout à peine de confiscation des ouvrages énoncez cy-dessus, & de Trois-mille livres d'amende, applicable moitié au Denonciateur, l'autre à l'Hôpital general de Paris, & aux Hôpitaux des autres lieux, s'il y en a, sinon aux plus prochains desdits lieux, payable solidairement par les Orfèvres & ceux qui acheteront la Vaiselle; Et en outre à l'égard des Maîtres Orfèvres, d'estre déclarez déchus de la Maîtrise, sans y pouvoir estre rétablis sous quelque prétexte & occasion que ce puisse estre: & à l'égard des Compagnons & Apprentifs

tifs qui auront travaillé à la fabrique desdites Pièces, de ne pouvoir parvenir à la Maîtrise. *Deffendons* pareillement aux Maîtres & Gardes des Orfèvres, Essayeurs, & à nostre Fermier de la Marque de l'Or & de l'Argent, d'apposer ausdits Ouvrages aucuns de leurs Poinçons, à peine d'estre condamnez solidairement en ladite amende de Trois-mille livres: & en outre à l'égard desdits Orfèvres d'estre dechûs de la Maîtrise. *Deffendons* à toutes sortes de personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent estre, de faire ni de laisser travailler ausdits ouvrages dans leurs Hôtels & Maisons, à peine de confiscation & de Trois-mille livres d'amende solidaire avec les Maîtres & Ouvriers, & de perte de la Maîtrise contre lesdits Maîtres, & contre les Compagnons & Apprentifs de ne pouvoir estre admis à la Maîtrise. *Si donnons en Mandement* à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, que ces presentes ils ayent à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles, garder, observer & executer selon leur forme & teneur, sans souffrir qu'il y soit contrevenu, nonobstant tous Edits, Declarations, Reglemens & autres choses à ce contraires, auxquelles Nous avons derogé & derogons par ces presentes. *Car tel est nostre plaisir.* En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cescites presentes. *Donné* à Paris le dix-huitième jour de Fevrier, l'an de grace mil sept-cens vingt,

& de nostre Regne le cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roy, le Duc d'Orleans, Regent present, PHÉLYPEAUX. Veu au Conseil, Law, & scellé du grand Sceau de cire jaune.

*Registrées, Oily, & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Senechaussées du Ressort, pour y estre ledës, publiées & registrées; Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roy d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le vingt-quatrième jour de Fevrier mil sept-cens vingt. Signé GILBERT.*

#### L X I V.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que les Créanciers de l'Etat, jusqu'au premier Janvier 1720. seront incessamment payez des fonds à ce destinez par les Trésoriers, Receveurs & Payeurs auxquels lesdits fonds ont été remis.

Du 19. Février 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy estant informé, qu'au prejudice des ordres qui ont esté donnez pour le Payement de tous ses Sujets ou Estrangers qui estoient Creanciers de l'Estat jusqu'au

qu'au premier Janvier 1720. Et quoyque les fonds à ce necessaires ayent esté remis aux Tresoriers , Receveurs & Payeurs , chacun en ce qui le concerne ; cependant les Payemens n'avancent point avec la diligence que Sa Majesté desireroit , ce qui ne peut provenir que de ce que ses Sujets ne sont point instruits des arrangements pris pour le Payement , ou des éloignemens qui y sont apportez par les Tresoriers , Receveurs & Payeurs ; A quoy Sa Majesté voulant pourvoir , Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Controlleur General des Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil ;* de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent , a ordonné & ordonne , que ses Sujets ou Estrangers, Creanciers de l'Estat jusqu'au premier Janvier 1720. seront incessamment payez des fonds à ce destinez , par les Tresoriers , Receveurs & Payeurs auxquels lesdits fonds ont esté remis, Sa Majesté se reservant de faire punir severement, sur les plaintes qui luy en seront portées, ceux desdits Tresoriers , Receveurs & Payeurs qui refuseront ou éloigneront lesdits Payemens en leur rapportant les décharges valables par les Parties prenantes. *Enjoint* Sa Majesté à ses Procureurs Generaux des Chambres des Comptes , & autres ses Officiers qu'il appartiendra , de faire toutes poursuites & diligences necessaires, à l'effet de la Reddition des Comptes ; & pour l'Execution du present Arrest toutes Lettres necessai-

res seront expédiées. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le dix-neufvième jour de Février mil sept-cens vingt. Signé, PHELYPEAUX.*

---

## L X V.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Engagemens sous le nom de Primes des Actions, Souscriptions ou Polices de la Compagnie des Indes.*

*Du 20. Février 1720.*

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy estant informé, que pour éluder la disposition de l'Arrest de son Conseil du 11. du present mois, qui deffend à tous ses Sujets, à l'exception de la Compagnie des Indes, de contracter à l'avenir aucuns Engagemens sous le nom de Primes ou autrement, pour fournir ou recevoir à Terme des Actions, Souscriptions ou Polices de ladite Compagnie, quelques Particuliers antidatent les Promesses qu'ils passent à ce sujet; A quoy Sa Majesté voulant pourvoir, Oûy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Controlleur General des Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que les Porteurs des Engagemens contractez sous le nom de Primes ou autrement, pour fournir ou recevoir*

cevoir à Terme des Actions, Souſcriptions  
ou Polices de la Compagnie des Indes,  
ſeront tenus de les repréſenter dans tout  
le courant du préſent mois de Février  
par devant les Srs. Le Pelletier de la  
Houſſaye, Conſeiller d'Eſtat ordinaire, d'Or-  
meſſon, de Gaumont, & de Baudry, Maîſ-  
tres des Requeſtes, & Dodun, Préſident  
aux Enqueſtes, que Sa Majeſté a commis  
pour viſer leſdits Engagemens; Declare  
Sa Majeſté nuls & de nul effet leſdits En-  
gagemens qui n'auront pas eſté viſez dans  
ledit temps par l'un deſdits Srs. Commiſ-  
ſaires. *Fait au Conſeil d'Eſtat du Roy, Sa*  
*Majeſté y eſtant, tenu à Paris le vingtié-  
me jour de Février mil ſept - cens vingt.*  
*Signé PHELYPEAUX.*

LXVI.

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concer-**  
**nant la Banque & la Compagnie des**  
**Indes.**

**Du 23. Février 1720.**

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy étant informé, que les opérations de la Banque ont une étroite liaison avec celles de la Compagnie des Indes, & Sa Majesté regardant ces deux Etablissmens comme le soutien de l'Etat ; elle a jugé à propos, pour les assurer de plus en plus, de faire faire à la Compagnie

Compagnie des Indes différentes propositions, lesquelles ayant esté acceptées dans l'Assemblée Generale de la Compagnie, suivant la Deliberation prise le 22. du present mois, qui demeurera jointe à la Minute du present Arrest, Sa Majesté a résolu de faire connoître sur cela ses Intentions. Veu ladite Deliberation de la Compagnie des Indes du 22. du present mois, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Sa Majesté a chargé la Compagnie des Indes de la Regie & Administration de la Banque pour tout le temps qui reste à expirer du Privilege de ladite Compagnie. *Veut* que ladite Compagnie jouisse des Profits & Benefices de la Banque, mesme de ceux faits depuis la Declaration du 4. Decembre 1718. qui l'a convertie en Banque Royale ; luy permet de commettre telles personnes, en tel nombre & en tels lieux qu'elle jugera convenables pour les operations de la Banque.

II. Attendu que la Banque étant Royale, le Roy demeure garant envers le Public de la valeur des Billets de la Banque, la Compagnie des Indes sera responsable envers Sa Majesté de l'Administration & maniement de la Banque ; A l'effet de quoy les Seize-cens Millions prestez à Sa Majesté par ladite Compagnie, & les  
Fonds

Fonds de ses Actions demeureront spécialement affectez ; Fait au surplus Sa Majesté deffenses aux Directeurs de faire de nouveaux Billets de Banque , qu'en vertu d'Arrests du Conseil, obtenus sur les Deliberations des Assemblées Generales de la Compagnie des Indes.

III. Ordonne Sa Majesté que la Compagnie des Indes comptera de la Recette & Dépense , tant par Estat au vray au Conseil , qu'en la Chambre des Comptes , en la forme & maniere prescrites par les Articles XIII. XIV. & XV. de la Declaration du 4. Decembre 1718. Et que pour faire connoître à la Compagnie des Indes l'estat de la Banque , le Tresorier rendra compte à la Compagnie , en la personne de ses Directeurs par Bordereau & Bref estat, dans le courant du mois de Mars prochain , & ne sera passé en compte au Tresorier pour sa décharge , autre nature de fonds que les Billets de la Banque , l'Argent en Caisse , & les Actions déposées pour seûreté des Prests qu'il aura faits.

IV. Et attendu la Remise à la Compagnie des Indes des Profits & Benefices de la Banque , Sa Majesté ordonne que ladite Compagnie ne pourra exiger les Cinq pour Cent sur l'Argent qui sera porté aux Bureaux de la Banque ; ni recevoir & donner les Especes qu'au prix courant. Veut aussi Sa Majesté que les Payemens au-dessous de Cent livres soient faits en Especes , & qu'il ne soit delivré à l'ave-



ntre que des Billets de Dix-mille livres, Mille livres & Cent livres. A l'égard des Billets de Dix livres, ils seront receus pendant le cours de deux mois aux Bureaux des Recettes de Sa Majesté, soit en payement des Droits de Sa Majesté avec la charge & exemption des Quatre sols pour livre, conformément à l'Arrest du 29. Janvier dernier, ou ils y seront acquittez en Especes, ou au Bureau de la Banque, à la volonté des Porteurs.

V. Sa Majesté a cédé & cede à la Compagnie des Indes Cinquante Millions d'Actions de ladite Compagnie appartenantes à Sa Majesté, avec la cinquième Repartition; lesquelles Actions seront remises aux Caissiers de ladite Compagnie par le Tresorier de la Banque.

VI. Pour le prix & valeur desdits Cinquante Millions d'Actions, la Compagnie des Indes payera à Sa Majesté la somme de Neuf-cens Millions de livres; Sçavoir, Trois-cens Millions dans tout le courant de la présente année 1720. & les Six-cens Millions restans en dix années, de mois en mois, à compter du premier Janvier 1721, à raison de Cinq Millions par mois, sans qu'il puisse estre fait aucune compensation desdits Neuf-cens Millions avec les sommes que Sa Majesté doit à la Compagnie des Indes, attendu que Sa Majesté s'est engagée par l'Article XII. de l'Arrest du 31. Aoust dernier, & par celui du 12. Octobre suivant, de ne point amortir pendant vingt-cinq ans les Rentes par Elle

le constituée au profit de ladite Compagnie, lesquelles Sa Majesté continuera de payer à raison de Trois pour Cent.

VII. Veut Sa Majesté que les Trois-cens Millions payables dans le courant de la présente année, soient deposez en Banque au compte de Sa Majesté, pour servir dans ses besoins extraordinaires, & que les Six-cens Millions restans, payables dans les termes indiquez par le precedent Article, soient remis au fur & à mesure des Echéances à qui sera par Sa Majesté ordonné.

VIII. Declare Sa Majesté que dans aucuns temps, & pour quelque cause & pretexte que ce soit, la Compagnie des Indes ne sera tenue de faire des avances pour son service, & que la Banque ne fera de payemens pour Sa Majesté, qu'après que les fonds seront entrez en Banque; en consequence fait defenses aux Gardes de son Tresor Royal, de tirer sur la Compagnie ou sur la Banque au-delà des sommes que Sa Majesté aura en Caisse, & aux Caissiers & Tresoriers de la Compagnie & de la Banque, de payer au-delà desdites sommes, à peine d'en demeurer les uns & les autres garans & responsables en leur propre & privé nom.

IX. Sa Majesté voulant procurer à ses Sujets la sureté de leurs Billets de Banque & Actions de la Compagnie, & même leur donner les moyens d'assurer sur lesdites Actions des Hypotheques & Creances, a ordonné, qu'il sera ouvert incessamment

samment par ladite Compagnie Trois Livres, dans l'Un desquels seront inscrits les Billets de Banque qui auront esté remis en depost au Tresorier de la Banque, & il sera ouvert un Compte à chaque particulier, pour porter à son credit lesdits Billets, & à son debit ceux qu'il retirera. Dans le Second seront inscrites les Actions de la Compagnie qui auront esté remises en depost au Tresorier de la Banque, & sera pareillement ouvert un Compte à chaque particulier, pour porter à son credit lesdites Actions avec les Dividendes, & à son debit les Actions ou Dividendes qu'il retirera, lesquels Billets de Banque & Actions ou Dividendes ne seront susceptibles d'aucune saisie, pour quelque cause & pretexte que ce soit; & dans le Troisième seront inscrites les Actions que les Particuliers voudront deposter à la Banque pour estre sujettes aux Dots, Douaires & autres Hypotheques, lesquelles seront susceptibles de saisies; Veut Sa Majesté que lesdits deposts soient faits, & les Livres tenus sans aucuns frais, suivant le Reglement particulier qui sera fait dans la suite par Sa Majesté & rendu public.

X. Et comme l'Intention de Sa Majesté est d'éteindre totalement les Rentes perpetuelles constituées sur l'Hostel de Ville, même celles qui ne sont pas libres à cause des saisies & autres empeschemens apportez aux Rentiers, & que cependant Elle veut bien procurer à ses Sujets les  
moyens

moyens de s'assurer un Revenu fixe , & d'employer utilement des Fonds dont ils ne pourroient disposer ; Elle a permis & permet à la Compagnie des Indes , de créer pour Dix Millions d'Actions Rentes , à raison de Deux pour Cent par an , faisant cinq-cens Millions de Capital , Lesquelles Actions pourront estre déposées à la volonté des Porteurs , & inscrites dans le Livre des Actions libres , ou dans celuy des Actions sujettes à Hypothèques , dans la forme & ainsi que Sa Majesté le reglera dans la suite.

XI. Et dernier. Sa Majesté a nommé le Sr. Contrôleur General de ses Finances , Inspecteur General de la Compagnie des Indes & de la Banque , & ordonne au Sr. le Pelletier de la Houffaye , Conseiller d'Estat ordinaire , au Sr. Prevost des Marchands de Paris , assisté de deux des plus anciens Eschevins lors en charge , avec le Juge & le premier Consul de la Jurisdiction Consulaire , de faire la visite des Caisses & Livres de la Banque quatre fois par année , & plus souvent s'ils le jugent à propos , & sans estre tenus d'en donner aucun Avertissement ; & feront pour l'Execution du present Arrest toutes Lettres Patentes nécessaires expédiées. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy , Sa Majesté y estant , tenu à Paris le vingt-troisième jour de Fevrier mil sept-cens vingt. Signé PHELYPEAUX.

## LXVII.

*EXTRAIT du Registre des Deliberations  
de la Compagnie des Indes.*

**A**UJOURD'HUY 22. Fevrier 1720.  
en l'Assemblée Generale de la Compagnie des Indes, convoquée par Affiches & tenue en l'Hostel de la Banque-Royale, en presence de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc d'Orleans, Regent, & de Son Altesse Serenissime Monseigneur le Duc de Bourbon, les Propositions suivantes ont esté faites au nom de Sa Majesté à la Compagnie des Indes, par Son Altesse Royale Monseigneur le Duc d'Orleans, Regent.

I. Sa Majesté chargera la Compagnie des Indes de la Regie & Administration de la Banque, pour tout le temps qui reste à expirer du Privilege de la Compagnie, avec la cession & remise des Profits & Benefices faits par Sa Majesté depuis que la Banque est Royale, & de ceux qui seront faits dans la suite ; Et permission à la Compagnie de commettre telles personnes, en tel nombre & en tels lieux qu'elle jugera convenables pour les operations de la Banque.

II. La Banque fera & demeurera Royale, & Sa Majesté restera garante envers le public du Payement & de la valeur des Billets; la Compagnie fera aussi garante en-

envers Sa Majesté de l'Administration & maneiement de la Banque ; A l'effet de quoy les Seize - cens Millions prestez à Sa Majesté par la Compagnie, & le fonds de ses Actions demeureront spécialement affectez ; & il ne pourra estre fait des Augmentations de Billets de Banque , qu'en vertu d'Arrests du Conseil qui seront rendus sur les Deliberations prises en l'Assemblée Generale de la Compagnie.

III. La Compagnie comptera de la Recette & Dépense de la Banque , tant par estat au vray au Conseil , qu'en la Chambre des Comptes en la forme & maniere prescrites par les Articles XIII. XIV. & XV. de la Declaration du 4. Decembre 1718. Et le Tresorier de la Banque rendra compte à la Compagnie dans le courant du mois de Mars prochain en la personne de ses Directeurs, par Bordereau & Bref estat, de la situation & de l'estat de la Banque, dans lequel Compte il ne sera passé & alloüé autres natures de Fonds que les Billets de Banque, l'Argent en Caisse, & les Actions déposées pour sésureté des Prests que le Tresorier aura faits.

IV. La Compagnie des Indes ne pourra exiger les Cinq pour Cent sur l'Argent qui sera porté aux Bureaux de la Banque, ni recevoir & donner les Especes qu'aux prix courant ; Les Payemens en Especes seront autorisez au - dessous de Cent livres, & la Banque ne delivrera à l'avenir que des Billets de Dix - mille livres,

vres , Mille livres & Cent livres ; A l'égard des Billets de Dix livres , ils seront rapportez dans le cours de deux mois aux Bureaux des Recettes , ou à ceux de la Banque , pour estre acquittez en Especes.

V. Sa Majesté cederà à la Compagnie des Indes Cinquante Millions d'Actions de ladite Compagnie appartenantes à Sa Majesté , avec la cinquième repartition ; lesquelles Actions seront remises au Caissier de la Compagnie par le Tresorier de la Banque.

VI. Pour le prix & valeur desdites Actions , la Compagnie payera à Sa Majesté la somme de Neuf-cens Millions de livres ; sçavoir , Trois-cens Millions dans tout le courant de la presente année 1720. & les Six-cens Millions restans en dix années , de mois en mois , à compter du premier Janvier 1721. à raison de cinq Millions par mois , sans qu'il puisse estre fait aucune compensation desdits Neuf-cens Millions avec la somme que Sa Majesté s'est engagée par l'Article XII. de l'Arrest du 31. Aoust dernier , & par celui du 12. Octobre suivant , de ne point amortir pendant vingt-cinq ans les Rentes par Elle constituées au profit de la Compagnie , lesquelles Sa Majesté continuëra de payer à raison de Trois pour Cent.

VII. Les Trois-cens Millions payables dans le courant de la presente année , seront deposez en Banque au compte de Sa Majesté , pour servir dans ses besoins extraordinaires.

dinaires, & les Six-cens Millions restans seront remis au fur & à mesure des Echeances, à qui sera par Sa Majesté ordonné.

VIII. La Compagnie ne sera tenuë dans aucun temps, & pour quelque cause que ce soit, de faire des avances pour le service de Sa Majesté, & la Banque ne fera de Payemens pour Sa Majesté qu'après que les fonds seront entrez en Banque; Et en consequence il sera fait deffenses aux Gardes du Tresor Royal de tirer sur la Compagnie, ou sur la Banque, au-delà des sommes que Sa Majesté aura en Caisse; & aux Tresorier & Caissier de la Banque & de la Compagnie, de payer au-delà desdites sommes, à peine d'en demeurer les uns & les autres garans & responsables en leur propre & privé nom.

IX. Il sera ouvert incessamment par la Compagnie Trois Livres, dans l'un desquels seront inscrits les Billets de Banque qui auront été remis en depost au Tresorier de la Banque, & il sera ouvert un Compte à chaque particulier, pour porter à son credit lesdits Billets, & à son debit ceux qu'il retirera; Dans le Second seront inscrites les Actions de la Compagnie qui auront été remises en depost au Tresorier de la Banque, & il sera pareillement ouvert un Compte à chaque Particulier, pour porter à son credit lesdites Actions avec les Dividendes, & à son debit les Actions ou Dividendes qu'il retirera; lesquels Billets, Actions & Dividen-



videndes ne seront susceptibles d'aucune Saisie, pour quelque cause & pretexte que ce soit; Et dans le Troisième seront inscrites les Actions que les Particuliers voudront déposer à la Banque pour estre sujettes aux Dots, Douaires & autres Hypotheses, lesquelles seront susceptibles de Saisies; les Depôts seront faits & les Livres tenus sans aucuns frais, suivant le Reglement qui sera fait dans la suite par Sa Majesté & rendu public.

X. Sa Majesté ayant dessein de supprimer & éteindre totalement les Rentes perpétuelles constituées sur l'Hostel de Ville, même celles sujettes aux Douaires & Substitutions, & les Rentes appartenantes aux Ecclesiastiques, aux Communautés Seculieres & Regulieres, aux Mineurs, & autres Rentes non libres, pour donner les moyens ausdits Rentiers d'employer leurs fonds: La Compagnie créera sur Elle pour Dix Millions d'Actions Rentieres, à raison de Deux pour Cent par an, faisant en Principal Cinq-cens Millions, lesquelles Actions pourront estre déposées à la volonté du Porteur, & inscrites dans le Livre des Actions libres, ou dans celui des Actions sujettes à Hypotheses, dans la forme & ainsi que Sa Majesté le reglera dans la suite.

#### *Propositions des Directeurs.*

XI. Les Directeurs ont proposé à la Compagnie, d'agréer qu'il n'y ait plus de  
Bu-

Bureaux à la Compagnie d'achat & vente des Actions, Souscriptions, & autres Papiers de la Compagnie, & que les Directeurs & Employez dans la Compagnie & la Banque ne puissent faire aucun Commerce particulier, de quelque nature que ce puisse estre, ni aucune negociation des Effets de la Compagnie, qu'en compte ouvert & par transport sur les Livres de la Compagnie.

XII. & dernier. Les Directeurs ont représenté à la Compagnie, que le travail & les operations estant considerablement augmentées, il estoit necessaire d'augmenter le nombre des Directeurs. Ils ont proposé Messieurs Law, Godeheu, de la Pallade, la Franquerie, de St. Juan, Herbert, Dupile, Loubert, & de la Live.

La Compagnie a agréé & approuvé les propositions contenues dans les douze Articles cy-dessus; Consent que les Directeurs fassent en consequence au nom de la Compagnie toutes les soumissions à ce necessaires. Fait en l'Assemblée generale de la Compagnie tenue les jour & an que dessus.

Signé: *Philippe d'Orleans, Louis-Henri de Bourbon. Law, William Law, le Prince de Talmont, Louis d'Aumont Duc d'Aumont, l'Estendart, M. de Butly, le Baron de Breteuil, le Marechal d'Estrées, le Prince de Leon, Landivisiau, Boula, Barbier, Blondé, Du Percbe-Lemessier, Darcy, Terre de St. Mesmyn, le Marquis de Villiers, Le Blanc, Cartigny, de Neilson, Candoy, Pasquier, Gilly de Montaud, Duplex, Le Borgne,*

gne, Massan, de Villemur, Turretin, Petit, La Motte, Boyer, Saure, Jacques de Monsaint Pere, Garsault, de Forstan, Lallemant de Bets, Fenellon, Matagny-Desmeurs, De la Tour, le Fuge, Cannas, de Varennes, de la Haye, de St. Edme, Bubort de Lutel, de Lofnel, Pendron, Septier, le M. de Plaisance, de Bernieres, Vassent, Le Marinier de Cany, Fargés, de la Porte de Feraucourt, de Vauvéré, Corneau, Taillevin, Masson, le Maître, Doyse, Le Gendre, Lapeiris, Crom, Salier, Boyvin d'Hardancourt, la Porte, Godin, Le Normant, Randot, Dartaguiette-Diron, Perrinet, Castanier, Savalette, Gattebois, Fromaget, Chevalier.

### LXVIII.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui fixe à Cinq-cens livres les Sommes que chaque Personne & Communauté Ecclesiastique, Seculiere ou Reguliere, peut garder en sa possession; & ordonne la Confiscation de l'excédent, ensemble des Matières d'Or & d'Argent qui seront trouvées en leur possession.

Du 27. Fevrier 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil l'Arrest du 25. du present mois, par lequel Sá Majesté, pour favori-  
ser

fer les Manufactures & le Commerce, donne cours à toutes les Especes sur le pied le plus avantageux pour son Peuple ; Sa Majesté estant d'ailleurs informée par les Estats qui luy ont esté presentez des différentes fabrications faites dans les Hôtels des Monnoyes, que la quantité des Especes qui sont actuellement dans le Royaume doit passer Douze-cens Millions, & que néantmoins le Public se trouve privé d'une Circulation suffisante, parceque plusieurs personnes qui ont fait des fortunes considerables resserrent les Especes ; A quoy estant necessaire de pourvoir, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Controlleur General de ses Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne.

I. Qu'aucune personne, de quelque estat & condition qu'elle puisse estre, mesme aucune Communauté Ecclesiastique, Seculiere ou Reguliere, ne pourra garder plus de Cinq-cens livres en Especes, à peine de confiscation de ce qui sera trouvé d'excédent, & de Dix-mille livres d'amende, à l'exception néantmoins des Tresoriers de Sa Majesté, & des Entrepreneurs des Manufactures, & autres Commerçans, qui en pourront avoir une plus grande quantité, suivant les Permissions par écrit qui leur en seront accordées par le Sr. Controlleur General de ses Finances à Paris, & dans les Provinces par les Srs. Intendants & Commissaires départis.

II. Fait

**II.** Fait pareillement deffenses Sa Majesté, sous les mesmes peines, à toutes personnes, de quelque estat & condition qu'elles soient, mesme à toutes Communautéz Ecclesiastiques, Seculieres & Regulieres, d'avoir en la possession aucunes Matieres d'Or & d'Argent, excepté les Marchands, Orfèvres, Jouailliers & autres, dont la profession est d'employer lescdites Matieres, lesquels en pourront avoir la quantité qui sera reglée par les Permissions par Ecrit qui leur en seront accordées.

**III** Enjoint Sa Majesté à tous Officiers de Justice qu'il appartiendra, sur la Requisition qui leur en sera faite par les Directeurs de la Compagnie des Indes, ou leurs Preposez, de se transporter dans les Maisons, Communautéz Ecclesiastiques, Seculieres & Regulieres, Lieux privilegiez & non privilegiez, sans aucune exception, mesme dans les Palais & Maisons Royales, pour y faire des Visites. Vaut que les Sommes excedentes celle de Cinq-cens livres en Espèces, ensemble les Matieres d'Or & d'Argent qui s'y trouveront au-delà de ce qui aura esté permis d'en garder, soient saisies & la Confiscation ordonnée en entier au profit des Denonciateurs.

**IV.** Deffend Sa Majesté à toutes Personnes de faire des Payemens de Sommes de Cent livres & au-dessus, autrement qu'en Billets de Banque, à peine de Trois-mille livres d'amende, qui sera prononcée sans aucune moderation contre chacun des contre-

venans : *Enjoint* Sa Majesté au Sr. Lieutenant General de Police à Paris, & aux Srs. Intendants & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez de son Royaume, de tenir la main à l'Execution du present Arrest, à commencer du premier du mois de Mars pour Paris, & du quinze du même mois pour les Provinces ; & à cet effet de le faire lire, publier & afficher par-tout où il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-septième jour de Fevrier mil sept-cens vingt. Collationné Signé. P H E L Y P E A U X.

**L**OUIS par la Grace de Dieu Roy de France et de Navarre : Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Dyois, Provence, Forcalquier & Terres adjacentes : A nos amez & feaux Conseillers en nos Conseils, le Sr. d'Argenson, Lieutenant General de Police de nostre bonne Ville, Prevosté & Vicomté de Paris, & les Srs. Intendants & Commissaires départis pour l'Execution de nos ordres dans les Provinces & Generalitez de nostre Royaume, & à tous autres nos Officiers de Justice qu'il appartiendra, *Salut*. Nous vous mandons & enjoignons par ces presentes, signées de Nous, de tenir chacun en droit soy la main à l'Execution de l'Arrest cy-attaché sous le Contre-scel de nostre Chancellerie, cejourd'huy donné en nostre Conseil d'Estat, Nous y estant, pour les

les causes y contenues : Commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis , de signifier ledit Arrest à tous qu'il appartiendra , à ce que personne n'en ignore , & de faire pour son entière Execution tous Actes & Exploits nécessaires sans autre permission , nonobstant Clameur de Haro , Chartre Normande & Lettres à ce contraires : Voulons qu'aux Copies dudit Arrest & des presentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers-Secretaires , foy soit ajoutée comme aux Originaux. *Car tel est nostre Plaisir.* Donné à Paris le vingt-septième jour de Fevrier , l'an de grace mil sept-cens vingt , & de nostre Regne le cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas , Par le Roy Dauphin , Comte de Provence , le Duc d'Orleans Regent present. PHELYPEAUX. Et scellé.

Pour le Roy.

{ Collationné à l'Original par  
Nous Conseiller-Secretaire  
du Roy, Maison, Couronne  
de France & de ses  
Finances.



## L X I X.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi , concernant les Billets de Banque , les Actions de la Compagnie des Indes , le cours des Especes , & le prix des Matières d'Or & d'Argent.

Du 5. Mars 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant fait examiner dans son Conseil la situation presente de la Compagnie des Indes , de la Banque , & des Especes monnoyées qui ont cours dans le Royaume ; Et Sa Majesté jugeant necessaire de reduire en une seule espece d'Actions , les anciennes Actions , les Soumissions & Primes delivrées par ladite Compagnie , & en mesme temps d'establir une proportion fixe entre les Actions de la Compagnie des Indes & les Billets de Banque ; Voulant aussi augmenter la Circulation des Especes monnoyées ; Oüy le Rapport du Sr. Law , Conseiller du Roy en tous ses Conseils , Controlleur General de ses Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil , de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent , a ordonné & ordonne.*

I. Que le Tresorier de la Banque fera rentrer aux échéances toutes les sommes qui luy sont dûes pour Prests que la Banque a faits.

*Tome VI.*

**C**

**II. Sa**



II. Sa Majesté a fixé & fixe les Actions de la Compagnie des Indes à Neuf-mille livres chaque Action.

III. Ordonne Sa Majesté, que les Soumissions & Primes que la Compagnie des Indes a fait delivrer, y soient rapportées dans le cours du present mois pour estre converties en Actions.

IV. Enjoint Sa Majesté au Caissier de ladite Compagnie de les recevoir ; Sçavoir, les Soumissions dont il y a quatre Payemens faits, sur le pied de Six-mille livres chaque Soumission ; les anciennes Primes, sur le pied de Mille cinquante livres ; & les nouvelles sur le pied de Cinq-mille livres chacune ; & en échange ledit Caissier delivrera aux Porteurs desdits Effets, des Actions sur le pied de Neuf-mille livres l'Action.

V. Veut Sa Majesté, qu'à commencer du 20. du present mois, il soit ouvert à la Banque un Bureau pour convertir, à la volonté des Porteurs, les Actions de la Compagnie des Indes en Billets de Banque & les Billets de Banque en Actions de ladite Compagnie, lesquelles seront pareillement receües & de livrées sur le pied de Neuf-mille livres chaque Action, sans que le Caissier puisse exiger aucun Droit pour lesdites Conversions.

VI. Ordonne Sa Majesté, qu'il sera dressé tous les six mois un Estat, numero par numero, tant de celles desdites Actions qui auront esté converties en Billets de Banque, que des Dividendes qui en feront

ront provenus , pour le produit desdits Dividendes estre repartí entre les Actionnaires qui n'auront point converti leurs Actions en Billets de Banque.

VII. Ordonne Sa Majesté, qu'à commencer du jour de la Publication du present Arrest, & jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, les Especes auront cours dans le Public, & seront receües à la Banque & aux Hostels des Monnoyes à la Piece; Sçavoir, les Louís fabriquez en consequence de l'Edit du mois de May 1718. pour Quarante-huit livres, les demis à proportion; Ceux de la Fabrication ordonnée par l'Edit du mois de Novembre 1716. pour Soixante livres, les demis & quarts à proportion; Ceux de la Fabrication ordonnée par Edit du mois de May 1709. & Decembre 1715 pour Quarante livres, les doubles & demis à proportion; Et ceux des precedentes Fabrications, ensemble les Pistoles d'Espagne des Poids & Titres portez par les anciennes Ordonnances & Placards des Roys d'Espagne pour Trente-deux livres seize sols, les doubles, demis & quadruples à proportion; Les Écus de la derniere fabrication pour Huit livres, les demis quarts & dixièmes à proportion; Les Écus dont la fabrication a esté faite en consequence des Edits des mois de May 1709. & Decembre 1715. pour Dix livres, les demis, quarts, dixièmes & vingtièmes à proportion; Et ceux des precedentes fabrications pour Huit livres dix sols neuf

deniers , les demis, quarts , & douzièmes à proportion ; Les fixièmes d'Ecus fabriquez en consequence de la Declaration du 19. Decembre 1718. ensemble les Livres d'Argent dont la fabrication a esté ordonnée par Edit du mois de Decembre dernier , pour Trente sols , & les demis à proportion ; Et que les Pieces de Billon continueront d'avoir cours sur le pied porté par l'Arrest du 25. Fevrier dernier ; Sçavoir , les Pieces dites de Trente deniers pour Trente six deniers , les demis à proportion ; Les sols de Billon pour. Vingt-quatre deniers ; Les sols de Cuivre fabriquez en consequence des Edits des mois de May & Juillet 1719. pour Seize deniers ; Les Pieces dites de Six deniers pour Huit deniers , de même que les demis sols de Cuivre ; Et les Liards pour Quatre deniers , ainsi que les quarts desdits sols.

VIII. Veut Sa Majesté que toutes les Especes & Matieres d'Or & d'Argent soient receûes jusqu'à nouvel ordre aux Hostels des Monnoyes, sur le pied de Douze-cens vres le Marc des Louis , Pistoles d'Espagne , Leopolds d'Or de Lorraine, Guinées d'Angleterre, Millerets de Portugal, ainsi que de l'Or à vingt-deux Karats ; Sur le pied de Quatre-vingt livres le Marc des Ecus , des Piastras & Reaux d'Espagne , Leopolds d'Argent de Lorraine & Ecus d'Angleterre, ainsi que de l'Argent d'onze deniers de fin ; Et les autres Especes & Matieres d'Or & d'argent à proportion, suivant les Evaluations qui en seront arrestées par les

les Officiers des Cours des Monnoyes.

I X. Attendu que le Billet de Banque est une Monnoye qui n'est sujette à aucune variation , & que les Especes monnoyées que Sa Majesté autorise dans le Public pour les Payemens au-dessous de Cent livres , doivent necessairement estre reduites , Sa Majesté confirme la suppression des Quatre sols pour livre , accordée par l'Arrest du 29. Janvier dernier à ceux qui payeront en Billets de Banque les Droits sujets ausdits Quatre sols pour livre ; Ordonne en outre Sa Majesté , que les Billets de Banque seront receûs sur le pied de Cent dix pour Cent dans tous les Bureaux & Recettes de la Taille , Capitation & autres Impositions qui ne sont pas sujettes ausdits Quatre sols pour livre. Enjoint Sa Majesté aux Preposez pour la Recette desdites Impositions , de faire mention dans les Quittances qu'ils delivreront & dans leurs Journaux, des sommes qu'ils auront recûes en Billets de Banque, & de celles qu'ils auront recûes en Especes.

X. Deffend Sa Majesté à tous Notaires ou Tabellions & autres Officiers de Justice , de recevoir aucunes Quittances pour Payemens depuis Cent livres & au dessus qui seroient offerts en Especes monnoyées ; de faire aucunes Sommations ou autres Actes contenant offres de semblables Payemens ; Et à tous Huissiers & Sergens de donner aucuns Exploits , ni dresser aucuns Procès verbaux tendans à faire ordonner des Payemens en Especes

au deffus de Cent livres , à peine de destitution de leurs Offices & de Trois-mille livres d'amende.

XI. A l'égard des Remboursemens & autres Dettes qui doivent estre acquittées par Sa Majesté , les Payemens continueront d'estre faits en Recepiffes , qui seront delivrez par les Gardes du Tresor Royal sur le Caiffier de la Compagnie des Indes , qui les acquittera en Billets de Banque.

XII. Ordonne Sa Majesté que l'Article X. de l'Arrest de son Conseil du 23, Fevrier dernier sera executé selon la forme & teneur ; En consequence que la Compagnie des Indes constituera sur Elle pour Dix Millions de livres de Rentes , à raison de Deux pour Cent , faisant Cinq-cens millions de Capital , lesquelles seront Immeubles , susceptibles de saisies & oppositions , ou de nature de Meubles , au choix & à la volonté des Rentiers ; & au payement d'icelles le produit des Fermes & autres Revenus de Sa Majesté cede à la Compagnie sera employé par preference : Voulant Sa Majesté que pour valeur desdites Rentes , il soit supprimé des Actions de ladite Compagnie jusqu'à concurrence & à proportion des sommes qui auront esté apportées à la Caisse de la Compagnie pour les acquerir. *Enjoint* Sa Majesté aux Officiers de ses Cours des Monnoyes , & aux Srs. Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez de son Royaume , de tenir la main à l'Execution du present Arrest , lequel sera leu ,

pu-

publié & affiché par-tout où il apparten-  
dra, & seront pour l'Execution d'iceluy  
toutes Lettres nécessaires expediées. *Fait*  
au Conseil d'Estat du Roi Sa Majesté y es-  
tant, tenu à Paris le cinquième jour de Mars  
mil sept-cens vingt. *Signé* P H E L Y P E A U X

L X X.

**DECLARATION** du Roi, pour abolir  
l'Usage des *Especies d'Or* au premier Mai  
prochain; & pour indiquer les Diminutions  
sur lesdites *Especies*, à commencer du  
20. du present mois pour Paris, & du  
premier Avril pour les Provinces;  
Pour abolir pareillement au premier Août  
prochain l'Usage de toutes les *Especies d'Ar-  
gent*, à l'exception des *Sixièmes & Dou-  
zièmes d'Ecus*, & *Livres d'Argent*;  
Pour indiquer les Diminutions sur lesdites  
*Especies*, à commencer du premier Avril  
aussi prochain;  
Et pour ordonner, qu'à commencer du pre-  
mier Mai prochain, les *Sixièmes & Dou-  
zièmes d'Ecus*, ensemble les *Livres d'Argent*  
diminueront de prix chaque mois, jusqu'au  
premier Decembre, auquel jour elles demeu-  
reront fixées; Sçavoir, les *Sixièmes d'Ecus*  
& *Livres d'Argent* à Dix sols, & les *Dou-  
zièmes d'Ecus* à Cinq sols.

Donné à Paris le 11. Mars 1720.

**L** OUIS par la Grace de Dieu Roy de Fran-  
ce & de Navarre: A tous ceux qui  
ces presentes Lettres verront Salut. Pour

procurer à nos Sujets la Diminution du prix des Denrées, soutenir le Credit public, faciliter la Circulation, augmenter le Commerce, & favoriser les Manufactures, Nous avons jugé qu'il convenoit de diminuer le prix des Especes, d'abolir l'usage de celles d'Or, & de convertir les Ecus en Especes plus convenables au Commerce. *Aces causes*, de l'avis de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc d'Orleans, petit-Fils de France, Régent, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc de Chartres, premier Prince de nostre Sang, de nostre très-cher & très-amié Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amié Cousin le Prince de Conti, Princes de nostre Sang, de nostre très-cher & très-amié Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, grands & notables personnages de nostre Royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons par ces presentes signées de nostre main, dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & Nous plaist ce qui suit.

I. Que les Especes d'Or continuent d'avoir cours dans le Commerce, & d'estre prises dans les Bureaux de la Banque sur le pied porté par l'Article VII. de l'Arrest de Nostre Conseil du 5. du present mois jusqu'au 20. dudit mois pour Paris, & au premier Avril prochain pour les Provinces; & qu'elles soient receûes au Marc pendant le même temps dans les  
Hof.

Hostels de nos Monnoyes , ainsi que les Matieres d'Or , sur le pied fixé par l'Article VIII. dudit Arrest ; même que lesdites Especes & Matieres puissent estre portées ausdits Bureaux de Banque & des Monnoyes sans pouvoir estre saisies , arrestées ni confisquées en chemin , ni qu'on puisse dans lesdits Bureaux demander les noms de Propriétaires d'icelles.

II. Deffendons pour toujours à tous nos Sujets ou Estrangers estant dans nostre Royaume , de quelque qualité & condition qu'ils soient , de garder en quelques lieux que ce puisse estre , passé le premier May prochain , aucunes Especes d'Or de France ou Estrangeres , ni même aucunes Matieres d'Or , hors le cas de l'Article suivant , à peine de confiscation au profit de la Compagnie des Indes , ensemble des Effets mobiliers des Particuliers & Communautéz qui se trouveront avoir en leur possession desdites Pièces & Matieres d'Or.

III. Permettons aux Orfèvres & autres Ouvriers dont la profession est d'employer des Matieres d'Or dans leurs Ouvrages , d'en avoir chez eux approprié-ment à leur travail , pourveu toutesfois , & non autrement , que ces Ouvriers justifient avoir pris lesdites Matieres d'Or des Bureaux de la Compagnie des Indes ; leur faisons deffenses sous les peines cy-dessus d'en prendre ailleurs.

IV. Deffendons pareillement pour toujours , & sous les peines portées dans l'Ar-



ticle II. de nostre presente Déclaration , à tous nosdits Sujets ou Estrangers, de garder, passé le dernier jour de Decembre prochain, aucunes Matieres d'Argent ny aucunes Especes d'Argent de France ou Estrangeres , autres que les Sixièmes & Douzièmes d'Ecus , fabriquez en consequence de la Déclaration du 19. Decembre 1718. comme aussi à l'exception des Livres d'Argent dont la Fabrication a esté ordonnée par l'Edit du mois de Decembre 1719. & des autres Especes qui seront par Nous incessamment ordonnées.

V. N'entendons toutefois interdire à nos Sujets l'usage des Ouvrages, Jettons & Vaisselles d'Argent permises.

VI. Deffendons à toutes personnes de prester leur assistance , ou de contribuer aux moyens de cacher les Especes & Matieres prohibées par la présente Declaration , à peine de punition exemplaire , mesme contre les Couvents & Communautéz contrevenantes, de Dix-mille livres d'amende , & de privation de tous leurs Privileges & Immunitéz.

VII. Enjoignons à tous nos Officiers qui apposeront ou leveront des Scellez , dresseront des Inventaires , Descriptions ou Procès verbaux , de donner avis à nos Procureurs Generaux ez Cours des Montroyes ; ou à leurs Substituts dans les Provinces , des Especes & Matieres prohibées qui se trouveront sous lescdits Scellez , ou dans les maisons dans lesquelles ils se seront transportez , pour quelque occasion

ou Acte de Justice que ce puisse estre , à peine de privation de leurs Charges , & en outre d'estre condamnez en leurs propres & privez noms à payer la valeur des Especes qui auront esté recelées , & en l'amende du quadruple , sans que lesdites peines , ni toutes celles prononcées par la presente Declaration puissent estre réputées comminatoires , remises ni modérées.

VIII. Voulons qu'en cas de denonciation contre lesdits Officiers contrevenans , la moitié desdites Confiscations soit payée aux Denonciateurs par les Directeurs des Monnoyes aussitost qu'ils en auront receu les fonds : Et ce sur les simples Certificats qui seront à cet effet delivrez par lesdits Procureurs Generaux , ou par ceux de leurs Substituts dans les Provinces qui auront receu lesdites denonciations , sans qu'il soit necessaire de nommer les Denonciateurs desdits contrevenans , ni que lesdits Denonciateurs puissent estre tenus de donner d'autres acquits que lesdits Certificats ; en vertu desquels la moitié qui aura esté payée aux porteurs d'iceux , sera passée & alloüée dans la dépense des Comptes ausdits Directeurs , & par-tout ailleurs sans difficulté.

IX. Ordonnons mesme à tous Juges Royaux & autres nos Officiers de Justice , de se transporter dans les lieux où il leur sera indiqué y avoir des Especes ou Matieres d'Or & d'Argent en contravention de la presente Declaration & de la dispo-

sition des Reglemens, pour y estre par eux dressé des Procès verbaux de la quantité desdites Espèces & Matières, lesquelles Nous voulons audit cas & dans tous ceux susdits, estre portées ez Greffes des Jurisdictions de nos Monnoyes les plus prochaines, pour y estre prononcé les Confiscations au profit des Denonciateurs. tant qu'il y en aura, sinon au profit de la Compagnie des Indes, les frais préalablement deduits.

X. Deffendons aux Officiers de nos Cours des Monnoyes & autres ressortissans, de souffrir qu'il soit jamais fabriqué à l'avenir dans les Hostels de nos Monnoyes ou autres lieux de nostre Royaume, aucunes Espèces d'Or, de quelque qualité qu'elles puissent estre, à peine de privation de leurs Offices.

XI. Leur faisons pareilles deffenses & sous les mesmes peines, de souffrir qu'il soit fabriqué des Ecus ou autres Espèces d'Argent plus petites que de la Taille de trente au Marc.

XII. Ordonnons qu'à commencer audit jour vingtième du present mois, le prix de toutes les Espèces d'Or fera diminué d'un Huitième à Paris seulement, en sorte qu'elles n'y auront plus cours que sur le pied; Sçavoir, les Louis à la Taille de Vingt-cinq au Marc, fabriquez en consequence de nostre Edit du mois de May 1718. pour Quarante deux-livres, les demis à proportion; Ceux de la Fabrication ordonnée par Edit du mois de Novembre

1716. de Vingt au Marc pour Cinquante-deux livres dix sols , les demis & quarts à proportion ; ceux des Fabrications ordonnées par Edits des mois de May 1709. & Decembre 1715. de Trente au Marc, pour Trente-cinq livres , les doubles & demis à proportion ; Ceux de Trente-six un quart au Marc des precedentes Fabrications, ensemble les Pistoles d'Espagne des poids & titre portez par les anciennes Ordonnances & Placards des Roys d'Espagne , pour Vingt-huit livres quatorze sols , les doubles , demis & quadruples à proportion ; Qu'à l'égard des Especes & Matieres qui seront portées au Change de la Monnoye de Paris , elles y seront receûes au poids & à proportion de Mille cinquante livres le Marc de Louïs, Pistoles d'Espagne, Leopolds d'Or de Lorraine, Guinées d'Angleterre , Millerets de Portugal, & Matieres à vingt-deux Karats , suivant les Evaluations qui seront arrestées par les Officiers de nos Cours des Monnoyes ; Qu'à commencer du premier jour d'Avril prochain, lescdites Especes n'auront plus cours dans tout nostre Royaume que sur le pied ; Sçavoir , lescdits Louïs de Vingt - cinq au Marc pour Trente - six livres ; ceux de Vingt au Marc pour Quarante - cinq livres ; Ceux de Trente au Marc pour Trente livres , & ceux de Trente-six un quart au Marc pour Vingt-quatre livres douze sols ; & ne seront payées dans les Hostels des Monnoyes qu'au poids , à raison de Neuf-cens livres le Marc , ainsi que les Matieres d'Or à

vingt-deux Karats & les autres à proportion ; Que lesdites Espèces d'Or seront interdites de tout cours & debit, à commencer du premier May, excepté dans les Hostels de nos Monnoyes, où elles seront payées à raison de Sept-cens cinquante livres le Marc de Loüis ou de l'Or à vingt-deux Karats. jusqu'au dernier May : passé lequel & à commencer le premier Juin prochain, elles ne seront plus receûtes dans les Monnoyes, ni exposées à aucun payement, à peine de confiscation desdites Espèces, ensemble des Effets mobiliers qui se trouveront en la possession des contrevenans.

XIII. Voulons pareillement qu'à commencer du premier jour d'Avril prochain, les Espèces d'Argent ayant cours, autres que les Sixièmes & Douzièmes d'Ecus ou les Livres d'Argent, soient diminuées dans tout nostre Royaume & n'y soient plus receûtes que sur le pied ; Sçavoir, les Ecus de la dernière fabrication ou de dix au Marc pour Sept livres, les demis, quarts & dixièmes à proportion, les Ecus de huit au Marc dont les fabrications ont esté faites en consequence des Edits des mois de May 1709. & Decembre 1715. pour Huit livres quinze sols, les demis, quarts, dixièmes & vingtièmes à proportion ; Et ceux de neuf au Marc des précédentes fabrications pour Sept livres quinze sols, les demis, quarts & douzièmes à proportion : Et à l'égard des Charges des changes des Hostels des Monnoyes, lesdites Espèces n'y pourront estre receûtes

à compter dudit jour, qu'au poids, ainsi que les Matieres, à proportion de Soixante-dix livres le Marc d'Argent de onze deniers de fin, ou des Piaftres & Reaux d'Espagne, Leopolds d'Argent de Lorraine & Ecus d'Angleterre. Ordonnons qu'à commencer au premier jour de May, lefdites Efpeces ne feront plus receües dans le Commerce qu'à raison de Six livres dix fols les Ecus de dix au Marc; de Huit livres deux fols fix deniers ceux de huit au Marc; & de Sept livres quatre fols ceux de neuf au Marc, & que les Matieres feront reduites ledit jour à proportion de Soixante-cinq livres le Marc d'Ecus ou d'Argent à onze deniers de fin, sur lequel pied elles feront receües aux changes des Hostels des Monnoyes; Qu'au premier jour de Juin lefdites Efpeces n'aurent plus cours que pour Six livres l'Ecu de dix au Marc; de Sept livres dix fols ceux de huit au Marc; & de Six livres treize fols quatre deniers l'Ecu de neuf au Marc, & ne feront receüs aux changes des Hostels des Monnoyes qu'à proportion de Soixante livres le Marc d'Ecus ou d'Argent à onze deniers de fin; Qu'à commencer au premier jour de Juillet, lefdites Efpeces feront reduites dans le Commerce; Sçavoir, les Ecus de dix au Marc à raison de Cinq livres dix fols; Ceux de huit au Marc à Six livres dix-sept fols fix deniers; Ceux de neuf au Marc à Six livres deux fols, & dans les changes des Monnoyes à Cinquante-cinq

cinq livres le Marc d'Ecus, ainsi que l'Argent à onze deniers de fin, les autres matieres à proportion; Que le premier jour d'Aoust tous lesdits Ecus ne seront plus receûs qu'aux changes des Monnoyes où ils seront payez à raison de Cinquante livres le Marc, de mesme que l'Argent à onze deniers de fin; le premier Septembre seulement à Quarante-deux livres; le premier Octobre à Trente-sept livres; le premier Novembre à Trente-deux livres; & le premier Decembre le Marc desdits Ecus sera reduit à Vingt-sept livres, & les autres Especies & Matieres à proportion, le tout suivant les Evaluations qui seront dressées par les Officiers de nos Cours des Monnoyes. *Voulons* qu'à commencer du premier Janvier 1721. lesdites Especies ne soient plus receûes dans les Hostels des Monnoyes, ni exposées dans aucun Payement, à peine de confiscation, mesme de tous les Effets mobiliers des contrevenans.

XIV. Entendons que les Livres d'Argent dont la fabrication a esté ordonnée par nostre dit Edit du mois de Decembre 1719. ainsi que les Sixièmes d'Ecus dont la fabrication a esté ordonnée par nostre Edit du mois de May 1718. qui ont actuellement cours pour Trente sols, demeurent reduits; Sçavoir le premier May prochain à Vingt-sept sols six deniers; le premier Juin à Vingt-cinq sols; le premier Juillet à Vingt-deux sols six deniers; le premier jour d'Aoust à Vingt sols; le premier Sep-  
tem-

semble à dix-sept fols six deniers ; le premier Octobre à quinze fols ; le premier Novembre à douze fols six deniers ; le premier Decembre à dix fols , & les demis à proportion. *Si donnons en Mandement* à nos amez & feaux Conseillers, les Gens tenans nostre Cour des Monnoyes à Paris , que ces Presentes ils ayent à faire lire , publier & registrer , & le contenu en icelles garder & exécuter selon sa forme & teneur. *Car tel est nostre Plaisir.* En témoin de quoy Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites presentes. *Donné à Paris le onzième jour de Mars l'an de grace mil sept-cens vingt , Et de nostre Regne le cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas , Par le Roy , le Duc d'Orleans Regent present. PHELYPEAUX. Vû au Conseil, LA W , & scellé du grand Sceau de cire jaune.*

*Registrées en la Cour des Monnoyes, Oly , & ce requerant le Procureur General du Roy pour estre executées selon leur forme & teneur , & ordonne qu'elles seront lûes , publiées & affichées en cette Ville de Paris aux lieux accoustumez , mesme au Bureau de la Maison commune des Orfèvres , & que Copies collationnées en seront incessamment envoyées aux Juges des Monnoyes du ressort , à la diligence dudit Procureur General , pour y estre lûes , publiées & registrées. Enjoint aux Substituts dudit Procureur General d'y tenir la main , & d'en certifier la Cour de leur diligence dans le mois suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en*



*en la Cour des Monnoyes, les Semestres assemblez, le treizième jour de Mars mil sept-cens vingt. Signé GUEUDRE.*

## L X X I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne qu'il sera imprimé pour Trois-cens Millions d'Actions de la Compagnie des Indes, avec les Dividendes des années 1720. 1721. & 1722. pour servir tant à la Conversion des Actions qualifiées Actions de la Compagnie d'Occident, qu'à remplir les Engagemens de la Compagnie des Indes au sujet des Souscriptions & des Primes qui ont été delivrées, & à ses autres operations.

Du 12. Mars 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy estant en son Conseil, par les Directeurs Generaux de la Compagnie des Indes, que Sa Majesté ayant ordonné par l'Article XII. de l'Edit portant Réunion des Compagnies des Indes & de la Chine à la Compagnie d'Occident, que ladite Compagnie qui estoit alors qualifiée Compagnie d'Occident, seroit dans la suite nommée Compagnie des Indes, il paroissoit convenable que les Actions de leur Compagnie fussent qualifiées Actions de la Compagnie des Indes; que d'ailleurs au moyen des dispositions de l'Arrest du 5. du present mois, qui ordonne que les Soumissions & Primes que la Compagnie a fait de-

delivrer, seront rapportées dans le cours du même mois pour estre converties en Actions, il estoit necessaire d'imprimer de nouvelles Actions pour distribuer aux Porteurs des Soumissions & Primes; & que ces Actions devant estre qualifiées Actions de la Compagnie des Indes, il se trouveroit diversité de Titre dans les Actions de la Compagnie, si les premieres qui ont esté delivrées sous la qualification d'Actions de la Compagnie d'Occident, & qui sont repandues dans le Public subsistoient; que dans ces circonstances estant du bon ordre de ne point introduire une pareille diversité, ils estimoient qu'il convenoit de faire imprimer jusqu'à concurrence de Trois-cens Millions d'Actions, qui seroient qualifiées Actions de la Compagnie des Indes, en Cinq-cens vingt-mille Billets d'une Action chacun, & Huit-mille Billets de dix Actions chacun, avec les Dividendes des années 1720. 1721, & 1722. Et que dans cette veüe ils avoient déjà fait travailler à l'impression: Mais que leurs occupations ne leur permettant pas de viser ces Actions, & que leur Caissier ne pouvant suffire à les signer, ils supplioient Sa Majesté de vouloir agréer que lescdites Actions soient signées & visées par les Commis qu'ils ont nommez; A quoy voulant pourvoir, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances. *Sa Majesté estant en son Conseil,* de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans,

Re-

Regent , a ordonné & ordonne , qu'il sera imprimé pour Trois-cens Millions d'Actions de la Compagnie des Indes avec les Dividendes des années 1720. 1721. & 1722. en Cinq - cens vingt mille Billets d'une action chacun , faisant Deux-cens soixante Millions , & Huit - mille Billets chacun de dix Actions , faisant Quarante-Millions , & en total Trois-cens Millions ; Lesquels Billets seront scellez , ainsi que chaque Repartition , du Sceau de la Compagnie , qualifiez *Actions de la Compagnie des Indes* , & datez du premier Janvier 1720. pour servir tant à la Conversion des Actions repandues dans le public , qualifiées Actions de la Compagnie d'Occident , qui seront à cet effet rapportées , qu'à remplir les engagements de la Compagnie au sujet des Souscriptions & des Primes qui ont esté delivrées , & à ses autres operations ; A la charge néanmoins , conformément à l'Arrest du Conseil du 5. du present mois , qu'il sera supprimé desdites Actions à proportion & jusqu'à concurrence des sommes qui auront esté portées à la Caisse de ladite Compagnie , pour acquérir les Actions Rentieres. *Permet* aux Directeurs de ladite Compagnie de faire signer lesdites Actions pour leur Caissier par les Srs. Postel , Sigonneau , Maricourt , Motté & Cauvin , & de les faire viser pour eux par les Srs. Baron , Ravoisié , Mabire , Lauriau & Coutereau. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy , Sa Majesté y estant , tenu à Paris

ris le douzième jour de Mars mil sept-cens vingt. Signé P H E L Y P E A U X.

---

L X X I I.

ORDONNANCE du Roi,

Du 22. Mars 1720.

*Qui deffend de s'assembler dans la rue Quinquempoix, pour négocier du Papier.*

**S**A Majesté ayant par l'Arrest de son Conseil du 5. du présent mois, ordonné qu'il sera ouvert un Bureau à la Banque pour convertir, à la volonté des Porteurs, les Actions de la Compagnie des Indes en Billets de Banque, & les Billets de Banque en Actions de ladite Compagnie, l'Assemblée de la rue Quinquempoix devient absolument inutile, n'y ayant qu'une seule espece d'Actions, dont le prix ne sera sujet à aucune variation; & Sa Majesté estant d'ailleurs informée qu'au sujet des Marchez qui se sont faits dans cette Assemblée, plusieurs Négociateurs infidèles ont souvent, à l'occasion du tumulte & de l'embarras que le concours de Gens inconnus, dont quelques-uns même se sont trouvez sans domicile & sans aveu, y a produit, détourné & enlevé les Effets de ceux qui ont eu la facilité de traiter avec eux: Qu'enfin un grand nombre de Domestiques & d'Artisans ont abandonné leurs Maîtres & leurs

leurs Professions , soit pour négocier eux-mêmes , soit pour ayder & servir de Courtiers à d'autres Personnes , qui n'auroient pas osé paroître ; le tout au grand préjudice des Arts & du Commerce : à quoy désirant pourvoir *Sa Majesté* , de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent , a fait très-expresses Inhibitions & Défenses à toutes Personnes , de quelque qualité qu'elles soient , de s'assembler dans la rue Quinquempoix pour y négocier ou faire aucun Commerce de Papier , & ce à commencer du jour de la Publication de la présente Ordonnance , à peine de désobéissance & d'y estre pourvu par *Sa Majesté* suivant l'exigence des cas : Défend pareillement *Sa Majesté* , & sous les mêmes peines , à tous Particuliers , de tenir Bureau ouvert dans ladite rue , pour recevoir ceux qui voudroient se mêler de ces Négociations : Enjoint *Sa Majesté* au Sieur d'Argenson , Conseiller en ses Conseils , Maître des Requestes ordinaire de son Hostel , Lieutenant General de Police de la Ville , Prevosté & Vicomté de Paris , de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance , & de faire à cet effet emprisonner tous les Contrevenans : Veut & ordonne qu'elle soit lûë , publiée & affichée par-tout où besoin sera , à ce que personne n'en ignore. *Fait à Paris ce vingt-deuxième Mars mil sept-cens vingt. Signé , L O U I S. Et plus bas , P H E L Y P E A U X.*

Nous

**N**ous Marc-Pierre De Voyer de Paulmy, Chevalier Comte d'Argenson, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hostel, Lieutenant General de Police de la Ville, Prévoité & Vicomté de Paris; Ordonnons que la presente Ordonnance sera executée selon sa forme & teneur, & en consequence qu'elle sera lûë, publiée & affichée dans les Places publiques ordinaires & accoustumées, & notamment dans les Ruës aux Ours & Quinquempoix, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait en nostre Hostel le vingt-deuxième jour de Mars mil sept-cens vingt. Signé *M. P. de Voyer d'Argenson*: Et plus bas, Par Monseigneur, Gendon.

*L'Ordonnance cy-dessus a esté lûë, publiée à haute & intelligible voix, à son de Trompe & cry public en tous les Lieux ordinaires & accoustumés, par moy Marc-Antoine Pasquier, juré Crieur ordinaire du Roy & de la Ville, Prevoité & Vicomté de Paris, y demeurant rue du Milieu de l'Hostel des Ursins; accompagné de Louis Ambesart, Nicolas Ambesart & Claude Craponne jurés Trompettes. Le vingt-deux Mars-mil sept-cens vingt, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance; & affiché ledit jour & esdits Lieux. Signé, Pasquier.*



## L X X I I I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, portant qu'il sera imprimé Quatre-vingt mille Billets, a'une Action chacun, pour servir à la Conversion des Huit-mille Billets de Dix Actions chacun, imprimez en consequence de l'Arrêt du 12. Mars dernier.

Du 19. Avril 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par les Directeurs Generaux de la Compagnie des Indes, que Sa Majesté a ordonné par l'Arrêt de son Conseil du 12. Mars dernier, qu'il seroit imprimé pour Trois-cens Millions d'Actions de la Compagnie des Indes, en Cinq-cens vingt mille Billets, d'une Action chacun, & Huit-mille Billets chacun de dix Actions; mais que le Billet de dix Actions se trouvant moins commode pour les Actionnaires que celui d'une Action, ils estimoient qu'il estoit plus avantageux & convenable de convertir les Huit-mille de dix Actions en Billets d'une Action, que les laisser subsister; A quoy estant nécessaire de pourvoir, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances. Sa Majesté estant en son Conseil de l'avis de Monsieur le

le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, qu'il sera imprimé Quatre-vingt mille Billets d'une Action chacun, faisant avec les Cinq-cens vingt mille Billets aussi d'une Action chacun, imprimez en consequence de l'Arrest de son Conseil du 12 Mars dernier, le nombre de Six-cens mille Billets, & composant en total le montant de Trois-cens Millions d'Actions : Veut que lesdits Quatre-vingt mille Billets soient imprimez en la mesme forme & maniere que les Cinq-cens vingt mille, & qu'ils servent à la Conversion des Huit-mille Billets de Dix Actions, lesquels seront rapportez à cet effet; & sera au surplus ledit Arrest du 12. Mars dernier executé selon sa forme & teneur. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le dix-neufvième jour d'Avril mil sept-cens vingt. Signé* P H E L Y P E A U X.

L X X I V.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, portant qu'il sera fait pour Quatre-cens trente-huit Millions de Billets de Banque de Mille, Cent, & Dix livres : Et ordonne que dans trois mois, les Billets de Dix-Mille livres seront rapportez pour être coupez en Billets de Mille, Cent, & Dix livres.*

*Du 19 Avril 1720.*

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**L** E Roy estant informé qu'il convient pour la facilité du Commerce, d'aug-  
Tome VI. D men-



menter le nombre des Billets de Banque de Mille, de Cent, & de Dix livres, & de faire rapporter ceux de Dix-mille livres pour estre coupez ; A quey voulant pourvoir, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Controlleur General des Finances, *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, qu'il sera fait pour Quatre-cens trente-huit Millions de Billets de Banque de Mille, Cent, & Dix livres ; Sçavoir, Trois-cens Registres de Billets de Mille livres, contenant chaque Registre Huit-cens Billets imprimez, de Mille livres chaque Billet, numerotez depuis le No. 212801. jusques & compris le No. 452800. faisant la Somme de Deux-cens quarante Millions ; Dix-huit cens dix Registres de Billets de Cent livres, contenant chaque Registre Mille Billets imprimez, de Cent livres chaque Billet, numerotez depuis le No. 682001. jusques & compris le No. 2492000. faisant la Somme de Cent quatre-vingt-un Millions ; & Dix-sept cens Registres de Billets de Dix livres, contenant chaque Registre Mille Billets imprimez, de Dix livres chaque Billet, numerotez depuis le No. 1200001. jusques & compris le No. 2900000. faisant la somme de Dix-sept Millions, & en total la susdite somme de Quatre-cens trente-huit Millions, laquelle jointe à celle de Sept-cens soixante-deux Millions, en pareils Billets de Mille, Cent, & Dix livres cy-devant faits,

faits , forme en total la Somme de Douze cens Millions; *Ordonne* au surplus Sa Majesté, que dans trois mois les Billets de Dix-mille livres seront rapportez aux Bureaux de la Banque à Paris & dans les Provinces , pour estre coupez en Billets de Mille, Cent, & Dix livres. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le dix-neufvième jour d'Avril mil sept-cens vingt. *Signé* P H E L Y P R A U X.

L X X V.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne qu'il ne sera plus fourni aux Bureaux de la Banque, ni dans aucuns autres des Bureaux de Sa Majesté, des Billets de Banque pour les Sixièmes & Douzièmes d'Ecus, pour les Livres d'Argent, & les Louis d'Argent.

Du 20. Avril 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter les Etats des Especes receüs aux Bureaux de la Banque, aux Hostels des Monnoyes & dans ses Recettes, depuis sa Declaration du 11. Mars dernier, & l'intention de Sa Majesté estant d'indemniser la Compagnie des Indes de toutes les pertes qu'il y aura sur les Especes qui seront receüs dans ses Bureaux, & de luy laisser le produit de la fabrication des Monnoyes, suivant le traité passé à ce sujet; Sa Ma-

jesté a jugé que dans cette vüe, & pour augmenter la Circulation qui est le principal objet des Especes nouvellement fabriquées, il estoit convenable de deffendre la reception desdites Especes dans ses Bureaux pour des Billets de Banque; A quoy voulant pourvoir, Oüyle Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances, *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, qu'à commencer du jour de la publication du present Arrest, il ne sera plus fourni aux Bureaux de la Banque, ni dans aucun autre des Bureaux de Sa Majesté, des Billets de Banque pour les Sixièmes & Douzièmes d'Ecus de la fabrication ordonnée par Edit du mois de May 1718. pour les Livres d'Argent fabriquées en vertu de l'Edit du mois de Decembre 1719. & Loüis d'Argent de la fabrication ordonnée par l'Edit du mois de Mars dernier. *Permet* cependant Sa Majesté, jusqu'à ce qu'autrement par Elle il en ait esté ordonné, de delivrer des Billets de Banque pour les anciennes Especes, suivant le cours qui a esté réglé par la Declaration du mois de Mars dernier. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingtième jour d'Avril milsept-cens vingt.  
*Signé* PHELYPEAUX.

L X X V I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui commet les Srs. Glomy, Pasquier, le Vasseur, Sauvaire, Hamelin, & de Lajannez, pour signer, viser & controller au lieu des Srs. Bourgeois, Fenellon, & Durevest, les Billets de Banque de Mille & de Cent livres, concurremment avec ceux qui ont été ci-devant commis.

Du 22. Avril 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant ordonné par l'Arrest de son Conseil du 19. du present mois, qu'il seroit fait pour Quatre-cens trente-huit Millions de Billets de Banque en Billets de Mille, Cent, & Dix livres, faisant avec ceux cy-devant faits la somme de Douze-cens Millions, & que les Billets de Dix-mille livres seroient rapportez pour estre convertis en Billets de Mille, Cent, & Dix livres; Sa Majesté a esté informée que cette nouvelle operation demandoit une augmentation de Commis pour les Signatures; A quoy voulant pourvoir, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Controlleur General des Finances, Sa-Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a commis & commet les Srs. Glomy, Pasquier, le Vasseur,

Sauvaire, Hamelin, & de Lajannez pour signer, viser & controller, au lieu des Srs. Bourgeois, Fenellon & Durevest, Officiers de la Banque, les Billets de Mille & de Cent livres, concurremment avec ceux qui ont esté cy-devant commis. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-deuxième jour d'Avril mil sept-cens vingt. Signé P H E-  
L Y P E A U X.*

---

## L X X V I I.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, qui ordonne que dans les Pais d'Estats, les Particuliers qui payeront en Biltets de Banque leurs Quottes dans les Impositions qui se lèvent au profit du Roi, jouiront du benefice de Dix pour Cent, accordé par l'Arrêt du 5. Mars dernier.*

Du 28. Avril 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant entr'autres choses ordonné par Arrest de son Conseil du 5. Mars dernier, Qu'à commencer du jour de la publication dudit Arrest, les Billets de Banque seroient receûs sur le pied de Cent dix pour Cent dans tous les Bureaux & Recettes de la Taille, Capitation & autres Impositions qui ne sont pas sujettes au paiement des Quatre sols pour livre. Les Députez des Pays d'Estats, &  
les

les Procureurs du Pays de Provence auroient depuis représenté à Sa Majesté, Qu'y ayant dans leurs Provinces des Impositions de differente nature, les unes dont le produit (quoyque faites de l'autorité des Estats, soit en vertu des Actes d'accord, soit des abonnemens faits avec Sa Majesté) se porte directement au Tresor Royal, & les autres dont le produit est uniquement destiné pour subvenir aux Dépenses auxquelles les Estats sont indispensablement obligez; Cette difference pourroit faire presumer, que l'intention de Sa Majesté n'a pas esté de faire jouir ses Sujets desdites Provinces du benefice accordé par ledit Arrest, quoyque cependant les Estats ayent tout lieu de croire qu'Elle n'a pas entendu les traiter differemment de ses Sujets des autres Provinces & Generalitez du Royaume, particulièrement pour les Impositions qui se font uniquement à son profit; A quoy Sa Majesté desirant pourvoir, Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller de Sa Majesté en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances, *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que dans les Pays d'Estats & en Provence, les Particuliers qui payeront en Billets de Banque leurs Quottes dans les Impositions du Don gratuit, Capitation & autres dont le produit entre au Tresor Royal, jouiront sur lesdits Billets du benefice de Dix pour cent, accordé par ledit Arrest du 5. Mars der-

nier. *Enjoint* Sa Majesté aux Receveurs particuliers, & aux Tresoriers ou Receveurs Generaux desdits Pays, de faire mention dans les Quittances qu'ils delivreront & dans leurs Journaux, des sommes qu'ils auront receû en Billets de Banque sur la portée desdites Impositions, & de celles qui leur auront esté payées en Especes, pour dans la suite estre pourveu à leur décharge, ainsi qu'il sera ordonné par Sa Majesté. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le yingt-huitième jour d'Avril mil sept-cens vingt. *Signé.* PHELYPEAUX.

---

## L X X V I I I.

ORDONNANCE du Roi, concernant ce qui doit être observé en arrêtant les Mandians & Vagabonds.

SA Majesté, pour les raisons contenuës dans l'Ordonnance du 10. du mois de Mars dernier, auroit ordonné que tous les Vagabonds, Gens sans aveu, & Mandians soient arrestez & enfermez dans les lieux à ce destinez, pour y estre nourris & entretenus aux depens du Roy, & que ceux qui se trouveront valides & d'âges convenables, soient conduits aux Colonies; & Sa Majesté estant informée, que les Archers qui ont esté commis pour l'exécution de ladite Ordonnance, pourroient abuser de leur autorité, en arrêtant quelques Personnes qui ne seroient ni Mandians,

dians , ni Vagabons , & que meſme ſous ce prétexte pluſieurs Particuliers attroupez tumultuairement ont troublé leſdits Archers dans l'exécution des ordres de Sa Ma- jeſté; A quoy eſtant neceſſaire de pourvoir , & d'empêcher l'un & l'autre deſordre.

Sa Maſteſté , de l'avis de Monſieur le Duc d'Orleans , Regent , a ordonné & ordonne, que l'Ordonnance du 10. du mois de Mars dernier , ſera exécutée ſelon ſa forme & teneur , & en conſequence.

I. Que les Mandians qui ſeront arreſtez en exécution de ladite Ordonnance , ſeront conduits ſur le champ à la Priſon la plus voiſine , où tous les jours à mi- dy ils ſeront viſitez & entendus ſur leurs differents ſujets de plainte , en preſence deſdits Archers , par l'un des Commiſſaires ou Officiers de Police , qui ſera à cet eſ- fet nommé & député par le Sieur d'Argen- ſon , Conſeiller du Roy en ſes Conſeils , Maïſtre des Requeſtes ordinaire de ſon Hoſtel , Lieutenant General de Police de la Ville , Prévosté & Vicomté de Paris , lequel Officier luy en fera auſſi-toſt ſon rapport , pour eſtre par luy ſtatué ſur le reſaſchement ou la détention du particu- lier arreſté , après les vérifications neceſ- ſaires , ſuivant l'exigence des cas ; enſorte que ceux qui par leurs âges , ou par leurs infirmités ſe trouvent hors d'état de tra- vailler , ſoient inceſſamment conduits à l'Hôpital General , pour y eſtre traitez , panſez , nourris , & medicamentez cha- ritablement aux dépens du Roy.



**II. Entend Sa Majesté**, que pour la première fois ceux des Mandians valides ainsi arrestez, qui seront réclamez par les Maîtres des differents métiers dont ils font profession, leur seront rendus, à la charge par eux d'en répondre par écrit, qu'ils ne retomberont plus dans le cas de la mandicité, & s'ils venoient à s'absenter des Boutiques ou Ateliers desdits Maîtres, d'en avertir le Lieutenant General de Police.

**III. Veut Sa Majesté**, que lesdits Archers préposés marchent en Brigade, revêtus de leurs habits uniformes & avec leurs Bandoulières, & que chaque Brigade soit commandée par un Exempt, pour prévenir les abus & tenir la main à ce qu'aucun particulier ne soit arresté que dans les cas portez par l'Ordonnance, lesquels Exempt & Archers seront payez de huit jours en huit jours & par avance.

**IV. Enjoint Sa Majesté** auxdits Archers de conduire directement dans les Prisons publiques les Mandians qu'ils auront arrestez, sans qu'ils puissent les relâcher ni conduire dans les Entrepôts sous aucun prétexte, à peine de punition exemplaire.

**V. Défend aussi Sa Majesté**, sous peine de la vie à tous Particuliers, de quelque qualité & condition qu'ils puissent estre, de s'opposer à l'exécution de l'Ordonnance du 10 Mars, & de la presente.

**VI. Veut au surplus Sa Majesté**, qu'il en soit usé à l'égard des Vagabonds, comme

me par le passé, suivant la juste rigueur des Ordonnances.

VII. Enjoint Sa Majesté audit Sieur d'Argenson, Lieutenant Général de Police, de tenir la main à l'exécution de la présente Ordonnance, laquelle sera lûë, publiée & affichée dans la présente Ville & Fauxbourgs de Paris, & par-tout ailleurs où besoin sera. Fait à Paris le 3 May 1720. *Signé*, LOUIS. *Et plus bas*, PHÉLYPEAUX.

**M***Arc - Pierre de Voyer de Paulmy* Chevalier Comte d'Argenson, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Requestes ordinaire de son Hostel, Lieutenant General de Police de la Ville, Prevosté & Vicomté de Paris, Commissaire député par le Roy en cette partie.

Veû l'Ordonnance du Roy cy-dessus, Nous ordonnons qu'elle sera exécutée selon sa forme & teneur, & en conséquence qu'elle sera lûë, publiée & affichée à son de trompe & cry public dans la présente Ville, dans les Carrefours & Places publiques, & autres Places ordinaires & accoutumées, même dans les Fauxbourgs de ladite Ville, & dans la Banlieuë de Paris, à ce que nul n'en pretende cause d'ignorance. Fait ce trois May mil sept - cens vingt, *Signé* M. P. de Voyer d'Argenson. *Et plus bas par Monsieur*, Gendon.

*L'Ordonnance du Roy cy-dessus a esté lûë & publiée à haute & intelligible voix, à son*

son de Trompe & Cry public, en tous les lieux ordinaires & accoustumez, par moy Jean le Moyne, Huissier au Cbâtelet de Paris, & Commis à l'Exercice de Juré-Crieur de la Ville, Prevosté & Vicomté de Paris, y demeurant rue de la Tixeranderie, accompagné de Louis Ambezar, Nicolas Ambezar, & Claude Craponne, Jurez Trompettes, le 4 May 1720, à ce que personne n'en pretende cause d'ignorance; & affichée ledit jour esdits lieux. Signé le moyen.

---

## L X X I X.

**DECLARATION du Roi**, portant que ceux qui seront convaincus d'avoir imité, contrefait, falsifié ou altéré les Papiers Royaux, seront punis de mort.

Donnée à Paris le 4. May 1720.

**L** OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Par Ordonnance du Roy François Premier, du mois de Mars 1531. il est expressement porté, que tous ceux qui seront convaincus d'avoir fait & passé de faux contrats, seront punis de mort, laquelle disposition nostre très-honoré Seigneur & Bisayeul, par son Edit du mois de Mars 1680. a étendu à tous Juges, Greffiers, Ministres de Justice, Police & Finances, tant de nos Cours & Justices Royales ou des

des Seigneurs , qu'à ceux des Officialitez & des Chancelleries, ainſi qu'aux Gardes des Livres & Regiſtres des Chambres des Comptes & des Bureaux des Finances , aux Officiers des Hoſtels de Villes , aux Archivaires , & generallyment à toutes perſonnes faiſant fonctions publiques par Offices , commiſſion ou ſubdelegation , leurs Clercs ou Commis , laiſſant à l'arbitrage des Juges de punir de mort ceux qui auroient commis des fauſſetez en tous autres cas , ainſi qu'ils le jugeroient à propos ; au préjudice de laquelle Déclaration noſtre dit Seigneur & Biſayeul ayant eſté informé , que quelques particuliers qui avoient contrefait la ſignature des Secretaires d'Eſtat , avoient eſté ſeulement condannez aux Galeres , ſous prétexte que ladite Ordonnance de 1531. ny l'Edit du mois de Mars 1680. ne contenoient aucune diſpoſition précise à cet égard , il auroit expreſſément ordonné par ſa Déclaration du 20. Aouſt 1699. que ceux qui contreferoient les ſignatures deſdits Secretaires d'Eſtat & de nos Commandemens , dans les choſes qui concernent la fonction de leurs Charges , ſeroient punis de mort , ce qui a donné lieu à pluſieurs Arreſts qui ont condamné au dernier ſupplice des fauſſaires de cette eſpece ; & quelques perſonnes ayant entrepris de fauſſifier des Billets de Monnoye , ſoit dans les ſignatures , ſoit dans les ſommes , elles ont ſubi une ſemblable condamnation , qui a eſté auſſi prononcée par l'Article

VII. de nos Lettres patentes du 2. May 1716. registrées en nostre Cour de Parlement de Paris le 4. du mesme mois, contre tous ceux qui fabriqueroient ou falsifieroient les Billets de la Banque, en contreferoient le cachet ou les planches sur lesquelles lesdits Billets seroient gravez: Cependant la malice des faussaires & l'esperance d'un gain considerable les ayant porté à chercher de nouveaux moyens, non seulement pour imiter, contrefaire, falsifier ou alterer les Recepissez du Tresor Royal, & autres Papiers publics, mais aussi à contrefaire, alterer ou changer, soit dans les sommes, soit dans les dates & les numeros, les Ordonnances tirées sur nostre Tresor Royal, ainsi que les autres expeditions qui en émanent, Nous avons crû qu'il importoit au bien general du Royaume, à la sûreté du Commerce, & à l'interest de nos Sujets, d'ordonner que tous les faussaires de cette qualité, seroient aussi punis du dernier supplice, ainsi que ceux qui seroient convaincus d'avoir falsifié ou alteré les Registres, Quittances & autres expeditions du Tresorier de nos Revenus casuels, Tresoriers generaux de l'Extraordinaire des guerres, Receveurs des Consignations ou des Epices, Commissaires aux Saisies réelles, des Préposez à la Recette de nos Fermes ou de nos Finances, Receveurs & Tresoriers de nos Pays d'Estats, & tous autres qui sont chargez par Commission ou autrement de la Recette du paiement ou du manie-

manierement des fonds qui entrent dans les caisses Royales ou publiques , sans que ladite peine puisse estre moderée , sous prétexte que les articles desdits Registres alterez ou falsifiez , ny lescdites Ordonnances, Quittances ou expéditions seroient pour des sommes très-modiques , ainsi qu'il a esté ordonné par la Declaration du feu Roy nostre très-honoré Seigneur & Bisayeul du 11. Septembre 1706. à l'égard des vols qui se commettoient dans nos Maisons Royales. *A ces causes*, & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc d'Orleans , Petit-Fils de France, Regent; de nostre très-cher & très-amé Oncle le Duc de Chartres, Premier Prince de nostre Sang; de nostre très-cher & très-amé Cousin le Duc de Bourbon , de nostre très-cher & très-amé Cousin le Prince de Conty, Princes de nostre Sang; de nostre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse, Prince legitimé, & autres Pairs de France, grands & notables Personnages de nostre Royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons par ces Presentes signées de nostre main, dit & ordonné, disons & ordonnons, voulons & Nous plaist;

I. Que lescdites Ordonnances, Edits & Declarations du mois de Mars 1531. du mois de Mars 1680. Declaration du 20. Aoust 1699. l'Article VIII. desdites Lettres patentes du 2. May 1716. feront executez

cutez selon leur forme & teneur ; & en y ajoutant, ordonnons que tous ceux qui seront convaincus d'avoir imité, contrefait, falsifié ou altéré, en quelque sorte & maniere que ce puisse estre, les Ordonnances tirées sur nostre Tresor Royal, les estats ou extraits de distributions, ainsi que les rescriptions, recepissez, ou autres expéditions qui émanent de nostre Tresor Royal, seront condamnez à mort par nos Juges, sans qu'ils puissent moderer ladite peine, quoyque pour semblable cas, ils n'eussent jamais esté repris ou punis, & sans avoir égard à la valeur ou à la modicité du préjudice que lescdites falsifications, alterations, ou changemens auroient pû causer.

II. Voulons pareillement que tous ceux qui seront convaincus d'avoir falsifié ou altéré les Registres, Quittances ou expéditions du Tresorier de nos Revenus Casuels, Tresoriers généraux de l'Extraordinaire des guerres, Receveurs des Consignations ou des Épices, Commissaires aux Saisies réelles, ensemble des préposés à la Recette de nos Fermes ou de nos Finances, Receveurs ou Tresoriers de nos Pays d'Estats, & tous autres qui sont chargez par Commission ou autrement de la recette, du maniement ou du payement des fonds qui entrent dans les caisses Royales ou publiques, soient punis de mort, sans que ladite peine puisse estre moderée, pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre.

III. Or-

III. Ordonnons aussi, que tous ceux qui feront convaincus d'avoir alteré, changé ou falsifié tous Papiers Royaux ou publics, soient condamnés au dernier supplice, sans que les Juges puissent avoir égard à la modicité des sommes ny au plus ou moins de dommage que lesdites falsifications, alterations, ou changemens pourroient causer. *Si donnons en Mandement* à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris, que ces Presentes ils aient à faire lire, publier & registrer, & le contenu en icelles, garder & executer selon leur forme & teneur : *Car tel est nostre plaisir ; En témoin dequoy* Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites presentes. *Données* à Paris le quatriéme jour de May, l'an de grace mil sept-cens vingt, & de nostre Regne le cinquiéme. Signé, LOUIS : *Et plus bas, Par le Roy, le Duc d'Orleans* Regent, present. P H E L Y P E A U X. Vu au Conseil, *Law.* Et scellée du grand Sceau de cire jaune.

*Registrées, oüy, ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & copies collationnées, envoyées aux Bailliages & Seneschaussées du Ressort, pour y estre lûes, publiées & registrées ; Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roy d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le dixiéme Juin mil sept-cens vingt. Signé,*  
GILBERT. L X X X. AR-



## L X X X.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, en faveur de la Compagnie des Indes.

Du 20. May 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR ce qui a esté représenté au Roy, estant en son Conseil, par la Compagnie des Indes, que Sa Majesté auroit par l'Article IX. de l'Edit du mois de May 1719. portant Réunion des Compagnies des Indes Orientales & de la Chine à celle d'Occident, permis à ladite Compagnie de faire venir des Pays de sa Concession toutes sortes d'Etoffes de Soye pure, & de Soye & Cotton meslées d'Or & d'Argent, & d'Ecorce d'Arbres, comme aussi des Toiles de Cotton teintes, peintes & rayées de couleurs, pourveu neantmoins que celles dont l'usage & la consommation sont prohibées dans le Royaume, ne pussent estre vendues que sous la condition expresse de la Sortie pour l'Estranger, à l'effet de quoy elles seroient mises en Entrepot dans les Magasins de la Ferme Generale sous deux clefs, dont les Fermiers Generaux ou leurs Commis en auroient une, & les Directeurs de la Compagnie ou leurs Preposez l'autre, & en prenant les precautions necessaires pour empêcher que lesdites

Mar-

Marchandises ne fussent vendues pour estre consommées dans le Royaume : que depuis , Sa Majesté auroit par Arrest du 27. Aoust 1709. cassé & annullé , à commencer au premier Octobre suivant , le Bail des Fermes Generales fait à *Aymard Lambert* pour les cinq années qui en restoit à expirer , & accordé le Bail desdites Fermes Generales à la Compagnie des Indes pour neuf années ; que Sa Majesté & ladite Compagnie souffriroient un préjudice considerable , si conformément aux Arrests des 27. Aoust 1709. 20. Janvier & 22. Février 1710. 27. Septembre 1719. tant les Toiles de Cotton blanches & Mousselines , que les Toiles peintes & autres Toiles & Etoffes dont l'usage & la consommation sont deffendus , estoient brûlées en consequence d'une Ordonnance du Sr. Lieutenant General de Police à Paris, d'autant que Sa Majesté s'est obligée par lesdits Arrests de rembourser à l'Adjudicataire de ses Fermes le montant des gratifications réglées en faveur des particuliers qui ont fait ou procuré la saisie desdites Etoffes & Toiles, comme aussi de tous les frais faits tant à l'occasion desdites saisies , que pour les verifications d'Experts , Jugemens de confiscation , transport desdites Marchandises à la Douane de Paris & autres, & que ladite Compagnie seroit privée du profit qu'elle pourroit faire en disposant desdites Toiles & Etoffes, conjointement avec celles qu'il luy a esté permis de faire venir

nir des Pays de la Concession : C'est pourquoy elle ne demanderoit à Sa Majesté aucun Remboursement desdites Gratifications & desdits frais , si Sa Majesté luy accordoit la disposition desdites Marchandises , & elle se chargeroit de prendre toutes les precautions necessaires pour assurer le transport & la vente en Pays estrangers , de celles dont le Commerce & l'usage sont prohibez dans le Royaume , d'autant plus qu'elle a un interest très-sensible d'y veiller, pour soutenir son Commerce & pour faire valoir les Droits des Fermes Generales. Veu lesdits Arrests des 27. Aoust 1709. 20. Janvier & 22. Février 1716. & 27. Septembre 1719. Oüy le Rapport du Sr. Law ; Conseiller du Roy en tous ses Conseils , Controlleur General des Finances ; *Le Roy estant en son Conseil* , de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne , que les Toiles peintes, teintes, & Etoffes de toute sorte provenant des Indes , de la Chine & du Levant, & autres dénommées dans lesdits Arrests des 27. Aoust 1709. 20. Janvier & 22. Février 1716. & 27. Septembre 1719. saisies & confisquées sur les particuliers qui les auront introduites dans le Royaume, vendu, acheté, trafiqué, employé, ou qui en auront fait usage au préjudice des deffenses portées par lesdits Arrests, ne seront plus brûlées à l'avenir. Permet Sa Majesté à ladite Compagnie, de vendre à son profit & de debiter dans le Royaume les Toiles  
de

de Cotton blanches & Mouffelines confif-  
 quées, après néanmoins qu'il y aura esté  
 appofé des Marques de Parchemin fignées  
 ou paraphées, & des Plombs, en confor-  
 mité defdits Arrests ; & à l'égard des au-  
 tres Toiles & Etoffes dont le debit & l'u-  
 fage font prohibez par lefdits Arrests,  
 permet auffi Sa Majesté à ladite Compag-  
 nie des Indes de les faire transporter en  
 Pays eſtrangers pour y eſtre vendues,  
 & le prix en provenant appartenir à la-  
 dite Compagnie, qui ſuivant ſes offres ſe-  
 ra tenuë de payer à ſes dépens tous les  
 frais des procédures & de transport, & les  
 recompensés accordées aux denonciateurs  
 & faiſſans par les Reglemens & Arrests  
 du Conſeil, pour raifon des faiſies & con-  
 ſifcations defdites Etoffes & Toiles. Or-  
 donne Sa Majesté, que ladite Compagnie  
 ſera tenue de reprefenter au Conſeil de  
 Commerce des Eſtats des Chargemens qui  
 en auront esté faits, leſquels Eſtats ſeront  
 ſignez par deux Directeurs d'icelle, com-  
 me auffi les Eſtats defdites Marchandiſes  
 qui auront esté vendues en Pays Eſtran-  
 gers, & lefdits Eſtats ſeront ſignez par  
 les Conſuls de la Nation Françoisé, ou  
 à leur defaut par deux Negocians Fran-  
 çois reſidens és lieux eſquels leſdites ven-  
 tes auront esté faites, & rapportez trois  
 mois au plus tard après leſdites ventes.  
 Ordonne au ſurplus Sa Majesté, que leſ-  
 dits Arrests du Conſeil & autres interve-  
 nus, pour raifon defdites Marchandiſes  
 prohibées, ſeront exécutez ſelon leur  
 forme

forme & teneur. *Fait* au Conseil d'État du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingtième jour de May mil sept-cens vingt. *Signé* PHELYPEAUX.

**L**OUIS *par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre*: Dauphin de Viennois, Comte de Valentinois & Dyois, Provence, Forcalquier & Terres adjacentes : Au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, Nous te mandons & commandons par ces présentes signées de nostre main, que l'Arrest cy-attaché sous le Contre-scel de nostre Chancellerie, ce jourd'huy donné en nostre Conseil d'État, Nous y estant, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce que personne n'en ignore, & fais en outre pour l'entiere Execution d'iceluy tous Actes & Exploits nécessaires sans autre permission : *Car tel est, nostre plaisir*. Donné à Paris le vingtième jour de May, l'an de grace mil sept-cens vingt. Et de nostre Regne le cinquième. *Signé* LOUIS. *Et plus bas*, par le Roy, Dauphin Comte de Provence, le Duc d'Orléans Regent present. PHELYPEAUX. Et scellé.

Pour le Roy.

{ *Collationné à l'Original, par  
Nous Ecurier - Conseiller-  
Secretaire du Roy, Maison  
Couronne de France & de  
ses Finances.*

L X X X I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Actions de la Compagnie des Indes, & les Billets de Banque.

Du 21. May 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant fait examiner en son Conseil l'estat où le Royaume se trouvoit réduit avant l'Etablissement de la Banque, pour le comparer avec l'estat présent, Sa Majesté auroit reconnu que le haut prix de l'argent avoit porté plus de préjudice au Royaume, que toutes les dépenses auxquelles le feu Roy avoit esté obligé pendant les différentes Guerres; l'avarice du Presteur étant montée au point d'exiger plus d'intérêt par mois, que les loix n'en avoient réglé pour toute l'année. Cette Usure avoit même tellement affoibli le Royaume, que les Revenus de Sa Majesté n'estoient payez qu'en multipliant les contraintes contre les contribuables: Le prix des Denrées pouvant à peine suffire à payer les frais de la Culture & les Impositions, les Propriétaires des Terres n'en retiroient rien: Cette misere generale avoit forcé une partie de la Noblesse à vendre ses Terres à bas prix, pour se soutenir dans le service de Sa Majesté; & l'autre partie de cette Noblesse

blesse avoit ses Biens saisis. Les graces du Roy estoient sa seule ressource, & Sa Majesté estoit hors d'estat d'en faire, & même de payer les Appointemens des Officiers, & les pensions qui avoient esté accordées pour recompense des services. Les Manufactures, le Commerce & la Navigation avoient presque cessé. Le Negociant estoit réduit à faire Banqueroute, & l'Ouvrier contraint d'abandonner sa Patrie, pour chercher à travailler chez l'Estranger. Tel estoit l'estat où le Roy, la Noblesse, les Negocians & les Peuples estoient réduits, pendant que le Presteur d'Argent vivoit seul dans l'abondance; & le Royaume auroit pû tomber dans un dérangement general, si Sa Majesté n'avoit apporté un prompt remede à ces maux. Par l'Etablissement de la Banque & de la Compagnie des Indes, le Roy a remis l'ordre dans ses affaires: La Noblesse a trouvé dans l'augmentation du prix de ses Terres les moyens de se liberer: Les Manufactures, le Commerce & la Navigation sont restablies: Les Terres sont cultivées, & l'Artisan travaille. Mais malgré les avantages sensibles que ces Etablissements ont procuré, il s'est trouvé des personnes assez mal intentionnées pour former le dessein de les détruire, & qui obligerent Sa Majesté de donner l'Arrest de son Conseil du 5. Mars dernier, pour soutenir par l'affoiblissement des Monnoyes le credit de ces Etablissements si utiles & si necessaires. Par cet Arrest Sa Majesté avoit

avoit réduit les différentes natures des Papiers de la Compagnie des Indes à une seule Espece, & ordonné que les Actions fussent convertibles en Billets de la Banque, & ces Billets en Actions, suivant la proportion qui estoit alors la plus juste par rapport à la valeur des Especes. Cet affoiblissement des Monnoyes & la grande faveur des Actions, ont donné les moyens aux debiteurs de se liberer. Il restoit à Sa Majesté d'avoir l'attention de pourvoir à l'Employ des sommes qui devoient estre remboursées aux Mineurs, aux Hôpitaux, aux Communautéz & autres Creanciers les plus privilegiez ; & en mesme tems à retablir le prix des Monnoyes dans une proportion qui convint au Commerce estranger, & au debit des Denrées. Sa Majesté a pourveu à ces differens objets par ses Arrests, & particulierement par sa Declaration du 11 Mars dernier, qui ordonne les Reductions du prix des Especes : Mais comme ces Reductions doivent necessairement produire une Diminution, non seulement sur le prix des Denrées & des Biens-meubles, mais encore sur le prix des Terres & autres Biens-immeubles ; Sa Majesté a jugé que l'interest general de ses Sujets demandoit, qu'on diminuast le prix ou la valeur numeraire des Actions des Indes & des Billets de la Banque, pour soutenir ces Effets dans une juste proportion avec les Especes & les autres Biens du Royaume ; empescher que la plus forte valeur des Especes ne di-



minuast le credit public ; donner en mesme temps aux Creanciers privilegiez les moyens d'employer plus favorablement les Remboursemens qui pourroient leur estre faits ; & enfin prevenir les pertes que ses Sujets souffriroient dans le Commerce avec les Estrangers. Et Sa Majesté s'est determinée d'autant plus volontiers à cette Reduction , qu'elle sera mesme utile aux Proprietaires des Actions des Indes & des Billets de Banque , puisque ces Effets auront leurs Repartitions ou Dividendes avec plus d'avantage , & qu'ils seront convertibles en Monnoye forte , qui produira au moins Cinquante pour Cent de plus en Espèces ou Matieres d'Argent , après la Reduction , qu'à present. Surquoy , Oüy le Rapport du Sr. Law , Conseiller du Roy en tous ses Conseils , Contrôleur General des Finances ; *Sa Majesté estant en son Conseil* , de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent , a ordonné & ordonne :

I. Que les Actions de la Compagnie des Indes seront reduites ; Sçavoir , à commencer du jour de la publication du present Arrest à Huit-mille livres ; au premier Juillet à Sept-mille cinq-cens livres ; au premier Aoust à Sept-mille livres ; au premier Septembre à Six-mille cinq-cens livres ; au premier Octobre à Six-mille livres ; au premier Novembre à Cinq-mille cinq-cens livres ; & au premier Decembre à Cinq-mille livres.

II. Que les Billets de la Banque seront aussi reduits , enforte qu'ils ne seront

re-

receûs dans les Payemens, Sçavoir, du jour de la publication du present Arrest, ceux de Dix-mille livres que pour Huit-Mille livres; ceux de Mille livres que pour Huit-cens livres; ceux de Cent livres pour Quatre-vingt livres; & ceux de Dix livres pour Huit livres. Qu'au premier de Juillet prochain lefdits Billets seront reduits; Sçavoir, ceux de Dix-mille livres à Sept-mille cinq-cens livres; ceux de Mille livres à Sept-cens cinquante livres; Ceux de Cent livres à Soixante-quinze livres; & ceux de Dix livres à Sept livres dix fols. Qu'au premier Aoust prochain lefdits Billets de Dix-mille livres seront reduits à Sept-mille livres; ceux de Mille livres à Sept-cens livres; ceux de Cent livres à Soixante-dix livres; & ceux de Dix livres à Sept livres. Qu'au premier Septembre lefdits Billets seront encore reduits; Sçavoir, ceux de Dix-mille livres à Six-mille cinq-cens livres; ceux de Mille livres à Six-cens cinquante livres; ceux de Cent livres à Soixante-cinq livres; & ceux de Dix livres à Six livres dix fols. Qu'au premier Octobre lefdits Billets seront encore reduits, & ne seront plus receûs, Sçavoir, ceux de Dix-mille livres que pour Six-mille livres; ceux de Mille livres pour Six-cens livres; ceux de Cent livres pour Soixante livres; & ceux de Dix livres pour Six livres. Qu'au premier Novembre suivant, lefdits Billets ne seront plus receûs; Sçavoir, ceux de Dix-mille li-

vres que pour Cinq-mille cinq-cens livres; ceux de Mille livres pour Cinq-cens cinquante livres; Ceux de Cent livres pour Cinquante-cinq livres; & ceux de Dix livres pour Cinq livres dix sols. Et qu'au premier Decembre de la presente année, lesdits Billets demeureront reduits & fixez; Sçavoir, ceux de Dix-mille livres, à Cinq-mille livres; ceux de Mille livres à Cinq-cens livres; ceux de Cent livres à Cinquante livres; & ceux de Dix livres à Cinq livres.

III \* Sa Majesté, prevoyant que ceux de ses Sujets qui se trouveront porteurs de sommes considerables en Billets de Banque, les pourront convertir avec avantage en Actions de la Compagnie des Indes; & voulant soulager les particuliers qui n'ont pas une fortune suffisante pour parvenir à un pareil employ; Ordonne Sa Majesté, que pendant le cours de la presente année, & jusqu'au premier Janvier 1721. les Billets de Banque seront receûs dans les Recettes des Tailles & autres Impositions, tant des Generalitez des Pays d'Election, que des Pays d'Estats, dans les Bureaux des

\* En consequence de cet Article, les Billets de Banque continuerent d'être reçûs jusqu'au premier Janvier 1721. dans les Bureaux & Recettes qui y sont designez; pour leur valeur entiere; Sçavoir, ceux de 10000. liv. pour 10000 liv. ceux de 1000. liv. pour 1000. liv. ceux de 100. liv. pour 100. liv. & ceux de 10. liv. pour 10. liv.

des Fermes de Sa Majesté, & mesme dans les Greniers à Sel, pour la valeur entiere qu'avoient lesdits Billets avant les reductions ordonnées par le present Arrest; sans néantmoins qu'il soit fait remise à l'avenir des Quatre sols pour livre, ni des Dix pour Cent portez par les Arrests des 29. Janvier, 5. Mars & 28. Avril derniers. Et seront lesdits Billets de Banque pareillement receus pour leur valeur entiere au Bureau destiné pour la distribution des Contrac̃ts des Rentes viagères ordonnées par l'Arrest du Conseil du 16. du present mois.

IV. Veut Sa Majesté, que toutes Lettres de Change tirées ou endossées dans les Pays estrangers; pour estre payées en France, y soient acquittées en Billets de la Banque, suivant le cours & la valeur desdits Billets, connus dans les Pays Estrangers, le jour de la datte desdites Lettres de Change; & afin d'éviter les abus & contestations qui pourroient naistre de ce que la plus grande partie des Endossements faits en Pays estrangers ne sont point datez; Entend Sa Majesté, que les Lettres de Change faites & payables en France, & qui seront endossées en Pays estrangers, soient pareillement acquittées en Billets de Banque, suivant le cours & la valeur desdits Billets lors de la datte des Lettres. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt unième jour de May mil sept-cens vingt. *Signé* P H E L Y P E A U X.

## LXXII.

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi, qui revoque celui du 21. Mai, concernant les Actions de la Compagnie des Indes, & les Billets de Banque.**

Du 27. May 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy estant informé, que la reduction des Billets de Banque, portée par l'Arrest du 21. du présent mois, cause un effet contraire aux Intentions de Sa Majesté, produit mesme un dérangement general dans le commerce; & Sa Majesté voulant favoriser la Circulation desdits Billets à l'avantage des Particuliers qui les donneront ou recevront en Payement; Oüy le Rapport du Sr. Law, Conseiller du Roy en tous ses Conseils, Contrôleur General des Finances; Sa Majesté estant en son Conseil, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, que les Billets de Banque auront & continueront toujours d'avoir cours sur le mesme pied, & pour la mesme valeur qu'avant l'Arrest de son Conseil du 21. du présent mois, que Sa Majesté a revoqué: Ordonne que le present Arrest sera lu, publié & affiché partout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. *Fait au Conseil d'Etat du Roy.*  
Sa

Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingt-septième jour de May mil sept-cens vingt.  
Signé P H E L Y P R A U X.

L X X X I I I.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui permet à toutes Personnes d'avoir en leur possession, & de garder telles Sommes en Espèces qu'elles jugeront à propos.

Du premier Juin 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant, par Arrest de son Conseil du 28. Janvier dernier, permis de faire des recherches dans toutes les maisons de ses Sujets, même dans les Communantez & Maisons Religieuses, Seculieres & Regulieres, & dans tous les Lieux privilegiez, des Espèces qui pouvoient y avoir esté recelées; Par autre Arrest du 27. Fevrier dernier, Sa Majesté auroit fait deffenses à toutes personnes, sous peine de confiscation & de Dix-mille livres d'amende, de garder plus de Cinq-cens livres en Espèces, & enjoint à tous Officiers de Justice, sur la requisition qui leur en seroit faite, de faire les recherches necessaires. Mais les considerations qui avoient donné lieu à ces dispositions ayant cessé, Sa Majesté a depuis, par Arrest du 29. May dernier, donné Cours aux anciennes Espèces d'or & d'argent

gent qui avoient esté interdites du Commerce, & permis l'Entrée dans le Royaume des Especes & Matieres d'or & d'argent, sans payer aucuns Droits; & Sa Majesté voulant de plus en plus faciliter la Circulation desdites Especes & la liberté du Commerce, en levant les deffenses & arrestant le cours des visites ordonnées par lesdits Arrests des 28. Janvier & 27. Fevrier derniers; Oüy le Rapport; *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a permis & permet à toutes personnes, d'avoir en leur possession, & de garder telles sommes en Especes qu'elles jugeront à propos; *Faisant* Sa Majesté deffenses à tous Officiers de Justice & autres de les y troubler, ni de faire à l'avenir aucunes visites dans les Maisons pour raison des recherches ordonnées par lesdits Arrests des 28. Janvier & 27. Fevrier derniers; & sera le present Arrest lû, publié & affiché partout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le premier jour de Juin mil sept-cens vingt. *Signé* PHELYPEAUX.



L X X X I V.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Payemens faits en Billets de Banque, sur le pied de la Reduction portée par l'Arrêt du 21. Mai 1720.

Du 2. Juin 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**L**E Roy estant informé des contestations qui se sont élevées entre differens Particuliers au sujet des Payemens faits en Billets de la Banque, depuis & sur le pied de la Reduction portée par l'Arrêt du Conseil du 21. May dernier, de laquelle Reduction ils ont refusé de se faire raison entre eux, non obstant la Revocation dudit Arrêt portée par celui du 27. du même mois de May, qui a ordonné que lesdits Billets de Banque continuëront d'avoir cours sur le même pied & pour la même valeur qu'avant ledit Arrêt du 21. dudit mois : A quoy estant nécessaire de pourvoir, Oüy le Rapport ; *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans, Regent, a ordonné & ordonne, que ledit Arrêt du Conseil du 27. May dernier sera exécuté selon sa forme & teneur ; & en conséquence que tous les Particuliers qui ont reçu des Billets de Banque sur le pied de la Reduction portée par l'Arrêt du



21. May dernier, seront tenus de restituer l'excédent jusqu'à la concurrence de la valeur actuelle desdits Billets, telle qu'elle estoit avant ledit Arrest du 21. May, sauf à ceux qui auront donné lesdits Billets en Payement ou autrement, sur le pied de la Reduction portée par ledit Arrest revoqué, leur recours contre ceux à qui ils les auront donnez; & sera le present Arrest lû, publié & affiché partout où besoin sera, à ce que personne n'en ignore. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le deuxième jour de Juin mil sept-cens vingt. Signé PHELYPEAUX.

---

## L X X X V.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Actions de la Compagnie des Indes.*

Du 3. Juin 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**UR la Requête présentée au Roy estant en son Conseil, par les Directeurs Generaux de la Compagnie des Indes, pour & au nom de ladite Compagnie, que par les Estats qu'ils ont fourni & certifiez, il paroist qu'au moyen de ses différentes operations & des Actions qu'elle a retirées, elle se trouve un fonds de plus de Trois-cens Millions; Que par rapport

à son Commerce, elle a fait des Entreprises confiderables, avantageufes pour les Actionnaires & pour l'Eftat ; Qu'elle a porté le nombre de fes Vailfeaux, envoyez ou prefts à partir, jufqu'à Cent cinq, non compris les Brigantins & les Fregates ; Qu'elle a expédié de riches & nombreuses Cargaifons ; & que, malgré la multitude & la vivacité de fes operations, fes Ecritures ont efté trouvées dans l'ordre le plus exact : Qu'à l'égard de l'administration des Parties qui luy ont efté confiées dans l'interieur du Royaume, elle a augmenté au delà de ce qu'on en pouvoit attendre le produit des Fermes, & les recouvremens des Recettes generales des Finances, par le bon ordre qu'elle y a eftabli. Mais que, pour rendre de plus en plus l'Eftabliffement de la Compagnie folide & avantageux aux Actionnaires ; ils eftimoient qu'il convenoit de diminuer le nombre de fes Actions, & de les reduire à la quantité de Deux-cens Mille ; au lieu de Six-cens Mille qui avoient efté créées en confequence des Edits des mois de Decembre 1717. & May 1719. & des Arrests des 27. Juillet, 13. & 28. Septembre & 2. Octobre fuivans ; que la Compagnie en ayant retiré près de Trois-cens Mille ; & eftant en eftat de retirer ce qui manque pour remplir ce nombre, il ne reftoit pour l'execution de ce projet, que d'eftindre tant lefdites Trois-cens Mille Actions appartenant à la Compagnie, que les Cent

Mille qui appartiennent à Sa Majesté ; Lesquelles Actions étant un benéfice fait par Sa Majesté, la Compagnie esperoit que Sa Majesté voudroit bien luy donner cette nouvelle marque de faveur & de protection, ce qui mettroit la Compagnie en estat par de nouvelles operations de s'acquitter envers Sa Majesté & la Banque, de retirer par ce moyen une quantité considerable de Billets de Banque, & de les reduire au nombre que Sa Majesté jugeroit necessaire pour soutenir la Circulation & le Commerce : que pour remplir ces veuës & seconder les Intentions de Sa Majesté par rapport à la Creation de Douze Millions cinq - cens Mille livres de Rente sur l'Hostel de Ville de Paris, au principal de Cinq - cens Millions, ladite Compagnie offroit de retroceder les Douze Millions cinq - cens Mille livres par an, sur les Quarante - huit Millions que Sa Majesté a affectez à ladite Compagnie sur les Aydes & Gabelles, en deduction & payement des Engagemens que ladite Compagnie a contractez envers Sa Majesté : que ladite Compagnie supplie encore Sa Majesté, de l'autoriser à demander aux Actionnaires un supplement de Trois - mille livres par Action, lequel supplement sera volontaire ; que ceux des Actionnaires qui le feront, auront un Dividende de Trois pour Cent, sur le pied de Douze - mille livres l'Action ; que ceux qui ne le feront pas, ne jouiront que du Dividende de Deux - cens livres par Action,

tion, qui a esté cy devant accordé par la Deliberation de la Compagnie du 30. Decembre dernier; que la situation où est la Compagnie la met en estat de regarder le Dividende de Trois pour Cent comme un Revenu fixe & certain, & que pour en assûrer le public, les Directeurs, auxquels plusieurs des principaux Actionnaires se sont joints, supplient Sa Majesté de leur permettre de former une Societé d'Assurance, qui aura pour fonds Vingt mille Actions remplies, montant, sur le pied de Douze-mille livres l'Action, à Deux-cens quarante Millions, dont les profits & le principal repondront du Dividende de Trois pour Cent aux Actionnaires qui auront fourni le supplement, qui voudront se faire assurer leur Dividende sur ledit pied de Trois pour Cent, & de Deux-cens livres par Action à ceux qui n'auront pas fait le supplement; A condition néanmoins que le surplus des profits de la Compagnie, au delà des Trois pour Cent, & de Deux-cens livres par Action, par rapport aux Actionnaires qui se seront fait assurer, appartiendra à ladite Societé d'Assurance: que pour achever de donner à l'arrangement proposé tout l'ordre & toute la seureté que l'on peut desirer, il conviendrait qu'il fût dressé Procès verbal par les Commissaires du Conseil, qu'il plairoit à Sa Majesté de commettre, de toutes les Souscriptions, Primes & Actions retirées par la Compagnie, pour estre brûlées en l'Hôtel de

Ville en presence desdits Commissaires & des Prevost des Marchands & Eschevins ; qu'il fût fait Deux - cens mille Billets d'une Action chacun , avec les Dividendes de trois années , numerotez depuis le Numero un , jusques & compris le Numero Deux - cens mille , signez de l'un des Directeurs Generaux , visez de l'un des Srs. Commissaires nommez par Sa Majesté , & scellez du Sceau de la Compagnie , & que dans le delay qui sera prescrit , toutes les Actions qui seront dans le public seront rapportées pour estre converties en nouvelles , après quoy les anciennes seront brûlées , en observant les formalitez cy - devant prescrites : A quoy Sa Majesté voulant pourvoir ; Oüy le Rapport ; *Le Roi estant en son Conseil* , de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent , a ordonné & ordonne.

I Que par les Srs. le Pelletier - Desforts , Conseiller d'Etat ordinaire & au Conseil de Regence pour la Finance , d'Ormesson , & de Landivisiau , Maistres des Requestes , ou par l'un d'eux en l'absence des autres , il sera dressé Procès verbal du nombre des Souscriptions & Primes , ensemble des Actions de la Compagnie des Indes , par elle retirées ou converties en Billets de Banque , en Execution de la Deliberation de l'Assemblée generale du 30. Decembre dernier , & de l'Arrest du Conseil du 5. Mars suivant.

II. Sa Majesté a accepté les offres faites

ces par ladite Compagnie, de luy retroceder les Cent-mille Actions dont Sa Majesté luy avoit fait cession par l'Arrest du 24. Fevrier dernier, au moyen de quoy ladite Compagnie demeurera bien & valablement déchargée des Neuf-cens Millions qu'elle s'estoit engagée de payer successivement au Roy pendant le temps de dix années; & voulant Sa Majesté contribuer de sa part à la diminution du nombre d'Actions, pour le reduire à la quantité de Deux-cens Mille proposé par la Compagnie, a ordonné que lesdites Cent-mille Actions seront brûlées, ainsi que les Trois-cens mille que la Compagnie offre d'éteindre, de quoy sera dressé Procès verbal par lesdits Srs. Commissaires.

III. Sa Majesté a fixé & fixe le nombre des Actions de la Compagnie des Indes à Deux-cens mille, sans qu'elles puissent estre augmentées, sous quelque pre-  
texte que ce puisse estre; & pour remplir ladite quantité, il sera fait Deux-cens mille Billets, imprimez, d'une Action chacun, contenant les repartitions des années 1721. 1722. & 1723. lesquels Billets seront numerotez depuis le No. 1 jusques & compris le No. 200000. signez par l'un des Directeurs Generaux, visez de l'un desdits Srs. Commissaires, & scellez tant aux Billets d'Actions qu'à chaque Repartition, du Sceau de la Compagnie; Au moyen de quoy toutes les anciennes Actions, soit d'Occident ou des Indes,  
en.

ensemble toutes les Primes & Soumissions , seront brûlées en l'Hostel de Ville de Paris , en presence desdits Srs. Commissaires du Conseil & des Prevost des Marchands & Eschevins de ladite Ville , suivant le Procès Verbal qui en aura esté dressé par lesdits Srs. Commissaires : Voulant Sa Majesté , que toutes les Actions , Souscriptions ou Primes qui n'auront pas esté rapportées à ladite Compagnie au premier Septembre prochain , demeurent nulles en vertu du present Arrest.

IV. Veut Sa Majesté , que les Actions de ladite Compagnie , qui restent dans le public , ainsi que celles qui ont esté déposées & inscrites aux Livres de la Compagnie , soient converties en nouvelles Actions ; A l'effet de quoy elles seront rapportées dans le delay fixé par le precedent Article.

V. Permet Sa Majesté à la Compagnie des Indes , de demander ausdits Actionnaires un-supplement de fonds , de Trois-mille-livres par Action , lequel supplement sera payable en fix mois , à raison de Cinq-cens livres par mois ; & néantmoins ceux desdits Actionnaires qui ne jugeront pas à propos de payer ledit supplement , continuëront de jouir de leur Dividende sur le pied de Deux-cens livres par Action , suivant la Deliberation de l'Assemblée Generale du 30 Decembre dernier.

VI. Sa Majesté agréee , approuve & autorise la Societé d'Assurance proposée par les Directeurs Generaux , laquelle sera  
com-

composée tant desdits Directeurs, que de ceux des Actionnaires qui voudront y entrer. Le fonds de la Société sera de Vingt mille nouvelles Actions, lesquelles seront incessamment déposées, dont sera dressé Procès Verbal par les Srs. Commissaires du Conseil. & seront lesdites Actions déposées, affectées tant pour les profits que pour le principal, à ceux des Actionnaires qui, après avoir payé ledit Supplément de Trois-mille livres par Action, voudront faire assurer leurs Dividendes sur le pied de Trois pour Cent, à raison de Douze-mille livres l'Action; & où les Dividendes des Actionnaires qui se feront assurer excéderoient, le surplus appartiendra à la Société d'Assurance. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le troisième jour de Juin mil sept-cens vingt. Signé PHELYPEAUX.*

---

L X X X V I.

*ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Actions Rentieres, & Rentes Viageres sur la Compagnie des Indes.*

Du 5. Juin, 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter l'Arrest de son Conseil du 24. Février dernier, par lequel Sa Majesté a permis à  
la



la Compagnie des Indes, de créer sur elle pour Dix Millions d'Actions Rentieres, à raison de Deux pour Cent par an; & celui du 16. May suivant, portant qu'il sera vendu & aliéné par les Directeurs Generaux de ladite Compagnie Quatre Millions de livres actuels & effectifs de Rentes Viageres à raison du Denier Vingt-cinq du Capital, à prendre sur les Rentes constituées par Sa Majesté au profit de ladite Compagnie; & Sa Majesté voulant assurer de plus en plus lesdites Rentes, Ouy le Rapport; *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne, qu'il sera passé des Contrats de Constitutions pardevant Notaires par les Directeurs Generaux de la Compagnie des Indes, en la même forme & maniere qu'il a esté ordonné pour les Rentes Viageres, à ceux qui voudront acquerir des Rentes sur la Compagnie des Indes, au lieu d'Actions Rentieres, Sa Majesté restant au surplus garante, tant desdites Rentes & Actions Rentieres, que des Rentes Viageres qui ont esté ou seront constituées sur ladite Compagnie. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le cinquième jour de Juin mil sept-cens vingt. Signé PHELYPEAUX.*



## L X X X V I I.

**EDIT du Roi , portant Création de Vingt-cinq Millions de livres de Rentes au Denier Quarante sur l'Hôtel de Ville de Paris.**

**Donné à Paris au mois de Juin 1720.**

**Registré en Parlement.**

**L** OUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre : A tous presens & à venir, *Salut.* Nous avons ordonné le Remboursement de toutes les Rentes perpétuelles assignées sur les Deniers provenans de nos Droits d'Aydes & Gabelles, sur les Tailles , sur les Recettes Generales, sur la Ferme du Controlle des Actes, celles du Controlle des Exploits , des Postes & autres Fonds à Nous appartenans : Mais estant informez , que la plupart des Particuliers qui avoient cy-devant des Contrats de Rentes constituées sur l'Hôtel de nostre bonne Ville de Paris, desireroient convertir les Billets provenans du Remboursement qu'ils ont reçu desdites Rentes, en de nouvelles Rentes de la mesme nature, s'il Nous plaisoit d'en créer. *A ces Causes & autres à ce Nous mouvans , de l'avis de nostre très-cher & très-amié Oncle le Duc d'Orleans, petit-fils de France, Regent ; de nostre*

tre

tre très-cher & très-amé Oncle le Duc de Chartres, premier Prince de nostre Sang; de nostre très-cher & très-amé Cousin le Duc de Bourbon, de nostre très-cher & très-amé Cousin le Prince de Conty, Princes de nostre Sang; de nostre très-cher & très-amé Oncle le Comte de Toulouse Prince légitimé, & autres Pairs de France, grands & notables Personnages de nostre Royaume, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, statué & ordonné, & par le present Edit, disons, statuons & ordonnons, Voulons & nous plaist ce qui ensuit.

I. Nous avons créé & créons Vingt-cinq Millions de livres actuels & effectifs de Rentes annuelles & perpétuelles au Denier Quarante, qui seront vendus & alienez à nos chers & bien amez les Prevost des Marchands & Eschevins de nostre bonne Ville de Paris, par les Commissaires de nostre Conseil qui seront par Nous nommez, à les avoir & prendre généralement sur tous les deniers provenans, tant de nos Droits d'Aydes & Gabelles, que de nos autres Revenus, que Nous avons declarez & declaron spécialement & par privilege affectez, obligez & hypothéquez au payement & continuation desdites Rentes.

II. Voulons néanmoins que lesdites Rentes ne puissent estre acquises, quant à present, que par les Propriétaires des Contracts de Rentes, dont le Rembourse-

fement avoit esté ordonné & n'a pas esté fait , & ensuite par les Porteurs de Recepissez du Tresor Royal , ou de Billets provenans du Remboursement que Nous leur avons fait des Rentes qu'ils avoient cy-devant sur l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris ; A l'effet de quoy les Particuliers porteurs de Recepissez ou Billets de la qualité susdite, qui voudront acquérir lesdites Rentes , seront tenus de justifier du Remboursement que Nous leur avons fait de celles qu'ils avoient cy-devant sur ledit Hostel de Ville , & d'en rapporter des Certificats des Notaires qui auront passé les Quittances de ce Remboursement , de quoy sera fait mention sur la Minute de chacun desdits Contrac̃ts.

III. Et pour asseûrer d'autant plus l'Execution de l'Article cy-dessus, Voulons que dans un mois pour tout delay , à compter du jour de la publication du present Edit , tous Porteurs de Contrac̃ts non remboursez , ou de Recepissez & Billets procedans de Remboursemens faits , soient tenus de les représenter par-devant les Srs. Commissaires de nostre Conseil qui seront par Nous nommez pour les viser , après quoy lesdits Billets ou Recepissez ainsi visez , seront remis avec lesdits Certificats ou Contrac̃ts à nostre Tresor Royal , pour y estre les uns & les autres convertis en Quittances de Finance pour acquisition des Rentes créées par le present Edit.

IV. Et en cas qu'après ledit temps passé,

fé, il ne se trouve pas assez de Contrac̃ts existans ou de Recepisséz & Billets provenans du Remboursement de ceux qui ont esté remboursez, pour consommer le fonds des Rentes créées par le present Edit, ainsi qu'il y a lieu de le croire, l'Excedent dudit fonds pourra estre fourni par les autres Porteurs de Billets de meisme nature qui voudront acquerir lesdites Rentes, soit que lesdits Billets procedent de Remboursement d'Offices, Droits ou Gages par Nous supprimez, soit de quelque autre cause que ce puisse estre.

V. Chaque partie des nouvelles Rentes ne pourra estre moindre de Mille livres de principal, pour faire Vingt-cinq livres de Rente, & ledit principal sera payé par les Particuliers qui voudront acquerir lesdites Rentes, és mains du Garde de nostre Tresor Royal, soit en Contrac̃ts de Rentes dont le Remboursement avoit esté ordonné, & n'a pas esté fait, soit en Recepisséz du Tresor Royal ou en Billets, en rapportant par ces Particuliers lesdits Contrac̃ts, ou lesdits Recepisséz & Billets visez par lesdits Srs. Commissaires de nostre Conseil, avec les Certificats cy-dessus mentionnez.

VI. Les Contrac̃ts desdites Rentes que les anciens Rentiers voudront acquerir, feront passez pardevant les mesmes Notaires, ou par les Successeurs des Notaires qui auront passé les precedens Contrac̃ts de Rentes, dont le Remboursement  
par

par Nous fait, aura produit le montant des Receptisiez ou Billets qui doivent estre receûs en nostre Tresor Royal, aux termes & conditions de nostre present Edit, en payement desdites nouvelles Rentes; & les Grosses desdits Contrac̃ts seront delivrées sans frais aux Acquereurs desdites Rentes, nous reservant de pourvoir d'un salaire raisonnable aux Notaires qui les auront passez.

VII. Voulons que toutes les saisies & empeschemens formez és mains des Gardes de nostre Tresor Royal, ou en celles du Conservateur des Hypoteques, soient & demeurent sur les Rentes au Denier Quarantē créées par le present Edit, & que les Creanciers des Rentiers ou autres opposans ayent sur lesdites nouvelles Rentes les mêmes Hypoteques qu'ils avoient sur les precedentes, au lieu & place desquelles precedentes Rentes, celles créées par le present Edit seront & demeureront subrogées, avec telles & semblables charges, substitutions, privileges, hypoteques, ou autres dont elles pouvoient estre tenues.

VIII. Les Acquereurs desdites Rentes créées par le present Edit, leurs heritiers, successeurs & ayans cause, jouiront des arrerages des six mois dans lesquels lesdits nouveaux Contrac̃ts auront esté passez, de laquelle jouissance il sera fait mention dans les Quittances de Finance qui seront expediees par les Gardes de nostre Tresor Royal pour l'acquisition.

sition de ces mesmes Rentes : Voulons qu'ils en puissent disposer comme de leur propre chose , vray & loyal acquest , en vertu des Contrac̃ts qui leur en seront passez par lesdits Srs. Commissaires , & qu'ils soient payez des arrerages d'icelles de six mois en six mois à Bureau ouvert en l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris , à commencer aux premiers jours des mois de Janvier & de Juillet de chaque année , par les Payeurs que Nous establirons à cet effet , & sur les simples Quitances des Rentiers , qui seront pallées & alloüées sans difficulté dans la dépense des comptes desdits Payeurs , par-tout où il appartiendra , auxquels Payeurs les fonds necessaires pour lesdits payemens , seront remis suivant les Etats qui en seront arrestez en nostre Conseil , tant du produit de nos Droits d'Aydes & Gabelles , que de nos autres Revenus , sans que lesdites Rentes puissent estre retranschées ni reduites à l'avenir pour quelque cause & occasion que ce soit , & sans aussi que lesdits Acquereurs , leurs heritiers , successeurs & ayans cause en puissent estre deposseder , si-non en leur remboursant en deniers comptans en un seul payement les Principaux desdites Rentes. *Si donnons en Mandement* à nos Amez & feaux Conseillers , les Gens tenans nostre Cour de Parlement , Chambre des Comptes , & Cour des Aydes à Paris , que nostre present Edit , ils ayent à faire lire , publier & registrer , & le contenu en iceluy ,  
gar-

garder, observer & executer selon la forme & teneur. Car tel est nostre plaisir; Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à Paris au mois de Juin l'an de grace mil sept-cens vingt, & de nostre Regne le cinquième. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roy, le Duc d'Orleans Regent present, PHELYPEAUX. Visa DAGUESSEAU. Veu au Conseil, LE PELETIER. Et scellé du grand Sceau de cire verte.

Registrées; Oüy, & ce requerant le Procureur General du Roy, pour estre executées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées aux Bailliages & Seneschauſſées du Ressort; pour y estre lues, publiées & registrées; Enjoint aux Substituts du Procureur General du Roy, d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans un mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement le dixième jour de Juin mil sept-cens vingt, Signé GILBERT.

LXXXVIII.

ARRET du Conseil d'Etat du Roi, concernant les Billets de Banque.

Du 11. Juin 1720.

Extrait des Registres du Conseil d'Etat.

LE Roy étant informé, par l'Examen qui a esté fait de la situation de la  
Tome VI. F Ban-



Banque par les Sieurs Commissaires de son Conseil, qu'il y a dans les Caisses une quantité considerable de Billets de Dix-mille livres & Mille livres, tant de ceux qui ont esté retirez du Public, que d'autres dont il n'a esté fait aucun usage; Sa Majesté a jugé qu'il convenoit d'esteindre ces Billets, & de réduire ceux qui sont distribuez, à la quantité necessaire pour soutenir la Circulation & favoriser le Commerce; en sorte qu'après avoir indiqué, pour parvenir à cette réduction, differens emplois, il ne reste plus que de faire connoistre ses intentions sur la quantité de Billets auxquels Sa Majesté veut donner cours, & sur l'usage que ses sujets en pourront faire; à quoy voulant pourvoir, Oüy le rapport; *Sa Majesté étant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne.

I. Que par les Sieurs Commissaires du Conseil, qui feront nommez à cet effet, il soit incessamment dressé Procès Verbal de la quantité de Billets de Dix-mille livres & Mille livres, qui sont actuellement dans les Caisses de la Banque, lesquels seront par eux biffez, & ensuite portez en l'Hôtel de Ville de Paris, pour y estre brûlez en presence des Prevost des Marchands & Echevins de ladite Ville, qui en dresseront pareillement Procès Verbal.

II. Vult Sa Majesté, qu'au fur & à mesure que les Billets rentreront par les  
... .. diffe-

differentes voyes qui ont esté indiquées, ils soient biffez par lesdits Sieurs Commissaires, & brûlez en l'Hostel de Ville de Paris, en la forme prescrite par le precedent Article.

III. Tous les Billets de Banque qui n'auront pas esté employez, seront rapportez à la Banque dans le courant de la presente année, pour estre convertis en nouveaux Billets, & les anciens brûlez en la forme & maniere cy-devant prescrite.

IV. Il sera fait pour Cinq-cens millions de nouveaux Billets, qui seront timbrez du Sceau de la Banque, en presence du Sieur Boucot, Receveur General de la Ville, que Sa Majesté a commis & commit à cet effet pour tenir un Registre particulier desdits Billets, cotté & paraphé à cet effet par le Prevost des Marchands de la Ville de Paris, ensemble de leurs dates & Numéros, & ce outre les Registres ordinaires tenus à la Banque; lequel Registre particulier sera déposé en l'Hostel de ladite Ville, pour pouvoir en estre pris communication par tous ceux qui le jugeront à propos.

V. Ordonne Sa Majesté, que l'Arrest de son Conseil du 5. Mars dernier sera executé selon sa forme & teneur; & en consequence que tous payemens excédans la somme de cent livres, ne pourront estre faits qu'en Billets de Banque, si ce n'est pour les appoints, lesquels, ensemble les payemens des sommes au-dessous de cent

livres , pourront estre faits , tant en Espèces d'Or que d'Argent : Fait défenses à tous Huissiers de faire aucuns Exploits pour raison desdits Payemens , au préjudice des offres de payer en Billets de Banque , à peine de Trois-mille livres d'amende & d'interdiction , & à tous Notaires , sous pareilles peines , de passer des Contrats , Quittances & autres Actes portans autres payemens ou stipulations qu'en Billets de Banque. Veut aussi Sa Majesté que ceux qui auront fait & receû lesdits Payemens au préjudice des défenses portées par le présent Arrest , soient condamnés à une amende de Trois-mille livres.

VI. N'entend néanmoins Sa Majesté déroger aux Arrests cy-devant intervenus , portans que tous Payemens pourront estre faits en Billets de Banque , mesme pour les sommes au-dessous de cent livres ; & en consequence veut Sa Majesté , que les Billets de Dix livres ne puissent estre refusez dans aucun Payement , à peine de Trois-mille livres d'amende.

VII. Ordonne Sa Majesté , conformément aux Arrests cy-devant rendus , que dans le Payement de ses Droits & Impositions , ceux qui le feront en Billets de Banque , soient exempts des quatre sols pour livre des Droits qui y sont sujets ; & qu'à l'égard des autres Droits & Impositions , pour lesquels ne sont deûs les quatre sols pour livre , les Billets de Banque soient receûs sur le pied de cent dix

dix pour cent, & ce pendant le cours de la presente année seulement ; & pour l'exécution du present Arrest toutes Lettres necessaires seront expédiées. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy , Sa Majesté y estant, tenu à Paris le onzième jour de Juin mil sept-cens vingt. *Signé*, PHELYPEAUX.

L X X X I X.

**ARRET** du Conseil d'Estat du Roi, concernant les Actions de la Compagnie des Indes.

• Du 20. Juin 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Estat.*

**L**E Roy s'estant fait représenter l'Arrest de son Conseil du 3. du present mois , par lequel Sa Majesté a permis à la Compagnie des Indes, de demander à ses Actionnaires un Supplement de fonds de Trois-mille livres par Action, pour employer à acquitter les Engagemens de ladite Compagnie, & celui du 14. du mesme mois , portant que ledit Supplement sera payé en trois termes, de mois en mois ; & Sa Majesté voulant donner aux Actionnaires la faculté de faire leur Supplement en Billets de Banque ou en Actions de ladite Compagnie, à leur choix ; Ouy le Rapport ; *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc

d'Orleans Regent, a permis & permet aux Actionnaires de la Compagnie des Indes, de faire le Supplement de Trois-mille livres par Action, porté par l'Arrest de son Conseil du 3. du present mois, en Billets de Banque ou en Actions de ladite Compagnie à leur choix, lesquelles Actions seront reçues en Payement dudit Supplement à raison de Six-mille livres l'Action, enforte que pour trois Actions anciennes il sera delivré aux Actionnaires deux Actions nouvelles; Veut Sa Majesté que ledit Supplement soit fait dans le 15. du mois de Juillet prochain, passé lequel temps les Actionnaires n'y seront plus reçus. *Ordonne* en outre Sa Majesté, que les Actionnaires qui auront payé le Supplement, jouiront des Dividendes, à commencer du premier Juillet prochain; à raison de Trois-cens soixante livres par an pour chacune Action, suivant & conformément à l'Arrest du Conseil du 3. du present mois, & que les Actions qui doivent servir à former la Société d'Assurance, seront incessamment représentées pardevant les Srs. Commissaires de la Banque & de la Compagnie des Indes, pour en estre par lesdits Srs. Commissaires dressé Procès Verbal & estre ensuite déposées entre les mains du Tresorier de la Banque, qui sera tenu de s'en charger au bas dudit Procès Verbal. *Fait* au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingtième jour de Juin mil sept-cens vingt. *Signé* PHELY-PEAUX. X C. AR.

## X C.

**ARRET** du Conseil d'Etat du Roi, qui accepte les Offres faites à Sa Majesté par la Compagnie des Indes, de lui retroceder les Dix-huit Millions de Rente, restans des Quarante-huit Millions de Rente à elle affectez pour le payement des Engagemens qu'elle a contracté envers Sa Majesté.

Du 20. Juin 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**L**E Roy ayant par son Edit du present mois, portant Creation de Vingt-cinq Millions de livres de Rente au Denier-Quarante sur l'Hostel de Ville de Paris, ordonné que les particuliers qui en ont en cy-devant, seront preferez pour l'acquisition desdites Rentes, à ceux de ses autres sujets qui n'en avoient point; & Sa Majesté estant informée de l'inquiétude que cette preference cause à ces derniers, lesquels se trouvant pour la plupart Porteurs de Recepissés du Tresor Royal ou Billets qui leur ont esté donnez en Payement d'Offices supprimez, Augmentation de Gages, ou autres dettes de l'Etat, & mesme en Remboursement de Contrasts de Constitution sur particuliers, desireroient en pouvoir pareillement faire l'Employ en Rentes. Sa Majesté également attentive au soulagement

& à l'avantage de tous ses sujets, se determine d'autant plus volontiers à y pourvoir, qu'elle le peut faire sans donner aucune atteinte à la preference accordée par l'Edit de Creation desdits Vingt-cinq Millions de Rente, en acceptant les offres que luy fait la Compagnie des Indes, de luy retroceder les Dix-huit Millions affectez sur les Revenus de l'Estat à ladite Compagnie, deduction faite d'un Million qui a esté porté à ladite Compagnie en Actions Rentieres, & de Quatre-millions qui y ont esté portez en Rentes viageres, au moyen de laquelle retrocession Sa Majesté peut, en faveur de ceux de seldits sujets ou des estrangers qui n'ont point est cy-devant de Rente sur la Ville, créer, s'il en est besoin, autant de Rentes au mesme Denier sur lesdits Dix-huit Millions, qu'Elle le jugera necessaire, & sur des fonds de pareille nature que les Vingt-cinq Millions créez sur ledit Hostel de Ville par l'Edit du present mois, en cas toutesfois que le fonds desdits Vingt-cinq Millions ne soit pas suffisant pour les uns & pour les autres; Sur quoy Sa Majesté jugeant à propos de declarer ses intentions, Oüy le Rapport; *Le Roy estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans, Regent, a accepté & accepte les offres à Elle faites par la Compagnie des Indes, de luy retroceder les Dix-huit Millions de Rentes qui restent à ladite Compagnie, des Quarante-huit Millions de Rente à elle affectez

tez pour le Payement des Engagemens qu'elle a contracté envers Sa Majesté ; & en consequence ordonne, qu'à commencer du jour de la publication qui sera faite du present Arrest ; tous ceux de ses sujets ou estrangers qui desireront placer leurs fonds en Constitution de Rentes au Denier-Quarante, fourniront au Garde du Tresor Royal les sommes qu'ils voudront y employer, en Billets de Banque ou Recepissez de la susdite qualité, à presque sur chacun desdits Recepissez ou Billets de Banque, il aura esté fait mention de leur destination en ces termes, *pour employer en Acquisition de Rentes au Denier-Quarante* ; Après quoy lescdits Billets seront biffez par le Garde du Tresor Royal, & ensuite brûlez en l'Hostel de Ville en la forme portée par l'Arrest du Conseil du 11. du present mois : Veut Sa Majesté, que du montant des sommes qu'ils porteront au Tresor Royal en effets de la susdite qualité, & sur lesquels aura esté fait ladite mention, le Garde du Tresor Royal leur delivre sur le champ un Recepissé pour estre converti en Rentes ; & sur le present Arrest toutes Lettres Patentes necessaires seront expédiées. *Fait au Conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le vingtième jour de Juin mil sept-cens vingt. Signé PHELYPEAUX.*





## X C L

**ARRET du Conseil d'Etat du Roi , portant défenses de porter ou faire entrer dans le Royaume des Diamans , Perles & Pierres précieuses ;**

**Et revoque toutes les permissions qui pourroient avoir été accordées de les porter.**

**Du 4. Juillet 1720.**

**Extrait des Registres du Conseil d'Etat.**

**L**E Roy s'estant fait représenter en son Conseil la Declaration du 4. Fevrier dernier , par laquelle il est ordonné qu'aucuns des sujets de Sa Majesté , de quelque estat , condition & sexe qu'ils soient , à l'exception de ceux qui en auront obtenu la Permission par écrit , ne puissent porter des Diamans , Perles & Pierres précieuses , à peine de confiscation & de Dix-mille livres d'amende , avec défenses sous la mesme peine , à commencer du premier Avril de la mesme année , d'en faire entrer dans le Royaume ; de laquelle prohibition les Bagues Episcopales & les Pierreries employées aux Ornemens des Eglises ont esté seulement exceptées ; & Sa Majesté estant informée , qu'au préjudice de ces défenses , differens Particuliers se donnent la licence de porter des Diamans , Perles & Pierres précieuses ; que d'autres contreyenans aux mesmes dé-

défenses, font entrer journellement des Pierreries dans le Royaume : ce qui en fait sortir une quantité considerable d'Espèces, outre celle qui en est déjà sortie par l'acquisition qu'un grand nombre de personnes ont fait d'effets de cette nature, à un prix excessif ; à quoy estant nécessaire de pourvoir ; Oüy le Rapport : *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orléans Regent, a ordonné & ordonne ce qui suit.

I. Que les défenses faites par ladite Déclaration, à ses sujets, de quelque estat, condition & sexe que ce puisse estre, de porter ou faire entrer dans le Royaume des Diamans, Perles & Pierres précieuses, soient exécutées selon leur forme & teneur.

II. A révoqué & révoque toutes les Permissions, généralement quelconques, qu'Elle pourroit avoir accordées jusqu'au jour de la publication du présent Arrest, de porter des Diamans, Perles & Pierres précieuses. Veut Sa Majesté, que ceux & celles qui en porteroient à l'avenir, sous prétexte desdites Permissions, soient assujettis aux peines portées par ladite Déclaration.

III. Fait en outre Sa Majesté défenses à tous ses sujets, de quelque estat, condition & sexe qu'ils soient, sous les mêmes peines, d'en garder ou acheter, sous quelque prétexte que ce puisse estre, sauf à ceux qui en ont en leur possession, de les faire vendre hors du Royaume,

dans un mois, du jour de la publication du present Arrest, ainsi qu'il sera dit cy-après, le tout à peine de confiscation desdites Pierreries, & de Dix-mille livres d'amende, applicable un quart à Sa Majesté, & les trois autres quarts au profit du Denonciateur.

IV. Veut Sa Majesté, que lesdits Diamans, Perles ou Pierres précieuses qui seroient trouvez sous les scelles, un mois après la publication du present Arrest, soient pareillement confiscuées.

V. Ordonne Sa Majesté que les Orfèvres, Joyaliers & tous autres Marchands faisant commerce de Pierreries, tant dans la Ville de Paris, que dans les autres Villes du Royaume, seront tenus de fournir dans trois jours, à compter de celuy de la publication du present Arrest, aux Gardes ou Jurez de leurs Communautéz, un estat des Diamans, Perles & autres Pierres précieuses qu'ils ont actuellement en leur possession, à peine de Dix-mille livres d'amende, applicable comme dessus, & de confiscation desdits Diamans, Perles & Pierres précieuses qu'ils n'auroient pas comprises dans lesdits estats.

VI. Pourront lesdits Orfèvres, Joyaliers, Marchands, ainsi que tous autres Sujets de Sa Majesté, faire sortir librement du Royaume lesdites Pierreries, sans avoir besoin d'aucun Passeport, ni Permission, & sans payer aucun droit de sortie, dont Sa Majesté les a déchargez, & ce pendant le temps & espace d'un mois,

mois , du jour de la publication du present Arrest.

VII. Veut Sa Majesté , que ceux de ses Sujets qui auront vendu & debité lesdits Diamans , Perles & autres Pierres précieuses dans les Pais étrangers , soient tenus de faire rentrer dans le Royaume le prix provenant desdites ventes , sans qu'il leur soit permis de laisser le prix provenant de la vente desdites Pierreries en dépôt hors du Royaume ; le tout sous les peines portées par l'Ordonnance du 20. Juin dernier , que Sa Majesté veut estre executée selon sa forme & teneur.

VIII. N'entend Sa Majesté comprendre dans les dispositions du present Arrest, les Bagues Episcopales & les Pierreries actuellement employées aux Ornemens des Eglises. *Enjoint* Sa Majesté au Sieur Lieutenant General de Police de la Ville de Paris , & aux Sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez du Royaume , de tenir la main , chacun en droit foi , à l'exécution du present Arrest , sur lequel toutes Lettres necessaires seront expédiées. *Fait* au Conseil d'Estat du Roy , Sa Majesté y estant , tenu à Paris le quatrième jour de Juillet mil sept-cens vingt. *Signé* P H E L Y P E A U X.

**L** OUIS , par la grace de Dieu , Roy de France & de Navarre , Dauphin de Viennois , Comte de Valentinois & Dyois , Provence , Forcalquier & Terres adjacentes : A nos amez & feaux Conseillers en  
F 7 nos

nos Conseils, Sieurs Lieutenant General de Police de nostre bonne Ville de Paris, Intendants & Commissaires départis pour l'exécution de nos ordres dans les Provinces & Generalitez de nostre Royaume, Salut. Nous vous mandons & enjoignons par ces Présentes signées de Nous, de tenir la main, chacun en droit soi, à l'exécution de l'Arrest cy-attaché sous le contre-scel de nostre Chancellerie, ce jourd'huy donné en nostre Conseil d'Etat, Nous y estant, pour les causes y contenues : Commandons au premier nostre Huissier ou Sergent sur ce requis, de signifier ledit Arrest à tous qu'il appartiendra, à ce que personne n'en ignore, & de faire pour son entière exécution tous Actes & Exploits nécessaires, sans autre permission, nonobstant clameur de Haro, Chartre Normande & Lettres à ce contraires. Voulons qu'aux copies dudit Arrest & des Présentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers-Secretaires, foy soit ajoutée, comme aux Originaux; *Car tel est nostre plaisir.* Donné à Paris le quatrième jour de Juillet, l'an de grace mil sept-cens vingt, & de nostre Regne le cinquième, Signé, LOUIS: Et plus bas; par le Roy Dauphin, Comte de Provence, le Duc d'Orleans Regent, present. P H E L Y P E A U X. Et scellé.

Pour le Roy.

Collationné à l'Original par  
Nous Ecuyer, Conseiller-  
Secretaire du Roy, Mai-  
son, Couronne de France  
& de ses Finances.

X C I I. A R.

## XCII.

**ARRÊT** du Conseil d'Etat du Roi, portant qu'il sera ouvert à l'Hôtel de la Banque à Paris, & dans toutes les Villes du Royaume où il y a des Hôtels des Monnoyes, un Livre de Comptes courans & de Viremens de Parties, dont le fonds ne pourra passer Six-cens millions.

Du 13. Juillet 1720.

*Extrait des Registres du Conseil d'Etat.*

**S**ur ce qui a esté représenté au Roy en son Conseil par les principaux Negocians du Royaume, que l'arrangement que Sa Majesté a pris par la création des Rentes sur l'Hostel de Ville de Paris; pour retirer les Billets qui sont sur la place, pouvoit convenir à ceux de ses sujets qui veulent aliener leurs fonds dans la veüe de s'en faire un revenu, mais qu'il n'est d'aucune utilité pour le Commerce; & que si Sa Majesté vouloit bien leur accorder, à l'exemple des Estats voisins, des Comptes courans en Banque, & des Viremens de Parties, tant pour la Ville de Paris, que pour les principales Villes de Commerce du Royaume, cet établissement seroit utile & avantageux au Commerce en general, & à chaque Negociant en particulier, par les facilitez qu'il donneroit pour les remises de place en place sans frais & sans risques, & par la sûreté qu'il

qu'il procureroit dans les payemens: *A* quoy Sa Majesté voulant pourvoir, conformément à ce qui s'observe dans les Pays où pareils établissemens ont esté faits: Oüy le Rapport; *Sa Majesté estant en son Conseil*, de l'avis de Monsieur le Duc d'Orleans Regent, a ordonné & ordonne.

I. Qu'il fera ouvert à l'Hostel de la Banque à Paris, le 20. du present mois, & le 20. du mois d'Aoust prochain dans toutes les Villes du Royaume où il y a des Hostels des Monnoyes; Sçavoir, Tours, Roüen, Caën, Lyon, Poitiers, la Rochelle, Limoges, Bordeaux, Bayonne, Toulouse, Montpellier, Riom, Dijon, Perpignan, Orleans, Rheims, Nantes, Troyes Amiens, Bourges, Grenoble, Aix, Rennes, Metz, Strasbourg, Lisle, Besançon & Pau, & dans toutes celles où il sera jugé nécessaire de faire de pareils établissemens, un Livre de Comptes courans & de Viremens de Parties, dont le fonds ne pourra passer Six-cens millions.

I I. Veut Sa Majesté, que sur ledit fonds de Six-cens millions, il en soit réservé Trois-cens millions pour les Villes des Provinces mentionnées au precedent Article.

I I I. Le fonds de Trois-cens millions pour Paris, sera fait à l'Hostel de la Banque, en Billets de Banque de Dix-mille livres & de Mille livres seulement, qui seront recens par le Trésorier de la Banque,  
par

par luy biffez en prefence des Porteurs, & enfuite brûlez en la forme & maniere prefrite par l'Arrest du 11. Juin dernier, dont fera dressé Procès verbal, qui servira de décharge au Trésorier de la Banque; & il fera donné credit aux Porteurs du montant des Billets par eux remis.

I V. Le fonds de Trois-cens millions reservez pour les Villes des Provinces mentionnées au fecond Article, fera pareillement fait en Billets de Banque de Dix-mille livres & de Mille livres feule-ment, lesquels feront receus par les Direc-teurs des Hostels des Monnoyes defdites Villes, & par eux biffez en prefence des Porteurs; après quoy ils feront envoyez par lefdits Directeurs, au Trésorier de la Banque à Paris, pour estre brûlez en la forme portée par le precedent Arti-cle.

V. Les Six-cens millions qui compoferont le fonds des Comptes courans & Vire-mens de Parties, feront stipulez en li-vres tournois, & ne pourront estre fu-jets à aucunes variations, quelque di-minution qui furvienne dans le prix cou-rant des Eſpeces.

VI. Toutes Lettres de Change & Bil-lets de Commerce de Cinq-cens livres & au deſſus; enſemble les ventes de Marchan-diſes en gros dans les Villes où les Li-vres des Comptes courans & de Viremens de Parties feront établis, feront acquit-tez en Ecritures, à peine de nullité du payement, & de Cinq-cens livres d'amen-de



de au profit de la Banque, tant contre le Créancier, que contre le Debitéur.

VII. Ceux qui auront compte en Banque, dans quelqu'une des Villes mentionnées au premier Article du present Arrest, & qui voudront faire des payemens dans quelques autres des mêmes Villes, le pourront faire par Virement de Parties de Ville en Ville, suivant l'Instruction qui sera renduë publique avant l'ouverture des Livres.

VIII. Ne pourront les fonds que les Sujets de Sa Majesté auront en Compte courant en Banque, estre sujets à aucunes saisies, sous quelque pretexte que ce soit, pas même pour les propres deniers & affaires de Sa Majesté.

IX. Les Estrangers pourront avoir des Comptes courans en Banque, & leurs fonds ne pourront estre sujets à aucune saisie ou confiscation, sous pretexte de guerre, represailles, d'aubaine, ni à aucune autre saisie de la part de leurs Créanciers.

X. Les Ecritures pourront estre negociées contre Argent courant, à quelques sommes qu'elles se montent.

XI. Le Prevost des Marchands de la Ville de Paris, assisté de l'ancien Echevin, tiré de l'ordre des Marchands, aura l'inspection generale des Ecritures. Il cottera & paraphera les Registres; & se les fera représenter toutes les fois qu'il le jugera à propos.

XII. La regie desdites Ecritures sera faite par quatre Directeurs, sous les ordres

dres d'un Controlleur General. Ils seront à cet effet nommez par Sa Majesté, & presteront serment entre les mains dudit Prevost des Marchands.

XIII. Le bilan general des Livres sera fait deux fois l'année ; sçavoir, en Decembre & en Juin : à l'effet dequoy les Livres seront fermez depuis le 20. deldits mois, jusqu'à la fin ; pendant lequel temps il ne pourra estre fait aucun Protest de lettres ou Billets de Change. Vout Sa Majesté, que les Protests fait dans les trois jours après l'ouverture des Livres, ayent le mesme effet que s'ils avoient esté faits aux jours des échéances survenuës dans le temps que les Livres ont esté fermez.

XIV. Pour sûreté & conservation des Ecritures, les Livres seront tenus doubles par les Teneurs de Livres & leurs Controlleurs ; & ils seront déposez en differens lieux deldites Villes où les Comptes seront ouverts.

XV. Ceux qui auront des payemens à faire en Banque, porteront au Teneur de Livres un Billet signé d'eux, suivant le Modele joint à la Minute du present Arrest, ou s'ils ne peuvent s'y transporter, ils l'envoyeront par un Commis, ou autre, chargé d'un Pouvoir conforme au Modele pareillement attaché à la Minute du present Arrest, à la veüe duquel Billet le Teneur de Livres donnera credit du montant d'iceluy au Créancier.

XVI. Tous ceux qui auront Compte  
ou-

ouvert en Banque, seront tenus de signer à la marge du folio où leur compte aura esté ouvert.

XVII. Au cas qu'il arrive à quelque Negociant de tirer sur la Banque au-delà du credit qu'il y a, il sera tenu de payer, par forme d'amende, la somme de Cinq-cens livres au profit de ladite Banque.

XVIII. S'il survient quelques contestations en execution du present Arrest, Sa Majesté ordonne qu'elles seront jugées par les Juges Consuls, & par Appel au Conseil, en interdisant la connoissance à toutes ses Cours & Juges. Et pour l'exécution d'iceluy seront toutes Lettres Patentes à ce necessaires expédiées. *Fait au Conseil d'Etat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu à Paris le treizième jour de Juillet mil sept-cens vingt. Signé PHELYPEAUX.*

### MODELE DE BILLET.

*J*E soussigné donne pouvoir au Sr.  
de porter pour moi aux Teneurs de Livres de  
la Banque, les Billets que je fourniray sur  
les fonds que j'auray en Compte courant, &  
d'en faire passer Ecriture au debit de mon  
Compte, & au credit de ceux auxquels j'auray  
assigné les sommes portées dans lesdits Billets:  
comme aussi l'autorise à demander aux Te-  
neurs de Livres quelles sommes auront esté  
payées à mon credit par mes debiteurs; *Fait à*  
le jour de mil sept-cens

MODELE DE POUVOIR.

**M**<sup>rs.</sup> *les Directeurs de la Banque, payeront à*  
**Mr.** *la somme de*  
*valeur*  
*à le jour de*  
*mil sept - cens*

---

X C I I I.

**EDIT** du Roi , portant que la Compagnie  
*des Indes jouira à perpetuité de tous les Droits*  
*& Privileges qui concernent son Commerce.*

Donné à Paris au mois de Juillet 1720.

**L** OUIS par la grace de Dieu Roy de France  
*& de Navarre: A tous presens & à*  
*venir, Salut. Par nostre Edit du mois de*  
*Juin dernier Nous avons créé sur l'Hof-*  
*tel de nostre bonne Ville de Paris*  
*pour Vingt - cinq Millions de Rente,*  
*dont la valeur Nous doit estre payée,*  
*ainsi & en la forme qu'il est porté par*  
*ledit Edit: Mais comme le fonds desdits*  
*Vingt - cinq Millions de Rente n'est pas*  
*suffisant pour retirer, suivant nostre inten-*  
*tion, tous les Billets qui sont actuellement*  
*dans le Commerce, la Compagnie des In-*  
*des Nous a offert de retirer de mois en*  
*mois, à commencer du premier Aoust pro-*  
*chain, à raison de Cinquante Millions*  
*par*

par mois, & ce par les voyes qui feront trouvées les plus convenables, jusqu'à concurrence de Six-cens Millions de Billets, au cas qu'il s'en trouve autant après les débouchemens cy-devant indiquez; Ensorte qu'au premier Aoust 1721. il ne reste aucuns Billets dans le Commerce, pourveu qu'il Nous plaise de luy accorder à perpetuité la jouissance de tous les Droits & Privileges qui concernent son Commerce dans les différentes parties du Monde où il s'estend; & ayant fait examiner cette proposition en nostre Conseil, elle Nous a paru d'autant plus avantageuse, qu'elle Nous met en estat, sans imposer aucune charge nouvelle sur Nous, ny sur nos Sujets, d'achever de retirer du Commerce tous les Billets qui ne se trouveront pas consommés par les débouchemens cy-devant indiquez. *Actes Causes,* & autres à ce Nous mouvans, de l'avis de nostre très-cher & très-ami Oncle le Duc d'Orleans, Petit-Fils de France, Regent; de nostre très-cher & très-ami Oncle le Duc de Chartres, premier Prince de nostre Sang; de nostre très-cher & très-ami Cousin le Duc de Bourbon; de nostre très-cher & très-ami Cousin le Comte de Charollois, de nostre très-cher & très-ami Cousin le Prince de Conty, Princes de nostre Sang; de nostre très-cher & très-ami Oncle le Comte de Toulouse, Prince légitimé, & autres Pairs de France, Grands & Notables personnages de nostre Royaume, & de nos-

nostre certaine science , pleine puissance & autorité Royale , Nous avons par nostre present Edit perpetuel & irrevocable , dit , statué & ordonné , disons , statuons & ordonnons , voulons & Nous plaist ce qui suit.

I. Que la Compagnie des Indes jouisse à perpetuité des Droits & Privileges cy-après spécifiez , concernant son Commerce, sans pouvoir y estre troublée en quelque sorte & sous quelque prétexte que ce soit; A l'effet de quoy Nous la creons , établissons & declaron, en tant que de besoin, Compagnie perpetuelle des Indes , à la charge toutesfois par ladite Compagnie , suivant ses offres , de retirer de mois en mois , à commencer du premier Aoust prochain , à raison de Cinquante Millions par mois , & ce par les voyes qui seront trouvées les plus convenables , jusqu'à concurrence de Six-cens Millions de Billets , au cas qu'il s'en trouve autant après les débouchemens cy-devant indiquez , en sorte qu'au premier Aoust 1721. il ne reste aucuns Billets dans le Commerce.

II. Voulons que tous lesdits Billets soient brûlez en l'Hostel de nostre bonne Ville de Paris , au fur & à mesure qu'ils seront retires , après toutesfois qu'il en aura esté dressé des Procès Verbaux tant par les Commissaires de nostre Conseil , que par les Prevost des Marchands & Eschevins.

III. Jouira ladite Compagnie à perpetuité du Droit de faire seule le Commerce

merce dans nostre Province & Gouvernement de la Louïfiane , ainsi que Nous l'avons réglé par nos Edits des mois d'Aoust & Decembre 1717.

I V. N'entendons comprendre dans la precedente disposition le privilege de recevoir , à l'exclusion de tous autres , dans nostre Colonie de Canada , tous les Castors gras & secs que les habitans de ladite Colonie auront traitez ; Voulons que ledit Commerce soit & demeure libre , & que ladite Compagnie jouïsse à perpétuité , au lieu de son privilege exclusif , d'un Droit de Neuf sols par livre pesant de Castor gras , & de Six sols par livre pesant de Castor sec , lequel droit luy sera payé à l'entrée dans le Royaume. Faisons deffenses de faire sortir du Castor du Royaume , à peine de confiscation , tant du Castor que des Vaisseaux , Barques , Voitures & Equipages sur lesquels il sera trouvé chargé , & de Trois-mille livres d'amende , le tout au profit de ladite Compagnie.

V. Attendu la Cession faite le 15. Decembre 1718. par la Compagnie du Senegal à la Compagnie des Indes , de toutes les Concessions , Droits , Privileges & Establissemens appartenans à ladite Compagnie du Senegal , & le payement fait en consequence du prix de ladite Cession ; ladite Compagnie des Indes jouïra à perpétuité de toutes les Concessions , Droits & Privileges accordez à la Compagnie du Senegal , ainsi que ladite Compagnie en  
a bien

même mois. Une telle recidive du côté du Sénat, fit résoudre le Duc Régent à prendre des mesures pour éviter la formalité des enregistremens; & dans la suite S. A. R. autorisa par des Arrêts du Conseil, des opérations nécessaires au Systême qu'on s'étoit proposé de suivre.

Quoiqu'une telle opération fût favorable à une Compagnie, à laquelle on réunissoit le Commerce des Indes Orientales par un Edit dont les termes faisoient assez connoître qu'on ne s'en tiendrait pas à cette réunion seulement, & qu'on lui accorderoit une protection toute Royale; cependant les Actions des Fermes générales eurent le dessus sur celles de la Compagnie d'Occident, jusqu'à ce que le crédit de celui qui protegeoit les Paris dans leur Contre-Systême eût diminué chez le Duc d'Orleans. On comprend assez que c'est Mr. d'Argenson que je désigne. Ce Ministre avoit d'abord eu toute la confiance de son maître; mais il la voyoit diminuer insensiblement, à mesure que Law devenoit nécessaire. On a prétendu que le Régent commença à le rebuter sur certaines remontrances qu'il s'avisa de vouloir lui faire, au sujet d'une somme de trois-cens mille francs que le dit

G

Mr.



Mr. d'Argenson avoit fait porter au Trésor Royal, quoiqu'elle lui apartînt, comme venant du nouveau bail des Fermes, & dont il prétendoit faire certaine application en faveur des anciens Fermiers, en manière de dédommagement. Le Duc s'en étoit saisi, & trouva fort mauvais que le Garde des Sceaux n'approuvât point ce procédé. Ce fait n'est point certain à la vérité, quoiqu'il ait été repandu dans le public: c'est-ce qui me fait supprimer plusieurs circonstances qu'on y ajoute, pour parler de cette Compagnie dont la bonne administration, jointe au crédit de la Banque Royale, fit paroître un Arrêt concernant les Billets.

Les motifs étoient, que S. M. ayant fixé la fabrication des Billets de la Banque à cent dix millions de livres; cette quantité avoit été estimée suffisante pour fournir à la circulation dans Paris & autres Villes, où les Bureaux de la Banque étoient établis; mais qu'étant informée, que la demande de ces Billets étoit tellement augmentée, qu'il s'en étoit déjà delivré pour cent millions, & comme par l'Arrêt du 22. Avril précédent, il avoit été ordonné, que les Créanciers pourroient exiger de leurs Débiteurs leurs paye-

payemens en Billets de Banque , de sorte que si la Banque n'en fournissoit plus , les Débiteurs , pour satisfaire leurs Créanciers , seroient obligés de les acheter sur la Place , sans qu'on pût en fixer le prix ; il étoit à propos d'augmenter la quantité des Billets de Banque , en ordonnant une nouvelle fabrication : A l'effet de quoi , de l'avis du Prince Régent, S. M. ordonna , qu'il seroit fait plusieurs registres , contenant une quantité de Billets de Banque , dont la différence des sommes & leurs numeros sont détaillés dans l'Arrêt , qu'il seroit ennuyeux de rapporter ici dans son entier ( 1 ). Il suffira d'observer , que cette augmentation des Billets , jointe à ceux qui avoient été fabriqués en vertu des Arrêts précédens , montoit en total à cent soixante millions ; & que Sa Majesté ordonnoit , qu'il en seroit réservé dix millions , qui ne pourroient être delivrés que pour remplacer les Billets de même nature qui rentre- roient endossés , & qui ne pourroient plus servir.

Quelque tems après , la Compagnie des Indes eut de nouvelles marques de la bienveillance de la Cour, par une nouvelle

( 1 ) Voyez Tom. V. No. 19.

velle opération. Ce fut alors que le Sr. Law mit en mouvement les premières rouës du vrai Systême, & qu'il fit cesser la vîteffe de celles de ses Antagonistes, par un Arrêt, où S. M. permettoit à la Compagnie des Indes de faire vingt-cinq millions de nouvelles Actions. La dénomination sous laquelle les Négocians les distinguèrent des autres cent millions, par le nom de *Filles*, convenoit d'autant mieux, qu'on ne pouvoit les acquérir qu'en rapportant quatre fois autant d'Actions d'Occident, sur lesquelles on les avoit entées; de forte que, pour acquérir cinq-mille livres de nouvelles, il falloit en rapporter vingt-mille livres d'anciennes.

L'Arrêt du 20. Juin 1719. (1) qui a autorisé cette opération, exposoit, que le Roi ayant, par son Edit du mois de Mai précédent, réuni à la Compagnie d'Occident le privilege exclusif de faire seule à l'avenir le Commerce des Indes Orientales; & qu'afin de la mettre en état d'étendre & de soutenir son Commerce avec succès, & de payer les dettes de l'ancienne Compagnie, tant en France qu'aux Indes, Sa Majesté avoit ordon-

(1) Voyez Tom. V. N°. 21.

ordonné que la Compagnie d'Occident, alors nommée Compagnie des Indes, feroit pour vingt-cinq millions de nouvelles Actions, de même nature que celles des cent millions faites en vertu de l'Edit d'Août 1717, & que les premiers numeros des nouvelles Actions suivroient immédiatement les derniers des premières; lesquels vingt-cinq millions ne pouvoient être acquis qu'en payant cinq-cens cinquante livres pour chaque Action de cinq-cens livres, savoir, comme il a déjà été dit, dix pour cent en souscrivant, & le principal de l'Action en vingt payemens de cinq pour cent par mois, & que faute par ceux qui auroient souscrit de faire le paiement dans le dit tems, les dix pour cent resteroient au profit de la Compagnie: Mais que quand Sa Majesté avoit ordonné que les Actions pourroient être acquises sur le pied de dix pour cent d'excédent, elles n'étoient encore dans le public qu'au pair; que Sa Majesté ayant été informée, qu'avant même la publication de l'Edit les anciennes Actions avoient pris une telle faveur, qu'elles étoient montées jusqu'à cent trente pour cent, enforte que l'empressement pour acquérir les nouvelles étoit

tel , qu'il s'étoit déjà présenté pour plus de cinquante millions de Soucrivans ; mais que Sa Majesté , voulant ôter tout moyen & tout prétexte de les acquérir par préférence , elle jugeoit convenable d'établir une regle générale qui ne seroit susceptible d'aucune faveur : Sur quoi , de l'avis du Duc Régent , S. M. ordonna , que les nouvelles Actions , jusqu'au nombre de vingt-cinq millions , seroient faites en différens Billets numerotés , & qu'elles seroient acquises par Souscription , ainsi qu'il est plus au long détaillé par cet Arrêt , à la lecture entière duquel nous renvoyons le Lecteur. Il est cependant à remarquer , que l'Article 3. de cet Acte portoit , que Sa Maj. vouloit , qu'outre le paiement des dix pour cent du montant du total des Souscriptions , on ne pût être reçu à souscrire qu'en représentant pour quatre fois autant d'anciennes Actions que monteroit la somme pour laquelle chaque Actionnaire voudroit souscrire afin d'en avoir de nouvelles ; & que le livre des Souscriptions seroit ouvert pendant vingt jours , après quoi il seroit fermé , & qu'au cas que les anciens cent millions d'Actions ne fussent pas représentés pour acquérir les vingt-cinq millions de nouvelles , ce  
qui

qui manqueroit après ce delai seroit acquis du fonds de la Compagnie, qui pourroit ensuite les vendre, lorsque les Directeurs le trouveroient à propos.

Ce n'est pas sans raison qu'on a avancé, que cette dernière opération étoit la roue qui mettoit en mouvement toutes les autres qui composoient la machine du Systême; parce qu'en premier lieu le Billet de Banque dans son grand crédit étoit préféré à l'espece, qui devint d'autant plus à charge dans les payemens, que le volume & l'embarras de l'apporter interrompoient la volubilité avec laquelle on vouloit consommer les négociations, pour en recommencer d'autres. Or étant facile à celui qui tenoit le gouvernail du Systême d'avoir la quantité de Billets de Banque nécessaire aux mouvemens, & de joindre à son parti les Agens, qui avoient d'autres Emissaires, sans que ni les uns ni les autres pénétraissent dans le secret; il pouvoit, dis-je, faire enlever, comme il fit, la plus grande partie des vingt-cinq millions de nouvelles Actions qu'on recherchoit avec tant d'empressement; ce fut alors que les avides s'empresserent pour acheter, tant à Prime qu'au comptant, des Actions d'Occident à tout prix,

Ce qui donne au jeu un mouvement incroyable.

quand ils ne trouverent plus de leurs *Filles* ( 1 ) : tellement que les cent vingt-cinq millions furent dans un si grand mouvement , que les Actions montoient prodigieusement & sans relache. A l'égard de ceux dont les forces ne pouvoient atteindre à l'enlèvement de grosses parties , ils acheterent par des marches à Prime ; après quoi les timides vendirent , d'abord qu'ils y trouverent un bénéfice ; mais ceux qui demeurèrent constans , & qui attendirent jusques au moment qu'il falloit réaliser , sont ceux qu'on appelle les vrais *Mississipiens* ; dont nous parlerons dans la suite.

Il parut quelque tems après ce mouvement un Arrêt , dont voici la substance ( 2 ) Que depuis qu'il avoit été fait des Billets de Banque en livres tournois , la plupart des porteurs de ceux en écus de huit au marc les avoient fait convertir en Billets en livres tournois , de sorte qu'il n'en restoit que peu sur la place ; & S. M. voulant établir l'uniformité dans ces sortes de Billets , & rendre la régie de sa Banque plus facile , elle

( 1 ) Soustractions.

( 2 ) Arrêt du 8 Juillet 1719. Voyez Tome V. No 22.

elle ordonna que dans trois mois, tant pour le Royaume que pour les païs étrangers, les porteurs des Billets de Banque en écus de huit & dix au marc, feroient tenus de les rapporter, pour en être payés & remboursés, à peine d'être les dits Billets préscrits & réputés acquités.

Un Acte qui marquoit l'attention qu'on avoit au Commerce & pour la circulation des especes, ne pouvoit être que de bon augure; mais les grandes idées de Law pour le rendre florissant par-tout où la Compagnie des Indes avoit des établissemens, lui firent trouver les limites du Royaume trop étroites: ses opérations passerent à l'Amérique, où il avoit déjà fondé sur les bords du Mississipi la Colonie dépendante de la Compagnie d'Occident (1). Il crut que sa gloire étoit intéressée à ce que son Papier, qui avoit un si grand crédit en Europe, eût aussi de la réputation par delà les mers. Dans cet esprit il fit passer au Conseil, l'Arrêt dont voici les motifs:

*Ce jeu se fortifie par une apparence de solidité, que l'on donne à la Compagnie d'Occident.*

Que S. M. ayant par ses Lettres patentes du mois d'Août 1717. établi une Com-

(1) La Louisiane.



Compagnie de Commerce, sous le nom de Compagnie d'Occident, & par son Edit du mois de Mai 1719. ayant réuni à la même Compagnie le Commerce des Indes Orientales, de la Chine & autres; elle voyoit avec satisfaction, que cette Compagnie prenoit les plus justes mesures pour assurer le succès de son établissement; qu'elle faisoit passer à la Louisiane, Païs de sa concession, nombre d'habitans; que plusieurs particuliers prenoient des habitations dans cette Colonie; qu'on y envoyoit des Laboureurs, & autres gens propres à la culture des terres, pour y semer du Bled, planter du Tabac, élever des Vers à soye, & faire enfin tout ce qui étoit propre à mettre ce Païs en valeur: Que S. M. étant informée que la Compagnie des Indes faisoit une dépense considérable, pour transporter des Habitans & fournir la Colonie de farine & autres provisions, en attendant que les terres en produisissent abondamment; que cette Compagnie y envoyoit des Marchandises de toutes les especes, pour rendre la vie commode & agréable, & que, pour prévenir les abus trop ordinaires dans les Colonies, elle avoit eu soin d'en regler le prix sur un pied très-  
mo-

modique, suivant un Tarif général, envoyé sur les lieux pour être affiché dans les magasins; que pour favoriser davantage les Habitans, elle avoit ordonné que les piaſtres ſeroient à l'avenir reçues dans les Comptoirs ſur le pied de cinq livres, & les autres matières d'argent à proportion: Que ces diſpoſitions avoient paru juſtes, que S. M. avoit réſolu d'en favoriser l'exécution; & connoiſſant que la négociation des Marchandiſes ne ſuffiſoit pas pour donner au Commerce toute ſon étendue, & qu'il étoit néceſſaire dans les commencemens de ces ſortes d'établifſemens, de leur accorder toute ſorte de protection & faveur, S. M. ſ'étoit déterminée à fournir à la Compagnie une ſomme en Billets de la Banque, pour mettre les habitans de la Louiſiane en état de négocier entre eux, & de rapporter en France, ſans fraix ni riſques, les fruits de leurs travaux, de leur inſtrie & de leur épargne: Et S. M. voulant indemnifer la Compagnie des Indes, tant du prix qu'elle donnoit aux piaſtres à la Louiſiane, que des dépenſes qu'elle faiſoit pour l'établifſement & le ſoutien de la Colonie, elle avoit jugé à propos de faire recevoir aux Hôtels de ſes Monoyes, pour toute leur valeur,

les piaſtres & matières d'argent que cette Compagnie feroit venir de la Louiſiane.

Des prétextes auſſi ſpécieux , communiqués au Duc Régent , portèrent S. M. à ordonner , qu'il feroit fourni par le Tréſorier de la Banque à la Compagnie des Indes , une ſomme de vingt-cinq millions de livres en Billets de Banque , pour être envoyés à la Louiſiane. Et afin que ces Billets puſſent être reconnus , que les numeros en feroient retenus à la Banque , après que l'empreinte du cachet de la Compagnie des Indes y auroit été appoſée , au lieu & à la place du cachet de la Banque : Que ces Billets , à leur retour en France , ſeroient payés par les Receveurs de ſes deniers , de même que les autres Billets de ſa Banque , & enſuite acquités par le Caiſſier de la Compagnie des Indes , & par lui rapportés au Tréſorier de la Banque , qui lui en fourniroit la valeur de nouveaux Billets , pour être envoyés à la Louiſiane : Que les propriétaires de ces Billets prendroient la précaution de les endoſſer , au moyen de quoi ils ne pourroient être payés ; qu'à celui à l'ordre de qui ils ſeroient endoſſés ; & en cas qu'ils fuſſent perdus par vol , naufrage , ou  
autre-

autrement, les propriétaires pourroient en faire leur déclaration au Caissier de la Compagnie des Indes, qui seroit obligé d'enregistrer les numeros des Billets supposés perdus, & d'en payer la valeur à celui qui auroit fait la déclaration, après le terme de cinq ans, ordonné par l'Article 16. de la Déclaration de Sa M. du 4. Décembre 1718: Que la valeur des piastras de cette Colonie lui seroit payée dans les Hôtels des Monoyes, comptant à soixante livres le marc, & qu'en cas de variation dans les monoyes du Royaume, on les payeroit poids pour poids en especes qui se fabriqueroient ou se reformeroient alors.

Cet Acte, comme le précédent, montre une continuation d'idées tendantes à la circulation de l'espece, en attirant de la Louisiane dans les Monoyes de la France, les piastras que le Commerce de cette Colonie pourroit y faire circuler, afin que le Billet de Banque prévalût toujours sur l'argent, & que l'abondance de ce métal devenant onéreuse, le Systeme ne pût ressentir aucune atteinte par le discrédit de son Papier. Un Arrêt qui accordoit à la Compagnie des Indes le bénéfice sur

les Monnoyes pendant neuf années , suivit cette operation ( 1 ).

Le préambule portoit , que le Roi s'étant fait représenter en son Conseil son Edit du mois de Mai 1718. pour la fabrication de nouvelles Especes d'or & d'argent , S. M. étant informée, qu'outre les bons effets que cette fabrication avoit produit , il y en avoit encore de considerables à attendre de l'attention singuliere qui y seroit donnée dans la continuation : Que parmi les différentes propositions qui lui avoient été faites sur ce sujet , elle n'en avoit point trouvé qui lui fussent plus avantageuses que celles des Directeurs de la Compagnie des Indes , qui offroient de payer à S. M. la somme de cinquante millions en argent , en quinze payemens égaux & consécutifs de mois en mois , à commencer le premier payement au premier Octobre 1719. & le dernier au premier Décembre 1720 , à condition que la Compagnie des Indes jouiroit pendant neuf années , à commencer au premier Août suivant , du bénéfice sur les anciennes Especes & matières d'or

( 1 ) 25 Juillet 1719. Voyez Tome V. No. 24.

d'or & d'argent qui seroient apportées aux Hôtels des Monoyes , pour être fabriquées en nouvelles Espèces : Que S. M. étoit d'autant plus aisément portée à accepter cette proposition , que cette Compagnie seroit plus en état qu'aucun particulier , de faire venir des Espèces & des matières des Pais étrangers , & qu'elle en tireroit par conséquent un plus grand avantage que S. M. ne pourroit faire si elle faisoit continuer la fabrication pour son compte ; outre que le bénéfice qui en reviendrait , seroit partagé entre un grand nombre de sujets de S. M. qui étoient intéressés en la Compagnie des Indes , & qu'un secours si prompt & si certain mettroit S. M. en état de payer les pensions arriérées , ainsi que les autres charges , & de regagner le courant dans toute l'année 1720.

Des motifs aussi spécieux firent accepter les offres que l'on vient de voir , ainsi que leurs conditions , auxquelles la Compagnie des Indes se soumettoit. Comme on abregé autant qu'il se peut ce qu'il y a de moins intéressant dans des Arrêts où le stile financier est toujours étendu , on a jugé à propos de n'insérer ici que la substance de cet Acte.

Le Roi  
soutient la  
Banque ,  
que certai-  
nes gens  
entrepri-  
rent de  
faire  
tomber.

Il ne falut pas de commentaire pour faire sentir aux Commerçans & au reste du public, l'avantage qu'il apporteroit aux Actions. En effet, elles monterent considérablement dans les premiers mouvemens de la rue Quinquempoix, & dans les autres Bureaux. C'est alors que les contradicteurs du Systême se remuerent pour en arrêter le progrès. Il s'en trouva parmi eux qui projetterent une opération, capable de donner une terrible secousse à l'édifice du Systême. Ils vouloient reduire la Banque Royale à ne pouvoir faire face aux Billets qui lui seroient présentés. Dans ce dessein ils mirent de leur parti une Compagnie étrangere, qui y avoit un fonds de plusieurs millions, qu'on s'avisa de demander tout à la fois. Ces fonds leur furent delivrés noblement par la Banque à la vûe des Billets; pendant que d'un autre côté, les ennemis du Systême qui avoient attiré ces Etrangers pour cette manœuvre, ramasserent pour des sommes immenses de Billets de Banque, afin de les présenter aux Caissiers, qu'ils se flattoient de trouver à sec.

Law s'appercut d'abord que ce coup partoît de la main de ses ennemis; & pour en arrêter le mauvais effet, il se-  
rea-

rendit chez le Duc Régent, que cet attentat sur la Banque intéressoit beaucoup, & lui présenta le projet d'une Diminution sur les Especes d'or (1).

Il exposoit dans son exorde, que le Roi s'étant fait représenter l'Arrêt rendu le 7. Mai précédent, qui ordonnoit une Diminution sur les Especes d'or, & S. M. étant informée qu'il convenoit au bien de l'Etat & à l'avantage du Commerce de diminuer encore le prix de ces Especes; où le rapport &c. S. M. de l'avis du Prince Régent, ordonnoit, qu'à commencer du jour de la publication du présent Arrêt, les *Louis d'or* fabriqués en consequence de l'Edit de Mai 1718. n'auroient plus cours dans l'étendue du Royaume, Païs, Terres & Seigneuries de Sa Majesté, que pour trente-quatre livres la pièce, les demi & quarts à proportion: Défendoit aussi Sa Majesté à tous ses sujets, de quelque qualité & condition qu'ils fussent, d'exposer ni recevoir en payement les dites Especes d'or à un plus haut prix que celui marqué par cet Arrêt.

Une diminution si considerable, qui n'avoit point été indiquée, fit rapporter

(1) 25 Juillet 1719. Voyez Tome V. N°. 25.



ter à la Banque les huit à dix millions en or avec encore plus d'empressement qu'ils n'en avoient été enlevés peu de jours auparavant; & ceux qui avoient sollicité les Etrangers à retirer leur argent, furent bien mortifiés, de voir que Law les terrasseroit toujours, tant qu'il seroit soutenu dans l'exécution de ses projets.

Les Com-  
pagnies  
ont per-  
mission de  
créer 25.  
millions  
de nou-  
velles Ac-  
tions, que  
l'on nom-  
ma les  
*Petites-  
Filles.*

L'Arrêt qui suivit cette petite victoire fût un puissant mobile, tant pour faire ouvrir les porte-feuilles des Actionnaires, que pour donner un mouvement à l'espèce & aux Billets de Banque. La permission que cet Acte donnoit à la Compagnie des Indes de faire vingt-cinq millions de nouvelles Actions, sous des prétextes qui annonçoient leur progrès par avance, obligeoit ceux qui en voudroient acquérir, à donner la circulation, malgré qu'ils en eussent, non seulement aux cent millions d'anciennes Actions, mais encore aux vingt-cinq millions de nouvelles qui avoient été ordonnées par l'Edit du mois de Mai précédent, dont on a parlé lors de la réunion de la Compagnie des Indes Orientales à celle d'Occident, & auxquelles les Négocians donnerent le nom de *Filles*, par la raison que l'on a insinué.

Mais

Mais à l'égard de l'Arrêt dont nous rapportons l'opération, les Directeurs de la Compagnie y exposoient, que pour acquitter les cinquante millions portés par leur soumission, faite en considération du bénéfice que S. M. leur avoit cédé pour le terme de neuf années sur la fabrication des anciennes Especes & matières d'or & d'argent, ils désiroient augmenter le nombre des Actions, jusqu'à concurrence de vingt-cinq millions, lesquelles seroient acquises sur le pied de deux cens pour cent; que par ce moyen les produits du bénéfice sur les monoyes seroient employés dans les différens Commerces dont la Compagnie étoit chargée; de sorte que par cet accroissement journalier de fonds, les Directeurs donneroient au Commerce de la Compagnie une assez grande étendue, pour repartir dans la suite des profits très-considerables: Que même ils alloient faire payer dans le courant des six derniers mois de l'année les 3<sup>me</sup>. & 4<sup>me</sup>. répartitions des Actions, à commencer du premier Janvier suivant, chaque répartition sur le pied de six pour cent, ce qui revenoit à douze pour cent par année. A quoi le Roi ayant égard, & trouvant ces dispositions avantageuses

au

au bien général du Commerce du Royaume, & à celui d'une Compagnie qu'il protegeoit, S. M. permit à la Compagnie des Indes de faire de nouvelles Actions, jusqu'à concurrence de la somme de vingt-cinq millions, qui seroient de même nature, & jouiroient des mêmes avantages que les cent vingt-cinq millions d'anciennes: Qu'elles seroient acquises sur le pied de mille livres chacune, payables en vingt payemens égaux. Que l'on ne seroit reçu à prendre des Certificats pour avoir de ces Actions nouvelles, qu'en rapportant cinq fois autant d'anciennes ou Certificats, que monteroit la somme pour laquelle il en seroit delivré de nouveaux; en sorte que, pour avoir un Certificat d'une nouvelle Action de cinq-mille livres, il faudroit représenter vingt-cinq mille livres d'anciennes Actions ou Certificats.

On laisse à penser le mouvement que cet article opéra sur les cent vingt-cinq millions d'anciennes Actions qu'il falloit représenter pour avoir de ces dernières, où tout le monde se jettoit comme dans le plus solide fondement d'une prompte fortune. On passe sur les autres articles de cet Arrêt, quoiqu'ils ne tendent qu'à l'avantage de la Compagnie.

pagnie. Les Actions qui sortirent de cet Acte , furent distinguées par les Actionnaires sous la dénomination de *Petites-Filles* ; de sorte qu'il y avoit trois sortes d'Actions , sçavoir celles d'*Occident* , les *Filles* , & les *Petites-Filles*. Avant que d'entrer dans les mouvemens qu'elles causerent dès le commencement du mois d'Août , finissons le Juillet par une Avanture qui peut-être délassera le Lecteur. On a jugé à propos de la placer ici , parce qu'elle est arrivée à un Négociant qui demandoit des *Petites-Filles*.

Un Bordelois , d'un extérieur bien étoffé , demandant , rue St. Martin , à la porte du Caffé de Rainton , de ces nouvelles Actions par leur nom de *Petites-Filles* , une Femme bien mise se mit à le suivre , pour lui dire qu'elle en avoit une , qui à la vérité n'étoit pas dans son porte-feuille , mais qu'elle le mettroit bientôt à portée de pouvoir négocier. Soit que l'avidité de l'Agioteur l'eût flatté , d'avoir dans le moment une nouvelle Action à meilleur marché de cette Femme que d'un Négociant , soit que l'ayant vû descendre de carosse & suivie d'un laquais , l'aspect de cette Avanturiere ( car c'en étoit une réellement ) lui eût fait naître quelque autre dessein , il lui

Avanture  
d'un Bor-  
delois à  
l'occa-  
sion  
de ces  
*Petites-  
Filles*.

lui demanda son adresse. Celle-ci, qui appréhendoit quelque dérangement dans son entreprise, si elle ne menoit pas l'Agiotteur chez elle avant dîner, lui dit, qu'ayant des affaires avec son Procureur, qui demeuroid dans le quartier, elle viendrait le prendre à midi dans le jardin de l'Hôtel de Soubise, d'où elle ne feroit pas éloignée. Le Négociant promit de s'y rendre; tous les deux étant convenus que le premier arrivé attendroit l'autre.

L'Avanturiere eut le tems d'aller avvertir son Mari, vrai ou prétendu, de la decouverte qu'elle avoit faite, conjointement avec certaine Demoiselle de Biscornette, qui étoit, ou passoit du moins pour sa niece. C'étoit un jeune tendron d'un minois tout-à-fait propre à faire tomber dans ses pièges le Gascon le plus dégourdi: Aussi n'oublia-t-on rien pour la mettre en état de ne point manquer son coup. Un superbe habit qu'on tira de je ne sçais où, releva parfaitement l'éclat de sa jeunesse; quelques Laquais postiches furent employés à rendre un appartement propre; une espee de Cuisiniere fut envoyée en hâte chez le Traiteur; enfin tous les différens rôles de la scene qu'on se préparoit à jouer

étant

étant distribués, la Dame en question prit un carrosse de remise & partit pour son rendez-vous, où elle arriva quelque tems avant midi. Ayant reconnu à l'accent, que l'homme qu'elle couchoit en jouë étoit originaire des bords de la Garonne, elle appréhendoit fort que le Gascon ne lui manquât de parole, ou qu'allant dîner à son auberge, il n'y laissât certains effets qui la faisoient agir. Mille autres incidens pouvoient aussi rompre le cours des choses d'où dépendoit l'exécution de son projet : mais le Négociant s'étant rendu au dit jardin de la meilleure foi du monde, à peine l'aborda-t-elle, qu'elle l'engagea à venir prendre une place dans son carrosse qui les attendoit à la porte. Chemin faisant leur conversation n'avoit point encore mis la Dame dans le cas d'expliquer la nature de la nouvelle Action qu'elle disoit avoir à négocier, & insensiblement ils se trouverent à la porte du prétendu logis de l'Avanturiere. A peine furent-ils descendus, que la Dame prit l'Agioteur par la main, l'introduisit dans une Salle, où un dîner splendide se trouva servi, en lui disant : „ Mr. le Banquier, votre „ place est à côté de Mademoiselle que „ voilà. Avant que d'entamer aucune „ négo-

„ négociation , il s'agit de dîner avec  
„ nous.

Le Négociant surpris, fit d'abord quelques façons , mais s'étant enhardi à l'aspect de la jeune beauté auprès de laquelle on lui assignoit sa place, il se mit enfin à table en véritable Gascon, c'est-à-dire, tout aussi familièrement que s'il eût été en pays de connoissance. On commença par bien manger & bien boire : les santé's furent portées réciproquement jusqu'au dessert, après le service duquel on fit signe aux Domestiques de se retirer. „ Voilà , Monsieur “, dit alors la Dame, en montrant Mademoiselle de Biscornette, „ voilà la *Petite*  
„ *Fille* que je vous ai proposée ce matin. Cette Demoiselle que vous voyez,  
„ est d'une condition assez distinguée ,  
„ puisqu'elle est la nièce d'un fameux  
„ Colonel au service du Roi d'Espagne.  
„ On me l'a donnée en pension ; j'en ai  
„ autant de soin que si elle m'appartenait. Ce Monsieur le Colonel vient  
„ de m'écrire pour trouver un parti  
„ convenable à la chère Orpheline,  
„ s'engageant à faire noblement tout  
„ ce qu'on peut exiger d'un homme de  
„ qualité en pareilles circonstances.  
„ Votre physionomie , Monsieur , vos  
„ manières

„ manières & un certain je ne ſçais  
 „ quoi, m'ont déterminée à vous choiſir  
 „ parmi une quantité d'honnêtes gens  
 „ à qui j'aurois pu m'adreſſer pour pro-  
 „ poſer un ſemblable mariage. A l'oc-  
 „ caſion des affaires que j'ai chez mon  
 „ Procureur , où j'allois ce matin , je  
 „ ſuis entrée fortuitement chez Rain-  
 „ teau , dans le preſſant beſoin où je  
 „ me ſuis trouvée pour y prendre une  
 „ taſſe de chocolat. Ce n'eſt pas la  
 „ première fois que je vous ai apper-  
 „ çu dans ce quartier-là , où je ſuis  
 „ obligée d'aller ſouvent par rapport à  
 „ mon Procureur. C'eſt , comme vous  
 „ ſçavez , à la ſortie de ce Caffé , que  
 „ cherchant après mon Laquais , je vous  
 „ ai vû ; & qu'avant que de monter en  
 „ caroſſe , j'ai pris la liberté de vous abor-  
 „ der , ſur l'équivoque de la *petite-Fil-*  
 „ *le* des Actions que vous demandiez ,  
 „ ſans autre préambule. Il n'eſt donc  
 „ plus queſtion maintenant , que de nous  
 „ déclarer votre penſée ſur une négocia-  
 „ tion à laquelle ſans doute vous ne vous  
 „ attendiez pas. De quelles expreſſions  
 „ me ſervirai je , “ répondit le Borde-  
 „ lois , qui ne manquoit ni d'eſprit , ni  
 „ de politèſſe , „ pour vous remercier  
 „ de l'honneur que vous me faites , &  
 „ quelles obligations n'aurois-je point

H

„ à



„ à celle qui détermineroit une aussi ai-  
„ mable personne en ma faveur ! Ce-  
„ pendant, permettez-moi, Madame,  
„ de vous représenter, qu'un mariage  
„ fait de cette façon, & sur-tout d'u-  
„ ne personne de la qualité de Made-  
„ moiselle, avec un homme qu'elle ne  
„ connoît pas mieux què vous, devroit  
„ vous donner des scrupules. Il est  
„ bien vrai que s'il n'y avoit d'autre  
„ obstacle que ma profession de Com-  
„ merçant, je vous dois déclarer dans  
„ cette occasion, que si je suis dans le  
„ commerce du Papier, quoique bon  
„ Gentilhomme, je puis, sans déroger  
„ aux droits de ma naissance, entrer dans  
„ celui des Actions de la Compagnie  
„ d'Occident ; leur Edit de création,  
„ que j'ai sur moi, le porte positivement ;  
„ aussi voyez-vous beaucoup de gens,  
„ même de la première distinction, s'y li-  
„ vrer, sans craindre d'être confondus  
„ avec ceux qu'on appelle Agioteurs :  
„ & pour vous parler confidentiellement,  
„ je vous dirai que je ne suis venu à  
„ Paris que pour y faire quelque grand  
„ coup de ressource, qui me mette en  
„ état de relever l'éclat & la gloire de  
„ mes ayeux. Mon pere, à ne vous  
„ rien celer, tiro son origine d'une des  
„ premières maisons du pais d'Arma-  
„ gnac ;

„ gnac; peut-être passerai-je pour un  
 „ homme vain, si je vous dis encore  
 „ qu'on trouva, il y a quelque tems,  
 „ dans les ruines d'une vieille masure,  
 „ une pièce cuivre où il est parlé de  
 „ mes ancêtres.

Notre homme continuoît ainsi à donner des preuves de la noblesse de son extraction, lorsque la Dame l'interrompit par des rasades d'un vin très-agréable au goût, mais extrêmement fumeux. La Demoiselle, d'un air assez modeste, feignoit d'approuver par certains petits gestes tout ce que le Gascon débitoit; de sorte qu'après mille remerciemens de l'honneur qu'il recevoit, il voulut cependant revenir à l'Action nouvelle que la Dame lui avoit proposée dès le matin, sous le nom de *petite-Fille*; s'imaginant peut-être que tout ce qui avoit été dit jusqu'alors pour le marier avec cette Demoiselle, n'étoit que pour égayer le repas, & qu'il y avoit sans doute là plus de politesse que de dessein. Cependant l'Avanturiere, qui en avoit un autre que le Gascon ne pénétrait pas, fit venir des Liqueurs, & engagea si-bien le Négociant à boire, qu'il s'enyvra de façon à ne sçavoir plus ce qu'il faisoit. Dans une situation aussi favorable,

L'Avanturiere trouva aisément moyen de dévaliser sa dupe, en lui filoutant un Porte-feuille qui contenoit plus de vingt-ou trente-mille francs de bons Effets. Cela fait, le Mari prétendu, la Femme & l'Orpheline disparurent l'un après l'autre, sous divers prétextes; ce qui leur fut d'autant plus facile, que le Gascon s'étoit enfin assoupi.

Jugez de sa surprise, quand, après avoir cuvé son vin, au lieu de l'agréable compagnie avec laquelle il avoit dîné, il ne trouva qu'un Traiteur, accompagné de son marmison, qui lui présenta le compte de la dépense qu'on venoit de faire. Du premier abord il crut réellement que c'étoit un songe; mais après s'être bien frotté les yeux, voyant que c'étoit une réalité, il s'avisa fort mal à propos de vouloir faire le mauvais: & persuadé que le Traiteur étoit du complot sur le tour qu'on venoit de lui jouer, il n'y eut sorte d'injure ou de menace qu'il ne lui adressât.

Celui-ci de son côté, s'imaginant que le Bordelois n'étoit qu'un filou, qui cherchoit à s'esquiver sans payer, envoya vite son garçon chercher un Commissaire. L'Officier de justice étant venu, après avoir écouté les parties, découvrit

couvrit bientôt la vérité du fait ; & comme il étoit véritablement honnête homme ( chose assez rare dans les Gens de sa profession ) au lieu de songer à faire une procédure qui certainement lui auroit valu de l'argent , il se mit en devoir de faire entendre raison au Gascon , en l'engageant doucement à donner satisfaction à un homme qui dans le fond n'agissoit que de bonne foi : car l'Avanturiere avoit eu la précaution d'aller commander le repas chez le Traiteur au nom du Négociant , qui étoit assez connu , & là maison où le dîner fut porté appartenoit à ce Traiteur , qui s'en servoit uniquement pour des fêtes particulières où l'on souhaitoit de se rejouir *incognito*. Le Bordelois , convaincu par les bonnes raisons du Commissaire , paya & se retira chez lui , très-confus d'avoir été la dupe d'une telle aventure. Il commençoit cependant à s'en consoler , lorsqu'ayant mis la main dans sa poche , il ne trouva point son porte-feuille. C'est alors qu'il devint furieux , & n'écoutant que sa passion , il courut sur le champ chercher son Avanturiere. Il revint au Café ; il alla chez toutes les personnes de sa connoissance , à qui ayant fort indiscrettement raconté le fait , on juge

bien que l'aventure devint bientôt publique. On ne parla presque d'autre chose pendant plus de trois jours dans tous les Caffés de Paris. Cela donna occasion aux curieux d'approfondir la chose, & c'est par ce moyen qu'on en a sçu des circonstances qu'on ne pouvoit gueres sçavoir à moins que d'avoir été présent. Mais revenons aux opérations du Système ; que nous avons suivies jusqu'à la fin de Juillet.

Pour faciliter le jeu on coupe les Souscriptions en parties de 500. livres, & l'on admet les Billets d'Etat.

Le mois d'Août se passa jusqu'au 12. sans qu'il parût autre chose qu'un Arrêt daté de ce jour, qui ordonnoit de couper les Souscriptions des Actions de la Compagnie des Indes en autant de parties de cinq-cens livres que les Porteurs voudroient. La facilité qu'on s'appliquoit de donner au Commerce de ce Papier, jointe à ce que la renommée publia, qu'on se dispoisoit pour acquitter toutes les dettes constatées par le *Visa* qui avoit été fait après la mort de Louis XIV. & singulierement les Billets de l'Etat, causa du mouvement dans les négociations ; & ces Billets, qui perdoient moitié, remonterent à plus de deux tiers d'especes. Des augures si favorables influerent sur les Actions : elles gaignoient alors près de deux-cens pour cent.

cent. La revolution qui se fit par rapport aux Billets de l'État, qui monterent au pair de l'argent, fit faire de grosses fortunes à des gens qui n'avoient point pour ainsi dire de soubiers, & qui étoient absolument sans ressource. Il ne leur a fallu pour cela que la connoissance du nommé Vernesobre, sujet très-mince, & qui se trouvoit lui-même dans la misere, lorsque l'aveugle Déesse vint le prendre comme par la main, pour le fourrer dans la Banque, où il fût assez heureux pour acquérir la confiance de Fenelon, de Bourgeois & de du Rove, d'où il parvint enfin jusqu'à celle de Law même.

L'Auteur du Système ne pouvoit parvenir à certaines opérations, sans les communiquer à ceux dont il avoit besoin pour disposer les matières. Ce qu'il avoit mis en œuvre pour réunir les Fermes-générales à la Compagnie des Indes étoit venu à la connoissance du dit Vernesobre; de manière que les articles de l'Arrêt de réunion qui avoient rapport aux Billets de l'État, furent dévoilés quelques jours avant que cet Acte eût été rapporté au Conseil. Vernesobre, qui avoit vû l'article concernant le remboursement de ces Billets, en fit

part à ses émissaires. Ceux-ci encouragés, comme il arrive lorsqu'on sait quelque secret qui peut faire gagner de grosses sommes, s'assurèrent de tous les Billets de l'Etat qu'ils purent ramasser, soit en les achetant à prime, soit autrement: d'autres firent leurs reconnoissances, payables à huit, dix ou quinze jours, par des Banquiers avec lesquels ils étoient en relation d'affaires; de sorte qu'avant que le terme fût échû, tel qui s'étoit vû, il n'y avoit pas quinze jours, dans l'impuissance d'acheter une seule Action, se vit tout d'un coup trois-ou quatre-cens-mille livres de bénéfice, que cette secrète opération des Billets de l'Etat leur avoit donné. Il ne faut pas douter que ces Avanturiers n'aient partagé avec celui qui, selon toutes les apparences, ne les avoit avertis que pour en profiter. Quoi qu'il en soit, il resta toujours à ces émissaires un fonds qui les fit entrer dans les opérations des mois de Septembre & d'Octobre, qui suivirent de près la réunion qu'on va voir, & qui leur furent d'autant plus avantageuses, que le même Vernesobre en fut le Caissier; ainsi qu'on l'expliquera dans la suite.

On casse

Revenons aux bruits qui avoient transpiré

piré concernant la cassation du bail des Fermes générales, qui servoit de fondement au Contre-Système. Ces nouvelles, quoique repandues dans le public, ne furent confirmées qu'à la publication de l'Arrêt foudroyant qui cassoit & annulloit, à commencer au premier Octobre suivant 1719. le bail des Fermes générales, qui avoit été adjudgé à pareil jour de l'année 1718. à Aymon Lambert, Valet de chambre du Marquis d'Argenson, Ministre des Finances, pour les réunir à la Compagnie des Indes: & comme cet Acte contient des articles intéressans & qui sont extrêmement avantageux à cette célèbre Compagnie, qui enveloppera désormais toutes les Finances du Royaume, il est à propos d'en donner le précis. On retranchera le préambule, pour ne point faire languir le Lecteur; & l'on passera tout d'un coup au dispositif (1).

Le *deuxième Article* annonce, que le Roi subroge la Compagnie des Indes au lieu & place d'Aymon Lambert, le prête-nom des Paris, pour entrer en jouissance des Fermes générales au premier Octobre prochain, pour les Gabelles,

cinq

(1) Voyez Tome V. No. 27.



cinq grosses Fermes, Aides, Papier & Parchemens timbrés; & au premier Janvier 1720. pour les Domaines de France, Contrôles des Actes, Greffes, Amortissemens, francs Fiefs & nouveaux Acquets, Domaine d'Occident & droits y joints, pour en jouir par la dite Compagnie des Indes pendant neuf années consécutives, moyennant la somme de cinquante-deux millions par chacun an; dont lui sera passé bail sous le nom de telle personne qu'elle voudra choisir, dont elle sera caution.

Dans le *quatrième Article*, qui absorbe l'Anti-Système, le Roi voulant faciliter à la Compagnie des Indes le prêt qu'elle a offert à Sa Majesté, de douze-cens millions de livres, pour être employés au remboursement des Rentes perpétuelles & autres charges assignées sur les Aides & Gabelles, sur les Tailles, sur les Recettes générales, sur le Contrôle des Actes, celui des Exploits, sur les Postes, ensemble des cent millions d'Actions sur les Fermes, des Billets de l'Etat, des Billets de la Caisse commune, & de la Finance des Charges supprimées ou à supprimer, qui n'ont & n'auront point d'assignation particulière; a permis & permet S. M. à la Compagnie  
des

des Indes, d'emprunter douze-cens millions de livres, pour valeur desquelles elle donnera sur elle des Actions rentières au porteur, ou des Contrats de constitution, à trois pour cent par chacun an, payables de six en six mois, suivant l'ordre des numeros des Actions, ou de la datte des Contrats.

Pour donner à cette Compagnie une sûreté pleine & entiere, il sera passé à son profit, par les Commissaires qui seront nommés par S. M. des Contrats pour trente-six millions de livres de Rente, à trois pour cent par an, qui seront & continueront d'être assignés sur ses Fermes générales, dont la jouissance commencera au premier Janvier 1720. lesquels trente-six millions de Rente S. M. entend que la Compagnie retienne annuellement par ses mains sur le produit des Fermes générales pendant le cours de son bail; après l'expiration duquel, au cas que cette Compagnie ne fût pas adjudicataire des baux, les Fermiers des Fermes générales qui lui succederont, seront tenus & chargés de payer, en déduction du prix de leur ferme, à la dite Compagnie des Indes les dits trente-six millions de livres par

chacun an, de mois en mois, à raison de trois millions par mois.

Le *dernier Article* annonce, qu'en considération des secours présens que S. M. reçoit de la Compagnie des Indes, & pour assurer de plus en plus l'état des Actionnaires & Créanciers, Sa Majesté lui accorde pour cinquante années, tous les Privileges accordés par les différentes concessions réunies à cette Compagnie, lesquelles cinquante années finiront au premier Janvier 1770; à condition de payer en entier les dettes de l'ancienne Compagnie, tant en France qu'aux Indes, & sans aucune remise sur les capitaux des dites dettes, ni dans les intérêts.

Cet Arrêt fait monter fort haut les Actions de la Compagnie, & y attire tout le monde.

Cette subrogation de bail, les avantages qui y sont attachés, & les conséquences qu'on doit tirer d'un Arrêt qui fait clairement connoître la protection que S. M. veut donner de plus en plus à la Compagnie des Indes, à laquelle elle réunit un Commerce qui s'étend aux quatre parties du monde; l'administration des Finances qu'elle aura, comme on le doit présumer, suivant l'esprit du Système, dont elle est l'objet & le centre où se rapporteront toutes les parties de l'Etat; tous ces avantages, dis-je,

je, firent changer de face aux Actions. Elles avoient languï pendant l'année 1718. au dessous du pair des Billets de l'Etat; elles reprirent le dessus de l'espece en 1719, & même gagnerent sur elle plus de cent cinquante pour cent à la fin de Juillet; mais après l'opération dont nous venons de parler, elles monterent à quatre, cinq, six, & jusqu'à huit-cens pour cent; c'est-à-dire que ce qui avoit coûté à remplir en 1718. 500. livres en papier, valut à la fin de Septembre jusqu'à six- & huit-mille livres; les Actions d'Occident, & celles qui en étoient descendues, à proportion. Plus les Actions montoient pendant un tems, & plus le Commerçant s'y attachait: les particuliers de toute sorte d'état & de condition voulurent y prendre part; ceux même qui voyoient leurs Billets de l'Etat surpasser le pair de l'argent, à cause des emplois avantageux pour lesquels on les destinoit, les firent valoir dans les Actions de la Compagnie des Indes, où ils employèrent ce Papier. D'ailleurs tout le Royaume étant informé d'un remboursement qu'on se dispo- soit à faire de toutes les dettes perpétuelles, & autres charges dont il a été parlé dans l'Article 4. de l'Arrêt de

subrogation des cent millions d'Actions sur les Fermes générales réunies à la Compagnie des Indes; tous ceux qui étoient dans le cas de ces remboursemens y aspireroient, pour les employer dans les Actions de cette Compagnie. Elles ne furent plus regardées comme un effet du Commerce de la Louisiane, lorsqu'on en vit sortir les premiers Mississipiens, qui brillèrent avec tant d'éclat, sans aller chercher leur fortune ailleurs que dans une rue qu'on devoit alors considérer comme le vrai Mississipi. Au reste, le raisonnement de ceux qui profiterent de ces commencemens, & qui soutenoient que les Actions monteroient infiniment plus haut pour arriver à leur période, étoit fondé sur ce que le Système acqueroit chaque jour quelque degré de stabilité: qu'on y voyoit une suite d'idées se soutenir les unes les autres, & dont l'ame étoit le crédit, unique source de la circulation & de l'abondance, avec quoi son auteur vouloit acquitter le Roi par la suppression des impôts, changeant en bureau de Prêts, la Caisse décréditée de ses Emprunts.

Le grand  
Commer-  
ce s'en fixe

Mais pendant que les partisans du  
Système s'affermissoient par leurs rai-  
son-

sonnemens dans les idées avantageuses <sup>dans la</sup> qu'ils avoient conçûes , il arriva un éve- <sup>ruë Quin-</sup> nement qui les y confirma encore da- <sup>quem-</sup> vantage. Ce furent les opérations de <sup>poix.</sup> la ruë Quinquempoix , qui commence-  
rent à la fin du mois d'Août 1719, ruë  
très-fameuse pour avoir été le théâtre  
où les principaux mouvemens dont nous  
traitons se sont passés : & quoique l'on  
dise que dans les siècles à venir on ne  
pourra jamais croire les effets du Sys-  
tème , tels qu'on les a vûs effectivement ,  
& qu'ils ont été connus dans le nôtre ;  
il est néanmoins moralement certain ,  
que la mémoire en subsistera toujours  
par une tradition qui ne sçauroit man-  
quer aux habitans dont les ancêtres au-  
ront été propriétaires des maisons de cet-  
te ruë , non plus qu'à ceux dont les pa-  
rens y ont été ruinés. Il n'y aura que les  
descendans des Mississipiens que leur  
orgueil empêchera de parler d'une pla-  
ce qui a servi à leur élévation ; parce  
que ce monument des richesses de leurs  
peres ne sçauroit flatter la vanité de gens  
qui se sont annoblis depuis , par des  
Charges du premier ordre , & qui ont  
pris des alliances dans des familles an-  
ciennes , qui la plupart ont été ruinées ,  
dans le même tems que ces gens tout-  
à-fait

à-fait obscurs & inconnus ont trouvé le secret de s'enrichir pour ainsi dire de leurs dépouilles. Cette rue dont nous parlons, située presque au centre de Paris dans un des quartiers les plus peuplés de la Ville, est bornée d'un côté par la rue St. Martin, & de l'autre par celle de S. Denis, toutes deux grandes & remplies de Commerçans industrieux : les rues vulgairement dites aux-Ours & Bireboucher, se trouvent aussi à ses deux bouts.

Qui ser-  
voit de-  
puis quel-  
ques An-  
nées au-  
Commer-  
ce de l'A-  
giotage &  
de l'Es-  
compte.

Elle a été de tout tems occupée par des Banquiers correspondans de toutes les places de l'Europe : il s'y trouve même beaucoup de Juifs. Lorsque le Papier s'introduisit en France pour soutenir la guerre qui suivit la paix de Ryf-wyk, & que les Billets de Monnoye commencerent à circuler, certains Courtiers, qui avoient gagné quelque chose dans ce Commerce, s'y établirent sous le nom de Banquiers; & comme l'usure qui se pratiquoit parmi cette sorte de Commerçans ( qu'on appelloit Agio-teurs ) attira ceux qui avoient des Papiers Royaux de toute nature, commercables à un certain cours, les uns aux trois quarts de perte, les autres plus, quelques autres moins, tous ceux  
qui

qui avoient de ces Effets à vendre ou à acheter, se rendoient dans la rue Quinquempoix. Là ils étoient reçus à bureau ouvert, soit pour acheter ou pour vendre de ces Papiers; de manière que ce Commerce usuraire enrichissoit en peu de tems ces Banquiers de *l'Agio*. (1) L'ingénuité de quelques-uns de cette espèce de Négocians leur a fait avouer, que chaque sac de mille livres, par la volubilité de leurs négociations répétées, leur valoit jusqu'à trois pistoles par jour. Sur ce principe, tel commençoit à s'établir avec dix mille livres, moitié argent; moitié papier, qui pouvoit gagner deux-ou trois-cens livres par jour. On calculera par ce que je viens de dire, à quoi pouvoit monter le gain depuis le commencement de l'année jusqu'à la fin. Si l'on m'objecte qu'il faudroit déduire les Dimanches & les fêtes; je pourrois répondre, que le gain de chaque jour augmentant le fonds, est plus que suffisant pour balancer ce qu'il y auroit à déduire pour cinquante-deux Dimanches: outre qu'il n'y avoit pas un de ces Banquiers qui n'eût fait son Commerce

(1) Terme qui vient des Italiens & des Lyonnais, signifiant, Droits de change.



merce le jour même le plus solennel ; aussi furent-ils recherchés à ce sujet en 1710, & forcés à payer une taxe au profit du Roi.

La notoriété publique en fit connoître un beaucoup plus adroit que les autres. Quoiqu'il tranche aujourd'hui du grand Seigneur, voici le commencement de sa fortune. Elle vint de ce qu'on lui apportoit de grosses parties à escompter : quoiqu'il ne fût pas alors en fonds, sa ressource étoit d'entrer en un certain hôtel, dont il étoit proche voisin. Il y trouvoit de l'argent à la pendule, c'est à-dire qu'une demi-heure pouvoit lui coûter demi pour cent ; trois quarts d'heure, trois quarts pour cent ; une heure, un pour cent ; & ainsi du reste, à proportion du tems qu'il employoit à ses opérations. Le Banquier n'en faisoit pas le moindre scrupule, persuadé que l'Agioteur son voisin ne lui empruntoit son argent que pour payer des Effets qu'il n'avoit que la peine de porter simplement chez les Caissiers, qui les retiroient secrètement, pour faire plus promptement une éclatante fortune, aux dépens, comme on dit, du tiers & du quart. Malbalote, par exemple, ou tel autre Agent de Change,

ayant

ayant acheté des Papiers sur la place à trois quarts de perte, & les revendant le plus souvent à moitié, quand bien même il auroit employé deux heures dans ses opérations, pouvoit fort bien donner à son Banquier deux ou trois pour cent, dans le tems qu'il en gagnoit dix, vingt, &c.

Si les fortunes de cette rue, qu'on <sup>Ce qui</sup> nomme, pour la distinguer <sup>avoit déjà</sup> du tems de Law, la *Quinquempoix* <sup>fait de</sup> ancienne, n'ont <sup>grandes</sup> été ni si rapides ni si brillantes que celles <sup>fortunes.</sup> qui ont été faites par quelques Mississippiens, elles ont eu cependant plus de solidité que les gains de plusieurs Millionnaires de l'année 1720, qui, malgré les sommes immenses qu'ils avoient amassées, sont maintenant réduits presque à une extrême misère. Car malgré les recherches de la Chambre de Justice, & les taxes que ces sortes d'Agioteurs ont essuyé, Frecot & Vermalet, Négocians fort connus, & qui sont de la classe de cette ancienne *Quinquempoix*, possèdent aujourd'hui, chacun bien plus d'un million en bonnes especes; & le faste dans lequel ils vivent n'a pas peu contribué à la ruine de ces Agioteurs de la *Quinquempoix* nouvelle, qui ont voulu les imiter dans leur dépense. La

manière

manière dont Vermalet s'est soustrait à la Chambre de Justice est assez singulière pour mériter ici un détail un peu circonstancié.

Nous avons déjà dit que le Duc d'Orléans établit, au commencement de sa Régence, une Chambre de Justice, pour connoître des malversations de ceux qui avoient manié les Finances sous le règne de feu Louis XIV. Cette Chambre fut composée de plusieurs Magistrats, tant du Parlement que des autres Cours inférieures. La manière dont elle débuta, fit trembler non seulement ce qu'on appelloit Agioteurs, mais encore des Négocians qui croyoient n'avoir rien à se reprocher. Plusieurs se tirèrent d'affaire aux dépens de leur bourse ; d'autres, plus malheureux ou moins intriguans, essuyèrent ; à la mort près, tout ce que la justice a de plus rigoureux ; quelques-uns trouverent moyen, en sauvant leurs effets, de se mettre à l'abri de l'orage. Entre ces derniers, ledit Vermalet s'avisa d'un stratagème qui me paroît digne de la curiosité du Lecteur.

Histoire  
de l'éva-  
sion de  
Vermalet.

Avant que d'établir la Chambre de Justice, le gouvernement avoit pris de si justes mesures, que la sortie du Royaume

me sembloit impossible à tous ceux qui pouvoient être dans le cas de la recherche ; c'est-ce qui jetta l'effroi, comme nous venons de dire, dans le cœur des plus assurés Commerçans. Vermalet, dont la conscience n'étoit pas nette, voyant qu'il n'y avoit qu'une prompté fuite qui pût le sauver, résolut de tenter l'entreprise, quoi qu'il en pût arriver.. Voici comme il s'y prit pour passer en Hollande avec son or & son argent. Il s'habilla d'abord en Païsan, & ayant acheté une petite charrete attelée d'un cheval, il la chargea de foin & de paille. Dans cet équipage, il se mit hardiment en chemin, vendant son foin & sa paille au prix qu'on lui en offroit, & ne marchandant qu'autant qu'il falloit pour cacher son jeu. La vente faite, il rechargeoit sur nouveaux fraix, & recommençoit ainsi sa manœuvre: se détournant des grandes routes autant qu'il le pouvoit, il tâchoit d'arriver à la couchée dans des villages, préférablement aux villes; & comme il ne vouloit point perdre de vûe la charrete où étoit son trésor, il en faisoit son gîte. Peu accoustumé à une telle vie, s'il avançoit, ce n'étoit qu'à petites journées; encore eut-il de tems en tems de petites terreurs

reurs paniques. Dans la crainte où il étoit d'être surpris, son imagination frappée lui représentoit toujours des Archers courant après lui. Un jour qu'il étoit dans une grande perplexité pour un semblable sujet, qu'on juge de sa situation quand il en vit paroître en effet sept ou huit, dont un s'étant détaché, venoit à lui à toute bride, lui ordonnant d'arrêter. C'est alors qu'il se crut perdu sans ressource : cependant comme il ne manquoit point d'esprit, il tâcha de se rassurer, dans l'espoir de corrompre à force d'argent la fidélité de ces levriers de la Justice. Heureusement pour lui, il n'en fut pas question : il s'agissoit seulement de prendre sur sa charretée un homme de leur troupe qui s'étoit dangereusement blessé par une chute qu'il venoit de faire. Tout bien examiné, il crut devoir faire la chose de bonne grace ; aussi ne hésita-t-il point à leur offrir tout ce qu'ils pouvoient attendre de son ministère. En conséquence il falut rebrousser chemin jusqu'à un village où il avoit couché la nuit précédente. Il fut encore assez heureux pour n'être point questionné ; ce qui l'auroit embarrassé : il est même à présumer qu'il auroit été reconnu pour ce qu'il

qu'il étoit ; les Archers ayant commiffion exprefle d'arrêter tous ceux qui feroient foupçonnés de vouloir fortir du Royaume : bref, comme on dit communement, il en fut quitte pour la peur, & dès ce moment il prit tellement fes mefures, qu'il franchit la frontiere avec fes effets fans autre accident. Du depuis il arrangea fi bien fes affaires, qu'il revint en France, où, à l'imitation de plusieurs autres Agioteurs de l'ancienne Quinquempoix, il vit dans un fafte que plusieurs de la Quinquempoix nouvelle ont voulu imiter mal à propos ; je dis mal à propos, puifqu'ils fe font absolument ruinés en faisant une dépenfe qu'ils n'ont pû foutenir.

La Quinquempoix ancienne, qui avoit Le Négoce des Actions fe fait en pleine rue dans l'ancienne Quinquempoix, & y attire une multitude incroyable. dans tous les tems été le rendez-vous des Commerçans du Papier, fut choifie par ceux qui travaillèrent dès la naiffance du Syftème, pour y tenir leurs aflemblées ; & les Banquiers dont nous venons de parler, très-opulens dès ce tems-là, commencerent à y commercer les Actions de la Compagnie d'Occident, ainfi que celles de l'Anti-Syftème. On voyoit auffi voltiger dans cette place des Papiers Royaux, quoique profcrits parce qu'ils n'avoient point été portés au

*Visa.*

*Visa.* Il s'y négocioit encore des Billets de l'Etat que ce tribunal avoit produit , & qui , nonobstant la réduction qu'ils avoient soufferte , perdoient encore moitié. Jadis les négociations s'y faisoient dans les maisons & sans s'attrouper : mais si-tôt que les opérations du Système eurent commencé à causer de l'étonnement , tous les Agioteurs Mississipiens s'assemblerent publiquement & à decouvert dans cette rue. Les premiers progrès ayant fait naître des sentimens pour & contre , on commença par y aller débiter de nouvelles , proposant aussi des affaires , à la manière de ceux qui se trouvent à la Bourse de Londres ou d'Amsterdam , où les Négocians vont régulièrement tous les jours. Ces assemblées grossirent , à proportion que les Actions de la Compagnie d'Occident prenoient faveur , & que la réunion de celle des Indes les faisoit monter ; mais lorsqu'on eût dépouillé l'Anti-Système des Fermes générales , pour les donner à cette Compagnie , le public se persuada qu'elle auroit le dessus , avec d'autant plus de certitude , que l'Arrêt qui lui réunissoit ce bail , la chargeoit d'acquiter les cent mil-

millions d'Actions qui étoient la matière du dit Contre-Système.

Ces belles dispositions, jointes aux effets surprenans qui les suivirent, attirerent dans cette Place ceux qui avoient du fonds, & même ceux qui n'en avoient pas : les uns, pour y acheter & vendre dix & vingt fois par jour, s'il étoit possible ; & les autres, pour y exercer le métier de Courtier. D'autres, prévoyant que le terrain de cette rue monteroit à un si haut prix, que dix pieds en quarre pourroient bien rapporter le revenu d'une terre seigneuriale ; s'emparèrent de toutes les maisons à louer, aussi-bien que des appartemens, pour les sous-louer en détail, comme ils firent aux Agioteurs, qui accoururent en foule pour y établir des bureaux. Cette prévoyance enrichit ceux qui la mirent à profit. Les bureaux y étoient loués deux, trois, quatre-cens-livres par mois, suivant l'étendue du terrain ; de sorte qu'une maison de six à huit-cens livres de loyer par an, contenoit jusqu'à trente & quarante bureaux : d'où l'on peut juger du produit. A l'exemple de cette première idée, toutes les maisons de la rue Quinquempoix, & celles des rues voisines, furent par-

A la faveur  
des Bu-  
reaux que  
l'on y éta-  
blit dans  
toutes les  
Maisons.

I

tagées



tagées en bureaux : on n'en excepta pas même les greniers & les caves. Un Savetier qui travailloit sous quatre planches , adossées au mur du jardin de Tourton , fameux Banquier , s'avisa de métamorphoser sa petite hutte en bureau , qu'il garnit de plusieurs petits tabourets , pour faire asseoir des Femmes que la curiosité attiroit dans cette place. Voyant que cette idée lui réussissoit , il abandonna son métier , pour fournir des plumes & du papier dans des opérations qu'on venoit faire dans sa petite boutique , lorsque l'impatience ne permettoit pas aux Négocians d'entrer dans les bureaux ordinaires. Son attention dans ce nouveau métier , jointe à la retribution de ses selletes , lui ont valu jusqu'à deux-cens livres par jour dans le fort des négociations.

On fait de  
nouveaux  
Arrange-  
mens pour  
donner  
plus de  
lustre à la  
Compagnie , à la  
quelle on  
affecte  
Hôtel de  
Nevers.

Avant que d'entrer dans les opérations qui commencerent au mois de Septembre , l'ordre demande que nous voyions deux Arrêts , rendus le 31. du mois d'Août 1719. L'un , concernant la suppression des Rentes perpétuelles , & des soixante - & - dix Payeurs avec leurs Contrôleurs , n'étoit qu'en conformité de l'Arrêt du 27. du même mois , portant cassation du bail des Fermes générales ,

rales , pour les réunir à la compagnie des Indes. L'autre , du même jour , rendu pour la signature des Billets de Banque de mille livres , portoit , que les Officiers nommés par Sa Majesté par l'Arrêt du 3. Juin précédent , bien loin d'avoir été suffisans pour la signature de ces Billets pour les Bureaux particuliers dont l'établissement avoit été ordonné par l'Arrêt du 25. Juillet , ne pouvoient même suffire à la signature de ceux qui se distribuoient au Bureau général de Paris ; de sorte que le public souffroit du manque des Billets : Que l'établissement des Bureaux particuliers en étoit retardé , & que les Officiers étant même occupés à d'autres fonctions nécessaires pour les opérations de la Banque , Sa Majesté ordonnoit , qu'à l'avenir les Billets de Banque de mille livres seroient signés par les trois Commis dénommés dans cet Arrêt , à la place de Fenelon , de Bourgeois & de du Reveft , qui furent destinés pour signer les Billets de dix mille livres qui se fabriquoient , & qui parurent quelques semaines après cet acte. Il falloit à la Compagnie des Indes un théâtre plus noble & plus spacieux que celui qu'elle occupoit auparavant. Le

grand & magnifique Hôtel de Nevers fut choisi pour y établir les Bureaux de la Banque Royale qui n'en pouvoit être séparée.

Mr. le  
Blanc se  
signale  
dans le  
Négoce.

Il lui falloit encore des hommes remuans qui pussent animer ses opérations. Vincent le Blanc entre autres se rendit célèbre, & excella à produire des mouvemens extraordinaires. On doit le regarder avec justice comme le plus fameux, le plus puissant & le plus redoutable de tous ceux qui se sont jamais mêlés du Commerce du Papier. Ce négoce lui étoit devenu si familier, qu'il ne se faisoit plus qu'un jeu de ce que tant d'autres n'osoient souvent envisager qu'en tremblant. De quelque nature que fussent les Papiers qui avoient été introduits en France, depuis les Billets de Monnoye jusqu'à ceux du Système, il en connoissoit si bien tous les débouchés, qu'il ne manquoit jamais d'en faire tourner le Commerce à son profit. Son plus grand talent consistoit dans la manœuvre qu'il sçavoit ordonner à propos, pour faire monter, baisser, ou rester dans l'équilibre quelque sorte de Papier de Commerce que ce pût être; en un mot, que les Effets fussent bons ou mauvais, on peut dire

dire que le Blanc étoit en état d'y donner telle faveur ou discrédit qu'il souhaitoit: il n'avoit qu'à vouloir, pour mettre toute la place en combustion; soit en assurant, pour faire monter, soit en faisant vendre par dix Agens de change, suivis d'autant de leurs Courtiers, pour faire tomber les Effets. Il sçavoit enfin tellement gouverner le thermomètre du Papier, que les Agioteurs mêmes se croyoient trop heureux, quand ils pouvoient parvenir à discerner ses émissaires & devenir leurs amis, afin de connoître à propos tous ces mouvemens équivoques: & comme il avoit la réputation d'enrichir ou de ruiner ceux qu'il vouloit, par rapport au Commerce du Papier, où il tenoit le haut bout, on voyoit chez lui, matin & soir, une foule de Négocians former une grosse cour, sans que néanmoins aucun pût sçavoir son secret. Il donnoit aux uns des ordres pour acheter, aux autres pour vendre; observant toujours que son extérieur fût tout-à-fait contraire à ce qu'il méditoit: & chacun des deux partis ayant exécuté ses ordres, de quelle manière que ce pût être, tout tournoit infailliblement à son profit, pendant que ceux qui avoient suivi des avis insinués

à dessein , en étoient les dupes ; plusieurs se trouvoient aussi ruinés par les fausses confidences que les perfides Agens leur faisoient. Un tel manège cependant commença à rendre le nom de le Blanc odieux dans le public. Il le devint bien plus , quand il eut enlevé toutes les Eaux de vie du Royaume , & contraint l'Etranger à venir les lui acheter. Ce monopole , joint à quelques autres opérations , le fit conduire prisonnier au Château de la Bastille , d'où il est sorti , & rentré à plusieurs reprises , soit pour taxe , coups de main au détriment des affaires &c. Cependant le Blanc , comme on l'a déjà vu , pouvoit être bon à bien des choses : par exemple un Receveur général des Finances , un Entrepreneur des Vivres , & autres Gens d'affaires , pouvoient , dans un pressant besoin , tirer de grands secours de son talent pour la manœuvre du Papier.

Et est employé par Law , au Système duquel il tâche vainement de nuire.

L'Auteur du Système , très-persuadé de sa capacité à cet égard , & connoissant en lui de grandes ressources pour les gros fonds , s'en servit avantageusement. La supériorité qu'il avoit sur tous les Agioteurs étoit pour Law d'une conséquence infinie. Il lui falloit nécessaire-

cessairement quelqu'un qui pût procurer le mouvement nécessaire, pour parvenir à remplir les premiers cent millions des Actions d'Occident, à quoi l'on avoit destiné des Billets de l'Etat; & comme il faisoit empêcher de monter ce Papier qui couroit sur la Place, les talens de le Blanc eurent une belle occasion pour y faire briller sa manœuvre à l'avantage de celui qui l'avoit employé: car en remplissant ce qui restoit des Soucriptions que Law avoit fait faire, le Blanc avoit la gloire d'affermir un établissement qui n'étoit point encore goûté. L'on peut bien s'imaginer, que ce fameux Négociant avoit rempli pour son compte un grand nombre d'Actions d'Occident, qui lui auroient produit dans la suite beaucoup de millions: mais, soit que la place de Secrétaire du Roi qu'il occupoit, en l'attachant au Garde des Sceaux, qui étoit aussi à la tête des Finances, eût inspiré à le Blanc d'entrer dans le parti de ce Ministre, qui n'aimoit point du tout Law; soit que le Système & le génie de Law portassent ombrage à le Blanc, qui ne se voyoit plus, comme ci-devant, le chef des Négocians en papier; quelque mécontentement qu'il eût enfin, il est cer-

tain , qu'après avoir rendu des services essentiels à Law par rapport au Système , il s'efforça aussi de le détruire , en entreprenant de faire tomber les Actions de la Compagnie d'Occident. Il en distribua une quantité prodigieuse à des Courtiers , qui les repandirent , sans pouvoir les faire baisser ; il sembloit au contraire , que l'affectation des Agens , que l'on connoissoit pour être les émissaires de le Blanc , faisoit plutôt monter les Actions que baisser : de sorte qu'elles se soutinrent toujours , malgré la mauvaise humeur qu'il prit contre ce Papier. Il s'avisa ensuite de quitter le Système , dans le tems qu'il étoit le plus à propos de s'y livrer ; mais il y revint , non obstant son entêtement.

Fortune  
immense  
d'André.

D'autres avoient pris la sage précaution de se livrer entièrement aux mouvemens du Système. Le fameux André y avoit gagné trente millions dès le commencement du mois de Septembre. Cette époque s'est conservée à l'occasion d'un pari de cent mille écus qu'il avoit fait le 8. de ce mois , gageant que les Actions de la Compagnie d'Occident monteroient à huit-cens le même jour , c'est-à-dire qu'une Action de mille livres en rendroit huit-mille. Le fait arriva ,

riva, & André gagna son pari; ce qui lui fit dire hautement, que le gain de cent mille écus étoit bien peu de chose pour un homme qui possédoit déjà la valeur de trente millions.

Nous avons dit que la Compagnie <sup>Arrêts</sup> avoit acheté le grand Hôtel de Nevers. <sup>nouveaux.</sup> C'est-là qu'elle établit les Bureaux, les Caisses, & les autres endroits nécessaires pour l'exécution de ses vastes desseins. L'Arrêt pour le payement des arrérages des Rentes de la ville, & le remboursement des Payeurs & Contrôleurs n'étant qu'une conséquence de l'Arrêt du 27. Août, qui subroge la Compagnie dans la jouissance du bail des Fermes générales, il est inutile d'en faire ici la recapitulation. Cet Acte du 27. Août ayant engagé la Compagnie des Indes à prêter au Roi douze-cens millions, pour acquiter les dettes de l'Etat, disposa la Banque à augmenter la fabrication de ses Billets, afin de faire face à cette somme que l'Arrêt de subrogation promettoit d'acquiter. Celui qui ordonna de fabriquer des Billets de la valeur de dix mille livres chacun, pour la somme de cent vingt millions, fut rendu le 12. Septembre 1719. sur ce que S. M. étant informée que le nombre  
des



des Billets de Banque, destinés pour le Bureau général de Paris, ne suffisoit pas pour la circulation, & que plusieurs de ses sujets étoient privés de l'utilité de cet établissement : S. M. avoit jugé à propos d'y pourvoir, en ordonnant qu'il seroit fait vingt Regîtres, contenant chacun six-cens Billets, de dix-mille livres chacun, numérotés depuis le numero premier jusques & compris le numero 12000, faisant la somme de cent vingt millions de livres, pour être distribués au Bureau général de la Banque. Voulant S. M. que ces Billets fussent signés par Bourgeois, Trésorier de la Banque, visés par Fenelon, Inspecteur, & contrôlés par du Revest.

On crée  
50. mil-  
lions de  
nouvelles  
Actions.

Une fabrication préparatoire à la circulation des Billets dont on auroit besoin pour satisfaire aux remboursemens que la Compagnie des Indes devoit faire, suivant l'Arrêt de subrogation dont on a parlé, n'étoit pas le seul objet où elle s'attacha pour être en état d'acquiescer les douze-cens millions. C'est pourquoi les Directeurs de cette Compagnie supplièrent S. M., de vouloir bien les autoriser à faire pour cinquante millions de nouvelles Actions, qui seroient de même nature & jouiroient des mêmes avanta-

avantages que les anciennes. Le Roi le leur accorda par l'Arrêt du 13. Septembre 1719. dont voici le précis. ( 1 )

Sçavoir que ces cinquante millions de nouvelles Actions seroient en cent mille Billets , d'une Action chacun , numérotés depuis le numero 120001. jusques & compris le numero 220000 ; & que les dites Actions seroient acquises par toute sorte de personnes , sur le pied de cinq-mille livres chaque Action , payables en dix payemens égaux , en especes ou Billets de Banque , dont le premier seroit comptant , & les autres dans le courant de chacun des mois suivans ; & qu'à faute de faire les payemens dans les mois indiqués , les Certificats des Caissiers de la Compagnie qui auroient été délivrés pour les Actions nouvelles , deviendroient nuls ; & enfin , que le livre pour la délivrance des Certificats seroit ouvert , à commencer du 15. que ces Certificats seroient visés par l'un des Directeurs de la Compagnie des Indes , & signés par Vernesobre de Laurieu , Caissier nommé pour recevoir les fonds des cinquante millions de nouvelles Actions.

Cet

( 1 ) Voyez Tome V. No. 33.

## 204 HISTOIRE DU SYSTÈME.

Cet Acte causa parmi les Actionnaires, Négocians, & autres, de tous les états, une émulation générale. Il augmenta considérablement les mouvemens nécessaires à l'affermissement d'un Système qui demandoit une grande volubilité d'esprit, sur-tout dans une telle conjoncture; & ces nouveaux mouvemens, joints à l'agitation d'un peuple nombreux & avide, rendirent la fameuse rue Quinquempoix plus florissante que jamais.

*Fin de la première Partie.*

re-  
tas  
rens  
écel  
e qu  
d'el  
jone  
rens  
nom  
rens  
que













UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06591 1425

---

**DO NOT REMOVE  
OR  
MUTILATE**

